

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

REGION DE L'EXTRÊME-NORD

DEPARTEMENT DU DIAMARE

COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE MAROUA 2^{ème}



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

FAR-NORTH REGION

DIAMARE'S DIVISION

MAROUA 2^{ème} SUBDIVISION COUNCIL

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE MAROUA 2^{ème}



OAL D'ACCOMPAGNEMENT:

Tammounde
Speranza

Tel: (+ 237) 696 27 15 30
Email:tammounde.speranza@gmail.com
B.P:122 Maroua/
Cameroun

FINANCEMENT DU :



Avril 2016

Tables des Matières

Tables des Matières	2
LISTE DES ABREVIATIONS.....	5
LISTE DES TABLEAUX.....	8
LISTE DES PHOTOS.....	10
LISTE DES CARTES.....	11
LISTE DES FIGURE	12
LISTE DES ANNEXES	13
RESUME.....	14
INTRODUCTION	15
1.1. Contexte et justification	15
1.2. Objectifs du PCD.....	15
1.3. Structure du document	16
CHAPITRE I : METHODOLOGIE	17
I.1. PREPARATION DE L'ENSEMBLE DU PROCESSUS.....	18
I.1.1.Préparation pédagogique.....	18
I.1.2. Préparation administrative.....	18
I.1.3. Préparation opérationnelle sur le terrain	18
I.2. COLLECTE ET TRAITEMENT DES INFORMATIONS	18
I.2.1.Consolidation des données du diagnostic et cartographie	22
I.2.2. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation	22
I.2.3. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif.....	22
CHAPITRE II : PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE DE MAROUA 2 ^{ème}	23
II.1. LOCALISATION DE LA COMMUNE.....	24
II.2. DESCRIPTION DU MILIEU BIOPHYSIQUE	24
II.2.1.Le climat	24
II.2.2.les sols	25
II.2.3.Le relief.....	25
II.2.4.L'hydrographie	25
II.2.5.La flore, la végétation et la faune.....	26
II.3. RESSOURCES NATURELLES DE LA COMMUNE ET LEUR UTILISATION	26
II.4. MILIEU HUMAIN	26
II.4.1. Historique de la commune de Maroua 2 ^{ème}	26
II.4.2. Taille et structure de la population	27
II.4.3. Ethnies, religions et organisation sociale	29
II.4.4. Principales activités économiques	30
II.5. PRINCIPALES INFRASTRUCTURES PAR SECTEUR.....	34

II.5.1. Infrastructures de l'éducation de base.....	34
II.5.2. Infrastructures des enseignements secondaires.....	38
II.5.3. Infrastructures sanitaires	39
II.5.4. Infrastructures hydrauliques	40
II.5.5. Infrastructures marchandes	44
II.5.6. Autres infrastructures sociales, de culture et de loisirs	47
II.5.7. Infrastructures de communication et télécommunication	48
II.5.8. Travaux publics.....	48
III. 6. PRINCIPAUX ATOUTS/POTENTIALITES ET CONTRAINTES DE LA COMMUNE	48
CHAPITRE III : SYNTHESE DES RESULTATS DES DIAGNOSTICS	50
III.1. SYNTHESE DU DIC	51
II.1.1. Gestion des ressources humaines	51
III.1.2. Gestion des ressources financières	59
III.1.3. Gestion du patrimoine communal	66
III.1.4. Gestion des relations.....	75
III.1.5 Axes de renforcement de la commune	78
III.2. SYNTHESE DU DEUC	79
III.2.1. Synthèse des couches vulnérables	79
III.2.2. Synthèse des corps de métier chapeau.....	83
IV.4. ESQUISSE DU PLAN D'UTILISATION ET DE GESTION DES TERRES DE L'ESPACE COMMUNAL 88	
III.2.3. Synthèse sur la petite enfance	91
III.2.4. Synthèse sur les changements climatiques.....	96
III.2.5. Développement de l'Economie Locale	97
III.3. PRINCIPAUX PROBLEMES ET BESOINS IDENTIFIES ET CONSOLIDES PAR SECTEUR	100
III.3. Synthèse des microprojets prioritaires des villages	124
CHAPITRE IV : PLANIFICATION STRATEGIQUE	130
IV.1. VISION ET OBJECTIFS DU PCD.....	131
IV.2. CADRE LOGIQUE PAR SECTEUR	132
IV.3. COUT ESTIMATIF DU PCD.....	215
CHAPITRE V : PROGRAMMATION	217
V.1. ORDRE DE FINANCEMENT DES VILLAGES DE LA COMMUNE	218
V.2. RESSOURCES MOBILISABLES DE LA COMMUNE.....	219
V.3. CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT) DES PROJETS PRIORITAIRES.....	220
V.4. CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CDMT	225
V.4.1. Impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'optimisation et d'atténuation des projets à mettre en œuvre dans le CDMT	225
V.4.2. Plan sommaire de gestion de l'environnement du CDMT	231
V.5. PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL PIA	233
V.6. PLAN DE PASSATION DES MARCHES DU PIA.....	235
CHAPITRE VI : MECANISME DE SUIVI-EVALUATION.....	238

VI.1. COMPOSITION ET ATTRIBUTIONS DU COMITE DE SUIVI-EVALUATION DU PCD.....	239
VI.1.1. Composition du comité de suivi-évaluation du PCD	239
VI.1.2. Les attributions du Comité de suivi du PCD	239
VI.1.3. Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)	240
VI.1.4. Dispositif, outils et fréquence du reporting	241
VI.1.5. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD	241
VI.2. PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD	243
CONCLUSION	249
BIBLIOGRAPHIE	250
ANNEXES	251

LISTE DES ABREVIATIONS

AGR	Activités Génératrices des Revenus
ANDP	Alliance Nationale pour la Démocratie et le Progrès
APEE	Association des Parents d'Elèves et Enseignants
APP	Analyse des Parties Prenantes
ART	Agence de Régulation des Télécommunications
BIP	Budget D'Investissement Public
BP	Budget Prévisionnel
CA	Compte Administratif
CAC	Centimes Additionnels Communaux
CAMTEL	Cameroun Télécommunications
CC	Comité de Concertation
CCD	Cadre Communal de Développement
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CES	Collège d'Enseignement Secondaire
CETIC	Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial
CL	Cadre Logique
CLLS	Comité Local de Lutte Contre le Sida
CM	Conseil Municipal
CNPS	Caisse Nationale de la Prévoyance Sociale
COMES	Conseil Municipal Elargi aux Sectoriels
CSI	Centre de Santé Intégré
CTD	Collectivité Territoriale Décentralisée
CTFC	Centre Technique de la Forêt Communale
CVECA	Caisse Villageoise d'Epargne et de Crédit Autogéré
CVUC	Communes et Villes Unies du Cameroun
COFIL	Comité de Pilotage
DDDIAM	Délégation Départementale du Diamaré
DDES	Délégation Départementale des Enseignements Secondaires
DIC	Diagnostic Institutionnel Communal
DEL	Développement de l'Economie Locale
DGD	Dotation Générale de la Décentralisation
DREN	Délégation Régionale de l'Extrême-Nord
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
ELECAM	Elections Cameroon
EMF	Etablissement de Micro Finance
ENEO	Energie of Cameroon
FCFA	Francs de la Communauté Française D'Afrique
FEICOM	Fonds Spécial d'Equipement et d'Intervention Intercommunal
FFOM	Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
GDT	Gestion Durable des Terres
GIC	Groupe d'initiative Commune
GIZ	Coopération Internationale Allemande
IAEB	Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base
IOV	Indicateurs Objectivement Vérifiables
IRAD	Institut de Recherche Agricole et de Développement
ISS	Interview Semi-Structurée
IST	Infection Sexuellement Transmissible
LMT	Long et Moyen Terme
MAETUR	Mission d'Aménagement et D'Equipement des Terrains Urbains et Ruraux
MARP	Méthode Accélérée de Recherche Participative
MDV	Moyens De Vérification

MINADER	Ministère de L'Agriculture et du Développement Rural
MINAS	Ministère des Affaires Sociales
MINATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINCOMMERCE	Ministère du Commerce
MINCULTURE	Ministère de la Culture
MINDCAF	Ministère des Domaines et des Affaires Foncières
MINDEF	Ministère de la Défense
MINHDU	Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain
MINEDUB	Ministère de L'Education de Base
MINEE	Ministère de L'Eau et de L'Energie
MINEFOP	Ministère de L'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINEPDED	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature et du Développement Durable
MINEPAT	Ministère de L'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINEPPIA	Ministère de L'Elevage, des Pêches et des Industries Animales
MINESSEC	Ministère des Enseignements Secondaires
MINESUP	Ministère de l'Enseignement Supérieur
MINFI	Ministère des Finances
MINFOF	Ministère des Forêts et de la Faune
MINJEC	Ministère de la Jeunesse et Education Civique
MINMIDT	Ministère des Mines Industries et du Développement Technologique
MINPMEESA	Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de L'Economie Sociale et Artisanat
MINPOSTEL	Ministère des Postes et Télécommunications
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINRESI	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'innovation
MINSANTE	Ministère de la Santé Publique
MINSEP	Ministère des Sports et de L'Education Physique
MINTOUL	Ministère du Tourisme et des Loisirs
MINTP	Ministère des Travaux Publics
MINTRANS	Ministère des Transports
MINTSS	Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale
OAL	Organisme d'appui Local
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OS	Objectif Spécifique
PACA	Projet d'Amélioration de la Compétitivité Agricole
PADFA	Programme d'Appui au Développement des Filières Agricoles
PAJER U	Programme d'appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PCD	Plan Communal de Développement
PDC	Plan de Développement Communal
PDL	Plan de Développement Local
PDR- EN	Programme de Développement Rural de la Région de L'Extrême –Nord
PDRP	Programme de Développement Rural Participatif
PEV	Programme Elargi de Vaccination
PIA	Plan d'Investissement Annuel
PIAASI	Projet Intégré d'Appui aux Acteurs du Secteur Informel
PIP	Projets d'Investissement Prioritaire
PNDP	Programme National de Développement participatif
PNDRT	Programme National de Développement des Racines et Tubercules
PPM	Plan de Passation des Marchés
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
RDPC	Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais
RGPH	Recensement General de la Population et de L'habitat
RM	Recette Municipale

SAR-SM	Section Artisanale et Rurale / Section Ménagère
SDE	Services Déconcentrés de l'Etat
SEMRY	Société d'exploitation et de Modernisation du Riz dans la Plaine de Yagoua
SEPO	Succès, Echecs, Potentialités, Obstacles
SG	Secrétaire Général
SIDA	Syndrome Immuno Déficience Acquis
SODECOTON	Société de Développement de Coton
SPM	Service de Passation des Marchés
TIC	Technologies de L'information et de la Communication
TSP	Tableau Synoptique de Planification
UDC	Union Démocratique du Cameroun
UNDP	Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès
UNESCO	United Nations For Education, Science And Culture Organization
UNFPA	United Nations Fund For Population
UNICEF	United Nations of International Children's Emergency Funds
VIH	Virus D'Immuno Déficience Humaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau N° 1: Typologie et caractéristiques des sols	25
Tableau N° 2: Principales ressources naturelles de la commune	26
Tableau N° 3: Structure de la population de Maroua 2ème.....	27
Tableau N° 4: Tableau récapitulatif des rendements de quelques spéculations pratiquées dans la commune....	30
Tableau N° 5: Tableau récapitulatif des espèces et races élevées dans la commune	32
Tableau N° 6: Situation de l'Education de base dans la Commune	34
Tableau N° 7: Situation des enseignements secondaires et écoles de formation dans la Commune.....	38
Tableau N° 8: Répartition des infrastructures hydrauliques dans les villages.....	41
Tableau N° 9: Synthèse des principales infrastructures marchandes de la Commune.....	45
Tableau N° 10 :Matrice des ressources naturelles de la Commune	89
Tableau N° 11: Tableau de synthèse du personnel communal.....	51
Tableau N° 12: Tableau de synthèse sur le conseil municipal	55
Tableau N° 13: Forces, faiblesses et contraintes des Ressources Humaines de la commune.....	57
Tableau N° 14: Tableau de synthèse des ressources financières sur trois exercices	59
Tableau N° 15: Distribution du budget sur les trois derniers exercices	62
Tableau N° 16: Répartition du budget en fonds propres/fonds extérieurs	64
Tableau N° 17: Forces et faiblesses des Ressources Financières de la commune	65
Tableau N° 18: Synthèse des biens immeubles de la commune	66
Tableau N° 19: Biens meubles de la commune	67
Tableau N° 20: Matériel roulant.....	73
Tableau N° 21: Forces et faiblesses de la Gestion du patrimoine communal.....	74
Tableau N° 22: Synthèse sur les relations de la commune avec ses partenaires	75
Tableau N° 23: Forces et faiblesses de la Gestion des relations de la commune	77
Tableau N° 24: Différents axes de renforcement de la commune.....	78
Tableau N° 25: Synthèse sur les populations vulnérables de la commune.....	79
Tableau N° 26: Synthèse des difficultés et des besoins des populations vulnérables de la commune	80
Tableau N° 27: Problèmes/Difficultés-Besoins/Attentes des corps de métier.....	83
Tableau N° 28: Matrice de captage des données sur la petite enfance	91
Tableau N° 29: Synthèse des effets des changements climatiques dans la commune.....	96
Tableau N° 30: Synthèse des secteurs créateurs des richesses et d'emplois dans la commune.....	97
Tableau N° 31: Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur	101
Tableau N° 32: Récapitulatif des besoins dans l'éducation de base	118
Tableau N° 33: Récapitulatif des besoins des enseignements du secondaire	121
Tableau N° 34: Récapitulatif des besoins dans le secteur de l'eau.....	122
Tableau N° 35: Synthèse des Microprojets prioritaires par village	124
Tableau N° 36: Cadre logique du secteur de l'Agriculture.....	132
Tableau N° 37: Cadre logique secteur de l'Elevage.....	135
Tableau N° 38: Cadre logique secteur de la Santé	139
Tableau N° 39: Cadre logique secteur des Travaux publics.....	142
Tableau N° 40: Cadre logique secteur de l'Education de base	144
Tableau N° 41: Cadre logique secteur des Arts et de la Culture.....	148
Tableau N° 42: Cadre logique secteur de la Promotion de la femme et de la famille.....	151
Tableau N° 43: Cadre logique secteur des Affaires sociales.....	154
Tableau N° 44: Cadre logique secteur de l'Eau	157
Tableau N° 45: Cadre logique secteur de l'Energie	159
Tableau N° 46: Cadre logique secteur de l'Assainissement.....	161
Tableau N° 47: Cadre logique secteur des Enseignements secondaires.....	163
Tableau N° 48: Cadre logique secteur de l'Emploi et de la formation professionnelle	166

Tableau N° 49: Cadre logique secteur du Travail et de la sécurité sociale.....	168
Tableau N° 50: Cadre logique secteur du Tourisme et des Loisirs.....	170
Tableau N° 51: Cadre logique secteur des Forêts et faune.....	172
Tableau N° 52: Cadre logique secteur de l'Environnement et de la protection de la nature.....	174
Tableau N° 53: Cadre logique secteur de l'Habitat et du développement urbain.....	176
Tableau N° 54: Cadre logique secteur des Domaines, du cadastre et des affaires foncières.....	178
Tableau N° 55: Cadre logique secteur de la Recherche scientifique et de l'innovation.....	180
Tableau N° 56: Cadre logique secteur de la Jeunesse et éducation civique.....	182
Tableau N° 57: Cadre logique secteur des Sports et éducation physique.....	184
Tableau N° 58: Cadre logique secteur des Petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat.....	186
Tableau N° 59: Cadre logique secteur des Industries, des mines et du développement technologique.....	188
Tableau N° 60: Cadre logique secteur des Transports.....	190
Tableau N° 61: Cadre logique secteur des Postes et télécommunication.....	192
Tableau N° 62: Cadre logique secteur de la Communication.....	194
Tableau N° 63: Cadre logique secteur de l'Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre.....	196
Tableau N° 64: Cadre logique secteur de l'Enseignement supérieur.....	198
Tableau N° 65: Cadre logique secteur du commerce.....	200
Tableau N° 66: Cadre logique Institution communale Maroua 2.....	202
Tableau N° 67: Cadre logique petite enfance.....	206
Tableau N° 68: Cadre logique Changements climatiques.....	212
Tableau N° 69: Classement des villages par ordre de priorité de financement.....	218
Tableau N° 70: Tableau des ressources mobilisables de la commune et échéances.....	219
Tableau N° 71: Cadre de dépenses à moyen terme : 2016-2017-2018.....	220
Tableau N° 72: Impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'optimisation et d'atténuation des projets à mettre en œuvre dans le CDMT.....	225
Tableau N° 73: Plan sommaire de gestion de l'environnement du CDMT.....	231
Tableau N° 74: Plan d'Investissement Annuel 2016.....	233
Tableau N° 75: Plan de passation des marchés du PIA.....	235
Tableau N° 76: Composition du Comité de suivi du PCD.....	239
Tableau N° 77: Indicateur de suivi-évaluation du PIA.....	240
Tableau N° 78: Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD.....	243

LISTE DES PHOTOS

<i>PHOTOS 1: Réalisation de la carte du village par le groupe des femmes.....</i>	<i>19</i>
<i>PHOTOS 2: ISS par secteur.....</i>	<i>20</i>
<i>PHOTOS 3: Diagramme de Venn</i>	<i>21</i>
<i>PHOTOS 4: Analyse des causes et effets dans le secteur de l'Éducation de base.....</i>	<i>21</i>

LISTE DES CARTES

<i>Carte n° 1: Carte de localisation de la commune de Maroua 2ème.....</i>	<i>24</i>
<i>Carte n° 2: Répartition des écoles primaires dans la commune de Maroua 2ème</i>	<i>37</i>
<i>Carte n° 3: Répartition des établissements secondaires dans la commune de Maroua 2ème.....</i>	<i>39</i>
<i>Carte n° 4: Répartition des structures sanitaires dans la commune de Maroua 2ème.....</i>	<i>40</i>
<i>Carte n° 5: Carte hydraulique de la commune de Maroua 2ème.....</i>	<i>44</i>
<i>Carte n° 6: Répartition des infrastructures marchandes de la commune</i>	<i>46</i>
<i>Carte n° 7: Carte des infrastructures sociales de la commune.....</i>	<i>47</i>
<i>Carte N° 8: Esquisse du plan d'utilisation des terres de la commune.....</i>	<i>88</i>

LISTE DES FIGURES

<i>Figure N° 1: Répartition de la population par tranche d'âge</i>	<i>28</i>
<i>Figure N° 2: Répartition de la population par sexe</i>	<i>28</i>
<i>Figure N° 3: Répartition de la population de la Commune/Rural-Urbain</i>	<i>29</i>
<i>Figure N° 4: Répartition ethnique de la commune de Maroua 2ème</i>	<i>29</i>
<i>Figure N° 5: Répartition du personnel par type de contrat</i>	<i>52</i>
<i>Figure N° 6: Répartition du personnel par sexe.....</i>	<i>52</i>
<i>Figure N° 7: Répartition du personnel âge.....</i>	<i>53</i>
<i>Figure N° 8: Formation de Base du personnel communal.....</i>	<i>53</i>
<i>Figure N° 9: Ancienneté du personnel communal.....</i>	<i>54</i>
<i>Figure N° 10: Répartition du conseil municipal par sexe.....</i>	<i>56</i>
<i>Figure N° 11: Répartition du conseil par tranche d'âge</i>	<i>56</i>
<i>Figure N° 12: Evolution du budget sur les trois derniers exercices.....</i>	<i>62</i>
<i>Figure N° 13: Dépenses prévues et réalisées par habitant de 03 derniers exercices.....</i>	<i>63</i>
<i>Figure N° 14: Taux d'investissement prévu et réalisé des 03 derniers</i>	<i>63</i>
<i>Figure N° 15: Répartition du budget en fonds propres/fonds extérieurs</i>	<i>64</i>

LISTE DES ANNEXES

<i>Annexe N° 1: Fiches de projets du PIA.....</i>	<i>252</i>
<i>Annexe N° 2: Atlas des cartes thématiques de référence.....</i>	<i>270</i>
<i>Annexe N° 3: Les différentes fiches de présence aux différentes sessions de restitution ou de validation</i>	<i>273</i>
<i>Annexe N° 4: Les arrêtés municipaux : Mise en place COPIL, Mise en place comité de suivi du PCD.....</i>	<i>274</i>
<i>Annexe N° 5: Rapport consolidé du Diagnostic participatif</i>	<i>275</i>

RESUME

Le Cameroun s'est engagé sur le chemin impérieux de la décentralisation depuis une dizaine d'années déjà. Ce processus, en voie de consolidation, se traduit par un transfert de certaines compétences de l'Etat central vers les collectivités territoriales décentralisées, la gestion participative étant devenue un enjeu majeur pour un développement pérenne, réel et durable. Dans la décentralisation, les populations locales doivent s'approprier toutes les actions de développement tant sur les aspects de planification que ceux de la mise en œuvre et du suivi des actions programmées. L'objectif étant une gestion transparente, équilibrée et démocratique des ressources de la collectivité. C'est dans cette optique que l'Etat et ses bras séculiers (projets et programmes de développement) travaillent à renforcer les capacités des collectivités locales et à responsabiliser les populations pour la réussite de cette nouvelle vision de développement. Le PNDP a ainsi décidé d'aider les collectivités locales à se doter de véritables documents de planification des actions de développement, plus précisément des plans communaux de développement (PCD).

Dans le cas qui est le nôtre, c'est-à-dire celui de la commune de Maroua 2^{ème}, l'OAL TAMMOUNDE a été retenu pour l'élaboration dudit document. L'élaboration du PCD de la commune de Maroua 2^{ème} a commencé par une minutieuse étape de préparation pédagogique et administrative. Cette phase a permis d'entamer aisément les activités de planification. A cet effet, trois principaux diagnostics participatifs ont été réalisés à trois niveaux distincts : au niveau de la mairie (DIC), dans l'espace Urbain (DEUC) et au niveau des villages (DPNV). Ces différents diagnostics ont conduit d'une part à l'identification et l'analyse des atouts et potentialités, des problèmes et des contraintes au développement. D'autre part, ils ont permis d'amener les populations à en prendre conscience, de faire connaître le milieu à tous les acteurs par la collecte participative des informations, d'obtenir le plein engagement de tous les acteurs locaux à œuvrer pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

Il ressort de ce travail que la Commune d'arrondissement de Maroua 2^{ème}, peuplée d'environ 108 902 âmes, a été créée par décret présidentiel N° 2007/117 du 24 avril 2007, en même temps que les communes de Maroua 1^{er} et 3^{ème}. Elle dispose d'un certain nombre d'atouts et de potentialités notamment dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, du commerce, de l'exploitation minière, de l'artisanat (population jeune et dynamique, disponibilité des terres arables, exploitation des bas fond, existence des unités de transformation, culture de l'élevage, existence des sites miniers, abondance de la matière première pour la production artisanale, grand marché de consommation, ...), susceptibles d'impulser son développement. Cependant, il existe aussi des pesanteurs, des obstacles, des menaces et des contraintes (pauvreté ambiante, exploitation anarchique des ressources, moyens de production rudimentaires, mauvaise maîtrise des nouvelles techniques de production, absence des logements sociaux, insuffisance de l'éclairage public, dégradation avancée du réseau routier, perturbations climatiques,...) qui entravent l'amélioration des conditions de vie de ces populations. En outre, il a été relevé un certain nombre de faiblesses au niveau de la Mairie en tant qu'institution qui devraient être redressées afin d'optimiser son fonctionnement. Il s'agit de la gestion du personnel (insuffisance du personnel communal qualifié, faible prise en compte du genre dans les recrutements, absence d'un planning de congé annuel pour les employés, ...), de la mobilisation des ressources (faible stratégie de recouvrement des recettes et ressources, existence des agents collecteurs véreux, incivisme fiscal, ...), de la gestion et l'entretien du patrimoine (absence de personnel de maintenance, inexistence de politique d'amortissement des biens, ...) et du renforcement du réseau de partenaires (absence de coordination avec les sectoriels dans la mise en œuvre des projets). L'analyse des problèmes a ainsi permis l'identification des causes et effets, puis des axes stratégiques et des solutions à mettre en œuvre pour impulser durablement le développement.

Au final, les besoins et idées de projets ont été relevés dans chacun des secteurs diagnostiqués et ont fait l'objet d'une planification stratégique et d'une programmation triennale dont le cout global s'élève à 1 056 950 000 F CFA. Ladite programmation est assortie d'un plan d'investissement Annuel (PIA) évalué à 513 450 000 F CFA. De plus, des mesures de mise en œuvre ont été prises dont les axes principaux sont l'élaboration d'un cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT, l'élaboration d'un plan de passation des marchés du PIA, l'élaboration d'un plan de communication et la création et mise en place d'un comité communal de suivi de la mise en œuvre du PCD.

Le présent PCD a pour but de rendre la commune de Maroua 2^{ème} davantage performante en matière d'actions de développement, afin d'améliorer durablement les conditions de vie de ses populations. Sa mise en œuvre complète s'élève à un montant total de 5 289 750 000 Francs CFA.

INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

La stratégie de développement au Cameroun a pris une nouvelle orientation depuis la révision constitutionnelle du 18 janvier 1996. L'Etat a voulu qu'elle soit désormais faite avec l'implication et la participation réelle des populations à la base. Ceci suppose l'existence et la responsabilisation des démembrements de l'Etat que sont les communes et les communautés urbaines, consacrant ainsi la gestion des affaires publiques au niveau local aux responsables et élus locaux. Aussi, cette approche reconnaît la pertinence et l'efficacité de la gestion participative et de proximité.

La nécessité de la décentralisation en cours de consolidation au Cameroun voudrait que la promotion du développement socioéconomique et culturel soit confiée aux collectivités locales. Ce processus se met progressivement en place depuis quelques années déjà. L'Etat camerounais a ainsi transféré aux collectivités locales décentralisées un certain nombre de compétences administratives, techniques et financières, afin de leur permettre de planifier des actions, de les suivre et de formuler de nouvelles orientations permettant de promouvoir leur propre développement. Les populations locales deviennent ainsi des acteurs clés dans le processus d'amélioration de leurs conditions de vie.

De nombreux bras séculiers de l'Etat (projets et programmes de développement) travaillent dans ce sens, renforçant ainsi les capacités des collectivités locales et responsabilisant les populations afin qu'elles s'approprient toutes les méandres de ce processus et de cette nouvelle vision de développement. Parmi ces derniers, le Programme National de Développement Participatif (PNDP) occupe une place de choix. Participant activement à la capacitation et l'accompagnement des communes, ce dernier a pour rôle primordial de soutenir les collectivités locales afin de se doter de véritables outils de planification du développement, plus précisément des plans communaux de développement (PCD).

Dans le cas précis de la commune de Maroua 2^{ème}, trois diagnostics participatifs majeurs ont été faits. Il s'agit notamment du Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC), du Diagnostic de l'Institution Communal (DIC) et du Diagnostic Participatif Niveau Villages (DPNV). La collecte des données, leur analyse et interprétation se sont déroulées durant la période allant du 18 Août 2014 à Mai 2015. L'analyse des problèmes a permis d'identifier les besoins prioritaires des populations et quelques idées de projets. Sur la base des ressources mobilisables par la commune, une programmation triennale des investissements à effectuer a été élaborée à travers le Cade des Dépenses à Moyen Termes (CDMT) assorti d'un plan d'investissement pour la première année. L'ensemble des diagnostics, des analyses, de la planification, de la mobilisation des ressources et de la programmation ont permis en fin de compte l'élaboration du PCD de Maroua 2^{ème}, véritable levier sur lequel repose et doit s'appuyer le développement futur de cet arrondissement.

1.2. Objectifs du PCD

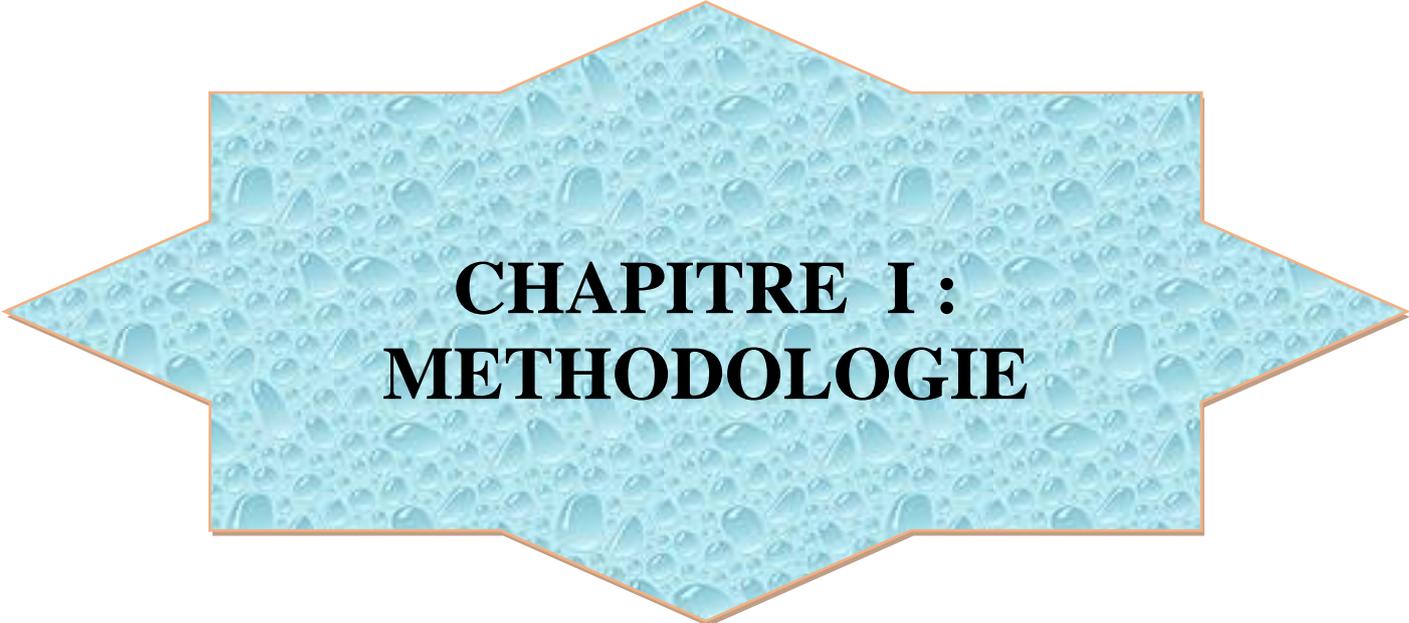
Le Plan Communal de Développement se présente aujourd'hui comme étant un document stratégique de développement au niveau local. Il constitue cette boussole qui donne les orientations majeures à suivre par la commune pour penser son développement à court, moyen et long terme. De manière spécifique, les objectifs du PCD se déclinent comme suit :

- Etablir sur la base des différents diagnostics la situation de référence du développement dans la commune ;
- Inventorier les problèmes majeurs au développement et y apporter des solutions ;
- Ressortir tous les besoins et idées de projets de la commune ;
- Présenter clairement la planification des projets et les moyens nécessaires pour leur mise en œuvre ;
- Programmer les activités prioritaires sur trois ans ;
- Proposer un plan de communication et de suivi de la mise en œuvre des projets.

1.3. Structure du document

Le présent document s'articule autour de l'ossature suivante:

- Introduction
- Approche méthodologique
- Présentation sommaire de la commune
- Synthèse des résultats du diagnostic
- Principaux besoins et besoins identifiés et consolidés par secteur
- Planification stratégique
- Programmation
- Mécanisme de suivi-évaluation
- Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD
- Conclusion
- Bibliographie
- Annexes



CHAPITRE I : METHODOLOGIE

Le processus d'élaboration du PCD de la commune de Maroua 2^{ème} a respecté une méthodologie basée sur l'approche participative, impliquant toutes les couches des populations et tous les acteurs locaux. L'objectif d'une telle démarche est d'amener les populations et la commune elles-mêmes (principales actrices) à identifier leurs problèmes, les atouts dont elles disposent, les obstacles et les opportunités au développement, afin que des solutions puissent être trouvées. Le recours à cette méthodologie a favorisé l'appropriation de la démarche, des outils et des enjeux, bref, de tout le processus de planification par les populations de la commune.

I.1. PREPARATION DE L'ENSEMBLE DU PROCESSUS

La préparation du processus d'actualisation du PCD de la commune de Maroua 2^{ème} a commencé par une session de formation des OAL de l'Extrême-Nord organisée par le PNDP à Mokolo du 12 au 25 juin 2014. Après ces assises de deux semaines, l'OAL Tammounde a continué ses activités à travers une préparation à la fois pédagogique, administrative et opérationnelle sur le terrain.

I.1.1. Préparation pédagogique

La préparation pédagogique a consisté à :

- Elaborer un projet de chronogramme de l'ensemble des interventions à effectuer dans la commune ;
- Constituer et mobiliser des équipes pluridisciplinaires devant conduire le processus ;
- Prendre contact avec les autorités administratives et traditionnelles ;
- Former les planificateurs et les facilitateurs endogènes sur les objectifs à atteindre, les étapes à respecter, les outils à dérouler pendant le processus par les équipes à déployer ;
- Préparer le papier kraft et acquérir le petit matériel de terrain (markers, stylos, classeurs, crayons, gommes, taille-crayons, règles, blocs notes, rames de papier, etc.) et la boîte à pharmacie.

I.1.2. Préparation administrative

En ce qui est de la préparation administrative, elle a consisté pour l'OAL à :

- Prendre contact avec l'exécutif communal, le comité de pilotage (COFIL), les autorités et les responsables des Communautés ;
- Transmettre les correspondances du Sous-préfet adressées aux autorités traditionnelles;
- Valider et diffuser le projet du chronogramme élaboré
- Sensibiliser les différentes parties prenantes en insistant sur la représentativité de tous les groupes d'intérêt;
- Collecter les données de base nécessaires et faire ressortir la situation de référence de la commune, dans son espace urbain et dans ses villages (à l'aide des fiches de collecte des données de bases préétablies).

I.1.3. Préparation opérationnelle sur le terrain

La préparation sur le terrain a facilité et permis l'introduction ainsi que l'installation des membres de l'équipe dans les localités ainsi que la rencontre avec les différents responsables. Aussi, cette étape a conduit à la restitution par les facilitateurs endogènes à l'équipe de l'OAL des données recueillies à partir de la fiche de collecte des données de base mises à leur disposition quelques jours plus tôt (niveau village). La proposition et l'adoption du chronogramme, des horaires de travail, la préparation du matériel ainsi que le début de la collecte des données ont marqué cette phase.

I.2. COLLECTE ET TRAITEMENT DES INFORMATIONS

La confection du présent document a été rendue possible grâce à des opérations de collecte de données et informations. Ces dernières ont été faites suivant un calendrier dûment élaboré par l'OAL, en accord avec toutes les parties prenantes au processus. Des équipes se sont constituées pour faciliter le déploiement sur le terrain et la collecte proprement dite. La première collecte des données s'est faite au niveau de l'institution communale. Il s'est agi du Diagnostic de l'Institution Communale (DIC). Celui-ci a concerné toutes les informations relatives à la commune en tant qu'institution, avec un point singulier sur l'état des lieux des ressources humaines, des ressources financières, de son patrimoine ainsi que des relations qu'entretient cette institution avec les autres partenaires. Les principales cibles qui ont permis la collecte de ces informations ont été : le secrétaire général, les membres de l'exécutif, les présidents des commissions, le receveur municipal, le comptable matière, les conseillers municipaux, les autorités administratives, les responsables des services techniques.

Les données collectées ont été systématiquement dépouillées, traitées et analysées, aboutissant ainsi à la production d'un rapport. En vue de sa validation, ledit rapport a fait l'objet d'une restitution en plénière à la commune en présence des membres du COPIL, de l'exécutif municipal et de quelques conseillers du siège.

La seconde opération de collecte s'est appesantie sur Le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC). La collecte s'est effectuée auprès d'un certain nombre d'acteurs clés dont : l'exécutif communal, les membres du COPIL, les conseillers municipaux du centre urbain, le personnel de la commune, les corps de métier du centre urbain, les couches vulnérables du centre urbain et les sectoriels. Ces données ont également été traitées et analysées, puis restituées en présence de toutes les parties prenantes. A ce niveau, les points d'attention ont été centrés sur l'état des lieux des couches vulnérables, des corps de métier, de la petite enfance, des changements climatiques et de l'économie locale dans la ville de Maroua 2^{ème}. Les atouts, les potentialités, les contraintes et les problèmes de l'espace urbain dans chaque secteur ont aussi été identifiés. Au final, ce diagnostic a permis de ressortir les microprojets prioritaires sociaux et économiques de l'espace urbain.

La troisième phase de collecte des données quant à elle a porté sur le Diagnostic Participatif Niveau Village (DPNV). Les informations recueillies ici ont porté sur les données d'identification du village ou de la communauté, les données socio culturelles et économiques, la description d'autres activités économiques, les données environnementales, la description des infrastructures, les problèmes et contraintes au développement. Ceci s'est fait tout d'abord en groupes socioprofessionnels (jeunes, hommes, femmes), avant la synthèse et la restitution en plénière.

Après traitement et analyse, les données collectées dans chaque village ont permis de recenser auprès des populations la liste constituée de huit microprojets prioritaires dont cinq sociaux et trois économiques.

Les outils de la MARP les plus utilisés dans la collecte des données ont été :

- ✓ **Les fiches de collecte des données** : Il s'agit ici de la fiche de collecte des données de base et les fiches techniques de collecte. Ces dernières ont permis de collecter les informations pertinentes de base sur les villages (données d'identification, socio culturelles, socioéconomiques, environnementales, ...) auprès des services techniques et administratifs, ainsi que les informations spécifiques sur les infrastructures socioéconomiques.
- ✓ **La cartographie** est la représentation partielle ou intégrale du milieu physique et biologique du village. Cette représentation qui se fait à main levée par les villageois eux-mêmes ne respecte pas une échelle donnée. Elle est plutôt approximative. L'objectif visé consiste à représenter toutes les ressources naturelles ainsi que toutes les infrastructures socio-économiques que regorge le village. La cartographie a permis de faire ressortir les unités de paysages et d'identifier les ressources naturelles, physiques et les infrastructures dont dispose chaque localité.

PHOTOS 1: Réalisation de la carte du village par le groupe des femmes



- ✓ **L'Interview Semi-Structurée** est un outil qui passe au crible tous les secteurs à planifier, afin de déceler les problèmes, mais aussi les potentialités sur lesquelles on peut compter. Cet outil a permis d'une part, d'obtenir les informations nécessaires sur les différents secteurs à planifier et d'autre part, de dresser les problèmes et atouts des villages selon les perceptions des différents groupes socioprofessionnels.

PHOTOS 2: ISS par secteur

	Causes	Effets
<p><i>faible prise en charge des couches vulnérables</i></p> <p><i>faible prise en charge des couches vulnérables</i></p>	<p>Insuffisance d'appuis</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faible intervention de l'Etat - Moyens limités des structures d'encadrement existantes (insuffisance de matériel) - Rareté des subventions - Faible contribution des citoyens <p>Difficultés d'encadrement et de prise en charge</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des structures d'encadrement - Insuffisance des centres d'accueil (centres et foyers) - Dégradation des structures existantes - Insuffisance du personnel d'encadrement (en qualité et en quantité) 	<p>Prise en charge inadéquate et insuffisante des personnes vulnérables (enfants, femmes et vieillards)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dépendance des personnes vulnérables (vieilles et handicapées) - Risque élevé de viol, inceste - Vulnérabilité aux trafics de café - Augmentation de la criminalité intra-village
<p><i>problèmes de l'offre de service dans le secteur des transports</i></p>	<p>Difficultés administratives</p> <ul style="list-style-type: none"> - Procédure de mise en conformité complexe pour les transporteurs (licences, agréments permis, carte grise, ...) - Corruption et nepotisme des autorités <p>Difficultés socio-économiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cherté du carburant - Mauvais état des routes - Faible niveau d'équipement des usagers 	<ul style="list-style-type: none"> - Dépendance croissante dans le transport urbain - Les transporteurs ne sont pas en règle - Conflits ouverts entre les transporteurs, les autorités et les FFA - Difficulté de mobilité des biens et personnes avec effet négatif sur l'économie - Inflation des coûts de transport

- ✓ **Le Transect** est une section (coupe) longitudinale ou transversale du village. C'est un outil qui vise à vérifier et compléter les informations obtenues grâce aux cartes du terroir et aux ISS. Bien plus, il a permis de découvrir la diversité du terroir villageois et d'analyser les infrastructures existantes, d'identifier les tendances et les problèmes de chaque zone du terroir villageois et les solutions possibles pour une meilleure utilisation. En fin de compte, il a permis de vérifier l'exactitude des informations obtenues par d'autres outils d'une part, et identifier les atouts, problèmes et contraintes au développement en traversant les différentes unités de paysages d'autre part.
- ✓ **Le profil historique** est un outil utilisé pour diagnostiquer les problèmes et contraintes abstraits du village. C'est un tableau à trois entrées comprenant notamment la date, les événements et les impacts, et qui présente dans l'ordre chronologique, les événements ayant marqué le village au cours de son histoire dans les domaines économique, social, culturel, agricole, gestion des ressources naturelles, changement climatique etc. au demeurant, cet outil a permis d'avoir une idée assez claire de l'histoire des villages, en retraçant les grands événements et faits marquants, leur chronologie, ainsi que leur impact sur les villages.
- ✓ **Le diagramme de Venn** est un outil qui consiste à créer un symbole sous forme de cercle pour chaque institution. La grandeur du cercle reflète l'importance de l'institution pour le développement du village. Les interactions entre ces organisations sont symbolisées par des flèches. L'épaisseur des flèches reflétant l'importance de la relation. Le diagramme de Venn est donc à élaborer pour connaître les relations entre les structures internes et externes du village a permis d'aider les communautés villageoises à identifier les institutions villageoises et les institutions intervenant dans le village, afin d'apprécier les relations entre ces différentes institutions et l'importance de celles-ci pour le développement du village.

communale, de l'espace urbain et des villages) en adéquation avec les ressources mobilisables, sur une période de trois ans.

- ✓ **Le Plan d'Investissement Annuel**, qui n'est rien d'autre que l'extraction des projets pour la mise en œuvre à la première année du CDMT. Il a permis de mettre en exergue les actions prioritaires de la commune à mettre en œuvre au courant de la première année.

I.2.1.Consolidation des données du diagnostic et cartographie

Après les diagnostics, il a été important de mettre en commun les données collectées pendant les trois diagnostics majeurs (DPNV, DEUC, DIC) à l'effet d'en faire une consolidation. A cet effet, l'OAL Tammounde a mobilisé une équipe de cinq personnes (chefs d'équipes de planification) et organisé en interne un atelier de consolidation. Il a été question tout au long de cet atelier de :

- ✓ Etablir la situation de référence par secteur ;
- ✓ Consolider les données par secteur ;
- ✓ Formuler les problèmes et les analyser par secteur ;
- ✓ Formuler les solutions transversales par secteur;
- ✓ Consolider les matrices des diagnostics des ressources naturelles;
- ✓ Consolider la matrice sur les changements climatiques;
- ✓ Elaborer une esquisse de PUGDT ;
- ✓ Faire des tableaux de synthèse de la situation de référence pour les autres secteurs sans infrastructures sociales.

Au sujet de la cartographie, les différentes cartes sectorielles actualisées ont été obtenues auprès des délégués sectoriels. Les données GPS collectées ont permis d'élaborer les cartes thématiques de la commune. Une fois la consolidation terminée, un atelier de restitution et de validation a été organisé en présence des membres du COPIL et du PNDP. Ce dernier a été sanctionné par un procès-verbal de validation du diagnostic participatif.

I.2.2. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

Un atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation a été organisé dans la ville de Maroua du 04 au 06Avril 2016. Durant trois jours, les travaux ont porté sur sept points majeurs à savoir :

- La planification stratégique pendant laquelle les cadres logiques sectoriels ont été parcourus, analysés et rediscutés en groupes, ensuite restitués en plénière, amendés et validés par l'ensemble des participants. Cette étape a conduit à la synthèse détaillée par secteur des stratégies à mettre en œuvre pour résoudre tous les problèmes prioritaires de la commune, en tenant évidemment compte des facteurs de risque ;
- La présentation par l'exécutif communal des ressources mobilisables, des échéances et des modalités de mobilisation ;
- L'élaboration du CDMT ou programmation triennale ;
- L'élaboration du PIA ou programmation annuelle ;
- L'élaboration du Cadre Sommaire de Gestion Environnemental du CDMT ;
- L'élaboration du Plan de Passation des Marchés ;
- L'élaboration du plan de communication du PCD

I.2.3. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

Afin de s'assurer de la bonne exécution des actions de développement, un mécanisme de suivi et évaluation de la mise en œuvre du PCD a été élaboré. Le travail à faire a consisté en la sensibilisation des parties prenantes à l'atelier de planification sur l'importance de cet organe et le rôle primordial qui leur incombe dans le cadre de la mise en œuvre dudit PCD. Et les approches à utiliser pour la mise en place de cet organe ont été présentées.



**CHAPITRE II :
PRESENTATION
SOMMAIRE DE LA
COMMUNE DE**

II.1. LOCALISATION DE LA COMMUNE

La commune d'arrondissement de Maroua 2^{ème} est constituée de deux parties : la zone rurale constituée de 14 villages et la zone urbaine composée de 15 quartiers que sont : Zokok, Kakatare, Doualare, Lopéré, Diguirwo, Mayel- Ibbé, Maoudiwo, Mbarmaré, Bamaré, Kountcharé, Djoudandou, Lowol Diga, Fassawo, Founangue, et Missinguilé. La commune s'étend sur une superficie de 500 km² et sa population est actuellement estimée à environ 108 902 habitants dont 74 136 en zone urbaine et 34 766 en zone rurale. Elle est une unité administrative du département du Diamaré, région de l'Extrême-Nord Cameroun. La commune de Maroua 2^{ème} est née par décret présidentiel N° 2007/117 du 24 avril 2007, à la suite de l'éclatement de la commune urbaine de Maroua en trois communes d'arrondissement. Elle est limitée:

- ✓ au Sud par la commune de Maroua I ;
- ✓ à l'Est par les communes de Maroua 3^{ème} et de Pétté ;
- ✓ au Nord par les communes de Mora et de Tokombéré ;
- ✓ au Nord-est par la commune de Pétté ;
- ✓ au Nord-ouest par la commune de Méri ;
- ✓ à l'Ouest par la commune de Méri

Carte n° 1: Carte de localisation de la commune de Maroua 2^{ème}



II.2. DESCRIPTION DU MILIEU BIOPHYSIQUE

II.2.1. Le climat

Le climat est tropical du type soudano-sahélien chaud. Il pleut en moyenne 700 millimètres de pluies par an. Les précipitations se concentrent entre les mois de juin et septembre. La saison des pluies dure 3 mois, période au cours de laquelle l'essentiel des travaux champêtres doivent être conduits sous peine de rater la campagne agricole. Cette dernière décennie se caractérise par quelques contrastes. Les relevés pluviométriques montrent une baisse drastique du niveau des pluies. Ce phénomène résulte du réchauffement climatique qui affecte le climat mondial. Les perturbations climatiques se font ressentir au niveau des calendriers des différentes activités notamment agricoles et pastorales. Les producteurs locaux ont perdu la maîtrise qu'ils ont des différentes variations saisonnières. Par ailleurs, cette perturbation conduit à un certain déséquilibre de l'écologie. La saison sèche dure 9 mois. Elle est rude et sèche. Il paraît de plus en plus des phénomènes jusque-là méconnus, qui restent responsables de l'étalement de la saison sèche parfois sur dix mois. Les températures sont variables. Elles sont de l'ordre de 25°C en saison de fraîcheur, de 30°C en saison pluvieuse et culminent à 45°C en périodes de forte chaleur. Elles tendent à dépasser ce sommet. En

période de fraîcheur elles descendent également plus bas. Cette situation inquiète et perturbent considérablement les calendriers agricoles de cette zone.

Les vents dominants dans la commune de Maroua 2^{ème} sont : La mousson : de direction Ouest-Est, il souffle de mai à septembre et l'harmattan : vent chaud et sec, il souffle du nord vers le sud à partir du mois d'octobre jusqu'à avril.

II.2.2.les sols

Les sols de la commune sont à base des granites discordants ou alcalins et des alluvions. Ils sont généralement de type sédimentaire. La texture de ces sols varie de sableux à argileux. On note à ce titre:

- Les sols nus, à texture argileuse qui se trouvent dans les karal
 - les hardés qui sont les curasses latéritiques
 - Les sols à texture sablo argileuse,
- Les sols alluvionnaires à texture sablo limoneux, qui se trouvent dans les plaines et surtout sur les abords des mayos et qui constituent le support d'une intense activité agricole.

Tableau N° 1: Typologie et caractéristiques des sols

Types de sols	CARACTERISTIQUES	PRINCIPALES CULTURES
Vertisols (Karals)	très argileux, capacité de rétention d'eau très élevée	Monoculture de mouskuwari (Sorgho SS)
Sols alluviaux	argilo-sableux, sablo-argileux parfois limoneux, riche en matière organique.	Coton, maïs, sorgho, oignon, tomates, patate douce, manioc, cultures maraîchères. Fruitières
Hardés	Nus, imperméables et latéritiques	Impropres à l'agriculture

Les sols restent une ressource importante en milieu rural. Leur nature et leur composition conditionnent les activités agricoles et pastorales. Les sols de proximité des habitations sont de nature argilo sableuse, ceux qui sont dans des zones de dépression sont des vertisols destinés à la culture du Muskuwari. Ces sols se sont appauvris suite à une forte exploitation le plus souvent en monoculture, et quelques fois aussi sous l'effet conjugué d'un manque de jachère et d'aménagement.

II.2.3.Le relief

Bien que relativement homogène, le relief de la commune de Maroua 2^{ème} présente quelques particularités. En effet, il est caractéristique de la plaine du Diamaré. Celui-ci est relativement plat, et s'étend des Monts Mandara jusqu'aux abords du fleuve Logone. Par endroit, celui-ci présente des formations rocheuses assez importantes et parsemé de zones montagneuses recouvertes de pierres. Dans ce même espace, on note la présence des plaines inondables en saison de pluie. C'est ce qui modifie profondément l'allure topographique de cette zone. Malgré la douceur de ses pentes, ce relief reste assez agressif et favorise l'érosion. Compte tenu de la fragilité des sols, l'érosion hydrique constitue un facteur important de dégradation des formations pédologiques.

II.2.4.L'hydrographie

L'hydrographie de Maroua 2^{ème} est essentiellement faite des mayos (cours d'eau saisonniers). Les principaux cours d'eau sont le Mayo-Kaliao, qui coule du Nord vers le Sud. Le Mayo Tsanaga, qui reçoit les eaux du mayo kaliao et traverse certains quartiers (kakataré, ...) de la commune. Ces cours d'eau se remplissent généralement en saison des pluies et tarissent le plus souvent en saison sèche. Le Mayo Tsanaga reste le cours d'eau le plus important. Celui-ci traverse la ville de Maroua vers sa partie Nord. Le Mayo Kaliao traverse cette ville à partir du milieu en la scindant en deux versants. Ce sont des cours d'eau saisonniers qui naissent avec le début des pluies et se dessèchent dès la fin de ladite saison. Ils contribuent au rechargement de la nappe phréatique en période de crue. C'est ce qui réduit d'autant les contraintes liées au manque d'eau. Par ailleurs, des activités de pêche sont menées essentiellement par des jeunes en période de crue. Cette activité n'est pas assez développée au point d'influencer l'économie locale. Ces cours d'eau sont longs de près d'une centaine de kilomètres.

II.2.5. La flore, la végétation et la faune

La formation végétale de cette unité de paysage reste assez pauvre, à l'image de celle de toute la zone. Elle est typiquement sahélienne et se caractérise par des arbres de petite taille de l'ordre de 10 à 15 mètres. La pression humaine sur les ressources naturelles est telle que le recul des parcs arborés est visible. Les zones périurbaines par contre, sont assez pauvres. Les différentes formations végétales ont été décimées pour l'implantation des habitations. La végétation dans la commune de Maroua 2^{ème} se compose des steppes herbeuses et de strates ligneuses, constituée surtout des épineux (Acacias, Faidherbia, Balanites), dont la forte exploitation provoque la raréfaction de cette ressource. De plus en plus, les espèces végétales sont réduites aux arbustes. Toutefois, il faut noter que cette végétation est clairsemée et constamment surexploitée. Les espèces dominantes sont constituées des ligneux. Certaines de ces plantes telles le Neem, le moringas, l'eucalyptus sont utilisées dans la pharmacopée traditionnelle.

Il est convenable de signaler que l'espèce *Azadirachta indica* (Neem) gagne du terrain dans toute la zone et s'impose comme la formation végétale la plus présente. Son extension est favorisée par le phénomène de reboisement. Dans la zone urbaine, les routes sont parsemées de cette essence. Cette végétation subit une forte détérioration suite à la poussée démographique, à la création des nouvelles plantations et à la coupe abusive du bois de chauffe et de services.

Quant à la faune, les espèces animales ont quasiment disparu, à l'instar du chat tigre ou sauvage, de la hyène, du hérisson, ...). Bien que disposant d'un espace en friche, la présence humaine en continue a favorisé le retrait des animaux qui se sont retranchés vers les zones où ils se sentent en sécurité. Par ailleurs, les petits prédateurs tels que les hyènes et les chats sauvages restent embusqués dans les espaces forestiers afin de traquer les animaux domestiques qui s'y aventurent.

II.3. RESSOURCES NATURELLES DE LA COMMUNE ET LEUR UTILISATION

Tableau N° 2: Principales ressources naturelles de la commune

Ressources naturelles	Utilisation
Mayos Kaliao et Tsanaga (cours d'eau saisonniers)	-extraction du sable, -lessive, - vaisselle, - bain, -abreuvement d'animaux Irrigation des parcelles des cultures maraîchères
Terres arables	-Pratique de l'agriculture -Pratique de l'élevage
Chaînes de montagnes	-Exploitation du gravier -Sites touristiques
Carrière de latérite	-Exploitation de la latérite pour les travaux routiers (Gayak)
Espèces ligneuses/Arbres	-Bois de chauffe -Bois d'œuvre -Plantes médicinales
Pâturages	-Approvisionnement en herbes sèches et/ou fraîches pour les bétails

II.4. MILIEU HUMAIN

II.4.1. Historique de la commune de Maroua 2^{ème}

L'appellation Maroua est dérivée du nom Guiziga « marva », qui signifie « caillou ». Il est dit que le peuple Guiziga constitue les premiers habitants de la ville. Ils s'y seraient installés longtemps avant l'hégémonie peuhle. C'est donc à l'issue de l'islamisation et de la guerre sainte que les « Guiziga » vont être repoussés par les peuhls sur les montagnes au motif qu'ils refusaient la pratique de l'Islam.

Avant que la ville de Maroua ne soit éclatée en trois arrondissements, il existait juste une seule commune, dénommée Commune Urbaine de Maroua. Cette situation va perdurer jusqu'à l'avènement du décret Présidentiel N° 2007/117 du 24 avril 2007, qui institue la commune

d'arrondissement de Maroua 2^{ème}. Cette institution est faite en même temps que la transformation de la commune urbaine en Communauté Urbaine de Maroua.

II.4.2. Taille et structure de la population

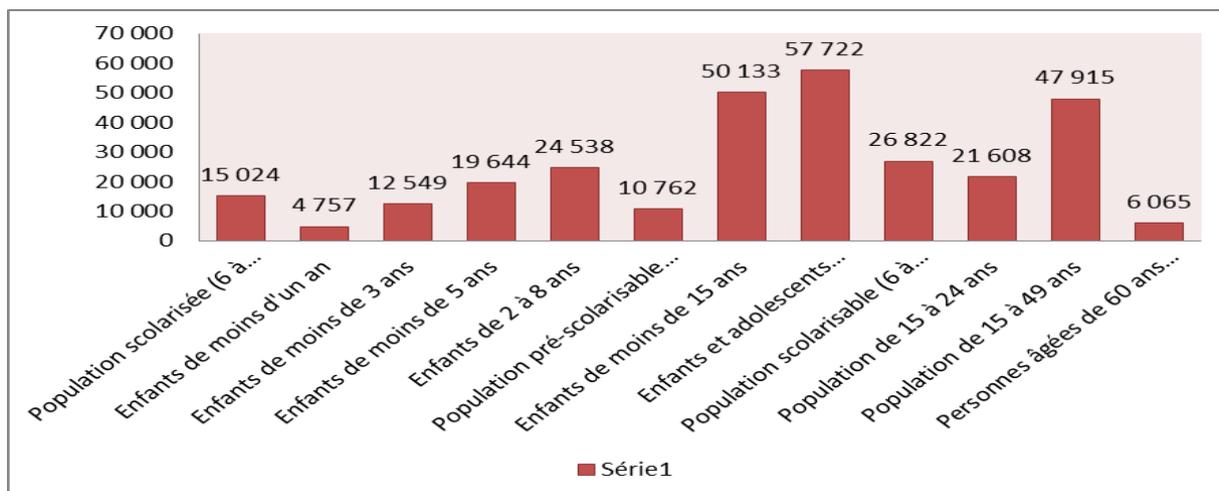
En référence au Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2005, la population de la commune de Maroua 2^{ème} est estimée à environ 108 902 habitants dont 54.538 hommes et 54.364 femmes. La structure de celle-ci est détaillée dans le tableau suivant :

Tableau N° 3: Structure de la population de Maroua 2ème

	Ensemble milieux			Milieu Urbain			Milieu Rural		
	T	H	F	T	H	F	T	H	F
Total Population (Tous âges)	108 902	53 538	55 364	74 136	37 374	36 762	34 766	17 164	17 602
Population scolarisée (6 à 14 ans)	15 024	8 003	7 021	11 232	5 863	5 369	3 792	2 140	1 652
Enfants de moins d'un an	4 757	2 299	2 458	3 183	1 528	1 655	1 574	771	803
Enfants de moins de 3 ans	12 549	6 208	6 341	8 135	4 062	4 073	4 414	2 146	2 268
Enfants de moins de 5 ans	19 644	9 774	9 870	12 609	6 331	6 278	7 035	3 443	3 592
Enfants de 2 à 8 ans	24 538	12 406	12 132	15 728	7 921	7 807	8 810	4 485	4 325
Population pré-scolarisable (3 à 5 ans)	10 762	5 473	5 289	6 805	3 472	3 333	3 957	2 001	1 956
Enfants de moins de 15 ans	50 133	25 220	24 913	33 103	16 597	16 506	17 030	8 623	8 407
Enfants et adolescents (moins de 18 ans)	57 722	29 071	28 651	38 527	19 376	19 151	19 195	9 695	9 500
Population scolarisable (6 à 14 ans)	26 822	13 539	13 283	18 163	9 063	9 100	8 659	4 476	4 183
Population de 15 à 24 ans	21 608	10 726	10 882	15 702	7 978	7 724	5 906	2 748	3 158
Population de 15 à 49 ans	47 915	23 611	24 304	34 510	17 416	17 094	13 405	6 195	7 210
Personnes âgées de 60									

ans et plus	6 065	3 165	2 900	3 408	1 692	1 716	2 657	1 473	1 184
-------------	--------------	-------	-------	--------------	-------	-------	--------------	-------	-------

Figure N° 1: Répartition de la population par tranche d'âge



De ce graphique, force est de constater d'entrée de jeu que la population de la commune de Maroua est essentiellement jeune. Elle est constituée à plus de 35% des personnes dont l'âge varie entre 15 et 45 ans. Cette catégorie sociale s'avère donc être un atout majeur pour le développement de cet espace communal, offrant un grand potentiel en main d'œuvre et en marché de consommation. A contrario, on constate que cette jeune population coure sur la pente de la sous-scolarisation. En fait, il est alarmant de relever ici le faible taux de scolarisation des enfants. Les statistiques indiquent que sur les 26 822 enfants en âge scolaire que compte la commune, seulement 15 024 sont effectivement scolarisés, soit 56% de la population mère. Autrement, près de 44% des enfants en âge scolaire n'y vont pas. Ce qui pose avec acuité le phénomène de la sous scolarisation. La commune gagnerait à cet effet à redoubler les efforts en sens au risque d'avoir dans quelques années une masse de jeunes illettrés et analphabètes qui constitueraient un danger pour la société toute entière.

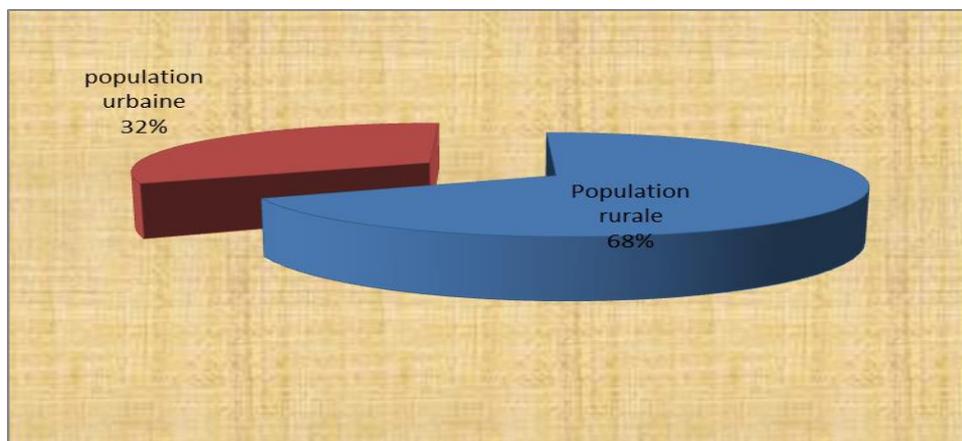
Figure N° 2: Répartition de la population par sexe



La figure ci-dessus rend compte d'un relatif équilibre démographique par sexe, soit 51 % et 49% respectivement pour les femmes et les hommes. Cet équilibre pose pourtant une inquiétude. Celle de la valorisation de la main d'œuvre féminine. En effet, il convient de noter

que si la commune reste campée sur des considérations socioculturelles qui sous valorisent le rôle et les potentialités féminines, c'est 51% des potentialités que l'on manque d'exploiter.

Figure N° 3: Répartition de la population de la Commune/Rural-Urbain



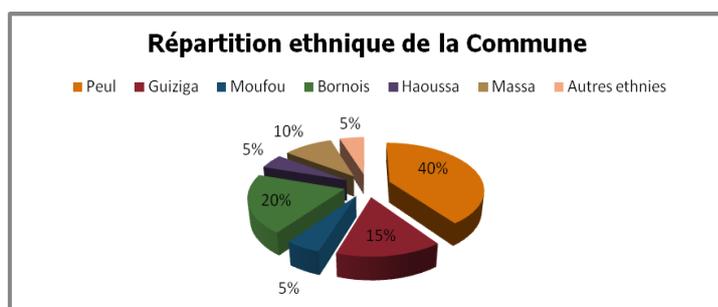
Les chiffres de ce graphique sont extrêmement frappants. En effet, 68% de la population de la commune de Maroua 2^{ème} vit en zone rurale, contre 32% qui réside en zone urbaine. La forte concentration de la population en milieu rural devrait interpeller l'Exécutif communal en ce qui concerne la répartition des investissements entre zone urbaine et zone rurale.

II.4.3. Ethnies, religions et organisation sociale

La commune de Maroua 2^{ème}, du fait qu'elle se trouve dans la capitale régionale de l'Extrême-Nord, est un espace cosmopolite et de brassage des peuples et des cultures. On y retrouve des personnes d'horizon divers, de toutes les cultures et religions. Toutefois, les ethnies majoritaires qu'on y retrouve sont les Peuhls, les Guiziga, les Mofou, les Bornoua, et les Haoussas.

Les principales religions pratiquées sont l'Islam, le Christianisme et l'Animisme, dans une cohabitation pacifique. L'organisation sociale est bâtie autour des chefferies traditionnelles dont les leaders sont craints et respectés. Ce sont eux qui assurent la sécurité et la paix dans leurs circonscriptions de commandement. Comme toutes les autres collectivités de Maroua, Maroua 2^{ème} est sous la tutelle du Lamidat de Maroua, structure traditionnelle de 1^{er} degré. Il ya ensuite les chefferies de 2^{ème} degré ou lawanats, elles-mêmes, constituées des chefferies de 3^{ème} degré qui sont placées sous l'autorité des djaouros. Les familles sont le plus souvent regroupées par ethnies ou par conditions de vie sociale.

Figure N° 4: Répartition ethnique de la commune de Maroua 2ème



II.4.4. Principales activités économiques

Les activités économiques sont très diversifiées dans la commune. Les principales reposent sur trois secteurs d'activités (primaire, secondaire et tertiaire) classées ainsi qu'il suit :

✓ Agriculture

L'agriculture est la principale activité économique et porte essentiellement sur les cultures vivrières (sorgho de saison des pluies, le sorgho de contre saison, arachides, sésame, niébé, etc.), les cultures de rentes (oignons, maïs, coton), les tubercules (patate, manioc) ainsi que quelques fruitiers (mangues, goyaves, citrons, anacardes). Les techniques culturales sont archaïques, et pratiquées avec du matériel rudimentaire. Cette agriculture est sujette la plupart de temps aux conditions naturelles défavorables et aux intempéries. Les produits de cette activité sont destinés à l'autoconsommation et à la commercialisation. Le nombre d'actifs agricoles est estimé à 36 000 environs. Les rendements moyens tournent autour de 1000 kg/ha pour les céréales, 800 kg/ha pour légumineuses, 1200 kg/ha pour les tubercules notamment la patate... (Confère tableau 4).

Les difficultés majeures dans ce domaine d'activité sont :

- Les difficultés d'accès aux intrants (engrais, semences et pesticides), dû à l'éloignement des centres de distribution et les prix inaccessibles au plus grand nombre)
- L'inadéquation du matériel de travail (archaïque) ;
- Difficultés de commercialisation (absences de marchés dans certains villages) et enclavement de certains villages ;
- Les difficultés d'accès au financement ;
- La faible structuration ou organisation des acteurs ;
- Insuffisance de terres pour produire.

Tableau N° 4: Tableau récapitulatif des rendements de quelques spéculations pratiquées dans la commune

Spéculation	Surface (ha)	Production (tonnes)	Rendement (kg/ha)
Sorgho de saison de pluie	3750	4500	1,2
Sorgho de saison sèche	7250	10875	1,5
Maïs	100	150	1,6
Arachide	27	24	0,9
Niébé	1500	1200	0,8
Soja	13	12	0,9
Sésame	2,5	1	0,7
Patate douce	10	90	9
Manioc	4	28	7
Oignons	27	400	15
Tomate	3	21	7
Aubergine	5	50	10
Gombo	7	21	3

Source : DDADER pour le Diamaré

Si l'on peut considérer ces rendements d'acceptables, il faut tout de même reconnaître qu'ils ne sont pas autant satisfaisants eu égard de la forte demande en produits de consommations locales. Cette activité dont l'importance n'est à démontrer souffre néanmoins de quelques handicaps dont les majeurs sont : l'insuffisance d'espaces cultivables, aux caprices des facteurs climatiques, à l'utilisation du matériel rudimentaire, au faible encadrement et à la divagation des animaux.

✓ **Le commerce**

Le commerce est l'activité dominante des populations de la ville. Elle concentre seule près de 67% de la population urbaine. A côté de nombreuses boutiques parsemées le long des routes et des quartiers, la commune abrite le plus grand marché de la ville de Maroua. En milieu rural, il existe trois marchés périodiques qui sont : marché de Maroua Founangue, marché de de Loumo babba, marché de de Dogba, marché de de Papata, marché de de Mangave. Les produits de première nécessité (sucre, sel, savons), d'habillement et d'équipement divers y sont vendus.

Bien plus, la restauration occupe une place de choix dans l'économie locale. Elle est constituée des restaurants de toutes formes (formel et informel ; fixe et ambulant) et des tenanciers des débits de boisson (bar et cabaret de bil-bil). C'est le lieu de rencontres par excellence de bon nombre de personnes pour leur restauration quotidienne. Toutefois cette activité mérite d'être réglementée et organisée, tout en actualisant le répertoire des commerçants qui entraîne un manque à gagner des recettes pour la Commune.

✓ **L'élevage**

Les races élevées sont : les bovins, ovins, caprins, la volaille et les porcins. On pratique également dans l'espace communal l'élevage non conventionnel (chevaux, ânes).

L'élevage du gros bétail est généralement l'affaire des hommes. Les femmes élèvent les petits ruminants et la volaille.

La commune dispose de deux parcs vaccino-gènes (Dogba), de trois CZTV (Dogba, Kosséwa et Maroua) et de trois aires d'abattage (Mayel-Ibbé, Papata, Dogba et Loumo Babba (essentiellement pour les petits ruminants). Les produits de l'abattage sont vendus dans les marchés de Dogba, de Papata, de l'Abattoir de Maroua et ses environs.

Les débouchés de ce secteur sont nombreux : vendeuses de Kossam, grilleurs de viande, vendeuses de bouillon (« marara » ou viscères).

Les difficultés que connaît ce secteur d'activités sont essentiellement :

- La faible couverture vaccinale des animaux (petits ruminants)
- Le faible encadrement technique des éleveurs
- La cherté des produits vétérinaires
- Le coût élevé du tourteau de coton et coques
- Diminution des surfaces de pâturages
- La faible structuration ou organisation des acteurs

Les éleveurs bénéficient faiblement de l'assistance technique, zootechnique et vétérinaire

Tableau N° 5: Tableau récapitulatif des espèces et races élevées dans la commune

Elevage bovins Espèces	Effectifs	Elevage ovins Espèces	Effectifs	Elevage caprins Espèces	Effectifs	Elevage équin, Camelins et Asins Espèces	Effectifs	Elevage des porcins Espèces	Effectifs	Elevage avicole	Effectifs
Taurillons	930	Béliers	00	Boucs	9673	Asins 2014	228	Verrats	00	Poussins chair	/
						Asins 2015	147			Poussins ponte	/
Génisses	1935	Brebis	00	Chèvres	13902	Equins 2014	00	Truies	00	Poulets de chair	10 500
						Equins 2015	88			Poule	5 752
Castrés	75	Agneau	00	Chevreaux		/	/	Porcelets	00	Œuf produit	2 070 720
Taureaux	465	Castrés	00	Castrés		/	/	Castrés	00	Coquelets	/
Vaches	4836	/	/	/	/	/	/	/	/	Poulets villageois	/
Veaux	906	/	/	/	/	/	/	/	/	Canards	/
Total	9147	Total	5601	Total	23 575	Total 2014	228	Total	312	Pigeons	/
										Pintades	/
										Paon	/
										Oies/dindon	/
										Total	2 086 972

Source : DDEPIA pour le Diamaré

✓ **L'artisanat**

L'artisanat est en plein essor dans la partie urbaine de la commune de Maroua 2^{ème}. On y rencontre des tanneurs, des maroquinières, des forgerons qui fabriquent des haches, des couteaux, des faucilles, etc. ; des potiers qui fabriquent des canaris ; des tisserands qui fabriquent des nattes et tout autre objet d'art en paille. Le secteur de l'artisanat reste peu structuré malgré le nombre d'artisans et nonobstant l'existence d'un réseau qui est supposé organisé tous les artisans nommé le Réseau des Artisans de l'Extrême-Nord (RAEN). Il manque de débouchés pour les produits de l'artisanat. Ceci a pour incidence un désintéressement progressif des populations dans la zone rurale. L'artisanat de production est riche et varié. On y trouve les produits de la sculpture, les produits de menuiserie, les produits de couture, de la poterie, les nattes, les sékko et toutes les commodités faites à base de peaux diverses (chaussures, sacs, porte-monnaie, ...).

Dans la plupart des cas, les hommes sont les détenteurs de l'expertise de ces métiers. Cependant, les femmes pratiquent aisément la poterie, le tissage et la couture. Il existe un Centre Artisanal qui offre un espace d'exposition-vente de tous les produits d'art disponibles.

✓ **Activités d'extraction**

Elles reposent sur le fort potentiel en gravier, sable, latérite et leur exploitation. Les chaînes de montagne de Kosséwa et de Papata offrent des pierres en abondance, quoique sous-exploitées.

L'exploitation de sable se fait aussi dans les cours des mayos. Cependant, cette pratique se fait jusqu'ici de manière artisanale, car ne connaissant aucune réglementation. La latérite est faiblement exploitée dans la zone de Gayak et ses environs.

✓ **Activités de transformation**

La transformation est tout aussi économiquement rentable que les autres secteurs d'activités. On peut citer : la tannerie qui transforme les peaux d'animaux en différents articles, la transformation du lait de vache en yaourt et fromage, la transformation de la ferraille de récupération en couteaux, foyers améliorés, casseroles, pioches, houes..., la transformation du coton en fil (appelé en langue locale Soufobé Bogui Ottolo), en tissu (appelé Sagnobé Limcé) et de ses graines en huile, la transformation du mil en boisson locale (appelée bil-bil). On transforme aussi localement le niébé en beignet et koki et l'arachide en huile et tourteaux. Une bonne proportion de la population sans distinction de genre est active dans ce secteur.

✓ **Activités de services**

Le centre urbain de Maroua est dominé par les activités du secteur tertiaire. Ainsi, il s'est développé plusieurs activités de prestation de services. On peut citer à cet effet :

- ✓ L'hôtellerie et la restauration,
- ✓ Les petits métiers (coiffeurs, motos-taximen, mécaniciens, tenanciers de call-box, réparateurs divers, ...)
- ✓ Les services informatiques et secrétariat qui offrent des services divers à l'instar des saisies, les photocopies, les impressions, internet, le téléphone international
- ✓ On relève aussi une forte activité de commerce,
- ✓ Des banques et établissements de micro finance,
- ✓ Des prestataires de service particuliers (Entrepreneurs, Avocats, ...).

Le tourisme en fait aussi partie. Il y a des sites touristiques à l'instar des chaînes de montagnes de Kosséwa, de Papata, le lamidat de Maroua avec sa fantasia.

II.5. PRINCIPALES INFRASTRUCTURES PAR SECTEUR

II.5.1. Infrastructures de l'éducation de base

En ce qui concerne l'éducation de base, la commune de Maroua 2^{ème} dispose de :

- ◆ 10 écoles maternelles dont 07 publiques et 03 privées, 03 en milieu rural et les 07 autres en zone urbaine
- ◆ 38 écoles primaires dont 29 publiques et 09 privées

Toutes ces écoles souffrent d'un manque d'infrastructures. A la maternelle, on compte 24 salles de classe (dont 18 en dur, 02 en semi dur et 04 en planches) et 621 table-bancs pour un effectif de 1066 enfants. Quant au primaire, on a 2 salles (dont 234 en dur, 09 en semi dur et 17 en Seko), 6733 table-bancs pour un effectif de 11281 élèves.

Tableau N° 6: Situation de l'Education de base dans la Commune

Etablissement	Statut école (i)	Niveau (ii)	Année création	Effectifs élèves totaux			Effectif total enseignants			Nombre et équipement des salles de classe					Etat général des bâtiments			Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/ salle classe	Ratio élèves/ place assise				
				Fille	Garçon	Total	Maitre parents	Contractuel	Fonctionnaire	Bancos/eko/poto	Planche	Semi-dur	Dur	Table-bancs	Bon	Passable	Mauvais							
Espace urbain Maroua 2ème						0																		
EP Lopéré Groupe I	PUB	3	1958	463	541	1004	4	10	1	0	0	0	13	200	12	1	0	66	77	3				
EP Lopéré Groupe II	PUB	3	1986	462	478	940	3	11	2	0	0	0	13	200	12	1	0	58	79	2				
EP Lopéré Groupe III	PUB	3	2010	494	508	1002	6	8	1	0	0	0	13	200	12	1	0	66	77	3				
EP Lopéré Groupe IV	PUB	3	2012	431	494	925	3	9	0	0	0	0	13	200	12	1	0	77	75	2				
EMA Lopéré	PUB	0	1980	44	32	76	3	2	1	0	0	2	2	0	2	0	2	12	19					
EMA Zokok	PUB	0	1963	145	130	275	7	6	0	0	0	0	4	121	4	0	0	21	68	1				
EP Zokok I	PUB	3	1957	322	350	672	5	9	2	0	0	0	10	66	10	0	0	42	67	5				
EP Zokok II	PUB	3	1991	367	289	656	4	8	1	0	0	0	10	66	10	0	0	50	65	5				
EP Doualaré I	PUB	3	1987	705	711	1416	5	12	2	0	0	0	11	350	11	0	0	74	128	2				
EP Doualaré II	PUB	3	2009	563	617	1180	4	10	2	0	0	0	11	350	11	0	0	73	107	2				
EM Doualaré	PUB	0	2009	52	59	111	2	2	0	0	0	0	2	20	2	0	0	27	55,5	3				
EP Kakataré I	PUB	3	1936	351	330	681	2	7	1	0	0	0	10	360	10	0	0	68	68,1	1				
EP Kakataré II	PUB	3	2009	235	335	570	2	5	1	0	0	0	10	360	10	0	0	71	57	1				

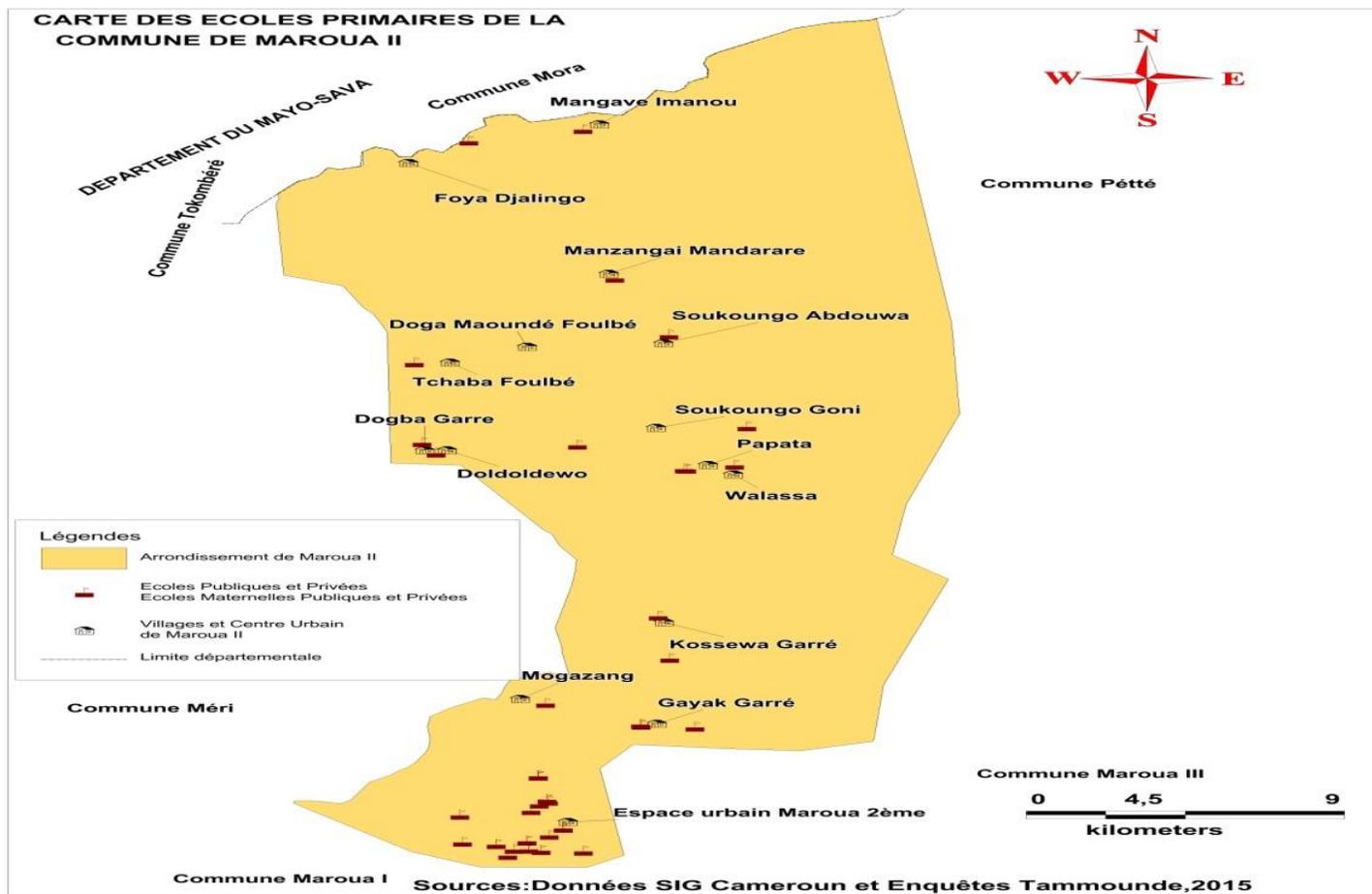
EPA Kakataré II B	PUB	3	1995	492	456	948	3	9	1	0	0	0	12	390	12	0	0	72	79	1
EPA Kakataré II A	PUB	3	1995	492	457	949	3	8	1	0	0	0	12	390	12	0	0	79	79	1
EMA Founangué	PUB	0	1961	152	143	295	6	3	1	0	0	3	4	105	7	0	0	29	42	1
EP Mayel Ibbé	PUB	3	2001	225	241	466	2	3	1	0	0	0	5	120	5	0	0	77	93,2	2
EP Lowol Diga	PUB	3	2001	375	479	854	2	4	1	0	0	0	5	120	5	0	0	150	170	4
EM Lawom Diga	PUB	0	2012	7	11	18	0	1	0	0	0	1	0	0	0	1	0	18	18	1
EP Wourde Florina	PUB	3	2007	123	138	261	1	3	0	0	0	0	4	59	4	0	0	150	65	2
EPC Ste Anne de Doualaré	PRI	3	2001	430	521	951	0	16	0	0	0	0	14	293	14	0	0	150	67	2
EM privée Bilingue Adriel Solam	PRI	0	2012	9	15	24	0	0	1	0	0	0	1	55	1	0	0	150	24	0
Ecole privée Bilingue Adriel Solam	PRI	3	2012	28	27	55	0	3	0	0	0	0	2	55	2	0	0	150	27	1
Ecole privée Islamique Diguirwo	PRI	3	1993	87	88	175	0	3	0	0	0	0	6	293	6	0	0	150	29	0
EM privée Sabil	PRI	0	2013	40	41	81	0	0	0	0	0	0	1	55	1	0	0	150	81	1
Ecole privée Islamique Sabil	PRI	3	1992	289	325	614	0	0	0	0	0	0	6	293	6	0	0	150	102	1
Ecole Franco Arabe	PRI	3	1962	27	14	41	0	0	0	0	0	0	2	293	2	0	0	150	20,5	0
Ecole communautaire Doualaré	PRI	3	1995	88	101	189	0	0	0	0	0	0	2	293	2	0	0	150	94,5	0
EM privée Bilingucatholique Doualaré	PRI	0	2013	26	34	60	0	0	0	0	0	0	1	55	1	0	0	150	60	1
Ecole privée inclusive	PRI		2013	34	25	59	0	0	0	0	0	0	2	25	2	0	0	150	29,5	1
EP Gayak	PUB	3	2000	135	330	465	2	4	1	0	0	0	8	120	8	0	0	66,4286	58	2
EM Gayak	PUB	0	2011	35	40	75	2	2	0	0	0	0	1	120	1	0	0	18,75	75	3
Ecole Islamique Al-Fikir 2	PRI	1	2013	15	20	35	2	0	0	2	0	0	0	5	0	0	0	17,5	32	2
EP Kossewa	PUB	3	1958	227	316	543	1	4	0	0	0	0	5	35	4	1	0	108,6	108,6	4
EP ADIA Kossewa	PUB	3	2000	135	219	354	2	2	0	2	0	0	2	64	2	2	0	88,5	177	5
EP Papata	PUB	3	1966	233	310	543	4	1	1	2	0	0	4	91	4	1	0	90,5	135	4
EP Zawaye	PUB	3	2010	97	259	356	2	0	1	1	0	0	2	64	2	0	0	118	178	5
EM Papata	PUB	0	2010	35	40	75	2	2	1	0	0	0	2	90	1	0	0	15	37,5	2
EP Mogazang	PUB	3	2000	309	320	629	2	4	0	3	0	0	2	126	2	0	0	104	314,5	6
EP Wassala	PUB	2	2010	72	141	213	0	2	0	2	0	0	0	0	0	0	0	106,5	67	2
EP Boulouli	PUB	3	2004	116	174	290	3	2	0	1	0	1	2	126	3	0	0	58	96	2

EP Soukouno Abdouwa	PUB	1	2014	10	20	30	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	30	78	2
EP Tchaba Foulbé	PUB	3	2008	110	210	320	2	1	1	1	0	0	2	30	2	0	0	80	160	5
EP Ouro Modibo	PUB	3	2014	15	33	48	2	3	0	1	0	0	4	52	4	0	0	9,6	12	1
EP Mazagai	PUB	3	2012	55	69	124	2	2	1	1	0	0	2	30	2	0	0	24,8	62	2
EP Doga Maoundé	PUB	3	RAS	86	122	208	0	3	0	0	0	4	0	80	4	0	0	69	52	1
EP Dogba	PUB	3	1958	166	182	348	0	6	0	0	0	0	10	114	6	4	0	58	34	1
CAB Dogba		3	1972	83	258	341	0	2	5	0	0	4	0	85	4	0	0	48	85	3
Ecole Primaire Aventiste Bergström	PRI	3	1950	157	198	355	3	0	3	0	0	0	5	114	0	0	0	59	71	4
EP Ouro Hassana	PUB	2	2014	15	30	45	1	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	15	47	2
TOTAL				9664	11281	20945	100	192	36	17	0	15	252	6733	249	13	2	63	81	4

De ce tableau, il convient de faire quelques constats dont l'acuité s'avère particulière :

- Alors qu'au niveau national, le ratio élève/enseignant est de 45, ce dernier est à une moyenne de 63 dans la commune de Maroua 2^{ème}.
- Aussi, pendant qu'on observe un ratio moyen élève/salle de classe qui est de 50 au maximum, ici, cette moyenne est encore à 81. De même, le ratio moyen élève/table-banc est de 4 contre 2 à l'échelle nationale. Ce qui pose un problème crucial de disponibilité des infrastructures nécessaires.

Carte n° 2: Répartition des écoles primaires dans la commune de Maroua 2ème



II.5.2. Infrastructures des enseignements secondaires

Les infrastructures des enseignements secondaires qu'on trouve dans la commune sont :

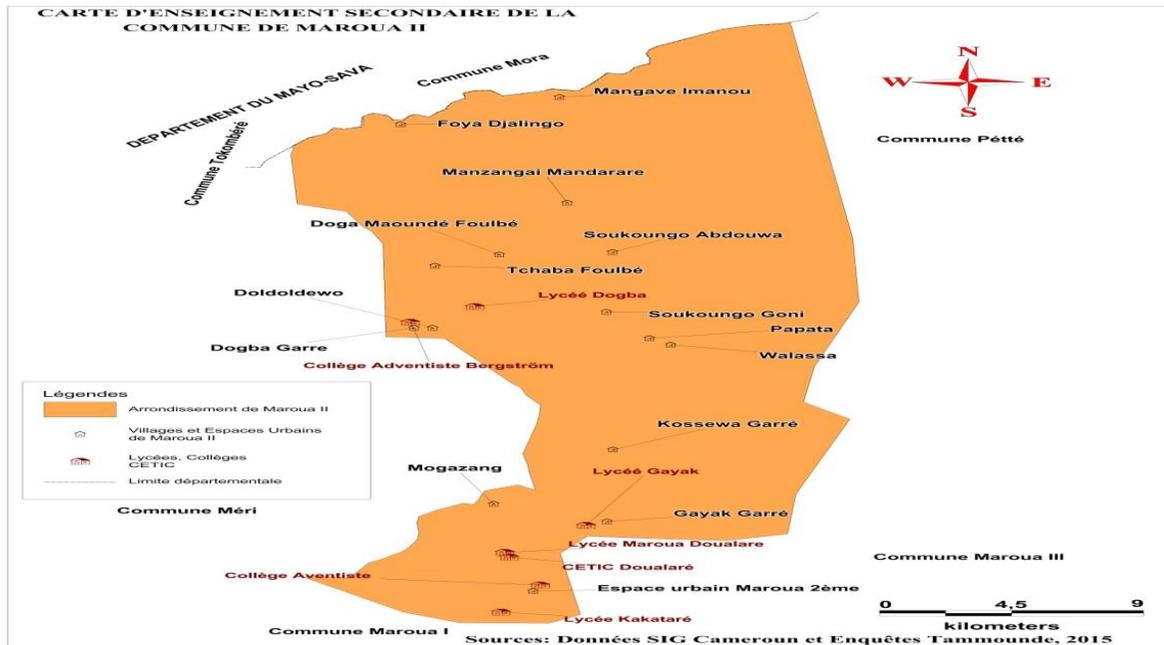
- ◆ 04 lycées d'enseignement général que sont : Lycée de Gayak, de Dogba, de Kakatare et de Doualare.
- ◆ 01 collège adventiste
- ◆ 01 Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial

Tableau N° 7: Situation des enseignements secondaires et écoles de formation dans la Commune

Etablissement	Statut école	Niveau	Année création	Effectifs élèves totaux			Effectif total enseignants				Nombre et équipement des salles de classe						Etat général des bâtiments			Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/ salle classe	Ratio élèves/ place assise
	(i)	(ii)		Fille	Garçon	Total	Maitre parents	Contractuel	Fonctionnaire	TOTAL	banco/seko/poto	planche	semi-dur	dur	TOTAL	Table - bancs	bon	passable	mauvais			
Lycée de Doualare	PUB	5		322	378	700	3	0	23	26	0	0	0	11	11	242	9	0	0	26	63	1
Lycée de Kakatare	PUB	5		1001	1015	2016	0	0	64	64	0	0	0	29	29	594	21	2	6	31	69	2
CETIC de Doualare	PUB	5		109	214	323	4	2	13	19	0	0	4	2	6	175	4	0	2	17	53	1
Lycée Gaya	PUB	5	2009	138	287	425	4	0	7	11	4	0	0	3	7	129	3	0	0	38	141	2
Lycée Dogba	PUB	5	2009	120	713	833	12	0	13	25	0	0	0	6	6	114	6	0	0	33	138	4
Collège Adventiste Bergström	PRI	3	1972	84	267	351	4	0	11	15	0	0	0	4	4	88	4	0	0	23	87	2
Collège Adventiste de Dogba	PRI	3		61	113	174	11	0	2	13	0	0	0	4	4	73	4	0	0	21	82	2
ENIET DE MRA	PUB	5		118	129	247	0	0	24	24	0	0	0	7	7	124	7	4	1	29	80	2
TOTAL				1774	2874	4648	27	2	131	160	4	0	4	55	63	1342	430	2	8	28	92	2

La lecture du tableau en dessus renseigne de ce que le secteur des enseignements secondaires de la commune de Maroua 2^{ème} compte un effectif global de 4648 d'élèves dont les 61% sont les garçons et seulement 39% de filles. Ce qui rend compte de la sous scolarisation de la fille dans cette circonscription. Pour ce qui est du personnel enseignants, la commune compte 196 enseignants, dont 82% sont des fonctionnaires. Si le ratio élève/enseignants est relativement acceptable, il convient cependant de décrier avec acuité le ratio élèves/salles de classe qui est de 92 contre 43 au niveau national. Ce qui pose avec pertinence le problème de l'insuffisance des salles de classe dans les établissements secondaires de la commune, et appelle par ce fait, l'Exécutif communal à y investir davantage pour garantir une meilleure éducation des jeunes.

Carte n° 3: Répartition des établissements secondaires dans la commune de Maroua 2ème

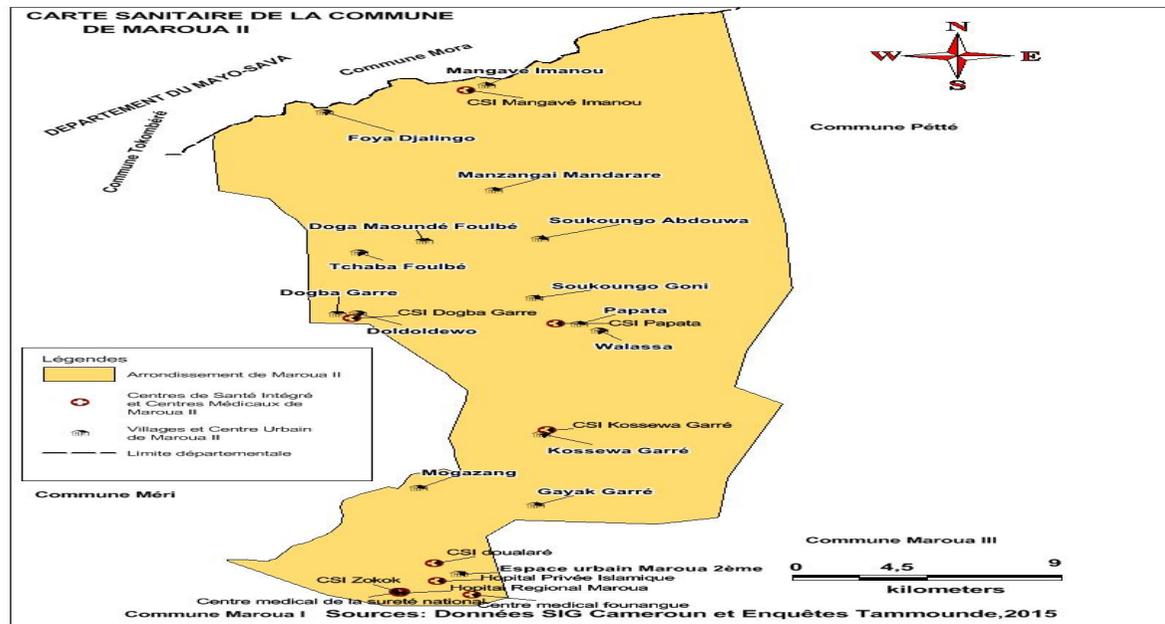


II.5.3. Infrastructures sanitaires

En ce qui concerne la santé, Maroua 2^{ème} dispose de 11 formations dont 08 publiques et 03 privées. Il s'agit de :

- ◆ 01 Hôpital Régional
- ◆ 01 Centre Médical d'Arrondissement
- ◆ 07 Centre de Santé Intégré
- ◆ 01 Centre Médical de la police
- ◆ 02 Cliniques que sont :

Carte n° 4: Répartition des structures sanitaires dans la commune de Maroua 2ème



II.5.4. Infrastructures hydrauliques

Le réseau hydraulique de la commune de Maroua 2^{ème} présente trois caractéristiques infrastructurelles :

- ◆ Le milieu urbain est couvert par le réseau hydrique de CAMWATER exploité par la Camerounaise Des Eaux (CDE). Ce réseau mesure environ 139 km/l d'adduction d'eau en commun avec les communes de Maroua I et III
- ◆ A l'inverse, la zone rurale qui ne bénéficie pas de cette possibilité est alimentée par les forages. A cet effet, on y dénombre 67 forages dont 56 fonctionnels et 11 en panne, et doivent être à réhabiliter. Le tableau ci-dessous renseigne clairement sur la disposition de ces ouvrages :

Tableau N° 8: Répartition des infrastructures hydrauliques dans les villages

Village	Population (a)	Coordonnées géographiques du village			FONCTIONNEMENT DU POINT D'EAU EXISTANT							Ratio Forage/Nbre d'habitants	Taux de couverture par village (%)	
		X	Y	Z	Type de point d'eau (i)	Etat de l'ouvrage (ii)	Exploitation de l'ouvrage (iii)	Si panne, cause	Quantité d'eau suffisante (O/N)	Qualité de l'eau (iv)	Entretien et réparation (v)			
Gayak Garré	3800													
Gayak (Bamiyo Foulbé)		14,34091	10,6597	419	MH	B	EX		O	C	EN			
Gayak (EP)		14,3499	10,66158	417	MH	B	EX		O	C	EN			
Gayak (Assidéo)		14,3524	10,6842	413	MH	B	EX		O	C	EN			
Gayak (Gandéwo 1)		14,3542	10,6699	409	MH	B	EX		O	C	EN			
Gayak (Gandéwo 2)		14,3567	10,6639	407	MH	B	EX		O	C	EN			
Gayak (Sindigowo)		14,3618	10,6638	404	MH	B	EX		O	C	EN			
Gayak (Dourssoungowo 1)		14,3642	10,659	400	MH	B	EX		O	C	EN			
Gayak (Dourssoungowo 2)		14,36206	10,66013	402	MH	B	EX		O	C	EN			
Gayak (Ouro Sambo)		14,3734	10,6702	398	MH	B	EX		O	C	EN			
Kossewa Garré	6000												NA	0
Kossewa (Kongolawo)		14,3604	10,7107	399	MH	AB	R		N		RE			
Kossewa (Garré)		14,3584	10,7124	397	MH	AB	R		N		RE			
Kossewa (Gada Tchoukol)		14,3559	10,7165	403	MH	AB	R		N		RE			
Papata	5900												2950	10
Papata (Bariki Lawan())		14,3607	10,7836	402	MH	B	EX		O	C	EN			
Papata (centre())		14,36013	10,7854	399	MH	AB	R		N		EN			

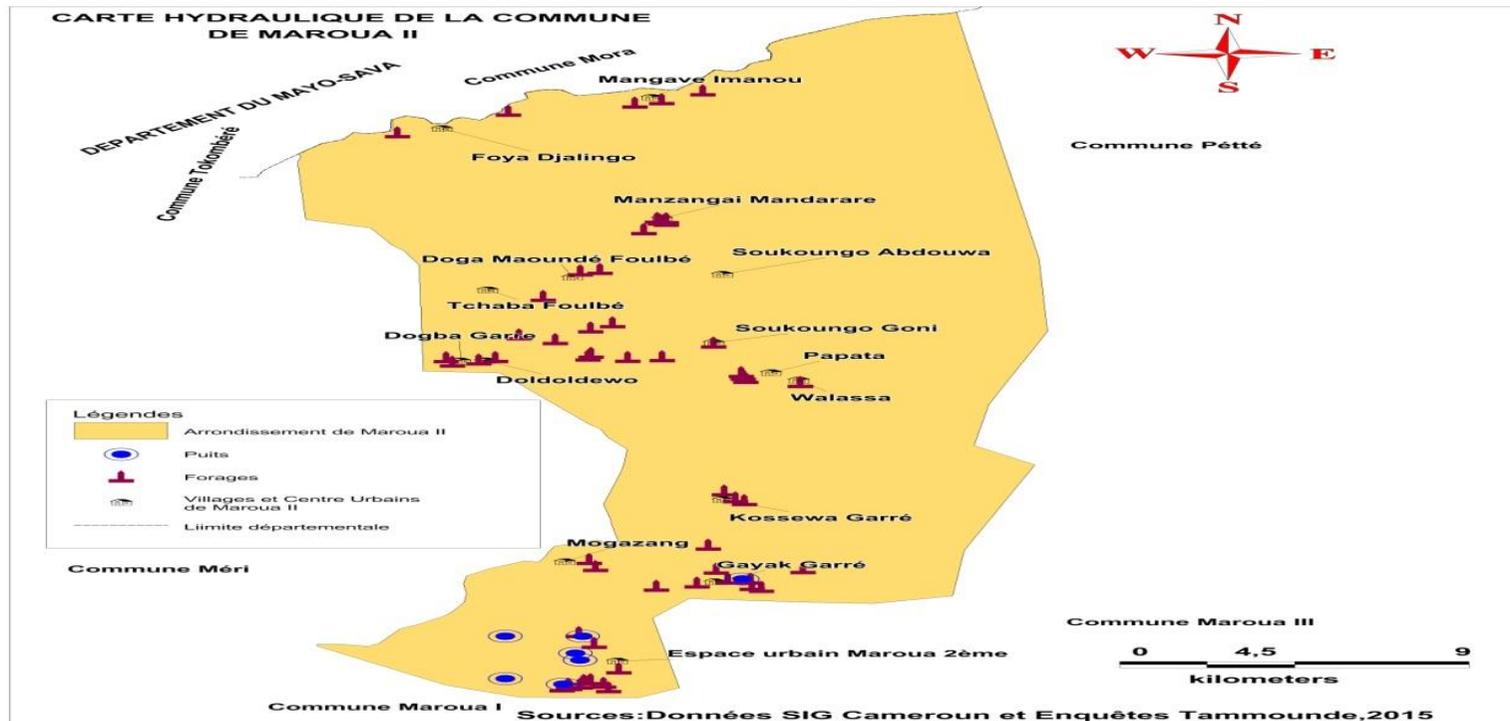
Papata (CSI)		14,3597	10,78711	403	MH	B	EX		O	C	EN		
Mogozang	2200											NA	0
Mogozang (Ecole)		14,3274	10,6714	443	MH	AB	R		N		RE		
Mogozang (Saidi)		14,326	10,6756	449	MH	AB	R		N		RE		
Walassa	3700											1850	16
Walassa (centre)		14,37274	10,78118	384	MH	B	EX		O	C	EN		
Walassa (Massourdouba 1)		14,37274	10,7811	382	MH	B	EX		O	C	EN		
Soukoungo Goni	6500											928	32
Soukoungo Goni (Boulouli-Tchoffa)		14,3536	10,8047	383	MH	B	EX		O	C	EN		
Soukoungo Goni (Hodamdé Guiziga)		14,3422	10,7965	386	MH	B	EX		O	C	EN		
Soukoungo (école)		14,3345	10,7961	393	MH	B	EX		O	C	EN		
Soukoungo (Boulouli Djaoro Ngassa)		14,3257	10,7969	394	MH	B	EX		O	C	EN		
Soukoungo (centre)		14,3264	10,7986	398	MH	B	EX		O	C	EN		
Soukoungo (Mandarawo 1)		14,3263	10,8137	390	MH	B	EX		O	C	EN		
Soukoungo (Mandarawo 2)		14,33123	10,81679	381	MH	B	EX		O	C	EN		
Soukoungo Abdouwa	850	14,3259	10,7459	387	MH	B	EX		O	C	EN	850	35
Dogba Garre	2600											1300	23
Dogba Garre		14,2957	10,7933	401	MH	B	EX		O	C	EN		
Dogba Guiziga II		14,2943	10,7959	390	MH	B	EX		O	C	EN		
Doldoldewo	2500											500	60
Doldoldewo centre		14,3016	10,7946	391	MH	B	EX		O	C	EN		
Tchanpitiga Foulbé		14,3052	10,79607	393	MH	AB	R				RE		
Tchanpitiga Foulbé		14,3052	10,79607	393	MH	B	EX		O	C	EN		
Tchanpitiga Foulbé lycée		14,3105	10,80951	390	MH	B	EX		O	C	EN		

Tchanpitiga Foulbé lycée		14,3185	10,80676	387	MH	B	EX		O	C	EN		
Doga Maoundé	1700											566	52
Doga Maoundé Guiziga		14,3158	10,8325	382	MH	B	EX		O	C	EN		
Doga Maoundé école p		14,3241	10,8477	374	MH	B	EX		O	C	EN		
Papatare		14,3284	10,84858	376	MH	B	EX		O	C	EN		
Tchaba Foulbé	1500											1500	20
Tchaba Foulbé ouro abba		14,3381	10,8723	368	MH	B	EX		O	C	EN		
Manzangai Mandarare	1300											650	46
Manzangai Mandarare centre		14,3411	10,87904	368	MH	AB	R		N		RE		
Manzangai Mandarare centre		14,3418	10,87801	367	MH	AB	R		N		RE		
Manzangai 1 Ecole		14,3431	10,8772	364	MH	AB	R		N		RE		
Manzangai 1 Ecole		14,3381	10,8723	368	MH	B	EX		O	T	EN		
Manzangai 1 Ecole		14,3431	10,8788	364	MH	B	EX		O		EN		
Manzangai Imanou	3000											1500	20
Manzangai imanou centre		14,34207	10,9498	363	MH	AB	R		N		RE		
Manzangai imanou Ecole		14,3361	10,9478	373	MH	B	EX		O	C	EX		
Sigassiare		14,3512	10,9551	358	MH	B	EX		O	C	EX		
Foya Djalingo	3500											1750	17
Ourou Hassana		14,3081	10,9429	368	MH	B	EX		O	C	EX		
Foya Djalingo		14,2836	10,93004	381	MH	B	EX		O	C	EX		

Partant des standards Forage/ 300 personnes, les deux dernières colonnes de ce tableau mettent clairement en lumière l'insuffisance caractéristique de l'eau pour les populations de la zone rurale de Maroua 2^{ème}. Aucun village n'a un taux de couverture de 100% (1 forage/300 P). D'ailleurs, le taux le plus élevé ici est de 71% observé dans un village seulement. Tandis que l'on observe que six villages ont un taux de couverture inférieur ou égal à 20%. Ainsi, on peut voir des localités où un forage alimente plus de 2000 personnes. Et bien pire, il existe des villages où il n'existe aucun forage pour s'abreuver, car ceux existants sont tous en panne, presque en état d'abandon.

- ◆ Face à cette faible couverture en eau, des puits à ciel ouvert, pour la plupart privés, viennent compenser la criarde pénurie.

Carte n° 5: Carte hydraulique de la commune de Maroua 2ème



II.5.5. Infrastructures marchandes

Les principales infrastructures marchandes de la commune sont :

- ◆ 05 marchés dont 01 permanent et 04 périodiques (marché de Maroua Founangue, de Loumo babba, de Dogba, de Papata, de Mangave)

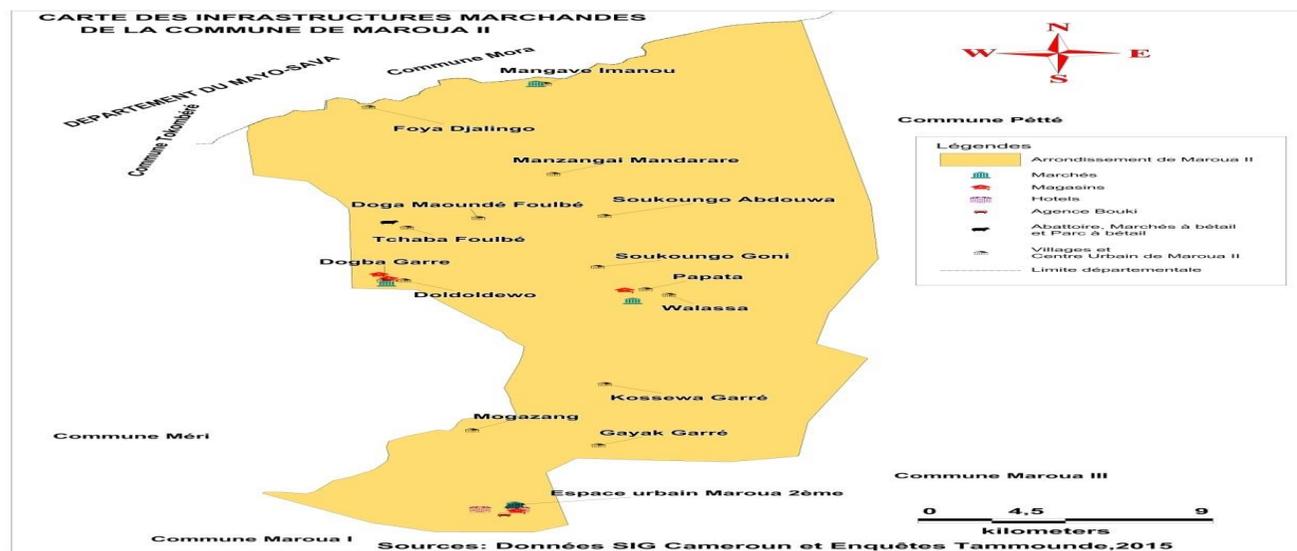
- ◆ Environ 1880 boutiques construites par la commune
- ◆ 01 Marché à bétail
- ◆ 02 gares routières
- ◆ 01 abattoir

Tableau N° 9: Synthèse des principales infrastructures marchandes de la Commune

Localisation	Equipements Marchands							Total équipement
	Abattoir	Gare	Magasin	Marché	Parc	Hangar	Boutique	
Maroua 2 ^{ème} Urbain	1	2	2	2	1	2	1800	1810
Gayak Garré	0	0	1	0	0	1	0	2
Kossewa Garré	0	0	0	0	0	0	0	0
Papata	0	0	0	1	0	0	0	1
Mogozang	0	0	0	0	0	0	0	0
Walassa	0	0	0	0	0	0	0	0
Soukoungo Goni	0	0	0	0	0	0	0	0
Soukoungo Abdouwa	0	0	0	0	0	0	0	0
Dogba Garre	0	0	1	1	0	1	0	3
Doldoldewo	0	0	0	0	0	0	0	0
Tchaba Foulbé	0	0	0	0	0	0	0	0
Doga Maoundé Foulbé	0	0	0	0	0	0	0	0
Manzangai Mandarare	0	1	1	0	0	2	0	4

Localisation	Equipements Marchands							Total équipement
	Abattoir	Gare	Magasin	Marché	Parc	Hangar	Boutique	
Mangave Imanou	0	0	0	1	0	0	0	0
Foya Djalingo	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	1	1	5	5	1	6	1800	1820

Carte n° 6: Répartition des infrastructures marchandes de la commune

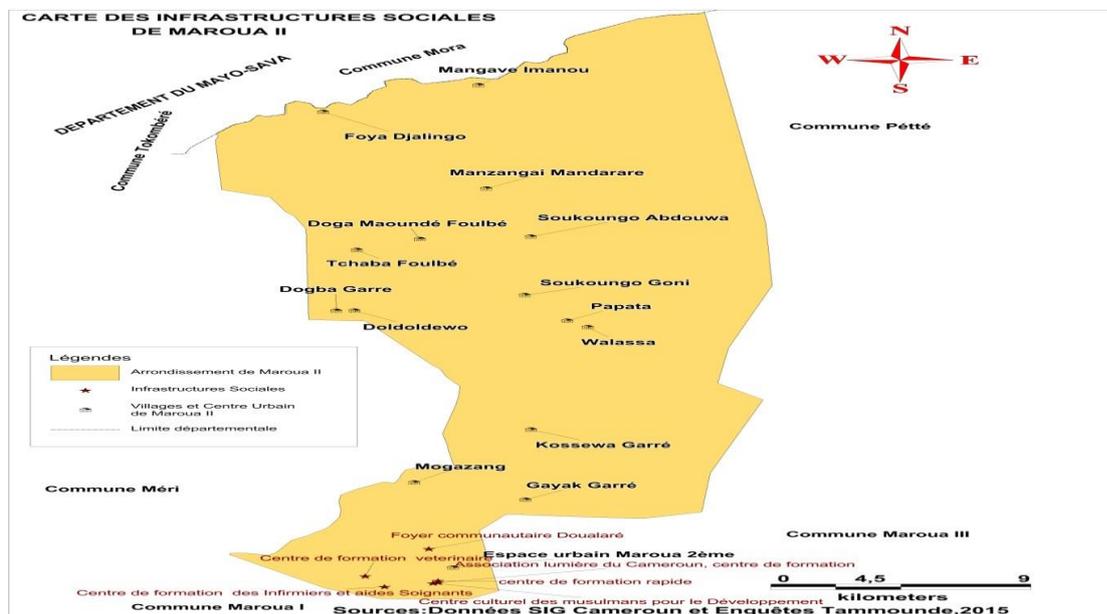


II.5.6. Autres infrastructures sociales, de culture et de loisirs

Il existe quelques infrastructures sociales, culturelles et de loisir. On peut citer :

- ◆ 01 Lamidat de 1^{er} degré
- ◆ 01 Centre artisanal
- ◆ 01 Complexe sportif Doualaré

Carte n° 7: Carte des infrastructures sociales de la commune



II.5.7. Infrastructures de communication et télécommunication

En ce qui concerne ce secteur, on a :

- ◆ 13,6 km de fibre optique en commun avec Maroua I et III
- ◆ Antennes relais de 04 opérateurs de téléphonie (Orange, MTN, Camtel, Nexttel)
- ◆ Installations d'ENEO dans l'espace, avec plusieurs transformateurs électriques dont 04 à Papata, Gayak, Kossewa, Walassa pour environ 25 km de moyenne tension.

II.5.8. Travaux publics

La commune de Maroua 2^{ème} est constituée d'un réseau routier d'environ 111 km reliant les différents quartiers de la circonscription d'une part, et la zone urbaine des zones rurales d'autre part. Cependant, il faut dire d'entrée de jeu que ce réseau est fortement dégradé et est constitué pour la majorité de routes secondaires et de pistes en milieu rural et 28.53 km de routes en milieu urbain dont 18.52 km bitumées et 10.1 km non-bitumées.

Ces routes de qualité très médiocre, disposent d'un faible système d'éclairage public cohérent, sans panneaux de signalisation ni d'adresse des rues et des maisons. De plus, il n'existe pas des canaux d'évacuation dans les quartiers lotis. Et même aux endroits où il en existe, ils sont obstrués par les ordures et déchets drainés par les eaux, causant très souvent des inondations. Et pendant les saisons pluvieuses, la plupart des quartiers deviennent inaccessibles car les routes se transforment en canaux des eaux de ruissellement.

III. 6. PRINCIPAUX ATOUTS/POTENTIALITES ET CONTRAINTES DE LA COMMUNE

La commune de Maroua 2^{ème} dispose de nombreux atouts et potentialités à exploiter mais aussi des contraintes au développement à surmonter nécessairement.

➤ Atouts/Potentialités de la commune

- Existence d'un grand marché de consommation ;
- Existence d'une aire d'abattage ;
- Multiples apports financiers des partenaires au développement (PNDP, FEICOM, PACA, ONG, ...) ;
- Existence d'une population nombreuse qui cohabite dans la paix ;
- Disponibilité d'une jeunesse importante et dynamique ;
- Existence des ressources minières (sable et graviers) ;
- Existence d'un hôtel de ville flambant neuf ;
- Existence des unités de transformation agricole ;
- Existence d'établissements de micro finance ;
- Existence d'agences de transport en commun ;
- Couverture de la ville par des réseaux de communication et de télécommunication ;
- Existence d'un complexe sportif ;
- Possibilités multiples d'apports techniques et financiers des partenaires pour le développement rural et urbain ;
- Equipements marchands existants et aménagés ;
- Boom démographique ;
- Abondance de l'énergie solaire pour réaliser l'électrification rurale, urbaine et périurbaine ;
- Existence de nombreux sites touristiques à valoriser (les chaînes de montagnes, le lamidat, l'habitat traditionnel, ...) ;
- Caractère cosmopolite de la ville.

➤ **Contraintes de la commune**

- Absence de logements sociaux ;
- Absence d'une auberge municipale ;
- Exploitation anarchique des ressources ;
- Désordre urbain ;
- Délinquance juvénile ;
- Insuffisance de l'adduction d'eau ;
- Insuffisance de l'éclairage public ;
- Absence d'un plan d'occupation des sols ;
- Absence d'un plan d'urbanisation ;
- Dégradation avancée des routes ;
- Les inondations en saison de pluies ;
- Les changements climatiques et leurs effets ;
- La récurrence de l'épidémie de choléra ;
- L'insécurité frontalière (CAMEROUN-NIGERIA) ;



**CHAPITRE III :
SYNTHESE DES
RESULTATS DES
DIAGNOSTICS**

III.1. SYNTHÈSE DU DIC

II.1.1. Gestion des ressources humaines

Les ressources humaines de la commune de Maroua 2^{ème} sont constituées de trois catégories que sont :

- ✓ Le personnel
- ✓ Le conseil municipal
- ✓ L'exécutif

II.1.1.1. Le personnel communal

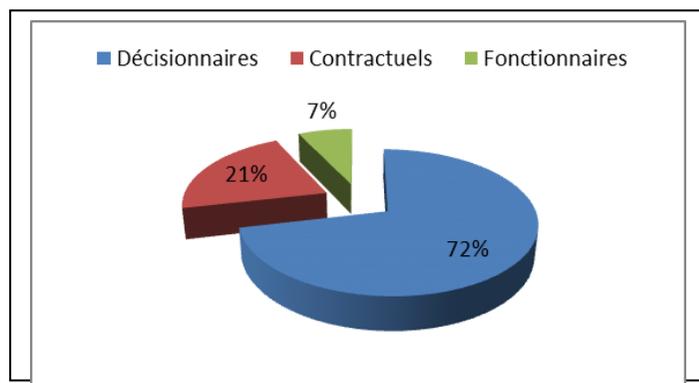
Le personnel communal est constitué de trois types que sont : les décisionnaires, les contractuels et les temporaires. La gestion de ces derniers a fait l'objet d'une analyse dont le récapitulatif se trouve dans le tableau ci-dessous.

Tableau N° 10: Tableau de synthèse du personnel communal

Type de personnel	Nombre	%	Sexe		Age (an)			Formation de base			Ancienneté (an)			Salairex1000			
			H	F	< 30	30-45	>45	CEP et moins	BEPC/ CAP	BAC et plus	< 5	5-10	>10	<30	30-50	50-100	>100
Décisionnaires	10	71	08	02	00	06	04	09	01	00	01	02	07	00	02	05	03
Contractuels	03	29	03	01	01	02	01	00	00	04	02	01	01	00	00	01	03
Fonctionnaires	01	00	01	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00	00
Total	14	100	12	03	01	08	05	09	01	04	03	03	08	00	02	06	06
Pourcentage	100 %		78.57 %	21.42 %	7.14%	57.14%	35.71%	64.28%	7.14%	28.57%	21.42 %	21.42%	57.14 %	00%	14.28%	42.85%	42.85%

II.1.1.1.1 La fonction du personnel

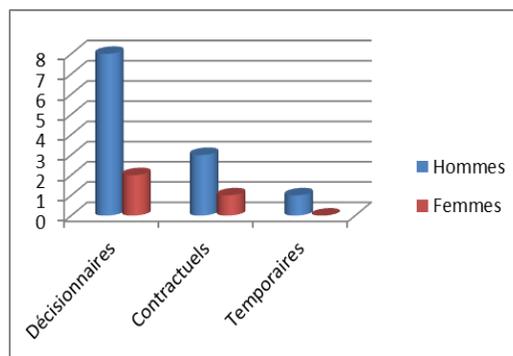
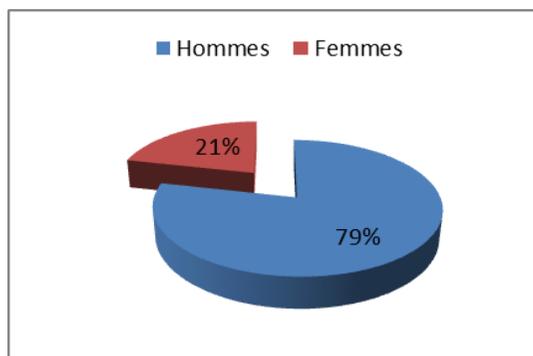
Figure N° 5: Répartition du personnel par type de contrat



A la lecture du présent tableau, et de la figure ci-après, il se dégage que le personnel de la commune est majoritairement constitué des décisionnaires 72%, suivi des contractuels qui occupent les 21%, et enfin des temporaires de l'ordre de 7%. Ces statistiques laissent transparaître une certaine difficulté en matière de compétence pour faire fonctionner la commune. Notamment en ce qui concerne la conception et le suivi de la mise en œuvre des actions de développement. Ce qui nécessite l'amélioration du quota de cette catégorie des personnels de la commune, si l'on veut véritablement que la commune assure les missions que les lois sur la décentralisation lui ont assignées

II.1.1.1.2. Le sexe

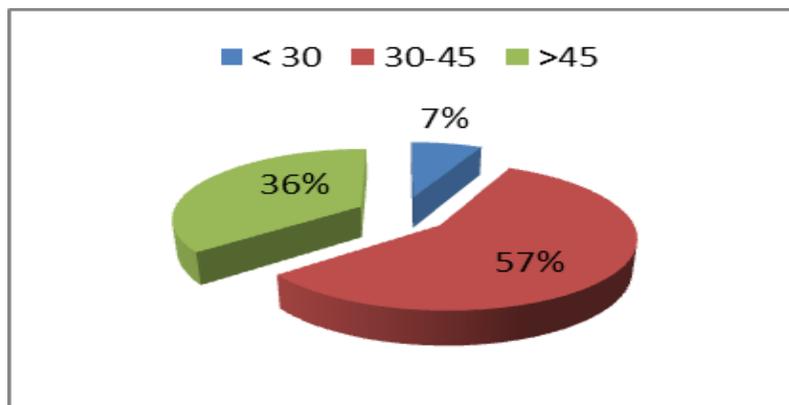
Figure N° 6: Répartition du personnel par sexe



Les deux figures ci-contre présentent la répartition du personnel par sexe. Il ressort donc que le personnel est constitué de 79 % d'hommes et de 21% de femmes. Ce qui rend compte à suffisance de la faible prise en compte de l'aspect. Ce déséquilibre pourrait se justifier par le fait des pesanteurs socio culturelles qui continuent de diminuer la personne de la femme. Ceci entraîne la faible prise en compte des problèmes des femmes.

II.1.1.1.3. L'âge du personnel

Figure N° 7: Répartition du personnel âge

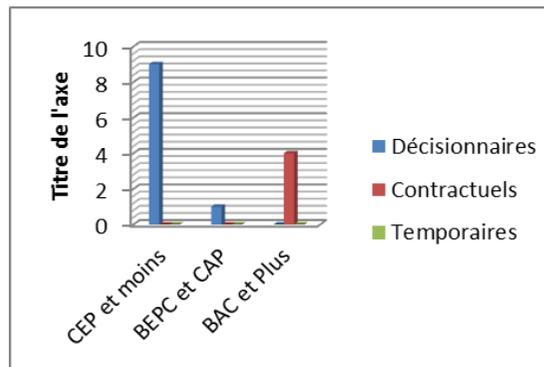
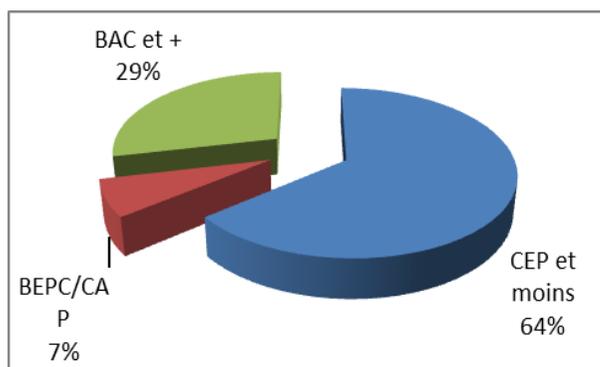


La lecture de la figure ci-contre présente la physionomie d'une commune plus ou moins jeune, dont la majorité du personnel, soit 57%, est âgé entre 30-45 ans, tandis que 36 % du personnel a plus de 45 ans pendant que 7% ont moins de 30 ans.

A l'analyse, même si l'on doit admettre la relative jeunesse du personnel, ce qui constitue en soi un atout non négligeable, il n'en demeure pas moins vrai 36% de ce personnel tend déjà vers l'âge de la retraite. Cela pose le problème de recrutement de nouveaux personnels auquel ferait bientôt face l'exécutif municipal. Un plan de recrutement serait un outil important pour atteindre cet objectif.

II.1.1.1.4. La formation de base du personnel

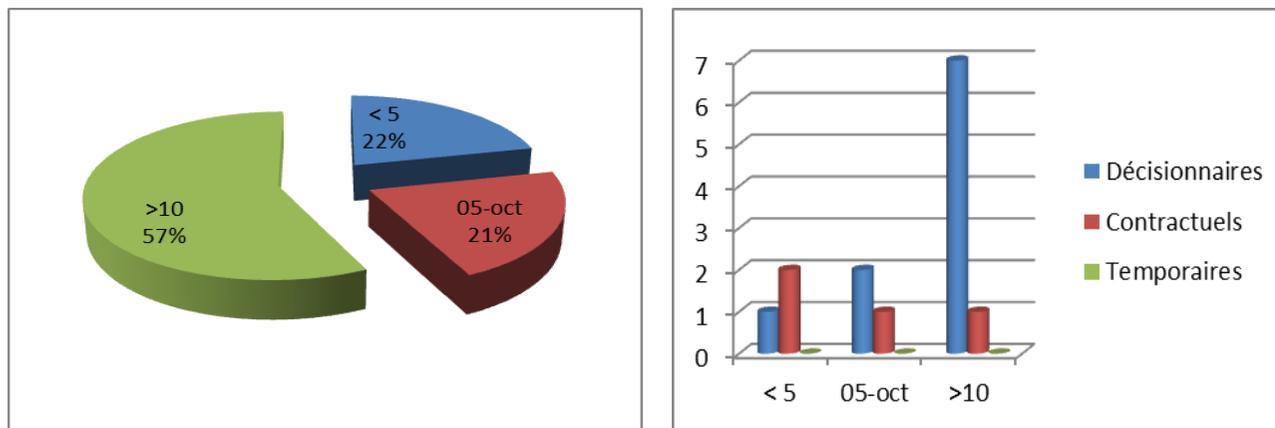
Figure N° 8: Formation de Base du personnel communal



Il est particulièrement frappant de lire à l'analyse de ces graphiques que 64% du personnel communal a un niveau de CEP et moins, et tous sont de la catégorie des décisionnaires, tandis que 29%, tous contractuels ont un niveau de BAC et plus, et 7% pour le niveau BEPC/CAP. Ces statistiques rendent compte du faible niveau du personnel communal. Cette situation explique pourquoi l'essentiel de ce personnel est confiné à des tâches de routines c'est-à-dire loin des centres de décision.

II.1.1.1.5. L'ancienneté du personnel

Figure N° 9: Ancienneté du personnel communal



Sur le plan de l'ancienneté, la majorité du personnel (8 soit 57.14%) a une ancienneté de plus de 10 ans, 03 personnes (21.42%) sont en service depuis 5 à 10 ans, tandis que 03 autres personnes (21.42%) ont une ancienneté de moins de 5ans. C'est donc un personnel fort expérimenté dans l'ensemble.

II.1.1.2. Le Conseil Municipal

La composition et la structuration du Conseil Municipal de la commune d'arrondissement de Maroua 2^{ème} est récapitulée dans le tableau ci-après.

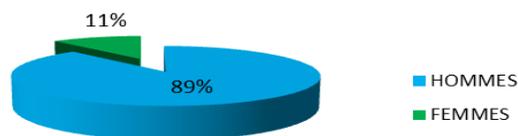
Tableau N° 11: Tableau de synthèse sur le conseil municipal

Profession	Nbre	%	Sexe		Age (an)				Nombre de mandats				
			H	F	< 30	30-45	45-60	>60	1	2	3	4	5
Agent public	07	20	05	02	00	01	06	00	05	02	/	/	/
Fonction libérale	26	74	26	00	00	07	13	06	07	19	/	/	/
Paysan/ménagères/autres	02	06	00	02	00	01	00	01	02	00	/	/	/
Total	35	100	31	04	00	09	19	07	14	21	/	/	/
Pourcentage	100%		88.57%	11.42%	00%	25.71%	54.28%	20%	40%	60%	00%	00%	00%

Le conseil municipal constitué de 35 personnes appartenant 04 partis politiques (RDPC, UNDP, ANDP, ADD). Cette diversité politique constitue un atout pour le conseil municipal en ce sens qu'elle va favoriser les débats constructifs qui pourront améliorer la qualité des décisions prises. Ce tableau est analysé en dessous sous trois aspects : le sexe, l'âge et le nombre de mandat des conseillers.

II.1.1.2.1. Sexe des conseillers

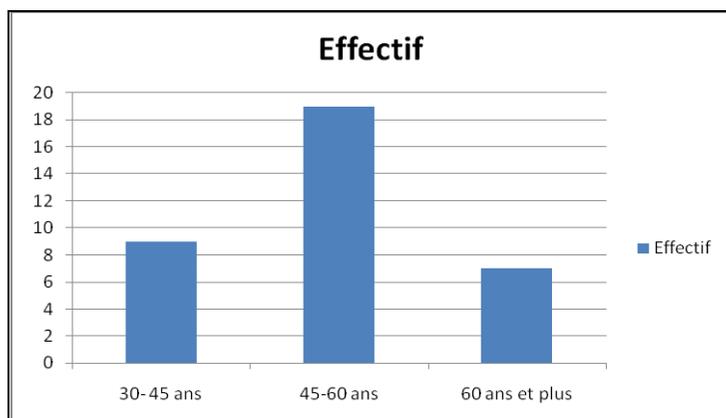
Figure N° 10: Répartition du conseil municipal par sexe



Ce conseil municipal est fortement dominé par les hommes qui sont au nombre de 31 contre 04 femmes seulement. Une telle faible représentativité de la femme dans le cercle de prise de décision aura inéluctablement comme incidence une faible prise en compte des préoccupations féminines dans les décisions concernant la vie de la commune.

II.1.1.2.2 Age des conseillers

Figure N° 11: Répartition du conseil par tranche d'âge



Sur le plan de l'âge, 09 conseillers ont un âge compris entre 30 et 45 ans, 19 d'entre eux sont âgés entre 45 et 60 ans, tandis que 07 ont un âge supérieur à 60 ans. Le fait que les jeunes soient minoritaires dans le conseil peut avoir pour conséquences non seulement la faible prise en compte des problèmes des jeunes dans les débats au sein de ce conseil, mais aussi une insuffisance de vigueur et d'engagement des conseillers aux sujets des questions de développement de la commune. Toutefois, ceci augure aussi dans l'ensemble de la maturité du groupe et des idées qu'il peut émettre.

II.1.1.2.3 Le nombre de mandat

En ce qui concerne leur ancienneté en qualité de conseiller Municipal, il ressort que 14 conseillers sont à leur premier mandat, contre 21 qui en sont à leur second. Ce second groupe équivalent à 60% dispose déjà d'une certaine expérience dont peut profiter tout le conseil.

II.1.1.3. L'Exécutif municipal

L'exécutif municipal de la Commune de Maroua 2^{ème} est constitué de Cinq membres, que sont :

- ✓ Le Maire (ABDOULAYE YERIMA BAKARI)
- ✓ Le 1^{er} Adjoint au Maire (ADAMA YASSIFOU)
- ✓ Le 2^{ème} Adjoint au Maire (ISMAILA)
- ✓ Le 3^{ème} Adjoint au Maire (Mme DOGBA DJARATOU)
- ✓ Le 4^{ème} Adjoint au Maire (YAYA DALIL)

Les responsabilités sont clairement définies entre les membres de l'exécutif de la Commune à travers un Arrêté Municipal portant répartition des attributions et délégation de signature aux Adjoint au Maire.

- Le 1^{er} adjoint au Maire est compétent en matière d'infrastructures et grands travaux, de relations extérieures, d'hygiène et de salubrité et de police municipale.
- Le 2^{ème} adjoint quant à lui intervient dans le cadre du social, de la santé, de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et de gestion des archives municipales.
- Le 3^{ème} Adjoint au Maire s'occupe de l'Action Sociale. En ce sens, il est chargé de la politique sociale visant à l'amélioration du bien-être de la population. Aussi, il est responsable des services compétents de la santé de la sensibilisation de la population en matière de santé, de vaccination et de toutes autres informations susceptibles d'améliorer les conditions de vie des populations locales.
- Le 4^{ème} Adjoint au Maire est responsable des aspects d'éducation, Jeunesse et Animation

Ce dernier est chargé de la politique d'éducation par la sensibilisation des parents en vue de la scolarisation des enfants, particulièrement de la jeune fille ; de la déclaration des naissances à l'Etat Civil ; de la sensibilisation contre la prise des stupéfiants...

Les adjoints comme le Maire ont compétence pour établir les actes d'état civil. Toutefois, les engagements financiers sont établis uniquement par le Maire.

Le tableau ci-dessous présente les forces et faiblesses des ressources humaines de la commune

Tableau N° 12: Forces, faiblesses et contraintes des Ressources Humaines de la commune

Forces/faiblesses/Contraintes	Composante Ressources Humaines
Forces	<ul style="list-style-type: none">• Possibilités d'offres de renforcement des capacités du personnel communal par le programme PNDP et les partenaires au développement.• Pluralité politique du Conseil Municipal (RDPC, UNDP, ANDP et ADD) ;• Tenue des sessions ordinaires et extraordinaires ;• Délégation de pouvoir entre le Maire et ses 4 adjoints ;• Très bonne tenue des registres de Procès-verbaux des réunions du Conseil municipal ;

	<ul style="list-style-type: none"> • Existence et fonctionnement de 04 Commissions communales (finances et affaires économiques, grands travaux et infrastructures, affaires sociales, culturelles et sportives, et coopération décentralisée et relations extérieures) ; • Régularité des salaires du personnel; • Affiliation des employés à la CNPS ; • 53% du personnel ont participé aux stages et séminaires pour le renforcement de leurs capacités ; • Existence d'un organigramme (depuis la délibération municipale N°06/2013/DM/CA/MRAII); • Forte implication de l'exécutif communal (le Maire et ses 4 adjoints) et du personnel dans les affaires de la commune.
Faiblesses	<ul style="list-style-type: none"> • Faible représentativité des femmes au Conseil Municipal ; • Faible prise en compte de l'approche genre dans le recrutement du Personnel communal ; • Organigramme formel des Communes d'arrondissement (l'arrêté N°00136/A/MINATD/DCTD du 24 Août 2009) non fonctionnel ; • Irrégularité des réunions du personnel communal ; • Inexistence de politique de qualification du personnel communal (profil de carrière); • Temps imparti pour les débats des Conseillers municipaux en commission et en plénière insuffisant ; • Les postes de travail de l'organigramme formel ne sont pas encore totalement pourvus en personnel.
Contraintes	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance du Personnel communal ; • Personnel communal peu qualifié (09 de niveau CEP, 01 de niveau BEPC et 04 de niveau BAC et plus), • Insuffisance des cadres.

III.1.2. Gestion des ressources financières

Une analyse a également été faite des ressources financières de la commune et leur gestion, étalées sur trois exercices budgétaires.

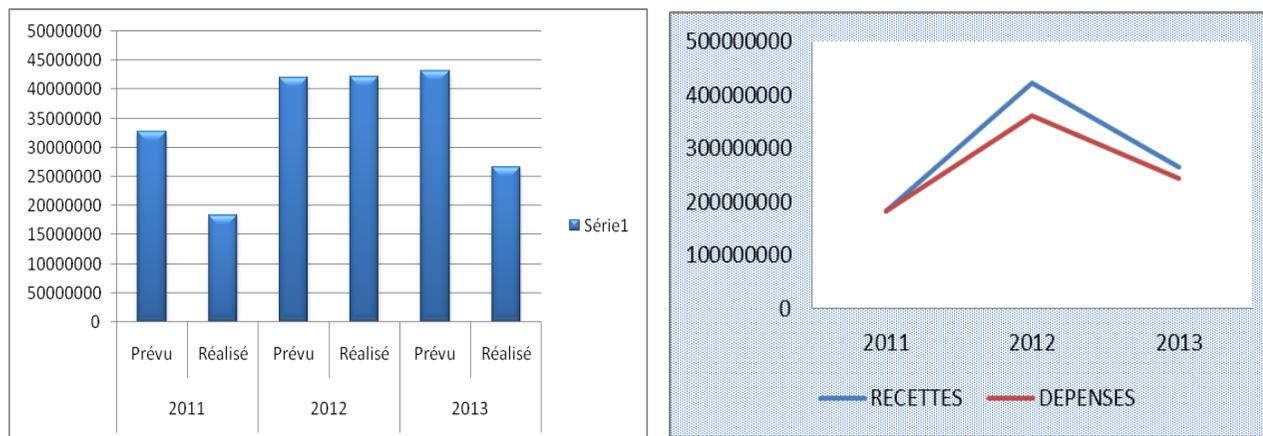
Tableau N° 13: Tableau de synthèse des ressources financières sur trois exercices

ELEMENTS	Exercice 2011				Exercice 2012				Exercice 2013			
	Prévu		Réalisé	Taux de Réal.	Prévu		Réalisé	Taux de Réal.	Prévu		Réalisé	Taux de Réal.
Total Recettes	326 863 091		183 039 387	56,00%	420 755 678		422 542 847	100,42%	432 438 181		265 684 298	61.43%
Total Dépenses	326 863 091		182 917 376	55,96%	420 755 678		361 317 170	85,87%	432 438 181		244 707 175	56.58%
Excédent d'exercice	/	/	122 011				61 225 677				20 977 123	
Taux d'exécution	/	/	56,96%				85,871%				56,58%	
1. RECETTES	<i>Prévu</i>	<i>% sur total</i>	<i>Réalisé</i>	<i>% sur total</i>	<i>Prévu</i>	<i>% sur total</i>	<i>Réalisé</i>	<i>% sur total</i>	<i>Prévu</i>	<i>% sur total</i>	<i>Réalisé</i>	<i>% sur total</i>
Fonctionnement	216 154 224	66,10%	158 590 784	86,64%	201 505 678	47,89%	191 369 277	45,29%	243 554 108	56,32%	194 666 129	73.26%
Investissement	106 388 867	33,90%	24 448 603	13,37%	219 250 000	52,11%	231 173 570	54,71%	188 884 073	43,68%	71 018 169	26.73%
Recettes propres - P	84 993 227	26%	65 232 400	76.75%	85 506 678	20,32%	60 809 178	71.11%	88 712 508	43,68%	67 399 656	75.97%
Recettes extérieures - E	241 869 864	74%	117 806 987	48.70%	335 249 000	79,68%	361 733 655	107%	343 726 673	79,49%	175 307 642	51%
CAC	50 000 000	15.29%	46 787 384	93.57%	80 000 000	19.01%	109 536 099	136%	90 000 000	20.81%	73 929 873	82.14%
Recettes fiscales	54 655 224	16.72%	42 289 800	77.37%	52 604 594	12.50%	35 196 794	66.90%	37 290 000	8.62%	27 961 048	74.98%
Taxes communales indirectes	28 088 000	8.59%	22 009 600	78.35 %	31 030 000	7.37%	24 446 300	78.78%	40 151 000	9.28%	29 381 100	73.17%

ELEMENTS	Exercice 2011				Exercice 2012				Exercice 2013			
	Prévu		Réalisé	Taux de Réal.	Prévu		Réalisé	Taux de Réal.	Prévu		Réalisé	Taux de Réal.
Recettes totales/habitant	3 268		1830		4 207		4225		4 324		2439	
Recettes propres/habitant	849		652		855		608		887		618	
1. DEPENSES	<i>Prévu</i>	<i>% sur total</i>	<i>Réalisé</i>	<i>% sur total</i>	<i>Prévu</i>	<i>% sur total</i>	<i>Réalisé</i>	<i>% sur total</i>	<i>Prévu</i>	<i>% sur total</i>	<i>Réalisé</i>	<i>% sur total</i>
Fonctionnement	135 975 893	41,60%	106 991 660	58,49%	142 017 128	33,7%	117 968 586	32,6%	169 068 654	39%	138 552 508	56.61%
Investissement	190 427 198	58,40%	75 925 716	41,51%	278 738 550	66,3%	243 348 584	67,4%	263 969 527	61%	105 254 667	43.01%
Fonctionnement/habitant	1 359		1 069		1 420		1179		1 690		1272	
Investissement/habitant	1 904		759		2 787		2433		2 639		966	
2.1. Fonctionnement	<i>Prévu</i>	<i>% sur total</i>	<i>Réalisé</i>	<i>% sur total</i>	<i>Prévu</i>	<i>% sur total</i>	<i>Réalisé</i>	<i>% sur total</i>	<i>Prévu</i>	<i>% sur total</i>	<i>Réalisé</i>	<i>% sur total</i>
Dépenses liées au personnel - P	23 842 170	17,5%	20 733 546	19,30%	28 346 315	19,9%	21 198 091	5,87%	29 373 098	17%	19 314 893	13.94%
Dépenses pour l'équipe municipale - M	34 524 867	25,3%	27 174 193	78.70%	40 644 000	28,6%	36 843 950	90.65%	37 229 108	22%		%
Dépenses de fonctionnement courant – F	45 593 856	33,5%	37 048 921	81.25%	48 529 037	34%	43 458 495	89.55%	77 485 848	45,8%	76 947 291	99.30%
Appui à l'autorité administrative - T	5 000 000	3,7%	3 950 000	79%	5 000 000	3,5%	4 980 000	99.6%	3 700 000	2,2%		%
Entretien du patrimoine communal - C	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	%

ELEMENTS	Exercice 2011				Exercice 2012				Exercice 2013			
	Prévu		Réalisé	Taux de Réal.	Prévu		Réalisé	Taux de Réal.	Prévu		Réalisé	Taux de Réal.
Subventions aux tiers – S	24 275 000	17,8%	16 135 000	66.46%	16 297 776	11,4%	10 488 050	64.35%	18 580 600	11%	16 494 151	88.77%
Participation au fonctionnement d'autres structures – A	40 000 000	2,2%	1 950 000	4.87%	3 200 000	2,5%	1 000 000	31.25%	2 700 000	1,8%	1 300 000	48.14%
2.2. Investissement	Prévu	% sur total	Réalisé	% sur total	Prévu	% sur total	Réalisé	% sur total	Prévu	% sur total	Réalisé	% sur total
Engins – E	17 720 000	9,3%	10 947 532	14,47%	238 055 000	84,4%	206 144 613	84,70%	236 916 473	86,7%	79 847 900	75.86%
Bâtiments - B	154 904 000	81,3%	48 174 348	63,44%	31 683 550	11,3%	31 426 360	12,90%	7 053 054	2,67%	5 490 612	5.21%
Equipements divers - V	12 763 198	6,7%	12 073 836	15,9%	1 000 000	0,5%	1 000 000	0.41%	13 000 000	5,98%	7 650 000	0.72%
Terrains	5 040 000	2,7%	4 690 000	93.05%	8 000 000	2,8%	4 777 611	59.72%	7 000 000	2,65%	5 000 000	71.42%
Nombre d'habitants	108 902 habitants				108 902 habitants				108 902 habitants			

Figure N° 12: Evolution du budget sur les trois derniers exercices



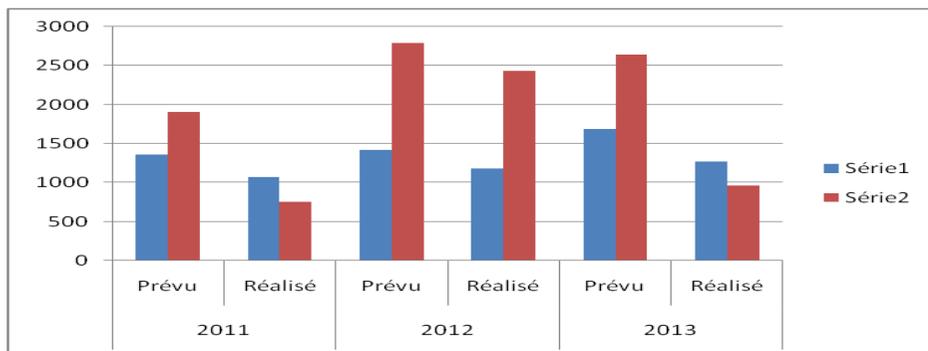
Au regard de la figure ci-dessus, le constat montre que durant les trois derniers exercices, le budget de la commune a évolué en dents de scie atteignant le pic en 2012. Aussi, il convient de relever que la réalisation du budget n'a pas été aisée, excepté en 2012 où le budget réalisé est allé au-delà des prévisions. Toutefois, la constance est à noter dans ces différents budgets.

Tableau N° 14: Distribution du budget sur les trois derniers exercices

	Exercice 2011				Exercice 2012				Exercice 2013			
	Prévu	% sur total	Réalisé	% sur total	Prévu	% sur total	Réalisé	% sur total	Prévu	% sur total	Réalisé	% sur total
1. RECETTES												
Fonctionnement	216 154 224	66,10%	158 590 784	86,64%	201 505 678	47,89%	191 369 277	45,29%	243 554 108	56,32%	194 666 129	73,26%
Investissement	106 388 867	33,90%	24 448 603	13,37%	219 250 000	52,11%	231 173 570	54,71%	188 884 073	43,68%	71 018 169	26,73%
2. DÉPENSES												
Fonctionnement	135 975 893	41,60%	106 991 660	58,49%	142 017 128	33,7%	117 968 586	32,6%	169 068 654	39%	138 552 508	56,61%
Investissement	190 427 198	58,40%	75 925 716	41,51%	278 738 550	66,3%	243 348 584	67,4%	263 969 527	61%	105 254 667	43,01%

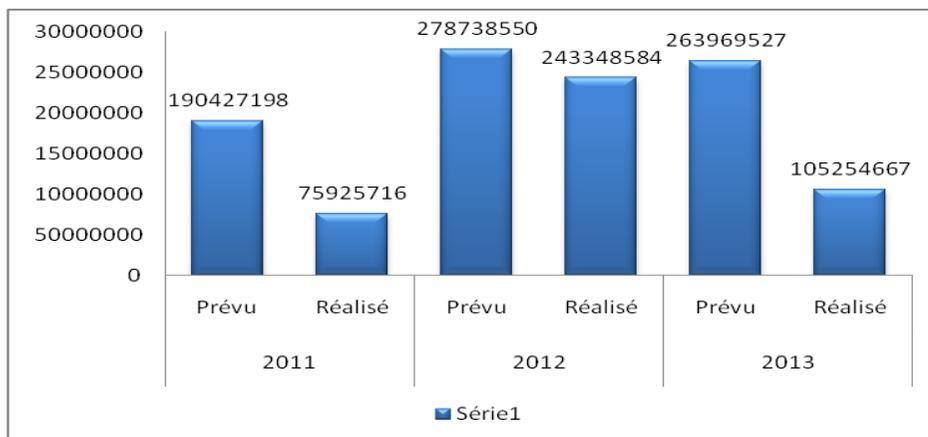
De ce tableau, force est de constater que sur les trois exercices, les quotas de répartition du budget en fonctionnement et investissement ont été respectés notamment à la faveur de l'investissement. En dépenses, on peut d'ailleurs observer que la part la plus importante du budget a été allouée à la rubrique des investissements durant cette période. Ceci traduit à suffisance l'importance qu'accordent les élus municipaux en exercice pour le développement effectif et durable de leur circonscription.

Figure N° 13: Dépenses prévues et réalisées par habitant de 03 derniers exercices



Sur l'ensemble des trois exercices, les statistiques révèlent que les dépenses de fonctionnement réalisées par habitant sont dans l'ensemble supérieures aux dépenses d'investissement, tel qu'on peut lire dans la figure correspondante.

Figure N° 14: Taux d'investissement prévu et réalisé des 03 derniers

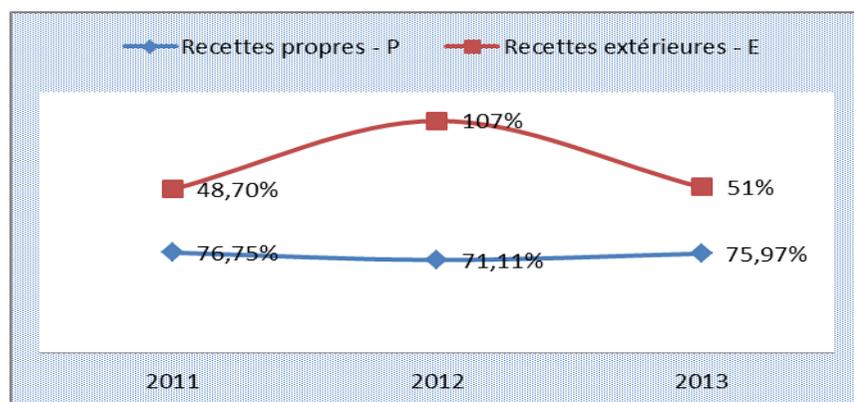


A la lecture du tableau et de la figure ci-dessus, il ressort que le taux d'investissement est resté stable en 2011 et 2013 (39.87%), tandis qu'il a connu une hausse significative en 2012 pour atteindre 87%.

Tableau N° 15: Répartition du budget en fonds propres/fonds extérieurs

RECETTES	Exercice 2011				Exercice 2012				Exercice 2013			
	Prévu	% sur total	Réalisé	% sur total	Prévu	% sur total	Réalisé	% sur total	Prévu	% sur total	Réalisé	% sur total
Recettes propres - P	84 993 227	26%	65 232 400	76.75%	85 506 678	20,32%	60 809 178	71.11%	88 712 508	43,68%	67 399 656	75.97%
Recettes extérieures - E	241 869 864	74%	117 806 987	48.70%	335 249 000	79,68%	361 733 655	107%	343 726 673	79,49%	175 307 642	51%

Figure N° 15: Répartition du budget en fonds propres/fonds extérieurs



Le tableau et la figure qui précèdent met en lumière la répartition des recettes de la commune en fonds propres et fonds extérieurs. La lecture qui découle rend compte de deux faits majeurs :

- Les recettes propres de la commune sont restées constantes durant les trois dernières années sur une moyenne de 72,23% des recettes globales communales. Un tel score particulièrement intéressant témoigne d'une bonne capacité de mobilisation des ressources propres. –
- On observe aussi que les fonds extérieurs ont fait un pic en 2012 grâce à un double financement de la GIZ et du FEICOM.

En tout état de cause, l'on peut retenir que si la commune renforce ses stratégies de mobilisation des fonds propres, notamment par l'élaboration de la carte du contribuable, cette institution peut parvenir à une relative indépendance des financements extérieurs. Par ailleurs, il est aussi recommandé à la commune de rechercher et diversifier les sources d'approvisionnement propre. Car pour l'instant, les recettes propres reposent en majorité sur les produits des taxes communales et les recettes fiscales.

Tableau N° 16: Forces et faiblesses des Ressources Financières de la commune

Forces/Faiblesses/Contraintes	Composante Ressources Financières
Forces	<ul style="list-style-type: none"> • Existence d'un fichier de contribuables ; • Recouvrement des impôts libératoires ; • Existence d'une procédure formelle d'enregistrement des documents comptables ; • Approbation dans les bons délais du budget communal ; • Disponibilité d'un appui financier du PNDP/ FEICOM ; • Présence des chefferies traditionnelles de 1^{er} et 2^{ème} degré pour influencer les populations dans la collecte des fonds.
Faiblesses	<ul style="list-style-type: none"> • Faible taux de recouvrement des taxes communales ; • Multiplicité des intermédiaires dans la collecte des taxes ; • Inexistence d'une action communale pour compenser la réduction de 50 % de l'impôt libératoire faite par l'état. • Baisse des recettes propres de la Commune ; • Absence de rencontres formelles avec les contribuables ; • Faible utilisation des fonds d'investissement du PNDP.
Contraintes	<ul style="list-style-type: none"> • Incivisme fiscal des contribuables ; • Réduction de 50 % de l'impôt libératoire par l'Etat. • Retard dans l'approbation des comptes administratifs ;

III.1.3. Gestion du patrimoine communal

La commune de Maroua 2^{ème} dispose d'un important patrimoine autant immeuble que meuble. La synthèse de son existant et de la manière dont ce dernier est géré ressortent dans les tableaux et analyses ci-dessous.

Tableau N° 17: Synthèse des biens immeubles de la commune

Typologie	Localisation	Valeur d'acquisition	Valeur actuelle	Etat de fonctionnement	Source de financement	Date de mise en service	Mode gestion	Date d'acquisition	Système d'entretien	Utilisateur
Hôtel de ville	Doualaré	186 765 470	186 765 470	Très bien (neuf)	Commune /FEICOM	2011	Utilisation gratuite	2011	/	Commune
Hangar de marché	Dogba	3 000 000	3 000 000	Assez bien	Commune	2008	Location aux tiers	2008	/	Commune
Hangar de marché	Marché abattoir	15 136 045	15 136 045	Assez bien	Commune	2012	Location aux tiers	2012	/	Commune
Hangar de marché	Fouangué	29 303 000	29 303 000	Assez bien	Commune	2012	Location aux tiers	2012	/	Commune
Hangar de marché	Fouangué	15 000 000	15 000 000	Assez bien	Commune	2012	Location aux tiers	2012	/	Commune
Hangar de marché	Papata	/	400 000	Assez bien	Commune	2012	Location aux tiers	2012	/	Commune
Bureau de la mairie actuelle	Koutbao	/	2 500 000	Assez bien	Commune	2008	Utilisation gratuite	2008	/	Commune
Aire d'abattage	Papata	/	/	Assez bien	Commune	2008	Location aux tiers	2008	/	Commune
Aire d'abattage	Dogba	/	/	Assez bien	Commune	1986/1987	Location aux tiers	1986/1987	/	Commune
Reserve forestière	Ouro Ouandé	/	/	Assez bien	Commune	2013	/	2013	/	Commune

Tableau N° 18: Biens meubles de la commune

Typologie	Qté	Localisation	Valeur d'acquisition	Etat de fonctionnement	Source de financement	Date du dernier recensement
Objets d'ameublement et de décoration						
Armoire en bois rouge avec 3 battants et 15 compartiments	01	Commune	185 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Armoire en bois simple blanc, 2 battants et 6 compartiments	01	Commune	12 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Armoire en bois simple, 4 battants et 8 compartiments	01	Commune	15 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Bureau en bois bibelot avec retour et 3 tiroirs	01	Commune	240 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Bureau en bois bibelot avec 6 tiroirs	01	Commune	900 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Bureau en bois rouge avec 5 tiroirs	01	Commune	30 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Bureau en bois rouge avec 1 tiroir	01	Commune	25 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Bureau en bois rouge ave 2 tiroirs	02	Commune	45 00	Assez bien	Commune	20/11/2014
Bureau Ministre en bois massif, sous-main incorporé avec retour	01	Commune	550 000	Assez bien	Commune	20/11/2014

Bureau moyen, dessus formica avec 6 tiroirs	01	Commune	408 370	Assez bien	Commune	20/11/2014
Bureau formica avec caisson et 3 tiroirs	02	Commune	646 290	Assez bien	Commune	20/11/2014
Bureau en bois Bubinga 1.40 X 0.60	02	Commune	654 400	Assez bien	Commune	20/11/2014
Chaises en bois bibelot, fond rembourré en skaï	02	Commune	24 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Chaises en plastique	72	Commune	697 680	Assez bien	Commune	20/11/2014
Chaises en plastique	60	Commune	600 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Chaises de réception bois rouge fond rembourré	03	Commune	360 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Chaises de réception métallique F et D rembourré avec accoudoirs	04	Commune	40 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Chaises métalliques fixes F et D rembourrées	02	Commune	288 570	Assez bien	Commune	20/11/2014
Chaises visiteurs fond et dos rembourrés, cadre en fer doré	100	Commune	3 773 500	Assez bien	Commune	20/11/2014

Couverture de protection en tissu (1 ensemble)	01	Commune	37 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Effigie du Président de la République	01	Commune	50 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Fauteuils bois rouge F et D rembourrés avec accoudoirs	01	Commune	50 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Fauteuils bois rouge Fet D rembourrés	04	Commune	160 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Fauteuils de type président en simili cuir noir pivotant	02	Commune	1 000 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Fauteuils de type président en simili cuir noir avec accoudoir	01	Commune	200 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Fauteuil Directeur roulant et tournant	01	Commune	200 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Fauteuil directeur F et D rembourré en tissu, roulant et tournant	01	Commune	280 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Fauteuil visiteur F et D rembourré en tissu	03	Commune	442 500	Assez bien	Commune	20/11/2014
Fauteuil secrétaire roulant et tournant	01	Commune	87 500	Assez bien	Commune	20/11/2014
Guéridon moyen à 2 étages vitrés	01	Commune	50 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Moquettes couleur verte rayée	02	Commune	300 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Moquettes de couleur rouge	01	Commune	604 800	Assez bien	Commune	20/11/2014
Rideaux en tissu simple	02	Commune	20 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Rideaux en tissu fleuri	16	Commune	80 000	Assez bien	Commune	20/11/2014

Rideaux en tissu doublé	02	Commune	80 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Salon rembourré en skay (1 canapé de 2 places + 2 fauteuils)	01	Commune	760 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Table de réception en bois rouge à deux pièces long de 4 m	01	Commune	120 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Table téléviseur vitre sombre à 2 étages	01	Commune	67 862	Assez bien	Commune	20/11/2014
Tableau d'affichage en bois blanc	01	Commune	16 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Tapis d'orient de 3 sur 4 m	02	Commune	100 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Appareils électriques et électroménagers						
Antenne parabolique canal SAT HORIZON	01	Commune	146 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Climatiseurs SPLIT SHARP	02	Commune	1 400 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Climatiseur SPLIT LG 1 CV	03	Commune	1 200 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Coffre-fort métallique PANSY D86120	01	Commune	2 515 723	Assez bien	Commune	20/11/2014
Congélateur BAHUT 470 L Vitré	01	Commune	968 860	Assez bien	Commune	20/11/2014
Copieur CANON IR 2318/1022 N° SE189200	01	Commune	900 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Imprimante photocopieuse HP3 18 311	01	Commune	170 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Onduleurs BLUE GATE 650	03	Commune	180 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Onduleur 800 VA	01	Commune	120 000	Assez bien	Commune	20/11/2014

Ordinateurs Compaq N° 7500	02	Commune	3 297 776	Assez bien	Commune	20/11/2014
Ordinateurs IBM	05	Commune	2 862 500	Assez bien	Commune	20/11/2014
Cafetières GODY GT 184 TM	03	Commune	90 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Réfrigérateurs PM	03	Commune	750 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Plateau en inox	01	Commune	5 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Stabilisateur 230V	01	Commune	20 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Téléviseur SAMSUNG écran plat de 26 N°LA28B450	01	Commune	330 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Ventilateurs plafonniers SRL	04	Commune	140 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Ventilateurs sur pieds ROYAL	02	Commune	45 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Ventilateur plafonnier KARIMO	01	Commune	20 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Matériel de bureau						
Bacs à courriers en plastique	03	Commune	10 500	Assez bien	Commune	20/11/2014
Cachet dateur 2007	01	Commune	3 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Cachet composté	01	Commune	25 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Cachets ronds officiels	04	Commune	60 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Cachets ronds officiels	02	Commune	12 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Cachet rectangulaire	01	Commune	12 000	Assez bien	Commune	20/11/2014

Tampon encreur	03	Commune	4 500	Assez bien	Commune	20/11/2014
Agrafeur noir	01	Commune	700	Assez bien	Commune	20/11/2014
Paniers à ordures en plastique	04	Commune	10 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Perforateur	01	Commune	3 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Porte-Bic en plastique	01	Commune	2 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Porte cachets à 2 étages et 14 places	02	Commune	16 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Sous-main en plastique avec plusieurs drapeaux	02	Commune	12 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Tampons encreur rouge	06	Commune	12 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
		Commune				
Matériel d'entretien et de construction						
Décamètres	05	Commune	95 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Fil à plomb	03	Commune	30 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Brouettes	04	Commune	100 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Pulvérisateurs	03	Commune	135 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Pulvérisateurs	04	Commune	140 000	Assez bien	Commune	20/11/2014
Seaux en plastiques 20l	10	Commune	50 000	Assez bien	Commune	20/11/2014

Tableau N° 19: Matériel roulant

Typologie	Qté	Localisation	Valeur d'acquisition	Etat de fonctionnement	Source de financement	Date d'acquisition	Date de mise en circulation	Mode gestion/Utilisation	Propriété
Véhicule TOYOTA Hiace CE 2160 Z	01	Maroua	4 000 000	Assez bon	Commune	12/05/2008	12/05/2008	Corbillard (location)	Commune
Véhicule TOYOTA Hiace NO 1709 E	01	Maroua	4 000 000	Assez bon	Commune	12/05/2008	12/05/2008	Ambulance (RAS)	Commune
Véhicule TOYOTA DC 4x4 EN-955-AD N°CH 19767	01	Maroua	15 000 000	Très bon	Commune	14/09/2010	14/09/2010	Véhicule du Maire (Utilisation gratuite)	Commune
Motocyclette SUZUKI 125 NO- 0093-D	01	Maroua	1 350 000	Assez bon	Commune	/	/	Agent communal (Utilisation gratuite)	Commune
Motocyclette SUZUKI N° CH 13239	01	Maroua	/	Assez bon	Commune	/	/	/	Commune
Motocyclette YAMAHA AG100	01	Maroua	2 600 000	Très bon	PNDP	Avril 2014	Avril 2014	CCD (Utilisation gratuite)	Commune

De tout ce qui précède, deux constats majeurs méritent d'être mis en lumière :

- Pour ce qui est du mode de gestion de ce patrimoine :

Force est de constater que dans la commune, il n'existe pas un mode particulier de gestion du patrimoine communal. Il n'existe pas de fiche d'amortissement du matériel. Par contre, des fiches de détenteur existent, tant au niveau du Maire, du Secrétaire Général, que du Receveur Municipal.

- En ce qui concerne le mécanisme d'entretien dudit patrimoine :

Il n'existe pas de façon pragmatique, un système d'entretien du patrimoine communal. Mais dans chaque budget, il est prévu une ligne pour l'entretien du patrimoine, en fonction de l'urgence qui présente. En cas de nécessité, la mairie fait appel aux compétences extérieures.

Tableau N° 20: Forces et faiblesses de la Gestion du patrimoine communal

Forces/Faiblesses/Contraintes	Composante Patrimoine communal
Forces	<ul style="list-style-type: none"> • Un nouvel hôtel de ville est en cours d'achèvement ; • Existence d'un inventaire du patrimoine communal ; • Présence des hangars et aires d'abattage ; • Présence d'un comptable- matière ; • Cession de la gestion du marché de l'abattoir par la Communauté urbaine ;
Faiblesses	<ul style="list-style-type: none"> • Inexistence d'un personnel de maintenance des équipements; • Aucune politique d'amortissement des équipements et d'infrastructures existants; • Inexistence du personnel de maintenance ; • Utilisation quasi gratuite du patrimoine ; • Inexistence de dotations pour l'amortissement des investissements et équipements; • Ressources touristiques et forestières faiblement valorisées.
Contraintes	<ul style="list-style-type: none"> • Réseau routier défectueux ; • Exploitation anarchique des ressources naturelles.

III.1.4. Gestion des relations

La commune entretient de nombreuses relations avec des personnes physiques et morales in et ex de son territoire. Pour avoir un aperçu de ces interactions, nous avons fait un condensé dans le tableau ci-dessous.

Tableau N° 21: Synthèse sur les relations de la commune avec ses partenaires

Institutions	Domaine d'intervention/Actions	Nature de la relation	Observations	
MINEPIA	<ul style="list-style-type: none"> Assiste la Commune dans les opérations de recensement des éleveurs transhumants, contribue à la collecte des taxes sur les lieux d'abattage. 	Harmonieuse	/	
MINESEC	<ul style="list-style-type: none"> Transmet certaines de ses doléances à la Commune en terme de besoins en enseignants vacataires, en équipements et en salles de classe. Dans la mesure du possible, la Commune essaye de trouver des solutions locales à leur problème. La Commune leur apporte également un appui logistique pour la prise en charge des enseignants vacataires et le paquet minimum (cahier de préparation, cahier d'appel, craie, etc.). 	Harmonieuse	/	
MINFOF	<ul style="list-style-type: none"> Collecte des taxes sur la coupe du bois et les amendes affligées aux coupables. 	Harmonieuse	/	
MINEE	<ul style="list-style-type: none"> Appui technique, réalisation de Document d'Appel d'Offres (DAO), le suivi de chaque action de développement notamment la réhabilitation des forages, les routes et l'électrification. 	Harmonieuse	/	
MINAS	<ul style="list-style-type: none"> Assiste la Commune dans l'identification des personnes vulnérables qui reçoivent des appuis. 	Harmonieuse	/	
FEICOM	<ul style="list-style-type: none"> Appuis financier et technique au développement de la commune dans la réalisation des forages et infrastructures. Il est un partenaire incontournable car il appuie la Commune dans plusieurs domaines notamment l'achat des véhicules, la fabrication des tables bancs, etc. 	Harmonieuse	/	
PNDP	<ul style="list-style-type: none"> Appui financier et technique pour les microprojets communautaires, un renforcement des capacités du personnel communal et financement de la production et de 	Harmonieuse	/	

	l'actualisation des plans communaux de développement.			
Opérateurs économiques et prestataires de services	Relation d'affaires et Exécution des marchés Prestations de services	Bonnes		Certains opérateurs économiques se plaignent des lourdeurs à un certain niveau de décision
PADDL/GIZ	Appuis techniques et Renforcement des capacités du personnel communal Renforcement des capacités des membres du conseil	Bonne		
Comités de développement de villages	Collaboration, relais, suivi des projets	Accompagnement dans le domaine du développement	Bonne	
CHEFFERIES TRADITIONNELLES	Collaboration et relais Appui à la Communication communale, recouvrement des recettes, sécurité des populations, développement locale	Bonne		

A la lecture de ce tableau, le constat est clair. Les relations de la commune de Maroua 2^{ème} avec ses partenaires sont nombreuses et fructueuses. Elles lui permettent de booster le développement de ses populations. Il faut toutefois noter que parfois le climat de froid s'installe entre la commune et certains de ses partenaires et ne facilitent pas toujours les choses.

Tableau N° 22: Forces et faiblesses de la Gestion des relations de la commune

Forces/Faiblesse/Contraintes	Composante Gestion des Relations
Forces	<ul style="list-style-type: none"> • La Commune fait partie de l'association des Communes et Villes Unies du Cameroun (CVUC) ; • La Commune entretient des bonnes relations avec la Tutelle, le FEICOM, le PNDP, le PACA, les congrégations religieuses, les chefferies traditionnelles, et les acteurs du secteur privé ; • Coordination des activités de la Commune au niveau de la Communauté urbaine de Maroua à travers ses grands Conseillers (05) ; • Présence des partenaires au développement (FEICOM, PNDP, Communauté urbaine de Maroua, etc.) ; • Possibilité de jumelage avec d'autres communes.
Faiblesses	<ul style="list-style-type: none"> • Réfraction de la plupart des sectoriels aux invitations et réunions de la Commune ; • Absence de coordination des agents communaux avec les sectoriels pour la mise en œuvre des microprojets soutenus par le Budget d'Investissement Public (BIP) et les ressources propres ; • La programmation tardive des marchés publics.
Contraintes	<ul style="list-style-type: none"> • Certains acteurs estiment être étranglés par diverses taxes ; • Non implication des acteurs dans la prise de décision les concernant par la Commune ; • L'incivisme fiscal de certains acteurs ; • Le non-respect des délais contractuels par les entreprises.

III.1.5 Axes de renforcement de la commune

Tableau N° 23: Différents axes de renforcement de la commune

N°	Composante	Rubrique	Axes
1	Ressources humaines	Personnel communal	<ul style="list-style-type: none"> • Elaborer des textes sur le profil de carrière du personnel communal; • Tenir compte de la pluralité du conseil municipal pour le choix des grands conseillers; • Mettre en place un plan de formation du personnel communal; • Renforcer les capacités des membres de la commission des finances et affaires économiques à l'élaboration et l'actualisation du fichier de contribuables de la Commune; • Améliorer le taux de représentativité des femmes (30 %) aussi bien au niveau du personnel communal que du conseil municipal ; • Instituer des réunions du personnel communal pour une bonne coordination et le suivi.
2	Ressources financières	Mobilisation des ressources	<ul style="list-style-type: none"> • Rechercher et créer de nouvelles niches de recettes; • Renforcer les capacités de recouvrement de la Recette Municipale à compenser la réduction de l'impôt libérateur faite par l'état suite à l'augmentation du prix de carburant; (personnel, planning,) • Renforcer les mesures incitatives aux agents de recouvrement des recettes fiscales.
3	Patrimoine communal	Sécurisation, gestion et entretien	<ul style="list-style-type: none"> • Impliquer au mieux le comptable matière dans la gestion du patrimoine communal ; • Rechercher une expertise locale pour l'élaboration d'un tableau d'amortissements de tous les équipements et infrastructures de la Commune ; • Elaborer un fichier des ressources naturelles et des sites touristiques ; • Recycler le personnel communal en gestion du patrimoine.
4	Gestion des relations	Partenariat	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer la gestion des relations entre l'exécutif municipal et les sectoriels ; • Instituer des réunions de concertation et de coordination des activités communales avec les sectoriels et les partenaires au développement.

III.2. SYNTHÈSE DU DEUC

III.2.1. Synthèse des couches vulnérables

Les populations vulnérables existent en bon nombre dans l'espace communal de Maroua 2^{ème}. Elles sont de plusieurs catégories et présentent des besoins spécifiques. La synthèse de cette franche de la population est compilée dans le tableau suivant.

Tableau N° 24: Synthèse sur les populations vulnérables de la commune

N°		Handicapés moteurs	Handicapés visuels	Enfants de la rue et dans la rue	Orphelins	Filles Mères	Sourds-muets	Enfants en conflit avec la loi	Personnes âgés	Total
1	ESPACE URBAIN	25	50	75	17	23	05	41	98	334
2	ESPACE RURAL (Villages)									
	Dogba Garré	05	04	/	06	05	/	/	16	36
	Soukoungo Goni	09	07	03	04	03	/	/	21	47
	Walassa	10	09	04	02	02	02	/	17	46
	Tchaba	08	04	02	/	02	01	/	12	29
	Papata	10	06	06	/	03	/	/	20	45
	Kossewa	06	08	04	06	04	03	/	09	40
	Mangave	09	07	02	07	04	/	/	18	47
	Foya djalingo	11	05	03	03	03	/	/	17	41
	Doga Maoundé	09	08	/	/	03	01	/	10	31
	Gayak	08	05	01	08	06	01	/	19	49

	Mogazang	08	09	04	04	06	03	/	31	65
	Mazangai	11	06	01	04	02	01	/	16	41
	Soukoungo Abdoua	12	/	/	05	01	/	/	27	45
	Doldodewo	13	/	/	03	03	02	/	11	32
TOTAL		157	128	105	71	69	19	41	316	906

Tableau N° 25: Synthèse des difficultés et des besoins des populations vulnérables de la commune

°	N	Couches vulnérables	Effectif présent à l'entretien	Niveau d'organisation	Relation avec la commune	Activités pratiquées	Problèmes liés à leur situation de vulnérabilité	Attentes exprimées
1		Handicapés moteurs	32	Association	Bonne	RAS	<p>Difficulté de mobilité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Difficulté d'acquisition des tricycles et des prothèses jambières pour les handicapés moteurs <p>Abandon par la famille :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Difficulté d'accès aux soins de base - Difficulté d'aller à l'école 	<p>Attentes sur le plan de mobilité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dotation des tricycles et des prothèses jambières <p>Attentes sur le plan socio-éducatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Appui à l'éducation des handicapés en âge scolaire - Appui aux mariages des personnes handicapés - Promotion de l'emploi des jeunes handicapés <p>Attentes sur le plan sportif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - construction d'une aire de jeux pour handicapés

2	Handicapés visuels	15	Association	Bonne	RAS	<p>Difficultés de déplacement :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Acquisition difficile des cannes blanches -Incivisme des populations sur la voie publique <p>Abandon par la famille :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Difficulté d'accès aux soins de base -Difficulté d'aller à l'école 	<p>Attentes sur le plan du déplacement :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Appui en lunettes et cannes blanches <p>Attentes sur le plan socio-éducatif :</p> <ul style="list-style-type: none"> Appuis financiers ; -Aide scolaires aux enfants malvoyants ; - Financement des AGR ; -Création d'une grande association des handicapés visuels ; -Multiplication des centres spécialisés.
3	Enfants de la rue	28	RAS	Mauvaise	RAS	<p>Difficultés sociales:</p> <ul style="list-style-type: none"> -Absence de nourriture et produits alimentaires ; -Retard d'intervention en cas d'urgence ; -Absence de moyens de déplacement. 	<p>Attentes sur le plan social :</p> <ul style="list-style-type: none"> Aires de jeux ; -Aides alimentaires et vestimentaires ; -Logements sociaux ; -Financement des AGR. -Construction des foyers sociaux.
4	Orphelins	33	RAS	Bonne	RAS	<p>Difficultés sociales:</p> <ul style="list-style-type: none"> -Abandon par les proches parents ; -Misère et pauvreté ; -Difficultés d'accès à l'éducation ; -Marginalisation, délaissement ; 	<p>Attentes sur le plan social :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Réinsertion dans les familles ; -Construction d'orphelinats ;
5	Filles Mères	14	RAS	Bonne	RAS	<p>Difficultés sociales</p> <ul style="list-style-type: none"> -Accès difficile aux financements ; -Marginalisation et rejet par les parents ; -Abus divers ; -Exposition aux IST/SIDA ; -Absence de soutiens quelconques, délaissement ; -Déperdition scolaire. 	<p>Attentes sur le plan social :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Appuis à la création d'AGR ; -Encadrement technique ;

6	Enfants en conflit avec la loi	11	RAS	Mauvaise	RAS	Difficultés sociales -Abandon -Difficultés de réinsertion	Attentes sur le plan social : -Multiplication des structures d'accueil - Appui en vivres
7	Sourds-muets	07	Association	Mauvaise	RAS	Difficultés sociales -Difficultés à communiquer ; -Dépendance ; -Difficultés d'accès à l'éducation ; -Absence de matériels et outils adéquats ; -Marginalisation/Exclusion.	Attentes sur le plan socio-éducatif : -Construction d'un centre éducatif spécialisé pour handicapés sensoriels -Appui en kits oreillettes
8	Personnes du 3^{ème} âge	137	RAS	Bonne	RAS	Difficultés sociales -Marginalisation ; -Exclusion ; -Délaissement/Rejet ; -Abus divers ; -Pauvreté ; -Précarité ; -Difficultés d'accès à la nutrition ; -Difficultés d'accès aux soins de santé.	Attentes sur le plan socio-éducatif : -Construction des maisons de retraite ; -Appuis divers (financiers, nutritionnels, sanitaires).

A la lecture de ce tableau, on se rend compte que la population des couches vulnérables de l'espace communal de Maroua 2^{ème} est constituée des Handicapés moteurs, Handicapés visuels, Personnes du 3^e âge, le PVVS, enfants de la rue et dans la rue et les filles-mères, les femmes veuves qu'on retrouve aussi bien dans l'espace urbain que dans les villages.

En fonction de la catégorie de leur vulnérabilité, ces personnes ont des problèmes qui diffèrent les uns des autres. On peut citer entre autres : les problèmes de mobilité pour certains handicapés, d'accès aux services sociaux de base, d'intégration sociale, etc.

III.2.2. Synthèse des corps de métier chapeau

La commune d'arrondissement de Maroua 2^{ème} regorge d'un nombre impressionnant de corps de métier. Chacun de ces corps connaît des difficultés qui lui sont propres. La synthèse de leurs problèmes et besoins est faite dans le tableau ci-dessous.

Tableau N° 26: Problèmes/Difficultés-Besoins/Attentes des corps de métier

Corps de métiers	Effectifs	Contraintes/problèmes rencontrés	Opportunités	Besoins
Cordonniers/ Cireurs de chaussures	43	-Manque d'organisation ; -Faible clientèle ; -Abondance des ambulants ; -Faible recette (parfois moins de 500 Franc par jour) ; -Individualisme ; -Cherté du matériel de travail.	-Fort potentiel de la demande ; -Possibilité de créer des associations ; -Sans contact avec la masse ; -Activité plus ou moins rentable.	-Appuis financiers et matériels ; -Organisation et structuration pour les corps.
Vendeurs des produits artisanaux	51	-Destruction des produits en saison de pluies ; -Rareté de la matière première ; -Faible clientèle ; -Absence des touristes à cause du phénomène d'insécurité (Boko Haram) ; -Moyens financiers limités ; -Inexistence des foires expositions ; -Prélèvement des taxes communales.	-Existence d'association ; -Présence d'une certaine clientèle ; -Multiplicité des produits artisanaux.	-Création des points de vente spéciaux ; -Appuis financiers ; -Organisation des foires ; -Appui des artisans dans l'exploitation de leurs produits vers l'occident ; -Organiser les différents corps de métiers ; -Créer des ateliers pour les artisans.
Bouchers	180	-Marché de vente de la viande très restreint ; -Espace insuffisant ; -Nouvel abattoir éloigné du marché ; -Difficulté de transport de la viande pour le marché ; -Introduction de la viande clandestine au marché ; -Contrôle vétérinaire corrompu ; -Mauvais Etat des hangars au marché ; -Non utilisation des infrastructures par les vendeurs ;	-Les points de vente diversifiés ; -Demande relativement forte ; -Disponibilité du bétail.	-Réhabilitation des hangars dans les marchés en respectant les normes ; -Structuration dans les marchés des espaces réservés aux bouchers ; -Multiplication des abattoirs et tueries -Instauration de l'hygiène dans les marchés ;

		<ul style="list-style-type: none"> -Exposition désordonnée de divers produits sur le marché de viande ; -Certains produits sont exposés à même le sol ; -Non maîtrise des points de vente de la viande ; -Pourcentage de perte très élevé. 		<ul style="list-style-type: none"> -Appui en matériels de transport de la viande ; -Renforcement du contrôle vétérinaire.
Vendeurs d'épices et condiments	49	<ul style="list-style-type: none"> -Espaces très réduits ; -Etalage des marchandises à même le sol ; -Abondance des enfants délinquants ; -Vols ; -Insalubrité autour des vendeurs ; -Acquisition difficile des produits. 	<ul style="list-style-type: none"> -Présence d'une clientèle dense ; -Multiplicité des marchés. 	<ul style="list-style-type: none"> -Réhabilitation de l'espaces de vente ; -Regroupement des vendeurs ; -Appuis financiers ; -Amélioration des infrastructures dans les marchés (comptoirs).
Fabricants et vendeurs de Seko	151	<ul style="list-style-type: none"> -Faible clientèle en saison de pluie ; -Fréquents feux de brousse ; -Rareté de la paille ; -Difficulté d'approvisionnement en saison des pluies ; -Routes souvent impraticables ; -Absence d'organisation ; -Absence de site aménagé pour le stockage. 	<ul style="list-style-type: none"> -Existence des clients en saison sèche et pendant les périodes des fêtes ; -Existence des sites de dépôt permanents. 	<ul style="list-style-type: none"> -construction des hangars aménagés ; -Appuis financiers.
Vendeurs et revendeurs de poulets	39	<ul style="list-style-type: none"> -Sites de vente provisoires; -Tracasseries policières sur les routes ; -Moyens financiers limités ; -Insécurité (vols fréquents). 	<ul style="list-style-type: none"> -Possibilité de créer des GICs ou associations ; -Forte demande ; -Existence des poulets dans toutes les localités. 	<ul style="list-style-type: none"> -Appuis financiers ; -Identification des sites sécurisés de vente ; -Construction des infrastructures modernes.
Forgerons	103	<ul style="list-style-type: none"> -Absence d'ateliers ; -Pas d'abris pour les ateliers existants; -Matériels rudimentaires de travail ; -Coût élevé du charbon ; -Acquisition difficile de la matière première (ferraille de fabrique des outils) ; -Faible demande ; -Revenu contrôlé par les intermédiaires (revendeurs). 	<ul style="list-style-type: none"> -Existence des GICs -Forte demande d'outils de travail traditionnels ; -Relative clientèle ; -Les recettes journalières minimales selon les besoins du ménage ; -Limitation des taxes communales aux droits de place. 	<ul style="list-style-type: none"> -Appuis financiers ; -Construction des abris des ateliers ; -Multiplication d'ateliers ; -Création des points de vente de la ferraille de récupération ; -Organisation du secteur pour de meilleurs gains.
Casseuses de pierres (graviers)	72	<ul style="list-style-type: none"> -Faible clientèle ; -Carrières délimitées ; -Faible collaboration avec la Commune ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Besoins grandissants en graviers ; -Existence d'une clientèle ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Souplesse de la commune -Appuis financiers ; -Equipements modernes.

		<ul style="list-style-type: none"> -Utilisation du matériel archaïque ; -Risque d'éboulement des pierres ; -Insécurité des exploitations ; -Maladies respiratoires ; -Faible coût du gravier ; -Vieillesse précoce. 	<ul style="list-style-type: none"> -Disponibilité de la matière première (pierres) ; -Possibilités de se faire des gains élevés. 	
Brasseuses de boisson locale (Bil-Bil)	112	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance de moyens financiers ; -Difficulté d'approvisionnement en matières premières en saison des pluies (mil, bois) ; -Préceptes religieux ; -Insolvabilité de la clientèle; -Taxes élevés. 	<ul style="list-style-type: none"> -Activité rentable ; -Existence de multiples points de vente ; -Présence d'une certaine clientèle. 	<ul style="list-style-type: none"> -Appuis financiers ; -Réduction des taxes.
Vendeuses des beignets	70	<ul style="list-style-type: none"> -Flambée du prix des matières premières sur les marchés (farine, sucre, pétrole etc.) ; -Insuffisance de moyens ; -Insolvabilité de la clientèle; -Installation anarchique et en bordure des routes ; -Difficulté d'accès au bois de chauffe en saison des pluies. 	<ul style="list-style-type: none"> -Activité rentable ; -Multiplicité des points de vente ; -Présence d'une certaine clientèle. 	<ul style="list-style-type: none"> -Appuis financiers ; -Baisse des prix des matières premières.
Photographes	10	<ul style="list-style-type: none"> -Coupures intempestives d'électricité ; -Utilisation d'appareils dépassés; -Eloignement des laboratoires photos par rapport aux villages ; -Lenteur au niveau des laboratoires ; -Abandon des photos par les clients ; -Insuffisance des moyens financiers. 	<ul style="list-style-type: none"> -Clientèle variée et multiple ; -Rencontres avec des personnes d'origine diverses ; -Disponibilité des laboratoires dans la ville ; -Activité rentable. 	<ul style="list-style-type: none"> -Financement des photographes ; -Réduction des taxes.
Meuniers	29	<ul style="list-style-type: none"> -Exposition à la poussière de la farine ; -Maladies respiratoires ; -Coût élevé de l'électricité ; -Cherté des pièces de rechange ; -Arnaque de certains collecteurs d'impôts ; -Coupures intempestives d'électricité. 	<ul style="list-style-type: none"> -Clientèle disponible ; -Activité rentable ; -Expansion démographique ; -Forte demande. 	<ul style="list-style-type: none"> -Réduction du coût d'électricité ; -Appuis financiers ; -Réduction de la taxe de la Commune.
Laveurs (Laverie)	10	<ul style="list-style-type: none"> -Coupures intempestives d'eau (CDE) ; -Détérioration des tuyaux de branchement ; -Inexistence des espaces aménagés; -Absence des parcs automobiles ; -Faible organisation. 	<ul style="list-style-type: none"> -Clientèle disponible ; -Main d'œuvre disponible ; -Vente de l'eau potable ; -Activité rentable ; -Satisfaction des besoins vitaux. 	<ul style="list-style-type: none"> -Réduction du coût de l'eau ; -Construction d'espaces aménagés ; -Appuis financiers ; -Organisation du secteur.

Menuisiers	34	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance des machines et équipements ; -Coût élevé des taxes ; -Coupures intempestives d'électricité ; -Coût élevé des planches et contre paquet ; -Insuffisance des moyens financiers ; -Rupture des planches en saison des pluies. 	<ul style="list-style-type: none"> -Disponibilité de la main d'œuvre ; -Clientèle disponible ; -Forte demande -Activité rentable. 	<ul style="list-style-type: none"> -Réduction des taxes ; -Financement ; -Réduction du coût du bois d'œuvre ; -Réduction du coût élevé de l'électricité.
Couturières (Tailleurs)	180	<ul style="list-style-type: none"> -Coût élevé des taxes et impôts ; -Insuffisance des moyens financiers ; -Absence des appuis financiers ; -Cherté des loyers ; -Insuffisance et cherté des équipements modernes (machine à broder ; -Inexistence de certaines matières premières (thermocollant, doublure). 	<ul style="list-style-type: none"> -Existence des clients (abondance en période des fêtes ; -Disponibilité des tissus et fils ; -Multiplicité des points de vente ; -Disponibilité du matériel de travail. 	<ul style="list-style-type: none"> -Installation d'une industrie d'habillement ; -Octroi d'équipements modernes ; -Appuis financiers ; -Renforcement des capacités ; -Revue à la baisse des taxes.
Call Boxeurs	91	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance de moyens financiers; -Perturbation du réseau ; -Délimitation de la zone de distribution du crédit ; -Installation anarchique des Call Box; -Individualisme ; -Arnaque et vol des biens ; -Multiples promotions offertes aux clients ; -Coût élevé des taxes. 	<ul style="list-style-type: none"> -Présence d'une certaine clientèle ; -Activité rentable ; -Baisse des prix des téléphones et abonnements ; -Forte demande. 	<ul style="list-style-type: none"> -Appuis financiers ; -Réduction des taxes.
Mécaniciens	29	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance des moyens financiers ; -Cherté des pièces de rechange ; -Vol des pièces ; -Difficulté de se mobiliser ; -Accidents de travail ; -Mésentente parfois avec les clients. 	<ul style="list-style-type: none"> -Activité rentable ; -Forte demande ; -Possibilité de gagner d'autres marchés. 	<ul style="list-style-type: none"> -Appuis financiers ; -Réduction des taxes.
Soudeurs	28	<ul style="list-style-type: none"> -Locaux non sécurisés ; -Cherté de la location ; -Coût élevé du courant électrique ; -Faible clientèle ; -Insuffisance des moyens financiers. 	<ul style="list-style-type: none"> -Existence de quelques clients ; -Activité rentable ; -Disponibilité de la matière première. 	<ul style="list-style-type: none"> -Construction d'un abri ; -Appui financier.
Macro cuisiniers	11	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance des moyens financiers ; -Abus d'impôt (arnaque, corruption) ; -Faible organisation de la filière ; -Insuffisance des équipements ; -Espaces insuffisants ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Existence de la clientèle ; -Existence des peaux d'animaux ; -Activité rentable ; -Forte demande. 	<ul style="list-style-type: none"> -Appuis financiers ; -Organisation des foires expositions ; -Espaces aménagés.

		-Mauvaise finition des tanneurs ; -Concurrence avec le marché nigérian qui demande beaucoup de peau.		
Petits Restaurateurs	21	-Faible clientèle ; -Abus d'impôts ; -Insuffisance des moyens financiers ; -Insuffisance des équipements ; -Service à même le sol ; -Présence des enfants de la rue.	-Possibilité de se mouvoir pour vendre ; -Activité rentable ; -Existence des clients.	-Appuis financiers.
Coiffeurs	12	-Faible clientèle ; -Insuffisance des moyens financiers ; -Insuffisance pour s'installer ; -Faible organisation ; -Coût élevé des équipements.	-Activité rentable ; -Existence des clients.	-Une bonne organisation ; -Appui financier.
Transporteurs des gares	08	-Inexistence des lieux de stationnement ; -Gares non conventionnelle ; -Insécurité des biens et des personnes ; -Chargements irréguliers ; -Tracasseries policières.	-Existence des agences ; -Bonne organisation dans les agences ; -Existence des voyageurs.	-Réglementer les gares routières ; -Contrôler le chargement ; -Sécuriser les personnes et biens.
Chargeurs	05	-Insécurité des personnes ; -Pénibilité du travail ; -Accidents de travail ; -Secteur non organisé ; -Travailleurs non identifiés.	-Présence des clients ; -Existence de main d'œuvre ; -Activité rentable ;	-Appui en organisation.
Vendeurs de SOYA	38	-Installations anarchiques ; -Insalubrité ; -Equipements insuffisants ; -Confrontation avec les services d'hygiène ; -Coût élevé de la viande.	-Existence de la clientèle ; -Forte demande ; -Existence de la viande ; -Multiplicité des points de vente.	-Appui en organisation.

IV.4. ESQUISSE DU PLAN D'UTILISATION ET DE GESTION DES TERRES DE L'ESPACE COMMUNAL

Carte N° 8: Esquisse du plan d'utilisation des terres de la commune

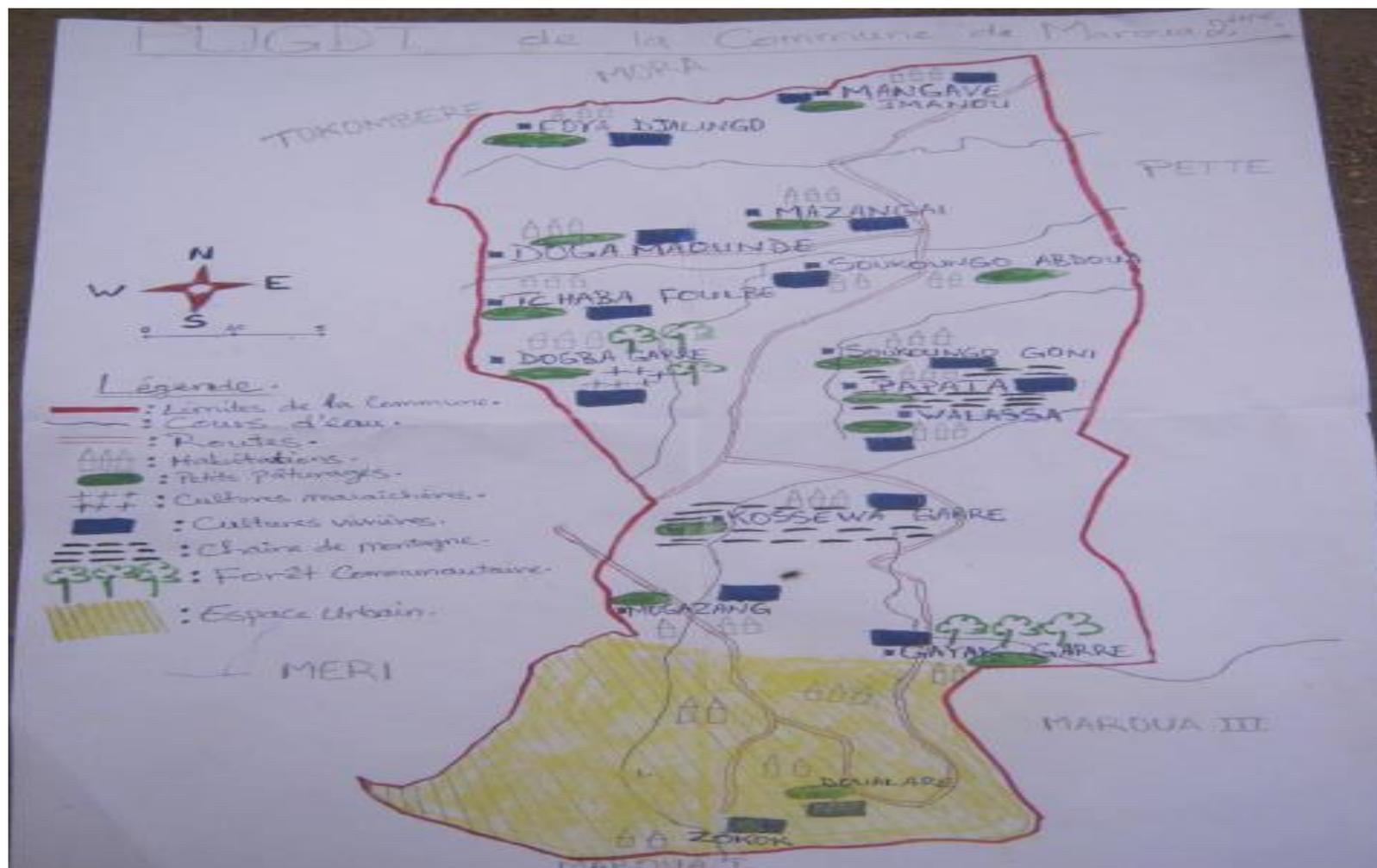


Tableau N° 27 :Matrice des ressources naturelles de la Commune

Ressources naturelles	Statut d'emploi	Potentiel	Utilisateur	Contrôleur	Mode de gestion	Tendance	Problèmes/contraintes	Actions à entreprendre
Mayos Kaliao et Tsanaga (cours d'eau saisonniers)	-extraction du sable, -lessive, - vaisselle, - bain, -abreuvement d'animaux	Important gisement du sable	-Populations riveraines -Vendeurs de sable -Blanchisseurs traditionnels -Bergers transhumants	-Commune de Maroua 2 ^{ème}	Accès libre, gratuite et exploitation anarchique	Dégradation avancée des berges et du lit des mayo	-Prélèvement anarchique du sable -Déversement des ordures dans les cours d'eau -Création des sites d'exploitation non autorisés -Insuffisance d'agents de contrôle -Destruction des berges et des lits	-Sensibiliser les exploitants sur une gestion rationnelle des sites de prélèvement -Etablir des conditions d'exploitation -Faire le suivi des sites de prélèvement -Protéger les berges des cours d'eau
Terres arables	-Pratique de l'agriculture -Pratique de l'élevage	-Insuffisance -Propices aux cultures des céréales, d'oignon et de légumes	-Agriculteurs locaux -Populations riveraines	-Chefferies traditionnelles - Propriétaires des terres	-Libre et gratuite -Location	-Perte de la fertilité -Erosion -Baisse des rendements	-Surexploitation des terres -Lessivage des sols -Monoculture récurrente -Utilisation abusive des pesticides -Conflits agropastoraux	-Gérer rationnellement les terres -Encourager la pratique de la jachère -Encourager la pluri-culture -Utiliser rationnellement les pesticides -Créer un cadre de concertation entre agriculteurs et éleveurs -Former les agriculteurs sur les techniques de restauration des sols.
Chaînes de montagnes	-Exploitation du gravier -Sites touristiques	Gisement de pierres et carrières de graviers	-Populations riveraines -Casseurs et vendeurs de gravier	-Commune de Maroua 2 ^{ème}	Accès libre, gratuite et exploitation	Destruction progressive	-Sites accidentés et non sécurisés -Anarchie des exploitants	-Mettre en place un mécanisme d'exploitation et les conditions d'accès des sites

			-Quelques touristes		anarchique			-Viabiliser et aménager les sites
Carrière de latérite	-Exploitation de la latérite pour les travaux routiers	Gisement de latérite	-Entreprises des travaux publics -Populations riveraines -	-Commune de Maroua 2 ^{ème}	Accès conditionné par une licence d'exploitation	Surexploitation	-Exploitation non contrôlée -Création des sites d'exploitation non autorisés -Détérioration du site -Incivisme de certains exploitants	-Sensibiliser les populations sur les procédures de gestion des sites miniers -Réglementer l'exploitation du site
Espèces ligneuses/Arbres	-Bois de chauffe -Bois d'œuvre -Plantes médicinales	Présence de plusieurs espèces d'arbres	-Populations riveraines -Vendeurs de bois et charbons -Particuliers	-Services du MNFOF -Commune de Maroua 2 ^{ème}	Accès conditionné par licence d'exploitation	-Disparition progressive du couvert végétal -Elévation des températures	-Coupe anarchique du bois -Insuffisance des agents de contrôle -Incivisme des populations -Complaisance des agents forestiers	-Renforcer les comités de vigilance du MINFOF -Augmenter le nombre d'agents forestiers -Mettre sur pied des politiques de reboisement

III.2.3. Synthèse sur la petite enfance

En ce qui concerne la petite enfance, un état des lieux a été effectué dans les secteurs clés (enregistrement des naissances, enfants en conflit avec la loi, vaccination, nutrition, santé, éducation, eau, hygiène et assainissement, ...) afin de voir les principales activités à mener pour une protection efficace des enfants et une promotion durable de leurs droits.

Tableau N° 28: Matrice de captage des données sur la petite enfance

Eléments/Secteur	Etat des lieux de la situation actuelle	Objectifs généraux	Principales activités à mener	Responsables/Partenaires
Enregistrement des naissances	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un service d'Etat civil à la commune -Existence des centres spéciaux dans les chefferies -Déclaration des naissances dans les formations sanitaires (Hôpital régional, CM Police, CMA de Founangue, CSI Zokok, CSI Doualare, Hopital privé islamique de Bamaré, clinique Rama, Kossewa, Papata, Dogba, Mangave Imabou) -En 2011 :3238 naissances enregistrées et déclarées pour 2684 actes de naissance retirées soit 79% - En 2012 :3464 naissances enregistrées et déclarées pour 2688 actes de naissance retirées, soit 75% - En 2013 :3474 naissances enregistrées et déclarées pour 2698 actes de naissance retirées, soit 77% - En 2014 :3716 naissances enregistrées et déclarées pour 2656 actes de naissance retirées, soit 71% <p>Problèmes rencontrés :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Absence d'outil informatique pour la sauvegarde des données sur les naissances. 	<ul style="list-style-type: none"> -Réduire considérablement le nombre d'enfants sans acte de naissance enregistré dans la Commune de Maroua 2^e -Rendre systématique la déclaration et l'enregistrement de toute naissance dans la commune -Voir tous les actes de naissance établis retirés par les parents 	<ul style="list-style-type: none"> -Sensibiliser les parents sur l'importance des actes -Doter la commune d'ordinateurs pour sauvegarder les données sur les naissances - Organiser des séances de jugement supplétif -Création des centres d'Etat civil secondaires dans chaque chef-lieu de canton 	<ul style="list-style-type: none"> - PREFET - SOUS-PREFET - MAIRE - DD MINEDUB - DD MINSANTE - DD MINCOM - Chefs traditionnels - Responsables associatifs - Leaders religieux - Responsables des médias locaux

	<ul style="list-style-type: none"> - Eloignement du centre d'Etat civil par rapport à certains quartiers et villages (Loperé, Fassao, Mayellbe) - Ignorance de certains parents de l'importance de l'acte de naissance -Manque de volonté de certains parents à établir l'acte -Insuffisance de la sensibilisation sur les actes de naissance 			
Les enfants en conflit avec la loi	<ul style="list-style-type: none"> - Non encadrement des enfants de la rue et dans la rue - Délaissement ou abandon par les parents des mineurs en détention et sans jugement ; - Consommation des stupéfiants par les enfants de la rue -Difficulté de réinsertion socioprofessionnelle des enfants en conflits avec la loi 	<ul style="list-style-type: none"> - Créer un cadre de suivi et d'encadrement des enfants de la rue et dans la rue ; - Suivre les dossiers des enfants en détention 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les parents vis-à-vis de leurs enfants dans la rue et en prison - Appui à la réinsertion sociale des mineurs post-incarcérés et des enfants de la rue par la mise en place des programmes spécialisés (Formations aux petits métiers, Scolarisation) -Accompagnement dans la réinsertion des enfants de la rue dans leur famille ou dans les familles d'accueil 	<ul style="list-style-type: none"> - PREFET - SOUS-PREFET - MAIRE - DD MINJUSTICE - Chefs traditionnels - Responsables associatifs - Leaders religieux -Responsables des médias locaux
Vaccination	<ul style="list-style-type: none"> - Existence du programme élargie de vaccination (PEV) et du PMI ; -Réticence de certains parents à faire vacciner leurs enfants - Faible motivation des relais communautaire - Insuffisance des moyens de déplacement pour les stratégies avancées - La couverture vaccinale dans les différentes aires de santé est de 80% en 2014 - La couverture vaccinale dans les différentes aires de santé est de 78% en 2013 - Difficulté liée à la conservation des vaccins 	<p>Augmenter la couverture vaccinale à 100% dans les différentes aires de santé</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les populations sur l'importance de la vaccination et respect du calendrier auprès des parents - Faciliter le déplacement inter-quartier du mobilisateur social/relais communautaire -Fournir aux services de santé des équipements de conservation et de stockage des vaccins 	<ul style="list-style-type: none"> - PREFET - SOUS-PREFET - MAIRE - DD MINEDUB - DD MINSANTE - DD MINCOM - Chefs traditionnels - Responsables associatifs - Leaders religieux Responsables de médias locaux

Nutrition	<ul style="list-style-type: none"> -Trafic des compléments nutritifs par les parents - Le retrait de la croix rouge dans l'accompagnement des centres hospitaliers, ce qui entraîne la rupture des intrants - Rupture des stocks des compléments nutritifs -Difficulté de certains parents à accepter que leur enfant souffre de la malnutrition - Absence de salle dans les aires de santé pour la prise en charge des enfants malnutris - 3054 enfants malnutris identifiés dans les différents centres hospitaliers en 2014 - 3238 enfants malnutris identifiés dans les différents centres hospitaliers en 2013 	<ul style="list-style-type: none"> -Réduire le taux de morbidité et de mortalité chez les enfants 	<ul style="list-style-type: none"> -Organiser des séances de formation pratique sur la connaissance des aliments nutritifs pour les enfants -Sensibiliser les parents à accepter les cas de malnutris identifiés dans les ménages et les mettre sous traitement -Distribuer des suppléments nutritifs dans les écoles publics et maternelles - Mettre à la disposition des structures hospitalières les compléments nutritifs en quantité suffisance. 	<ul style="list-style-type: none"> -MINSANTE/PAM/OMS -CROIX ROUGE FRANCAISE ET CAMEROUNAISE -PLAN CAMEROUN - PREFET - SOUS-PREFET - MAIRE - DD MINEDUB - DD MINSANTE - DD MINCOM - Chefs traditionnels - Responsables associatifs - Leaders religieux -Responsables de médias locaux
Paludisme	<ul style="list-style-type: none"> -8978 cas du paludisme identifiés en 2013 dans les différentes structures hospitalières - 5845 cas du paludisme identifiés en 2014 dans les différentes structures hospitalières -Refus de certains ménages à utiliser les Moustiquaires Imprégnées de Longue Durée d'Année (MILDA) -Absence de Test de Diagnostic Rapide (TDR) pour le mobilisateur social/relais communautaire et ACT pour les cas de paludisme simple identifiés -Mauvaise utilisation des moustiquaires imprégnées. 	<ul style="list-style-type: none"> Réduire le taux de mortalité du paludisme chez les enfants. 	<ul style="list-style-type: none"> -Sensibiliser les populations sur l'utilisation systématique des MILDA -Doter les mobilisateurs sociaux/relais communautaires du TDR+ACT pour les cas de paludisme simple chez les enfants de 0 à 5ans 	<ul style="list-style-type: none"> MINSANTE/PNLP/OMS/PLAN-CAMEROUN - PREFET - SOUS-PREFET - MAIRE - DD MINEDUB - DD MINSANTE - DD MINCOM - Chefs traditionnels - Responsables associatifs - Leaders religieux -Responsables de médias locaux

VIH/SIDA/OEV	<ul style="list-style-type: none"> - Absence d'un répertoire pour les OEV - Forte présence des enfants de la rue et enfants délinquants dans les rues - Moyens financiers limités pour le paiement des enseignants (assistants des affaires sociales) - Faible encadrement des enfants vivant avec le VIH/SIDA - Difficultés de réinsertion socioprofessionnelle (Absence d'équipement dans les ateliers) - Consommation des stupéfiants - Absence d'un centre social - Difficultés d'accès aux financements envoyés par l'Etat pour les personnes vulnérables. 	<p>Faciliter l'encadrement de personnes vivant avec le VIH/SIDA, Orphelins et Enfants Vulnérables</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'un orphelinat - Prise en charge des enseignants - Construction d'un centre social - Faciliter l'accès aux financements. 	<ul style="list-style-type: none"> - PREFET - SOUS-PREFET - MAIRE - DD MINEDUB - DD MINSANTE - DD MINCOM - MINAS - MINPROFF - Chefs traditionnels - Responsables associatifs - Leaders religieux - Responsables de médias locaux
Eau, hygiène et Assainissement	<ul style="list-style-type: none"> - Non-respect des règles élémentaires d'hygiène - Insuffisance d'hygiène autour des ménages - Absence de curage des ouvrages d'assainissement existants. - Insuffisance des latrines publiques. - Difficulté d'accès à l'adduction d'eau dans les quartiers les plus reculés - consommation d'eau des puits à ciel ouvert dans certains quartiers - Défécation à l'air libre - insuffisance de forages 	<p>- Faciliter l'accès à l'eau, à l'hygiène et à un assainissement de qualité</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'accès au réseau de la CDE dans les quartiers - Curage des ouvrages d'assainissement existants - Construction des latrines publiques au marché et dans le marché - Construire ou aménager des sources, puits et forages dans les quartiers nécessaires et au sein des établissements scolaires - Sensibiliser la population sur l'importance du lavage des mains, de la lutte contre les moustiques et de l'utilisation des moustiquaires imprégnées, la salubrité autour des maisons 	<ul style="list-style-type: none"> - PREFET - SOUS-PREFET - MAIRE - DD MINEDUB - DD MINSANTE - DD MINCOM - Chefs traditionnels - Responsables associatifs - Leaders religieux - Responsables de médias locaux

<p>Education préscolaire et scolaire</p>	<p>-Existence de 11 écoles maternelles -Existence de 29 écoles Publiques -936 enfants dans les écoles maternelles dont 99 sans acte de naissance, soit un taux de 10,57% -24285 enfants inscrits dans les écoles publiques dont 7168 sans acte de naissance, soit 29,51% -Mauvais état de certains bâtiments Problèmes rencontrés : -Insuffisance des infrastructures et équipements dans les établissements scolaires -Insuffisance des enseignants qualifiés dans les établissements scolaires -Insuffisance des points d'eau dans les écoles -Insuffisance des latrines dans les écoles primaires et maternelles -Ignorance des parents au sujet de l'acte de naissance et mauvaise volonté de certains</p>	<p>Faciliter l'accès à l'éducation de base de qualité à tous les enfants en âge scolaire</p>	<p>-Sensibiliser les parents à l'établissement automatique des actes de naissance -Organiser des causeries éducatives avec les AME -Affecter un nombre suffisant d'enseignants dans les différentes écoles primaires et maternelles -Réhabiliter les salles de classes en mauvais Etat -Doter les écoles primaires et maternelles en tables bancs - Construction des points d'eau et latrines dans les établissements scolaires</p>	<p>-PREFET - SOUS-PREFET - MAIRE - DD MINEDUB - DD MINCOM - Chefs traditionnels - Leaders religieux - Responsables de médias locaux - ONGs et Associations</p>
---	---	--	--	--

III.2.4. Synthèse sur les changements climatiques

Tout le territoire de la commune est sujet à l'influence des changements climatiques qui entraîne un certain nombre de conséquences pour la plupart néfastes. Ces effets ont été synthétisés en précisant le niveau de risques, la capacité d'adaptation et les solutions envisagées.

Tableau N° 29: Synthèse des effets des changements climatiques dans la commune

SECTEUR	TENDANCES	EFFETS BIOPHYSIQUES	EFFETS SOCIO-ECONOMIQUES	NIVEAU DE RISQUES	CAPACITE D'ADAPTATION	SOLUTIONS ENVISAGEES	VILLAGE/ZONES CONCERNEES
Agriculture	-Inondation des champs -vents violents -Perturbation du calendrier cultural (semis fin Juin aujourd'hui) ; -Insuffisance d'espaces cultivables ; -l'érosion ;	-Assèchement des plantes -Baisse de la production	Baisse des revenus familiaux et économiques	Moyen	-Utilisation des nouvelles variétés de semence ; -Pratique de la jachère ;	-Dotation en intrants agricoles ; -Encadrement technique	Tous les villages de Maroua 2 ^e
Élevage	-Sécheresse des cours d'eau (Mayo) ; -Diminution du pâturage ; -Baisse ou hausse des températures.	- Diminution de la production laitière ; - Rétrécissement des lits d'eau ; -éloignement de la nappe phréatique ; -Insuffisance d'eau -diminution du cheptel	-Baisse des revenus familiaux et économiques -Cherté de la viande et des produits de la charcuterie	Moyen	-Construction des points d'eau; -Conservation des tiges de mil pour les animaux ; -Transhumance ; -Utilisation des tourteaux	-Construction des mares artificielles pour l'abreuvement ; -Réalisation des puits pastoraux ; -création des champs fourragers	Tous les villages de Maroua 2 ^e
Forêt et faune	-Disparition des espèces ligneuses; - Disparition des espèces fauniques ; -Présence des vents violents	-Diminution des pluies -Diminution de l'ombrage	-Cherté du bois de chauffe et du bois d'œuvre ; -Réchauffement climatique	Elevé	-Reboisement ; -Protection des espèces ligneuses ; - Protection des espèces animales	-Création des postes forestiers	Tous les villages de Maroua 2 ^e

	pouvant déraciner les arbres ; -Rareté de bois de chauffe et de bois d'œuvre ; -Feux de brousse						
--	---	--	--	--	--	--	--

III.2.5. Développement de l'Economie Locale

L'économie locale de la commune est riche et variée. Elle repose essentiellement sur les secteurs créateurs de richesse tels que l'agriculture, l'élevage, les transports, le tourisme, ...

Tableau N° 30: Synthèse des secteurs créateurs des richesses et d'emplois dans la commune

Secteur	Potentialités et opportunités	Obstacles à lever	Axes stratégiques	Actions à entreprendre	AGR possibles	Emplois probables
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> -Disponibilité des terres arables -Possibilité de pratiquer plusieurs cycles de production agricole -Développement du maraîchage -Climat favorable -Proximité d'une station de recherche agricole -Existence des voies d'accès -Proximité des grandes métropoles 	<ul style="list-style-type: none"> -Difficultés d'accès aux terres arables -Difficultés d'accès aux financements, -Pertes post récoltes très élevées, -Non maîtrise des circuits de commercialisation 	<ul style="list-style-type: none"> -Améliorer la productivité pour booster la production, - Créer de la richesse et des emplois 	<ul style="list-style-type: none"> -Faciliter l'accès à la propriété foncière -Faciliter l'accès aux crédits -Construire les magasins de stockage, Aménager les bas-fonds -Organiser et structurer les producteurs 	<ul style="list-style-type: none"> -Achat et revente des produits agricoles à l'Etat naturel ou transformés -Exportation des produits dans les autres villes ou dans les pays voisins -Création d'une centrale d'achat et de vente des produits agricoles au niveau de la commune -Développement des services divers dans les bassins de production - 	<ul style="list-style-type: none"> -Auto emploi -Emplois temporaires -Emplois permanents -Besoin en main d'œuvre dans les unités de production, de conservation et commercialisation

	<ul style="list-style-type: none"> -Existence des structures d'encadrement des producteurs -Disponibilité de la main d'œuvre -Fort potentiel de consommation 					
Elevage	<ul style="list-style-type: none"> Abondance de plusieurs types de fourrage -Diversité du cheptel -Disponibilité de l'espace pour la création des marres -Existence des services vétérinaires et zootechniques 	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance et pauvreté des pâturages -Difficulté d'accès aux terres ; -Faible maîtrise des techniques d'élevage ; -Récurrence des épizooties 	<ul style="list-style-type: none"> -Promouvoir la pratique de l'élevage afin de créer plus d'emplois dans ce secteur 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer les capacités techniques des éleveurs ; -Faciliter l'accès aux crédits -Organiser et structurer les éleveurs Accompagner et appuyer les éleveurs 	<ul style="list-style-type: none"> construction de chambres froides ; Construction de magasins de stockages des fourrages ; -Création des unités de transformation des produits d'élevage : 	<ul style="list-style-type: none"> -Auto emploi -Emplois temporaires -Besoin en main d'œuvre dans les unités de production, de conservation et commercialisation
Tourisme	<ul style="list-style-type: none"> -Existence des sites touristiques -Existence des services techniques du tourisme 	<ul style="list-style-type: none"> -Absence d'une culture du tourisme -Insécurité ambiante -Absence d'un répertoire de sites touristiques -Sites non aménagés 	<ul style="list-style-type: none"> -Développer le potentiel touristique 	<ul style="list-style-type: none"> -Sensibiliser les populations sur l'importance du tourisme -créer un répertoire des sites touristiques -Aménager les sites touristiques -former des guides touristiques 	<ul style="list-style-type: none"> -Construction des maisons d'accueil ou d'une auberge municipale -ouverture des restaurants 	<ul style="list-style-type: none"> -Auto emploi -Emplois temporaires -Besoin en main d'œuvre et ressources humaines
Transports	<ul style="list-style-type: none"> -Population nombreuse et grandissante 	<ul style="list-style-type: none"> -Vétusté des moyens de transport disponibles 	<ul style="list-style-type: none"> -Augmenter considérablement l'offre des services de transport 	<ul style="list-style-type: none"> -Organiser les transporteurs -Faciliter l'accès aux 	<ul style="list-style-type: none"> -Création d'agence de transport -Achat et exploitation 	<ul style="list-style-type: none"> -Auto emploi -Emplois temporaires

	<ul style="list-style-type: none"> -Existence des structures de financement -Disponibilité des engins -Existence des services techniques des transports 	<ul style="list-style-type: none"> -faiblesse de l'offre -mauvais Etat des voies de communication - Difficulté d'accès aux crédits 	<ul style="list-style-type: none"> public -Créer plus d'emplois dans les transports 	<ul style="list-style-type: none"> crédits -Faciliter l'obtention des permis de conduire 	<ul style="list-style-type: none"> des motos -Création des laveries et garderies -Création des garages 	<ul style="list-style-type: none"> -Besoin en main d'œuvre et ressources humaines
Commerce	<ul style="list-style-type: none"> -Marché de consommation énorme -Existence des structures de financement -Multiplicité des points de ravitaillement en marchandises -Proximité avec des pays voisins -Existence de nombreux marchés et des infrastructures marchandes 	<ul style="list-style-type: none"> -Taxes élevées -Insuffisance des infrastructures marchandes -Anarchie dans le milieu - Difficulté d'accès aux crédits -Coût élevé du transport des marchandises 	<ul style="list-style-type: none"> -Accroître l'offre et la demande commerciale -Résorber le chômage en générant des emplois 	<ul style="list-style-type: none"> -Faciliter l'accès aux crédits -Construire de nouvelles infrastructures marchandes -Organiser et structurer les commerçants -Renforcer les capacités des commerçants sur la maîtrise des circuits commerciaux 	<ul style="list-style-type: none"> -Ouverture des boutiques -Installation et exploitation des comptoirs -Construction des magasins de stockage -Création d'une chambre froide 	<ul style="list-style-type: none"> -Auto emploi -Emplois temporaires -Besoin en main d'œuvre et ressources humaines
Mines, industries et développement technologique	<ul style="list-style-type: none"> -Existence des ressources minières -Existence des services techniques Forte demande -Existence des carrières 	<ul style="list-style-type: none"> -Inorganisation du secteur -Exploitation excessive et anarchique 	<ul style="list-style-type: none"> -Faciliter l'accès aux ressources minières -Créer de la richesse et de l'emploi 	<ul style="list-style-type: none"> -viabiliser les carrières -organiser et structurer les exploitants 	<ul style="list-style-type: none"> -exploitation d'un site de stockage des ressources 	<ul style="list-style-type: none"> -Auto emploi -emplois temporaires -Besoin en main d'œuvre et ressources humaines

Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	<ul style="list-style-type: none"> -Disponibilité des matières premières -Existence des petites et moyennes entreprises - Existence des structures de financement -Existence d'un centre artisanal 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté d'accès aux crédits -Cherté de certaines matières premières -Insuffisance des infrastructures 	<ul style="list-style-type: none"> -Accroître le nombre de petites et moyennes entreprises -Favoriser le développement artisanal 	<ul style="list-style-type: none"> -Faciliter l'accès aux crédits -Réduire le coût des matières premières -Créer une plateforme d'échange entre les producteurs et les chefs d'entreprise 	<ul style="list-style-type: none"> -Création d'un magasin de stockage -Création des unités de transformation -Création et exploitation d'un centre artisanal 	<ul style="list-style-type: none"> -Auto emploi -Emplois temporaires -Besoin en main d'œuvre et ressources humaines
---	--	--	--	--	---	--

III.3. PRINCIPAUX PROBLEMES ET BESOINS IDENTIFIES ET CONSOLIDES PAR SECTEUR

Tous les secteurs planifiés ont révélé d'énormes problèmes, mais aussi, des besoins que nous avons pu consolider dans le tableau ci-après.

Tableau N° 31: Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

N°	Secteur	Problème central	Principales causes	Principaux effets	Besoins et idées de projets
1	Agriculture	Faible productivité agricole	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Faible capacité organisationnelle des producteurs</u> - Faible mobilisation des paysans pour la vente en groupe des produits agricoles - Faible structuration des GICS - Présence des GIC furtifs - Méconnaissance des circuits de commercialisation agricole ➤ <u>Faible mécanisation de la production</u> - Utilisation des matériels rudimentaires - Insuffisance des intrants agricoles - ➤ <u>Conflits agro-pastoraux</u> ; - Destruction des cultures par les animaux ; - Absence des pistes à bétail -- Divagation des animaux - Inexistence des pistes à bétail ➤ <u>Difficultés de conditionnement, de stockage et de commercialisation</u> : - Non maîtrise des techniques de conditionnement des produits maraichers ; - Insuffisance des infrastructures de stockage ; - Ignorance du circuit de commercialisation ; - Individualisme et manque de confiance entre les producteurs maraichers 	<ul style="list-style-type: none"> - Baisse de la production et du rendement agricole - Faibles revenus familiaux - Absence de financements agricoles - Perturbation du calendrier agricole - Conflits agro-pastoraux - Mévente - Pourriture des produits maraichers ; - Vente à bas prix - Baisse de la production ; - Faibles revenus agricoles 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ <u>Organisation des producteurs en coopératives agricoles</u> : - La tenue des assemblées constitutives des coopératives - La rédaction des statuts, PV et règlement intérieur - La légalisation des coopératives - La formation des membres de coopératives sur les techniques d'animation et gestion comptable - La formation des membres de coopératives sur la comptabilité simplifiée et gestion des stocks dans les magasins ✚ <u>Promotion de la mécanisation de la production</u> - Acquisition de 4 Tracteurs agricoles par la commune - L'octroi des semences précoces aux agriculteurs - La négociation avec les opérateurs de la filière de micro-finance des contrats de partenariat afin de faire bénéficier les producteurs agricoles de crédits à très faible taux d'intérêt - Elaboration d'une stratégie de lutte contre la divagation des bêtes - La mise en place d'un comité de gestion de conflits fonciers - L'aménagement des pistes agricoles rurales ✚ <u>Mise en place des conditions favorables pour le conditionnement, le stockage et la commercialisation des produits</u> - Construction des magasins de stockage à Walassa, Soukounjo Goni, Tchaba

			<p>➤ <u>Faible production agricole</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Faible encadrement ; - Insuffisance des financements agricoles - Insuffisance du personnel technique ; - Technique de culture rudimentaire ; - Forte prévalences des maladies; - Rareté et cherté des semences améliorées; - Faible organisation paysanne 		<p>Foulbe, Tchaba Guiziga, Papata, Dogba, Mangave, Doldodewo, Mogazang.</p> <ul style="list-style-type: none"> - -Faciliter le conditionnement, le stockage et la commercialisation des produits : - -Elaboration des livrets sur les techniques de conditionnement des produits agricoles facilement périssable (tomate, oignon, fruits...) - -Renforcement des capacités des producteurs sur les techniques de conditionnement des produits maraichers <p>✚ <u>Amélioration de la production agricole :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'octroi les produits phytosanitaires aux agriculteurs - Faciliter la commercialisation des produits agricoles dans les grands marchés - Faciliter l'accès aux intrants et aux crédits aux organisations paysannes - Organiser les paysans dans les villages pour la vente groupée - Organiser les agriculteurs en GICs et coopératives - Créer une station météo à Maroua II - Délimiter les espaces agropastoraux dans les villages
2	Eleavage	Faible productivité pastorale	<p>➤ <u>Faible promotion pastorale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence d'un abattoir moderne - Absence d'une usine de transformation des aliments pour bétail ; - Insuffisance des aires d'abattages des petits ruminants - Absence d'une usine de transformation des aliments pour bétail ; - Absence d'un marché à bétail pour la commune de Maroua 2^e - Absence d'une provenderie - Absence d'une clinique vétérinaire - Inexistence d'une chambre froide 	<p>-Prolifération des maladies du bétail (épizooties)</p> <p>- Prolifération des zoonoses</p> <p>- Insuffisance d'aliments pour bétail</p> <p>- Mauvaise conservation des carcasses</p> <p>- Faible taux de vaccination des animaux</p> <p>- Conflits agropastoraux</p>	<p>✚ <u>Amélioration de la production animale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement du contrôle vétérinaire en affectant des agents dans les villages - Construction et équipement d'un abattoir secondaire à Maroua II et de 4 tueries modernes dans chaque canton ; - Aménagement des aires d'abattage pour petits ruminants - Création, construction et équipement des unités de transformation des aliments pour bétail - Création, construction et équipement d'une

			<p>Parc vaccinogène non aménagé -Difficulté d'accès aux crédits</p> <p>➤ <u>Faible encadrement des éleveurs</u> -Insuffisance de personnel et de structures d'encadrement -Fermeture de certains centres zootechniques et vétérinaires -Pratique de l'élevage traditionnel -Insuffisance des parcs vaccinogènes -Absence d'appui à la vaccination antirabique -Insuffisance de moyens de déplacement du personnel</p> <p>➤ <u>Divagation des animaux</u> -Mouvement permanent des animaux à la recherche du pâturage - Destruction des cultures -Existence des étangs non aménagés</p> <p>➤ <u>Difficulté d'accès aux pâturages et au marché à bétail :</u> - Occupation de la piste à bétail ; - Faible matérialisation et/ou absence de la piste à bétail ; - Rareté de pâturage ; - Insuffisance d'espace de pâturage</p> <p>➤ <u>Faible transformation des produits et dérivés de l'élevage</u> -Utilisation des techniques de transformation archaïques -Insuffisance des industries de transformation -Difficultés de ravitaillement en produits et sous-produits de l'élevage</p>	<p>- <i>Non pratique de la pisciculture</i> - <i>Diminution du cheptel</i> - <i>Difficultés de traitement et du suivi sanitaire du bétail ;</i> - <i>Découragement des éleveurs</i> -<i>Frein au développement économique</i></p>	<p>unité de provenderie à Maroua II</p> <p>- Construction et équipement d'une chambre froide au marché central de Maroua</p> <p>✚ <u>Renforcement de l'encadrement des éleveurs</u></p> <p>- Création, construction et équipement des cliniques vétérinaires dans les villages - Délimiter les zones agropastorales dans les villages - Aménager les étangs pour la pratique de la pisciculture - Création d'un fond pour le développement de l'élevage</p> <p>✚ <u>Facilitation de la pratique de l'élevage sédentarisé</u></p> <p>- Faciliter l'accès à l'eau au bétail en aménageant les puits pastoraux - aménagement et équipement des parcs vaccinogènes - Construction et aménagement des marres modernes à Dogba Maoundé, Doldodewo, Walassa.</p> <p>- - Création et aménagement d'un marché à bétail pour la commune de Maroua 2^{ème} - Appui à la création d'une entreprise de fabrication de la provende et des pierres à lécher</p> <p>✚ <u>Promotion de la transformation locale des produits dérivés de l'élevage</u></p> <p>- Formation des populations sur les techniques simples et hygiéniques de fabrication du yaourt - Appui à l'organisation des populations dans la collecte (en coopérative) des produits et sous-produits de l'élevage (lait, peaux, ...)</p>
--	--	--	--	---	--

3	Santé	Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité	<p><u>Carence de la ressource matérielle</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance d'équipements sanitaires dans les CSI (table d'accouchement, dopleurs, table d'exams, etc) - Insuffisance des infrastructures dans les CSI (maternité, laboratoire, magasin, etc) - Absence de moyens d'évacuation des malades (ambulance) - Absence d'incinérateurs dans les CSI <p><u>Carence de la ressource humaine</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance du personnel (sages-femmes, aides-soignantes, techniciens de laboratoire) -Abandon des postes de travail <ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Insécurité sanitaire</u> - Indisponibilité récurrente de médicaments dans les structures hospitalières - Absence des clôtures dans les structures hospitalières - Absence de points d'eau (forage) dans les structures hospitalières <ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Difficulté d'accès aux commodités de base :</u> <ul style="list-style-type: none"> - Inexistence des rampes d'accès dans certains CSI - Difficulté de transport des malades vers les CSI et les hôpitaux de référence - Faible niveau des plateaux techniques des CSI - Absence de clôture autour de certains centres de santé - Insuffisance/absence de point d'eau potable dans certains CSI Insuffisance/absence des latrines dans certains CSI 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Faible prise en charge des malades</i> - <i>Faible prise en charge des malades</i> - <i>Difficulté à évacuer les malades</i> - <i>Prolifération des maladies</i> - <i>Absence d'ombrage</i> - <i>Mauvaise gestion des déchets</i> - <i>Faible prise en charge des malades</i> - <i>Automédication</i> - <i>Recours aux charlatans</i> - <i>Intoxication</i> - <i>Insécurité des malades</i> - <i>Difficultés d'approvisionnement en eau des patients</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ <u>Renforcement en infrastructures sanitaires</u> - Equipement des CSI de l'espace urbain en infrastructures et en matériels adéquats - Créer et équiper le CSI de Dogba - Création et construction de nouveaux centres de santé à Mogazang, Doga Maoundé, Soukoungou Goni, Walassa. ✚ <u>Renforcement de l'offre en ressources humaines</u> -- Affecter des personnels qualifiés en nombre suffisant dans tous les centres de santé ✚ <u>Amélioration de la sécurité des patients dans les FOSA</u> -Ravitailer les centres de santé en médicaments -créer des points d'eau potable dans les centres de santé -Construction des clôtures dans les centres de santé ✚ <u>Amélioration de l'accès aux commodités de base dans toutes les formations sanitaires par :</u> -La construction des rampes d'accès dans toutes les formations sanitaires afin de les rendre accessibles aux handicapés moteurs -L'acquisition de 02 motos ambulantes dans chaque centre de santé -Le renforcement des capacités techniques des formations sanitaires l'augmentation du nombre des lits, l'équipement en lits d'accouchement, etc.
---	-------	---	---	--	---

4	Travaux Publics	Difficulté de circuler sur les routes	<p>➤ <u>Mauvais état des routes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Faible entretien routier - Impraticabilité de certaines routes en saison pluvieuse <p>➤ <u>Insuffisance des ouvrages de franchissement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence des canaux d'irrigation - Destruction de plusieurs ouvrages de franchissement 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Dégradation des routes bitumées et en terre</i> - <i>Difficultés à circuler</i> - <i>Dégradation des routes</i> - <i>Erosion</i> - <i>Inaccessibilité de certains quartiers en saison de pluie</i> 	<p>✚ <u>Aménagement des routes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Bitumage les principaux axes de la ville (Descente Djoudandou- résidence Yaya Bello-place de fêtes 2,1 km, Mosquée Djoudandou – Pharmacam 2,1 km, Maroua Palace – Djoudandou 1,7 km, Pont rouge - Lycée Kakatare- LoumoBabba 2,5 km, Délégation des Postes et Télécommunications- mosquée Lamido - marché central 1,7 km -Reprofilage les routes principales dans les villages (Maroua –Mogazang sur 10 km, Maroua-Gayak sur 30 km, Papata- Kossewa sur 14 km, Maroua-Tchaba sur 30 km, Maroua-Dogba sur 25 km, Walassa- Maroua sur 22 km). - Tracer les pistes agricoles dans les villages <p>✚ <u>Augmentation du nombre des ouvrages de franchissement</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Créer les canaux d'évacuation des eaux aussi bien dans l'espace urbain que dans les villages <p>✚ <u>Améliorer la protection du patrimoine routier</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de 14 comités d'entretien des routes villageoise/ un par village - Mise en place des comités d'entretien dans les quartiers de la ville (un par quartier) ; - Formation des comités d'entretien sur les techniques HIMO simples - Dotation des comités d'entretien en matériel de travail ; - Entretien régulier de 24 km de routes non bitumées de l'espace urbain (routes secondaires) ; - Réhabilitation des barrières de pluies sur les axes routiers de la Commune
5	Education De Base	Difficultés d'accès à une éducation de base de qualité	<p>➤ <u>Insuffisance de la ressource humaine</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des enseignants dans toutes les écoles primaires et maternelles 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Mauvais suivi des élèves</i> - <i>Difficultés d'apprentissage des élèves</i> 	<p>✚ <u>Renforcement de l'offre en personnel enseignant</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmenter les effectifs des enseignants dans toutes les écoles publiques de la

			<p>➤ <u>Insuffisance de la ressource matérielle et des commodités</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des infrastructures et équipements dans les écoles primaires et maternelles - Absence ou insuffisance des points d'eau dans les écoles - Insuffisance de matériels didactiques dans toutes les écoles - Absence des logements d'astreinte dans toutes les écoles primaires et maternelles publiques de la commune de Maroua 2 - Difficulté d'acquisition des sites par les écoles nouvellement créées - La non légalisation des APEE <p>➤ <u>Environnement indécant</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mauvais état ou absence des latrines - Inondation régulière des sites des écoles - Exigüité de certains sites <p>➤ <u>Abandon et Irresponsabilité parentale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ignorance des parents au sujet de l'acte de naissance et mauvaise volonté de certains parents - présence dans les écoles maternelles et primaires des enfants sans acte de naissance - Non sensibilisation des parents sur l'importance de l'APEE 	<ul style="list-style-type: none"> - Exposition des élèves aux maladies du péri-fécal - Faible filiation des enfants sans actes de naissance - Déperdition scolaire - Accidents récurrents - Absence d'aires de jeux - Ecoles non fonctionnelles ou abritées par d'autres écoles 	<p>commune de Maroua 2°</p> <p>✚ <u>Amélioration de l'offre en infrastructures et matériels didactiques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction et équipement des établissements scolaires sans sites - Construction des points d'eau dans les établissements (EP Doba, Ep Tchaba Guiziga - Construction de nouvelles salles de classe dans les écoles existantes (02 blocs de salles dans les EP de Soukouno Naibi, Doga Maounde, Ouro Hassana, Dobouwol Foulbe, Dogba, Soukouno Goni, Walassa, 02 blocs + 01 bureau à l'EP Mogazang) - Construction et aménagement des aires de jeu dans les écoles -- Sensibiliser les parents sur l'importance des actes de naissances ; - Organiser les séances de jugement supplétif pour réduire le nombre d'enfants sans actes dans les écoles primaires et maternelles -- Doter en matériels didactiques suffisants toutes les écoles primaires et maternelles de la commune - Construction des logements d'astreinte dans toutes les écoles primaires et maternelles publiques de l'espace urbain de la commune de Maroua 2 - Immatriculer les sites de toutes les écoles primaires et maternelles publiques - Faciliter l'acquisition des sites aux écoles nouvellement créées <p>✚ <u>Amélioration des conditions d'apprentissage</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction et équipement des latrines dans les écoles <p>✚ <u>Renforcement de les capacités et l'éducation parentales</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les parents sur l'importance de
--	--	--	--	--	---

					<p>l'APEE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Légaliser les APEE - Sensibiliser les parents sur l'importance des actes de naissances ; - Organiser les séances de jugement supplétif pour réduire le nombre d'enfants sans actes dans les écoles primaires et maternelles
6	Arts et Culture	Difficultés liées à la pratique et réalisation des activités culturelles	<p>➤ <u>Faible promotion et valorisation des activités culturelles</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de festivals locaux à Maroua 2^e - Absence d'un foyer culturel dans la commune de Maroua 2^e - Inexistence d'un inventaire du patrimoine culturel matériel et immatériel de la commune - Absence d'appuis financiers aux artistes - Absence d'une salle de cinéma - Inexistence d'une bibliothèque municipale 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Extension de la culture occidentale</i> - <i>Perte des identités culturelles</i> - <i>Difficulté de mobiliser les artistes</i> - <i>Faible promotion du cinéma local</i> 	<p>✚ <u>Renforcement de la promotion de la culture locale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Organisation d'un festival local au moins une fois par an - Construction et équipement des foyers culturels - Répertoire tous le patrimoine culturel matériel et immatériel de la commune - Promouvoir et valoriser les activités culturelles - Appuyer financièrement les artistes - Construction d'une ou de plusieurs salles de cinéma dans la ville de Maroua II - Construction et équipement d'une bibliothèque municipale
7	Promotion de la femme et de la famille	Faible promotion de la femme et de la famille	<p>➤ <u>Marginalisation et discrimination sexiste</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Non-respect des droits de la jeune fille - Faible taux de scolarisation de la jeune fille - Faible formalisation du mariage <p>➤ <u>Faible encadrement des femmes et de la famille</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de soutiens aux filles mères - Familles vulnérables non assistées - Filles-mères délaissées à elles-mêmes - Absence d'un centre promotionnel des femmes - Absence d'un centre de prise en charge des maladies mentales 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Mariages précoces</i> - <i>Faible épanouissement de la jeune fille</i> - <i>Divorces Abusifs</i> - <i>Marginalisation et rejet des filles mères par la société</i> - <i>Faible financement des projets des femmes</i> - <i>Divagation des malades</i> 	<p>✚ <u>Lutte contre discrimination sexiste</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser régulièrement les séances de sensibilisation contre le mariage précoce (mariage des mineurs) - Promouvoir d'avantage l'éducation de la jeune fille <p>✚ <u>Renforcement de l'encadrement des femmes et de la famille</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser les mariages collectifs au moins 2 fois l'an - Encadrer et soutenir d'avantage les familles vulnérables et les filles mères - Construction et équipement d'un centre promotionnel des femmes - Construction et équipement d'un centre de

8	Affaires Sociales	Difficultés d'accès aux différents services offerts par les Affaires sociales	<p>➤ <u>Faible encadrement des personnes à besoins spécifiques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Sous équipement des handicapés (tricycles, béquilles, oreillettes) ; - Absence d'un centre social - Inexistence des centres spécialisés pour handicapés - Activités des personnes handicapées et personnes vulnérables non subventionnées - Absence de débouchés pour les personnes vulnérables - Exclusion des services des affaires sociales dans les commissions des marchés publics <p>➤ <u>Non respect des normes sociales de construction</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence des rampes d'accès dans la plupart des bâtiments publics 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté de déplacement et à communiquer des personnes handicapées - Aggravation de la vulnérabilité des personnes - Exposition à la rue des orphelins et enfants abandonnés - Délaissement, faible accompagnement des personnes vulnérables - Faible épanouissement des personnes vulnérables - Marginalisation des couches vulnérables (vieillards, handicapés moteurs, aveugles...) - Non-respect des normes de construction des bâtiments publics - Impossibilité d'accès aux bâtiments publics 	<p>prise en charge des malades mentaux</p> <p>✚ <u>Encadrement et soutien aux personnes à besoins spécifiques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Octroi des tricycles aux handicapés moteurs - Octroi des cannes aux handicapés visuels - Octroi des oreillettes aux sourds - Construction et équipement d'un centre social - Conduire les orphelins et enfants abandonnés dans les centres sociaux - Construction et équipement d'un centre spécialisé pour handicapés - Mise en place d'un projet de soutien aux couches vulnérables afin de subventionner leurs activités - Aider les personnes vulnérables à trouver des débouchés rentables - Inclure les services des affaires sociales dans la commission des marchés publics <p>✚ <u>Promotion du respect des normes sociales de construction</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mener un plaidoyer pour faire appliquer dans la construction des bâtiments publics les normes prévues par les affaires sociales
9	Eau	Difficultés d'accès à l'eau potable	<p>➤ <u>Faible offre en eau</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance du réseau d'adduction d'eau de la CDE - Insuffisance des forages fonctionnels - Récurrence des pannes des points d'eau dues à la surexploitation - Absence d'un comité de gestion des points d'eau - Absence des artisans réparateurs des forages <p>➤ <u>Cherté de la vie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - coûts élevés de l'abonnement et des factures du réseau de la CD 	<ul style="list-style-type: none"> - Consommation des eaux souillées - Maladies hydriques - Détérioration des points d'eau existants - Consommation d'eau impropre 	<p>✚ <u>Amélioration de l'offre den eau potable</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Etendre l'adduction du réseau de la CDE - Augmenter le nombre de forages (Soukoungo Naibi, Ngourore, Noundere, Magasse, Bonga, Mazangai Foulbe, Ouro Ouande, Mazangai mandararé, Mogazang centre, Bamio guiziga, Ouro sambo, Roundé, Doga Maoundé, Doldodewo, Gayakré moufou, Ouro Ambri, Sigassiaré, Djibiré, Dogba centre, Dogba garré, Magaoula, Forlamiel, Kossewa centre, Kosewa guiziga, Lowol dong, Modande III, IV, VI, Tchaba guiziga, Tchaba

			<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Instabilité énergétique</u> - Coupures intempestives de l'eau 		<p>foulbe, Soukoungo Goni, Walassa)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réhabiliter de 15 points d'eau en panne (03 à Kossewa, 01 à Papata ; 02 à Mogozang, 01 à Tchanpitiga ; 03 à Manzangai, 01 à Imanou centre) - Former les artisans réparateurs des forages - Faciliter l'accès aux réseaux de la CDE dans l'espace urbain de Maroua - Mise en place en formation des comités de gestion des forages dans chaque village <p>✚ <u>Militer pour un accès aisé à l'eau</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - mener un plaidoyer pour la réduction des couts d'abonnement
Energie	Difficultés d'accès à l'énergie électrique permanente	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Capacités techniques réduites</u> - Utilisation des transformateurs de faible tension dans les quartiers - Absence des groupes électrogènes de relais - Problème de délestage - Mauvais état des poteaux et équipements - Intervention tardive de l'opérateur lors des pannes ➤ <u>Dégâts des intempéries</u> - Eroulement récurrent des poteaux électriques en période de pluie ; ➤ <u>Négligence des solutions alternatives</u> - Non valorisation des autres sources d'énergie 	<ul style="list-style-type: none"> - Coupures intempestives du courant électrique - Faible exploitation des autres énergies (plaques solaires, biogaz etc...) - Inaccessibilité aux abonnements - Coût élevé des frais de consommation de l'électricité; 	<p>✚ <u>Renforcement des capacités techniques énergétiques</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Remplacer les transformateurs de faible tension - Promouvoir les groupes électrogènes de relais - Extension du réseau d'ENEO (de Dogba à Soukoungo Abdoua sur 10 km, de Gayak à Mogazang sur 05 km, de Dogba à Soukoungo sur 06 km) <p>✚ <u>Limitation de l'impact des intempéries</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Installer des poteaux électriques en fer et en béton armé. <p>✚ <u>Recherche des solutions énergétiques alternatives</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Valoriser et promouvoir les autres sources d'énergie (plaques solaires, biogaz etc...) 	
Assainissement	Faible assainissement de la commune	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Faible promotion des mesures du Wash</u> - Insuffisance des latrines dans les ménages, les milieux publics et dans les infrastructures - Mauvais état et gestion des latrines 	<ul style="list-style-type: none"> - Défécation à l'air libre, maladies hydriques et du péri fécal - Insalubrité - Pollutions diverses - maladies 	<p>✚ <u>Renforcement de la promotion du Wash</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction de 06 latrines publiques à Maroua Urbain - Sensibiliser les populations à la création et à l'utilisation dans les ménage des latrines et 	

			<p>publiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mauvaises gestions des eaux usées par les ménages, grands hôtels et hôpitaux - Mauvaise gestion des canaux d'irrigations 		<p>fosses sceptiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aménager et créer 06 comités de gestion des latrines publiques - Aménager les canaux d'évacuation des eaux usées dans l'espace urbain
10	Enseignements secondaires	Difficultés d'accès aux enseignements secondaires	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Carence de la ressource humaine</u> - Insuffisance du personnel enseignant ➤ <u>Carence de la ressource matérielle et commodités</u> - Insuffisance des infrastructures et équipements (salles de classe, atelier de travail, infirmeries, etc...); - Insuffisance des aires de jeux aménagés dans les établissements secondaires - Insuffisance des points d'eau - Absence des logements d'astreinte ➤ <u>Environnement indécent</u> - Insuffisance des latrines et installations sanitaires - Difficulté d'accès aux sites pour les établissements nouvellement créés ➤ <u>Laxisme des dirigeants</u> - Mauvaise distribution et répartition des établissements secondaires - Non immatriculation des sites des établissements (titre foncier) - Taux élevé des frais d'APEE - Difficulté d'accès aux sites pour les établissements nouvellement créés - Non-respect des droits des jeunes filles ➤ <u>Insuffisance d'encadrement des élèves :</u> -Manque de suivi scolaire des élèves par leurs parents -Fort taux de déperdition scolaire -Absence d'infirmerie dans les établissements 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Mauvais encadrement des élèves</i> - <i>Faible taux de réussite</i> - <i>Faible épanouissement des élèves</i> - <i>Défécation à l'air libre</i> - <i>Difficulté d'approvisionnement des élèves en eau potable</i> - <i>Difficultés d'installation des enseignants</i> - <i>Eloignement des établissements</i> - <i>Retard scolaire</i> - <i>Déperdition scolaire</i> - <i>Occupation illicite des sites par les populations</i> - <i>Abandon des études par les élèves</i> - <i>Occupation anarchique des infrastructures publiques</i> - <i>Mariage précoce</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ <u>Renforcement de l'offre en personnel</u> - Affectation des enseignants dans les établissements secondaires : <ul style="list-style-type: none"> ❖ 15 au lycée de Kakatare ❖ 14 au Lycée de Doualare ❖ 12 au CETIC de Maroua ❖ 7 au Lycée de Dogba ✚ <u>Renforcement de l'offre infrastructurelle et matérielle</u> - Dotation des établissements en infrastructures adéquates - Dotation des établissements en matériels didactiques - Aménager de 5 aires de jeu dans les établissements - Construction et équipement de nouveaux blocs de salles de classe dans les établissements existants (02 blocs de salles de classe au CES de Gayak) - Création et construction du CES de Kossewa ✚ <u>Viabilisation de l'environnement scolaire</u> - Construction des points d'eau potable dans les établissements - Construction et équipement des logements d'astreinte ✚ <u>Renforcement de l'intervention des dirigeants</u> - Mener des plaidoyers pour une bonne répartition géographiquement des établissements secondaires - Mener des plaidoyers pour l'immatriculation des sites d'établissements (titre foncier)

			<ul style="list-style-type: none"> -Absence de clôture sur la plupart des établissements scolaires -Absence de motivation pour les élèves méritants -Absence des aires de jeux dans certains établissements 		<ul style="list-style-type: none"> - Mener des plaidoyers pour la réduction des frais d'APEE dans les établissements secondaires - Faciliter l'accès aux sites des établissements nouvellement créés ✚ <u>Améliorer l'encadrement des élèves:</u> <ul style="list-style-type: none"> - La sensibilisation des parents sur la nécessité de suivre le travail scolaire de leurs enfants - L'instauration des bourses scolaires pour les filles - La construction des infirmeries pour les premiers soins dans les établissements scolaires - La construction des clôtures sur les établissements nécessiteux - L'instauration des primes d'excellence académiques pour les meilleurs élèves - La création des aires de jeu dans les établissements nécessiteux
11	Emploi et formation professionnelle	Sous-développement du secteur de l'emploi et de la formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Faible offre professionnelle</u> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de centres de formation professionnelle - Insuffisance d'appui au secteur informel - Difficultés d'accès aux crédits ➤ <u>Mauvaise foi des employeurs</u> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'informations sur les offres d'emploi - Absence de déclaration légale des recrutements et offre d'emploi 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Faible formation et insertion professionnelle</i> - <i>Difficulté d'accès aux métiers ;</i> - <i>Faible financement des activités des corps de métier</i> - <i>Sous information</i> - <i>Chômage</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ <u>Renforcement de la promotion de l'emploi et de la formation professionnelle</u> <ul style="list-style-type: none"> - Création, construction et équipement des centres de formation professionnelle dans la commune de Maroua 2^e - Faciliter l'insertion professionnelle des jeunes - Faciliter l'accès des jeunes aux crédits et financements ✚ <u>Lutte contre les employeurs mal intentionnés</u> <ul style="list-style-type: none"> - Médiatiser davantage les offres d'emploi dans les villages - Mener des plaidoyers pour la déclaration légale des recrutements et des offres d'emploi

12	Travail et sécurité Sociale	Difficulté d'accès à un travail décent et à la sécurité sociale	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Précarité de l'emploi</u> - Non prise en charge sociale des travailleurs ; - Ignorance de l'utilité des syndicats des travailleurs - Non structuration des postes - Existence du travail des enfants - Mauvaises conditions de vie des travailleurs - Retard dans les paiements - Salaires en dessous du SMIG - Peu de personnel affilié à la CNPS - Ignorance des textes relatifs à la sécurité sociale 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Exploitation;</i> - <i>Intérêts et droits des travailleurs bafoués ;</i> - <i>Faible épanouissement des enfants travailleurs.</i> - <i>Abandon du travail par les travailleurs</i> - <i>Chômage</i> - <i>Absence d'une pension pendant la retraite</i> - <i>Absence des congés pour les employés</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ <u>Amélioration de l'accès à un travail décent</u> - Appui à la création d'un syndicat des travailleurs dans le secteur informel - Organisation d'une journée de sensibilisation sur les méfaits du travail des enfants à Maroua 2^e - Améliorer les conditions de vie des travailleurs - Mettre en place un personnel technique pour la sensibilisation du secteur informel ; - Organiser des séances de sensibilisation pour les corps de métier sur leurs droits et le code du travail - Affilier tous les personnels à la CNPS - Faire appliquer les textes relatifs à la sécurité sociale dans tous les secteurs
13	Tourisme et loisirs	Faible valorisation du tourisme	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Faible taux d'investissements</u> - Sites touristiques non valorisés et non aménagés - Absence d'une auberge municipale ➤ <u>Mauvaise foi des exploitants</u> - Mauvaise volonté des structures et établissements touristiques à se conformer à la loi 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Faible fréquentation des sites touristiques</i> - <i>Présence des établissements touristiques insalubres</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ <u>Développement de la promotion du tourisme</u> - Viabiliser et aménager les sites touristiques - Construction et équipement d'une auberge municipale d'une capacité d'au moins 50 chambres ✚ <u>Structuration des établissements touristiques à se conformer à la loi</u> - Sensibilisation des exploitants d'établissements touristiques sur le respect de la loi en la matière
14	Forêts et Faune	Destruction de la biodiversité.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Actions anthropiques</u> - Coupe abusive du bois de chauffe ➤ <u>Irresponsabilité des responsables sectoriels</u> - Octroi illégal des autorisations de coupe de bois - Politique structurelle anarchique dans les projets de reboisement 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Disparition de certaines espèces ligneuses</i> - <i>Régression de la pluviométrie</i> - <i>Coupe anarchique du bois de chauffe</i> - <i>Echec des politiques de reboisement</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ <u>Limitation de l'action destructive de l'homme</u> - Sensibiliser la population sur les méfaits de la coupe du bois ✚ <u>Lutte contre l'anarchie dans le secteur forestier</u> - Harmoniser les sectoriels pour de bonnes politiques de reboisement
15	Environnement et Protection	Difficultés à protéger l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Pollution environnementale</u> - Utilisation du plastique non biodégradable par les populations 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Dégradation des sols et pollution de l'environnement</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ <u>Lutte contre la pollution environnementale</u> - Sensibiliser davantage la population sur les

	de la Nature	et la nature	<ul style="list-style-type: none"> - Prolifération des plastiques dans la nature - Coût élevé des plastiques biodégradables <ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Faible promotion des politiques de protection environnementale</u> - Rupture de stocks des plastiques biodégradables sur les marchés - Insuffisance d'espaces verts - Faible promotion du biogaz 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Réchauffement climatique</i> - <i>Utilisation anarchique du bois de chauffe</i> 	<p>méfais de l'utilisation des plastiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rendre disponibles et accessibles sur les marchés les emballages biodégradables - Réduire le coût des plastiques biodégradables ✚ <u>Renforcement des mesures de protection environnementale</u> - Création et multiplication des espaces verts dans la commune (jardins publics) - Promouvoir l'utilisation du biogaz - Promouvoir l'utilisation des foyers améliorés auprès des femmes
16	Développement urbain et habitat	Faible développement de l'espace urbain	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Précarité urbaine et de l'habitat</u> - Insuffisance de l'éclairage public - Absence d'un plan d'urbanisation de la commune - Absence d'un jardin public - Ouvrages d'évacuation des eaux de pluies inachevées ou inexistantes. - Inondation en période des crues <ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Désordre urbain</u> - Présence anarchique des garages insalubres - Occupation anarchique des espaces (par les commerçants et vendeur de carburant frelaté) 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Insécurité ;</i> - <i>Développement et construction anarchique de la ville ;</i> - <i>Espaces non embellis ;</i> - <i>Prolifération des maladies hydriques et du péri-fécal</i> - <i>Pollution de l'environnement</i> - <i>Écroulement des maisons sur les rives des mayo et sur les flancs des montagnes</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ <u>Amélioration du développement urbain</u> - Installer l'éclairage public - Elaborer un plan d'urbanisation pour la commune - Création d'au moins un (01) jardin public dans l'espace urbain - Multiplier les ouvrages d'évacuation des eaux de pluie. ✚ <u>Lutte contre le désordre urbain</u> - Déloger les garages insalubres situés le long de la rive du mayo kaliao et du quartier Doualare. - Déloger les habitants des zones à risque - Construction d'une cité municipale de 100 logements
17	Domaines, Cadastre et affaires foncières	Difficulté d'accès aux services des domaines, du cadastre et des affaires foncières.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Inexistence d'un plan d'occupation des terres au niveau urbain</u> - Inexistence d'un patrimoine foncier pour le compte de la commune ; ➤ <u>Difficultés d'accès aux titres foncières</u> - Ignorance des procédures d'obtention des titres foncières ; - Procédures d'obtention du titre foncier longues 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Appauvrissement foncier de la commune</i> - <i>Extension anarchique de la ville</i> - <i>Arrêt des chantiers, risque d'expropriation.</i> - <i>Naissance des conflits foncières</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ <u>Facilitation de l'accès aux services des domaines</u> - Dotation de la commune d'un patrimoine foncier - Création d'un lotissement communal ✚ <u>Facilitation de l'accès aux titres foncières</u> - Organisation des journées de sensibilisation sur les procédures d'obtention des titres foncières - Réduire la durée des Procédures d'obtention

			Absence des titres fonciers		du titre foncier
18	Recherche scientifique et innovation	Difficultés d'accès aux produits de la recherche scientifique et de l'innovation	<p>➤ <u>Faible valorisation de la recherche scientifique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ignorance des progrès scientifiques - Disparition des plantes médicinales 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise conservation des semences par les agriculteurs - Mauvaise exploitation des sols cultivables - Utilisation des semences inappropriées - Baisse de la production agricole - Non appropriation de la recherche scientifique - Non valorisation des plantes médicinales 	<p>➤ <u>Renforcement de la promotion de la recherche scientifique</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Créer des laboratoires de recherche - Rendre disponibles les résultats des recherches scientifiques - Promouvoir, divulguer et former les producteurs sur les techniques innovantes de production - Baisser les prix des semences améliorées - Mettre sur pied un programme de valorisation des plantes médicinales
19	Commerce	Ralentissement des activités commerciales	<p>➤ <u>Carence en infrastructures marchandes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des boutiques et magasins dans les marchés - Insuffisance des moyens financiers - Absence d'une chambre froide pour la conservation des produits <p>➤ <u>Faible organisation des commerçants</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de solidarité entre commerçants <p>➤ <u>Insécurité</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence des délinquants dans les marchés 	<ul style="list-style-type: none"> - Commerce peu développé et diversifié - Avarice des produits - Intoxication alimentaire - Droits bafoués - Abus divers - Vol et agression dans les marchés - Droits des handicapés bafoués, marginalisation - Etalage des produits à même le sol - Mauvaise conservation des produits - Occupation illicite des espaces 	<p>➤ <u>Développement des infrastructures marchandes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Mettre sur pied un service d'hygiène et de salubrité dans les marchés - Octroi des crédits aux commerçants - Construction d'une chambre froide au marché central de Maroua - Création de nouveaux marchés - Construction des infrastructures (magasins et hangars) dans les marchés (Mangave, Dobouwol, Roumdé, Papata) <p>➤ <u>Structuration les commerçants</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Regrouper les commerçants en associations <p>➤ <u>Sécurisation des espaces marchands</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - renforcement du dispositif sécuritaire dans les marchés
20	Jeunesse et Education Civique	Faible épanouissement des jeunes	<p>➤ <u>Faible encadrement des jeunes</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence d'une maison des jeunes - Absences des lieux de loisir - Absence des colonies de vacance au niveau communal - Inexistence d'un centre d'alphabétisation fonctionnel pour jeunes <p>➤ <u>Délinquance juvénile</u></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau d'organisation - faible des jeunes - Oisiveté - Exode rural - Perte de la main d'œuvre - Vol, agressions - Analphabétisme des 	<p>➤ <u>Renforcement de l'encadrement de la jeunesse</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction et équipement d'une maison des jeunes - Aménager des espaces de loisir pour les jeunes - Formation des jeunes aux petits métiers <p>➤ <u>Lutte contre la délinquance juvénile</u></p>

			<ul style="list-style-type: none"> - Prise de stupéfiants par les jeunes <ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Mesures d'insertion des jeunes drastiques</u> - Sous information des jeunes sur les stages de vacance au niveau communal - Coût élevé des formations des jeunes - Ignorance des jeunes sur les structures d'appui (PAJER-U et PIFMAS) 	<i>jeunes</i> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Sous scolarisation</i> - <i>Chômage</i> - <i>Déperdition des jeunes</i> - <i>Niveau d'organisation faible des jeunes</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisation des colonies de vacance pour les jeunes et les adolescents à la commune de Maroua 2^e - Construction et équipement d'un centre multifonctionnel pour jeunes Informers les jeunes sur les stages de vacance au niveau communal ✚ <u>Renforcement de l'insertion des jeunes</u> - Appuis financiers aux activités des jeunes - Formation des jeunes sur les techniques d'entrepreneuriat - sensibiliser les jeunes sur l'existence des structures d'appui
21	Sport et éducation physique	difficultés liées à la pratique des activités sportives et d'éducation physique	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Insuffisance des infrastructures sportives</u> - Absence d'un parcours Vita pour pouvoir maintenir la santé de la population - Absence d'un stade municipal - Insuffisance d'équipements sportifs ➤ <u>Négligence du sport et de l'éducation physique</u> - Faible manifestation de la commune dans la promotion des activités sportives - Faible financement de la commune dans le cadre sportif - Faible appui aux associations sportives 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Augmentation des problèmes de santé (maladies)</i> - <i>Faible encadrement des jeunes</i> - <i>Oisiveté</i> - <i>Exode rural</i> - <i>Faible pratique des activités sportives</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ <u>Renforcement de l'offre des infrastructures de sport</u> - Aménagement des aires de jeu dans les villages - Construction d'un stade municipal - Promouvoir les activités sportives ✚ <u>Encouragement de la pratique du sport</u> - Organiser et financer des activités sportives - Appuis financiers et matériels aux associations sportives - Equiper le complexe sportif de Doualare
22	Petites et Moyennes Entreprises, Économie Sociale et Artisanat	Faible promotion de l'économie locale.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Non encadrement des productions locales</u> - Utilisation des outils rudimentaires - Artisans non structurés - Outils de travail très archaïques - Insuffisance de matériels pour les artisans - Coût élevé des matières premières - Absence d'une vitrine pour les artisans 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Risque d'accident de travail</i> - <i>Faible taux d'accès au financement</i> - <i>Faible rendement des petits métiers et artisans.</i> - <i>Faible visibilité des artisans</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ <u>Renforcement de l'encadrement des producteurs locaux</u> - Outiller les artisans - Organiser et structurer les artisans - Subventionner/ crédits aux artisans afin d'acquérir le matériel adéquat et en quantité suffisante - Réduire le coût des matières premières dans les marchés - Créer des vitrines pour les artisans (exposition/vente)
23	Industries,	Non valorisation	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Exploitation anarchique des</u> 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Manque à gagner ;</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ <u>Lutte contre le gaspillage des</u>

	mines et développement technologique	des ressources minières	<p><u>ressources</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Non-respect des normes prévues par la réglementation du MINMIDT - Faible taux d'enregistrement des exploitants miniers au MINMIDT 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Pollution de l'environnement</i> - <i>Cherté des produits miniers</i> - <i>Prolifération des maladies</i> - <i>Exploitation anarchique des carrières</i> - <i>Destruction des sites d'exploitation des carrières</i> - <i>Insécurité par rapport à l'extraction des pierres</i> - <i>Non délimitation des sites de carrières</i> - <i>Exploitation illicite</i> 	<p><u>ressources naturelles</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Elaboration d'un répertoire des exploitants miniers - Création et aménagement des points de vente de sable, pierre et graviers - Soutenir l'implantation des industries locales - Réglementer l'exploitation des carrières - Octroyer aux exploitants miniers le matériel de protection (gang, protège nez, bottes etc.) - Délimiter les sites d'exploitation des carrières - Sensibiliser les exploitants miniers sur l'importance à s'enregistrer
24	Transports	Difficultés liées aux activités de transport urbain	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Absence des aires de stationnement et de chargement</u> - Insuffisance de gares routières ➤ <u>Incivisme des usagers</u> - Refus d'établissement des pièces par les moto-taximen (permis de conduire) - Abandon des permis de conduire ➤ <u>Faible organisation du secteur des transports</u> - Absence d'un transport urbain communal - Coût élevé du carburant à la pompe (675/litre) 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Insécurité des biens et des usagers</i> - <i>Difficultés à se mouvoir</i> - <i>Tracasseries policières</i> - <i>Cherté du coût du transport</i> - <i>Mauvais stationnement des engins (voitures, moto)</i> - <i>Consommation du carburant frelaté</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ <u>Développement des aires de stationnement et de chargement</u> - Construction et équipement des espaces de stationnement/parking des véhicules et motos - Construction et équipement des gares routières. ✚ <u>Lutte contre l'incivisme des transporteurs</u> - Sensibilisation des motos taximen à se conformer à la réglementation ✚ <u>Renforcement de l'organisation du secteur des transports</u> - Mettre à la disposition des populations des bus communaux de transport public - Désigner des responsables communaux du secteur des transports - Mener des plaidoyers pour rendre accessible le carburant à la pompe
25	Postes et télécommunications	Faible développement des postes et télécommunications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Ignorance des populations sur les services des postes et télécommunications</u> - Absence d'un télé-centre communautaire polyvalent 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Faible appropriation des TIC par les populations ;</i> - <i>Non utilisation des services postaux par les populations</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ <u>Vulgarisation des services des postes et télécommunication</u> - Créer, construire et équiper des télé-centres communautaires - Vulgarisation des avantages des services

			<ul style="list-style-type: none"> - Faible vulgarisation des avantages des services postaux - Perturbation du réseau téléphonique 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Difficultés à communiquer</i> - <i>Faible fréquentation des services de la poste</i> 	<p>postaux</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmenter les antennes relais - Organiser les journées portes ouvertes et de sensibilisation sur les différents services qu'offrent les postes et télécommunications
26	Communication	Faible couverture du réseau de communication	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Carence d'infrastructures</u> - Absence d'un kiosque à journaux dans l'espace communal de Maroua 2^{ème} - Inexistence d'une station radio locale - Inexistence d'un dépôt de presse 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Sous information de la population</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ <u>Renforcement des infrastructures de communication</u> - Promouvoir la création des kiosques pour la vente des journaux - Créer des stations de radio locale - Création d'un centre de dépôt et de distribution des presses
27	Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre	Difficultés d'accès aux services de l'Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Insécurité</u> - Difficulté au niveau de la délimitation des chefferies (limites et superficies) - Difficultés d'établir la cartographie exacte de la commune - Calamités naturelles - Absence de canaux d'écoulement des eaux ➤ <u>Incivisme des citoyens</u> - Abandon des actes de naissance. 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Problème de leadership entre les lawanes et les djaouros ;</i> - <i>Conflits fonciers</i> - <i>Insécurité des enfants ;</i> - <i>Déperdition scolaire</i> - <i>Sous scolarisation</i> - <i>Dégâts matériels et perte en vies humaines ;</i> - <i>Inondations</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ <u>Renforcer la protection des hommes et des biens</u> - Délimitation des frontières entre les villages - Organiser les séances de distribution des actes de naissance - Sensibilisation de la population sur les méfaits des constructions dans les zones à risque - Construction des canaux d'écoulement des eaux ✚ <u>Lutte contre les mauvais comportements des populations</u> - sensibiliser les populations sur l'importance des actes de naissance - organiser des campagnes de distribution des actes de naissance
28	Enseignement supérieur	Difficultés d'accès à l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> ➤ <u>Insuffisance d'infrastructures</u> - Dispersion des sites d'enseignement - Cherté des logements ➤ <u>Carence en ressources humaines et financières</u> - Insuffisance d'enseignants - Insuffisance des moyens financiers - Absence d'appui aux élèves (bourse scolaire) 	<ul style="list-style-type: none"> - <i>Difficultés à poursuivre les études supérieures</i> - <i>Baisse de la qualité des enseignements et des résultats académiques</i> 	<ul style="list-style-type: none"> ✚ <u>Renforcement de l'offre infrastructurelle</u> - Doter l'Université des infrastructures - Construction et équipement d'une cité universitaire - Trouver un site fixe pour les écoles supérieures ✚ <u>Renforcement des ressources humaines</u> - Recruter et affecter les enseignants ✚ <u>Encouragement de l'accès à</u>

					<p><u>l'enseignement supérieur</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Octroi de 100 bourses au moins par an aux bacheliers dans la commune de Maroua 2^e
29	Gouvernance locale	Mauvaise gouvernance	<p>➤ <u>Faible implication des populations dans la gestion locale</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de restitution des travaux de session des conseillers municipaux auprès des populations <p>➤ <u>Insuffisance d'encadrement des populations</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Abandon des actes de naissance - Insécurité urbaine et transfrontalière 	<ul style="list-style-type: none"> - Sous information des populations - Insécurité des enfants ; - Déperdition scolaire - Sous scolarisation - absence de dialogue entre les autorités et les populations - Psychose des populations 	<p>✚ <u>Implication des populations à la gestion des affaires locales</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les conseillers à restituer les travaux des sessions des conseils municipaux auprès des communautés <p>✚ <u>Renforcement de l'encadrement des populations</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Organiser des séances de distribution des actes de naissances par la commune - Créer un cadre de concertation entre les autorités et les populations - Renforcer la sécurité dans la ville

Tableau N° 32: Récapitulatif des besoins dans l'éducation de base

Etablissement	Statut école	Effectifs et besoins			Salles de classe, équipement et besoins					Besoins en aménagements							Besoin en nouvelle école			
		Elèves	Enseignants	Besoins en enseignants	Nombre de salle	Table - bancs	Réhabilitation salle	Construction	Besoins en table - bancs	point d'eau	latrines	Bac à ordures	reboisement	clôture	logt. Enst.	Nb bloc adm		Salle des enseignants	Bibliothèque	Infirmierie
	(i)																			
EP Lopéré Groupe I	PUB	1004	11	6	13	200	0	4	302	0	2	4	1	0	6	1	1	1	1	1
EP Lopéré Groupe II	PUB	940	13	3	13	200	0	3	270	0	2	4	1	0	6	1	1	1	1	1
EP Lopéré Groupe III	PUB	1002	9	8	13	200	0	4	301	0	2	4	1	0	6	1	1	1	1	1

EP Lopéré Groupe IV	PUB	942	9	7	13	200	0	3	271	0	2	4	1	0	6	1	1	1	1	1
EMA Lopéré	PUB	76	3	0	2	0	0	0	38	0	2	4	1	0	2	1	1	1	1	0
EMA Zokok	PUB	275	6	0	4	121	0	1	17	0	0	2	1	0	2	1	1	1	1	0
EP Zokok I	PUB	672	11	0	10	66	0	1	270	0	0	0	0	0	1	1	0	1	0	0
EP Zokok II	PUB	656	9	2	10	66	0	1	262	0	0	2	1	0	2	1	1	1	1	0
EP Doualaré I	PUB	1416	14	10	11	350	0	13	358	0	0	2	1	0	2	1	1	1	1	0
EP Doualaré II	PUB	1180	12	8	11	350	0	9	240	0	0	0	0	0	1	1	0	1	0	0
EM Doualaré	PUB	111	2	0	2	20	0	0	36	0	0	0	0	1	1	1	0	1	0	0
EP Kakataré I	PUB	681	8	3	10	360	0	1	0	0	0	2	1	0	2	1	1	1	1	0
EP Kakataré II	PUB	570	6	4	10	360	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	1	0	0
EPA Kakataré II B	PUB	948	10	6	12	390	0	4	84	0	0	2	1	0	2	1	1	1	1	0
EPA Kakataré II A	PUB	949	9	7	12	390	0	4	85	0	0	0	0	0	1	1	0	1	0	0
EMA Founangué	PUB	295	4	1	4	105	2	1	43	0	0	0	0	1	1	1	0	1	0	0
EP Mayel Ibbé	PUB	466	4	4	5	120	1	3	113	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0
EP Lowol Diga	PUB	854	5	9	5	120	1	9	307	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0
EM Lawom Diga	PUB	18	1	0	0	0	0	0	9	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0
EP Wourde Florina	PUB	261	3	1	4	59	0	0	72	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0
EPC Ste Anne de Doualaré	PRI	951	16	0	14	293	4	2	183	0	1	1	0	0	1	1	1	1	1	0
EM privée Bilingue Adriel Solam	PRI	24	1	0	1	55	1	0	0	0	1	1	0	0	1	1	1	1	1	0
Ecole privée Bilingue Adriel Solam	PRI	55	3	0	2	55	2	0	0	0	1	1	1	0	1	1	1	1	1	0
Ecole privée	PRI	175	3	0	1	293	2	2	0	0	1	1	1	0	1	1	1	1	1	0

Islamique Diguirwo																				
EM privée Sabil	PRI	81	3	0	1	55	2	0	0	0	1	1	1	0	1	1	1	1	1	0
Ecole privée Islamique Sabil	PRI	614	3	7	6	293	4	4	14	0	1	1	1	0	1	1	1	1	1	0
Ecole Franco Arabe	PRI	41	2	0	3	55	4	0	0	0	1	1	1	0	1	1	1	1	1	0
Ecole communautaire Doualaré	PRI	189	3	4	3	50	1	0	45	0	1	1	1	0	1	1	1	1	1	0
EM privée Bilingucatholique Doualaré	PRI	60	3	0	2	55	1	0	0	0	1	1	1	0	1	1	1	1	1	0
Ecole privée inclusive	PRI	59	2	0	2	25	2	0	5	0	1	1	1	0	1	1	1	1	1	0
		0		0				0	0											
Ecole Primaire Aventiste Bergström	PRI	355	3	3	5	100	2	1	78	1	1	1	1	1	1	0	1	1	1	0
EP Ouro Hassana	PUB	45	2	0	0	0	0	1	23	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	0
TOTAL		22571	279	130	267	6595	48	120	5298	25	47	67	45	29	79	52	47	53	47	04

Tableau N° 33: Récapitulatif des besoins des enseignements du secondaire

Village	Etablissements	Statut école	Effectifs et besoins			Salles de classe, équipement et besoins					Besoins en aménagements							Besoin en nouvelle école			
			Elèves	Enseignants	Besoins en enseignants	Nombre de salle	Table - bancs	Réhabilitation salle	Construction	Besoins en table - bancs	point d'eau	latrines	Bac à ordures	reboisement	clôture	logt. Enst.	Nb bloc admin		Salle des profs	Bibliothèque	Infirmierie
		(i)																			
Gayak Garré	Lycée Gayak	PUB	425	7	0	3	129	0	4	84	1	3	3	50	1	1	1	1	1	1	0
Dogba Garre	Lycée Dogba	PUB	833	13	1	6	114	4	8	303	1	4	3	50	1	1	1	1	1	1	0
Dogba Garre	Collège Adventiste Bergström	PRI	351	11	0	4	88	2	2	88	1	2	4	50	1	1	1	1	1	1	0
Maroua	Lycée de Kakatare	PUB	2016	64	15	29	594	0	4	110	1	6	6	50	1	1	1	1	1	1	0
Maroua	Lycée de Doualare	PUB	700	43	14	11	242	0	2	60	0	2	4	50	1	1	1	1	1	1	0
Maroua	CETIC de Maroua	PUB	323	19	12	2	175	0	0	60	1	4	4	50	1	1	1	1	1	1	0

Tableau N° 34: Récapitulatif des besoins dans le secteur de l'eau

SITE	Population (a)	Coordonnées géographiques du site			ETATS DE BESOINS HYDRAULIQUES			
		X	Y	Z	Types de points d'eau			
					Forage	Puits	Source	Autres
Gayak Garré	3800							
Gayak (Bamiyo Foulbé)		14,34091	10,6597	419	2	0		
Gayak (EP)		14,3499	10,66158	417	1	1		
Gayak (Assidéo)		14,3524	10,6842	413	1	0		
Gayak (Gandéwo 1)		14,3542	10,6699	409	2	1		
Gayak (Gandéwo 2)		14,3567	10,6639	407	2	0		
Gayak (Sindigowo)		14,3618	10,6638	404	0	0		
Gayak (Dourssoungowo 1)		14,3642	10,659	400	0	2		
Gayak (Dourssoungowo 2)		14,36206	10,66013	402	2	0		
Gayak (Ouro Sambo)		14,3734	10,6702	398	4	0		
Kossewa Garré	6000				1	0		
Kossewa (Kongolawo)		14,3604	10,7107	399	2	0		
Kossewa (Garré)		14,3584	10,7124	397	1	0		
Kossewa (Gada Tchoukol)		14,3559	10,7165	403	2	0		
Papata	5900				1	0		
Papata (Bariki Lawan())		14,3607	10,7836	402	1	0		
Papata (centre())		14,36013	10,7854	399	1	0		
Papata (CSI)		14,3597	10,78711	403	1	0		
Mogozang	2200				2	0		
Mogozang (Ecole)		14,3274	10,6714	443	2	0		

Mogozang (Saidi)		14,326	10,6756	449	0	0	
Walassa	3700				2	0	
Walassa (centre)		14,37274	10,78118	384	1	1	
Walassa (Massourdouba 1)		14,37274	10,7811	382	1	0	
Soukoungo Goni	6500				2	1	
Soukoungo Goni (Boulouli-Tchoffa)		14,3536	10,8047	383	2	0	
Soukoungo Goni (Hodamdé Guiziga)		14,3422	10,7965	386	0	0	
Soukoungo (école)		14,3345	10,7961	393	0	2	
Soukoungo (Boulouli Djaoro Ngassa)		14,3257	10,7969	394	2	0	
Soukoungo (centre)		14,3264	10,7986	398	4	0	
Soukoungo (Mandarawo 1)		14,3263	10,8137	390	1	0	
Soukoungo (Mandarawo 2)		14,33123	10,81679	381	2	0	
Soukoungo Abdouwa	850				1	0	
Dogba Garre	2600				2	0	
Dogba Garre		14,2957	10,7933	401	1	0	
Dogba Guiziga II		14,2943	10,7959	390	1	0	
Doldoldewo	2500				1	0	
Doldoldewo centre		14,3016	10,7946	391	1	0	
Tchanpitiga Foulbé		14,3052	10,79607	393	2	0	
Tchanpitiga Foulbé		14,3052	10,79607	393	2	0	
Tchanpitiga Foulbé lycée		14,3105	10,80951	390	0	0	
Tchanpitiga Foulbé lycée		14,3185	10,80676	387	0	0	
Doga Maoundé	1700				1	0	
Doga Maoundé Guiziga		14,3158	10,8325	382	1	0	
Doga Maoundé école p		14,3241	10,8477	374	2	0	
Papatare		14,3284	10,84858	376	1	0	
Tchaba Foulbé	1500				1	0	
Tchaba Foulbé ouro abba		14,3381	10,8723	368	1	0	

Manzangai Mandarare	1300				1	0		
Manzangai Mandarare centre		14,3411	10,87904	368	1	0		
Manzangai Mandarare centre		14,3418	10,87801	367	1	0		
Manzangai 1 Ecole		14,3431	10,8772	364	1	0		
Manzangai 1 Ecole		14,3381	10,8723	368	1	0		
Manzangai 1 Ecole		14,3431	10,8788	364	1	0		
Manzangai Imanou	3000				3	0		
Manzangai imanou centre		14,34207	10,9498	363	1	0		
Manzangai imanou Ecole		14,3361	10,9478	373	2	0		
Sigassiare		14,3512	10,9551	358	4	0		
Foya Djalingo	3500				2	0		
Ourou Hassana		14,3081	10,9429	368	2	0		
Foya Djalingo		14,2836	10,93004	381	1	0		
	TOTAL				84	8		

III.3. Synthèse des microprojets prioritaires des villages

Les microprojets prioritaires sont des projets recensés dans chaque village de planification. Ils sont obtenus à l'issue de l'administration du questionnaire du guide « Interview Semi structurée » dont l'objectif était de faire parcourir tous les problèmes par village et par secteur. Les populations ont identifié eux-mêmes leurs besoins, lesquels ont été transformés en projets. Dans chaque village de planification, huit (8) projets prioritaires ont été retenus, dont cinq (5) projets sociaux (à but non lucratif) et trois (3) projets économiques (à but lucratif).

Le tableau ci-dessous présente l'ensemble des projets prioritaires obtenus à l'issue des activités de planification dans l'ensemble des quatorze villages en plus de l'espace urbain.

Tableau N° 35: Synthèse des Microprojets prioritaires par village

N°	Localité	Projets sociaux classés					Projets économiques classés			TOTAL	Projet le plus prioritaire	Justification
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}			

N°	Localité	Projets sociaux classés					Projets économiques classés			TOTAL	Projet le plus prioritaire	Justification
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}			
1.	Walassa	Réalisation d'un forage à Walassa	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'EP de Walassa	Création et construction d'un CSI à Walassa	Construction d'une marre moderne à Walassa	Reprofilage de la route Walassa-Maroua sur 22 km	Implantation d'un moulin à céréales avec abris à Walassa	Construction d'un magasin de stockage à Walassa	Implantation d'un moulin à vivres frais à Walassa		Réalisation d'un forage à Walassa	-Insuffisance des points d'eau par rapport à la population -Tarisement des points d'eau en saison sèche
		8 000 000	19 000 000	50 000 000	40 000 000	50 000 000	6 000 000	10 000 000	2 000 000	185 000 000	8 000 000	
2.	Soukougono Goni	Réalisation d'un forage à motricité humaine à Soukougono Goni	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'école de Soukougono Goni	Création et construction d'un CSI à Soukougono Goni	Reprofilage de la route Maroua-Dogba sur 25 km	Création et aménagement d'une aire de jeu à l'école de Soukougono Goni	Extension du réseau électrique de Dogba à Soukougono et ses environs sur 06 km	Octroi du matériel agricole au GIC Riskou	Construction d'un magasin de stockage à Soukougono Goni		Réalisation d'un forage à motricité humaine à Soukougono Goni	-Il y a insuffisance de points d'eau -Il y a des difficultés d'accès à l'eau potable
		8 000 000	19 000 000	50 000 000	60 000 000	5 000 000	15 000 000	10 000 000	10 000 000	177 000 000	8 000 000	
3.	Tchaba	Réalisation d'un forage à motricité humaine à Tchaba Guiziga	Réalisation d'un forage à motricité humaine à l'EP de Tchaba Foulbé	Réalisation d'un forage à motricité humaine à l'école Tchaba Guiziga I	Reprofilage de la route Tchaba-Maroua sur 30 km	Réalisation d'un forage à motricité humaine à Tchaba Foulbé	Installation d'un moulin à céréales avec abris à Tchaba Guiziga	Construction d'un magasin de stockage à Tchaba Guiziga	Construction d'un magasin de stockage à Tchaba Foulbé		Réalisation d'un forage à motricité humaine à Tchaba Foulbé	-Il y a insuffisance de points d'eau -Il y a des difficultés d'accès à l'eau potable
		8 000 000	8 000 000	8 000 000	60 000 000	8 000 000	6 000 000	10 000 000	8 000 000	116 000 000	8 000 000	-Récurrence des maladies hydriques

N°	Localité	Projets sociaux classés					Projets économiques classés			TOTAL	Projet le plus prioritaire	Justification
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}			
4.	Papata	Réalisation d'un forage à motricité humaine à Modande III	Réalisation d'un forage à motricité humaine à Modande IV	Réalisation d'un forage à motricité humaine à Modande VI	Reprofilage de la route papata-kossewa sur 14 km	Réhabilitation de la pharmacie du CSI de papata	Construction de deux hangars au marché de papata	Construction d'un magasin de stockage au marché de papata	Implantation d'un moulin à céréales avec abris à papata		Construction de deux hangars au marché de papata	-Il y a insuffisance réelle d'espaces aménagés pour la vente des produits au marché
		8 000 000	8 000 000	8 000 000	30 000 000	15 000 000	20 000 000	10 000 000	6 000 000	105 000 000	20 000 000	
5.	Kossewa	Réalisation de 05 biefs en pierres maçonnées à magaoula forlamiel, à Kossewa massifs, à Kossewa garré, à Lowol dong, à Sabéré yoldé	Réalisation de 05 forages à magaoula forlamiel, à Kossewa centre, à Kossewa Guiziga, à Lowol dong	Création et construction d'une école maternelle à Kossewa	Construction de 2 blocs de deux salles de classe à Adia et à Kossewa	Création et construction d'un CES à Kossewa	Octroi des crédits financiers à 03 GIC de kossewa	Création et construction d'un marché à kossewa	Octroi des intrants agricoles à 03 GIC de kossewa		Réalisation des 05 forages à magaoula forlamiel, à Kossewa centre, à Kossewa Guiziga, à Lowol dong	-Il y a difficultés d'accès à l'eau potable -Récurrence des maladies hydriques
		10 000 000	40 000 000	30 000 000	38 000 000	50 000 000	15 000 000	100 000 000	15 000 000	288 000 000	40 000 000	
6.	Dogba Garré	Création, équipement et affectation du personnel au CSI de Dogba centre	Construction et équipement d'un bloc de deux salles de classe à l'EP Dogba	Réalisation d'un forage à motricité humaine à Dogba centre	Réhabilitation de deux forages à dogba garré et à l'école publique de Dogba	Aménagement d'une aire de jeu moderne à Dogba Garré.	Construction d'un magasin de stockage au marché de Dogba	Construction d'une unité de fabrication de compost à Dogba Garré.	Réhabilitation et équipement du marché de Dogba.		Création, équipement et affectation du personnel au CSI de Dogba centre	-nombreux problèmes de santé -Insuffisance d'équipements adéquats
		20 000 000	19 000 000	8 000 000	5 000 000	5 000 000	10 000	5 000 000	60 000 000	132 000	20 000 000	

N°	Localité	Projets sociaux classés					Projets économiques classés			TOTAL	Projet le plus prioritaire	Justification
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}			
							000			000		
7.	Mangave	Réalisation d'un forage à motricité humaine à Ouro Ambiri	Réhabilitation d'un forage à Ouro Atour	Réalisation d'un forage à motricité humaine à Sigassiaré	Réhabilitation d'un forage à Mangavé	Réalisation d'un forage à motricité humaine à Djibiré	Construction d'un hangar au marché de Mangavé	Construction d'un magasin de stockage au marché de Mangavé	Implantation d'un moulin à céréale avec abris à Ouro hayatou		Réalisation d'un forage à motricité humaine à Ouro Ambiri	-difficultés d'accès à l'eau -maladies hydriques
		8 000 000	2 000 000	8 000 000	2 000 000	8 000 000	10 000 000	10 000 000	6 000 000	54 000 000	8 000 000	
8.	Foya djalingo	Réhabilitation d'un puits à la chefferie de Foya djalingo	Construction de 02 blocs de deux salles de classe à l'EP de Ouro hassana	Réhabilitation d'un forage à Gada karal	Réhabilitation d'un forage à Foya moufou	Construction de 2 blocs de deux salles de classe à l'EP Dobouwol foulbe	Construction d'un hangar au marché de Dobouwol	Acquisition d'un moulin à céréales avec abris à Foya moufou	Octroi du matériel et équipements agricoles au GIC de Foya djalingo		Construction d'un hangar au marché de Dobouwol	-Insuffisance de comptoirs et d'étales
		2 000 000	38 000 000	2 000 000	2 000 000	38 000 000	10 000 000	6 000 000	5 000 000	103 000 000	10 000 000	
9.	Doldodewo	Réalisation d'un forage à motricité humaine à Doldodewo	Réalisation d'un forage à motricité humaine à Gayakré Moufou	Création et construction d'une école maternelle à Tchamptiga	Construction d'une marre artificielle à Doldodewo	Réalisation d'un forage à motricité humaine à l'abattoir	Acquisition d'un moulin à céréales avec abris à Doldodewo	Construction d'un magasin de stockage à Doldodewo	Octroi d'une motopompe au GIC Marga Nafouga		Réalisation d'un forage à motricité humaine à Doldodewo	-Les populations peinent beaucoup pour avoir accès à l'eau potable
		8 000 000	8 000 000	30 000 000	40 000 000	8 000 000	6 000 000	10 000 000	2 000 000	112 000 000	8 000 000	

N°	Localité	Projets sociaux classés					Projets économiques classés			TOTAL	Projet le plus prioritaire	Justification
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}			
10	Doga Maoundé	Création et construction d'un CSI à Doga Maoundé	Construction d'un forage a Doga Maoundé centre	Construction d'une marre moderne à Doga Maoundé	Construction d'un bloc de 02 salles de classe à l'école publique de Doga Maoundé	Réalisation d'un puits à ciel ouvert au camp de Mission	Implantation d'un moulin à céréales avec abris à Doga Maounde foulbe	Appui financier à 100 AGR à Doga maounde	Octroi du matériel de labour et intrants au GIC Avenir		Création et construction d'un CSI à Doga Maoundé	-éloignement du centre de santé -récurrence des problèmes de santé
		50 000 000	8 000 000	40 000 000	19 000 000	4 000 000	6 000 000	15 000 000	5 000 000	147 000 000	50 000 000	
11	Gayak	Construction d'un bloc de 02 salles de classe au CES de Gayak	Reprofilage de la route Maroua-Gayak sur 30 km	Réalisation d'un forage à motricité humaine à Bamio Guiziga	Réalisation d'un forage à motricité humaine à Ouro Sambo	Réalisation d'un forage à motricité humaine à Roumdé	Construction d'un hangar au marché de Roumdé	Acquisition d'un moulin à céréales avec abris à Roumdé	Acquisition d'un moulin à céréales avec abris à Gayak Garré		Construction d'un bloc de 02 salles de classe au CES de Gayak	-Insuffisance des salles de classe -effectif élevé des élèves
		19 000 000	60 000 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000	10 000 000	6 000 000	6 000 000	125 000 000	19 000 000	
12	Mogazang	Création et construction d'un centre de santé intégré (CSI) à Mogazang	Construction de 02 blocs de deux salles de classes et 01 bureau du directeur à l'EP Mogazang	Reprofilage de la route Maroua-Mogazang sur 10 km	Réhabilitation d'un forage à l'EP Mogazang	Réalisation d'un forage à Mogazang centre	Extension du réseau électrique basse tension de Gayak à Mogazang sur 5 km	Construction d'un magasin de stockage à Mogazang	Acquisition d'un moulin à céréales avec abris à Mogazang centre		Création et construction d'un centre de santé intégré (CSI)	-éloignement du centre de santé -récurrence des problèmes de santé
		50 000 000	42 000 000	20 000 000	2 000 000	8 000 000	10 000 000	10 000 000	6 000 000	148 000 000	50 000 000	
13	Mazangai	Construction d'un forage à motricité humaine à Magasse	Construction d'un forage à motricité humaine à	Construction d'un forage à motricité humaine à Mazangai	Construction d'un forage à motricité humaine à Ouro	Construction d'un forage à motricité humaine à Mazangai	Implantation d'un moulin à céréales avec abris à Ouro	Octroi de crédits au GIC Kouwaen Keben	Octroi d'équipements et intrants agricoles aux GIC		Construction d'un forage à motricité humaine à Magasse	Les populations éprouvent beaucoup de difficultés d'accès à l'eau Entraînant

N°	Localité	Projets sociaux classés					Projets économiques classés			TOTAL	Projet le plus prioritaire	Justification
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}			
			Bonga	foulbe	wandé	mandararé	Abba		Tchoudagol de et Kouwenkem en			ainsi des maladies hydriques
		8 000 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000	6 000 000	5 000 000	10 000 000	61 000 000	8 000 000	
14	Soukongo Abdoua ou Naibi	Construction de 02 blocs de deux salles de classe à l'EP Soukongo Naibi	Construction d'un forage à motricité humaine à Ngourore	Construction d'un forage à motricité humaine à Soukongo Abdoua	Extension du réseau électrique de Dogba à Soukongo Abdoua sur 10 km	Construction d'un forage à motricité humaine à Doundere	Construction d'un magasin de stockage à Soukongo Abdoua	Implantation d'un moulin à céréales avec abris et d'une machine à écraser les arachides à Soukongo Abdoua	Implantation d'un moulin à céréales avec abris à yoldé		Construction de 02 blocs de deux salles de classe à l'EP Soukongo Naibi	-Effectif élevé des élèves -Insuffisance des salles de classe
		38 000 000	8 000 000	8 000 000	20 000 000	8 000 000	10 000 000	7 000 000	6 000 000	105 000 000	38 000 000	



**CHAPITRE IV :
PLANIFICATION
STRATEGIQUE**

IV.1. VISION ET OBJECTIFS DU PCD

La vision actuelle de développement au Cameroun repose sur le Document Stratégique pour la Croissance et l'Emploi (DSCE). Elle vise à optimiser la Croissance et l'Emploi sur l'étendue du territoire national. Le PCD de Maroua 2^{ème} en tant que document stratégique au niveau local tire ses fondements du DSCE. Il entend « **faire de la commune à court, moyen et long terme, un espace économiquement viable dans lequel toutes les populations ont un emploi et s'épanouissent pleinement, et où des changements positifs profonds et pérennes sont observés** ».

L'objectif de ce PCD est donc comme nous l'avons déjà dit de servir de boussole et d'impulser un développement durable au sein de la commune. De manière spécifique, le PCD de Maroua 2^{ème} vise à :

- Donner les grandes lignes du développement de la commune et servir de repère pour toutes les actions de développement ;
- Permettre une meilleure appropriation du développement de la commune par tous les acteurs locaux ;
- Stimuler et soutenir les initiatives locales de développement ;
- Amener les populations locales à participer activement et à suivre toutes les étapes du processus de développement ;
- Redéfinir et réorienter les rapports entre la commune, ses populations et les élites ;
- Rendre fluide la communication et les informations entre toutes les parties prenantes au développement local afin de mieux mesurer les besoins, les enjeux et les intérêts ;
- Fournir aux bailleurs de fonds et partenaires au développement une banque de projets prêts à l'implémentation.

L'atteinte des objectifs et de la vision du PCD de Maroua 2^{ème} requiert la prise en compte des besoins présentés par les populations à la base et des idées de projet identifiées. Ainsi, cette vision de développement repose sur la mise en œuvre des différents microprojets prioritaires élaborés ainsi que des axes de renforcement identifiés pour agir sur les problèmes recensés, leurs causes et leurs effets. En bref, la mise en œuvre des cadres logiques issus de la consolidation des données des diagnostics est la clé du succès.

IV.2. CADRE LOGIQUE PAR SECTEUR

Tableau N° 36: Cadre logique du secteur de l'Agriculture

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières agricoles	Part de la production agricole dans le PIB	Enquête INS, ECAM	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production dans les filières agricole	Nombre d'appui déployés	› Rapports et données d'enquêtes
Objectif global (Objectif de développement)	Améliorer la productivité agricole	› Niveau/taux d'accroissement des revenus agricoles › Niveau/taux de réduction des pertes post-récoltes	› Rapports du MINADER › Rapports des producteurs agricoles	› Conditions climatiques favorables	› Hauteur des précipitations › Températures moyennes › Cycle des pluies	› Rapports météorologiques
Objectifs spécifiques	OS1 : Faciliter l'accès des coopératives des producteurs aux semences, nouvelles techniques, intrants et crédits	› Nombre de coopératives ayant reçu des intrants, semences et crédits ›	› Rapports du MINADER › Enquêtes de terrain	› Les coopératives des producteurs bénéficient des appuis des partenaires et sont réceptifs aux nouvelles techniques agricoles	› Nombre et types d'appui reçus des partenaires › Types de nouvelles techniques adoptées	› Rapports du MINADER ›
	OS 2 : Organiser les agriculteurs en coopératives et coopératives	› Nombre de coopératives et de coopératives mis sur pied	› Rapports du MINADER	› Les agriculteurs acceptent d'être organisés en coopératives et en coopératives	› Nombre de coopératives et de coopératives mis sur pied	› Rapports du MINADER

	<p>OS3 : Maîtriser les pertes post-récoltes et la commercialisation des produits de base</p>	<p>‣ Nouveaux taux de pertes post-récoltes et nombre de circuits commerciaux détectés</p>	<p>‣ Rapports du MINADER ‣ Rapports des producteurs</p>	<p>‣ Les appuis divers sont déployés pour maîtriser les pertes post-récoltes et la commercialisation des produits</p>	<p>‣ Nouvelles infrastructures et techniques de conservation ‣ Nouvelles grilles tarifaires des produits agricoles</p>	<p>‣ Rapports du MINADER ‣ Rapports des producteurs ‣</p>
	<p>OS 4 : Développer les infrastructures agricoles</p>	<p>‣ Nombre d'infrastructures agricoles construites et/ou réhabilitées</p>	<p>‣ Rapports du MINADER ‣ Rapports des producteurs</p>	<p>‣ Les appuis divers sont déployés pour la construction ou la réhabilitation des infrastructures</p>	<p>‣ Nombre d'infrastructures agricoles construites et/ou réhabilitées</p>	<p>‣ Rapports du MINADER ‣ Rapports des producteurs</p>
<p>Résultats (Axes stratégiques)</p>	<p>1. L'accès des coopératives de producteurs aux semences, nouvelles techniques, intrants et crédits est facilité</p>	<p>‣ 05 coopératives de producteurs appuyés ‣ 14 campagnes de sensibilisation organisées ‣ Niveau/taux d'accroissement de la production agricole</p>	<p>‣ Rapports du MINADER</p>	<p>‣ Producteurs sont désireux de recevoir des appuis ‣ Les groupes de producteurs sont encadrés</p>	<p>‣ Nombre de producteurs désireux de recevoir des appuis</p>	<p>‣ Rapports du MINADER</p>
	<p>2. Les agriculteurs sont organisés en coopératives</p>	<p>‣ 14 campagnes de sensibilisation organisées ‣ 42 coopératives mises sur pied</p>	<p>‣ Rapports du MINADER</p>	<p>‣ Les agriculteurs acceptent d'être organisés en coopératives en coopératives</p>	<p>‣ Nombre de coopératives mises sur pied</p>	<p>Dossiers de création de coopératives déposés à la DDADER Rapports MINADER</p>
	<p>3. Les pertes post-récoltes et la commercialisation des produits de base sont maîtrisées</p>	<p>‣ 14 campagnes de sensibilisation organisées ‣ Prix moyen de vente des principaux produits agricoles</p>	<p>‣ Rapports du MINADER</p>	<p>‣ Les producteurs maîtrisent les techniques de conservation, de transformation et de marketing des produits agricoles</p>	<p>‣ Nombre de groupes formés</p>	<p>‣ Rapports du MINADER ‣ Rapports des formations</p>

	4. Les infrastructures agricoles sont développées	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 70 km de pistes agricoles aménagés ▸ 09 magasins de stockage construits ▸ 01 plaidoyer fait 	▸ Rapports du MINADER	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les pistes agricoles sont aménagées ▸ Des nouveaux postes agricoles sont créés ▸ Les magasins de stockage sont construits 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Km de pistes agricoles améliorées ▸ Nombre de postes agricoles construits ▸ Nombre de magasins construits 	▸ Rapports du MINADER
Activités						
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4			
<p>1.1 Organisation dans chacun des 14 villages de la Commune des séances de formation sur les nouvelles techniques agricoles et l'utilisation des semences et intrants, ainsi que le processus de demande de crédits</p> <p>(14 x 200 000 F CFA = 2 800 000 F CFA)</p>	<p>2.1 Organisation dans chacun des 14 villages de la Commune des séances de sensibilisation sur l'importance, le processus de mise en place, l'adhésion et le fonctionnement des coopératives agricoles</p> <p>(14 x 100 000 F CFA = 1 400 000 F CFA)</p> <p>2.2 Facilitation de l'organisation des assemblées générales constitutives de 03 coopératives agricoles dans chacun des 14 villages de la commune</p> <p>(3x 14 = 42 x 250 000 F CFA = 10 500 000 F CFA)</p>	<p>3.1 Organisation d'une séance de formation sur les techniques de prévention des pertes post-récolte, de conservation, de marketing et de recherche des circuits de commercialisation dans les 14 villages de la commune</p> <p>(14 x 100 000 F CFA = 1 400 000 F CFA)</p> <p>3.2. Appui au regroupement des agriculteurs dans les 14 villages pour des ventes groupées</p> <p>(14 x 50 000 F CFA = 700 000 F CFA)</p>	<p>4.1. Aménagement de 70 Km de pistes agricoles dans les 14 villages de la commune:</p> <p>(70 x 1 000 000 F CFA = 70 000 000 F CFA)</p> <hr/> <p>4.2 Construction de 09 magasins de stockage (à Walassa, Soukoungo Goni, Tchaba Foulbe, Tchaba Guiziga, Papata, Dogba, Mangave, Doldodewo, Mogazang)</p> <p>(09 x 10 000 000 F CFA = 90 000 000 F CFA)</p>			

1.2. Octroi des semences, matériels et intrants à 5 coopératives de chacun des 14 villages de la commune (5x 14 = 70 x 1 000 000 F CFA = 70 000 000 F CFA)	2.3. Appui à la légalisation de 42 coopératives agricoles (42 x 200 000F CFA = 8 400 000 F CFA)	3.3 Production et distribution de 2 500 fiches techniques sur le conditionnement des principaux produits agricoles locaux (2 500 x 400F CFA = 1 000 000 F CFA)	4.3. Mener des actions de plaidoyer auprès du MINADER pour la création d'un poste agricole à Kossewa et la construction des postes agricoles de Gayak, Dogba et Papata (01 x 250 000F CFA = 250 000 F CFA)
72800 000 F CFA	20 300 000 F CFA	3 100 000 F CFA	160 250 000 F CFA
Total estimatif			256 450 000 F CFA

Tableau N° 37: Cadre logique secteur de l'Elevage

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières animales	- Part de la production animale dans le PIB - Part de la production halieutique dans le PIB	▸ Enquête INS, ECAM	Les appuis divers sont déployés pour soutenir les productions animales et halieutiques	Nombre d'appui déployés	▸ Rapports et données d'enquêtes

Objectif global (Objectif de développement)	Améliorer la productivité pastorale et/ou halieutique	<ul style="list-style-type: none"> › Niveau/taux d'accroissement de l'élevage du grand et du petit bétail › Niveau/taux d'accroissement des revenus issus de l'élevage › Niveau/taux d'accroissement de la consommation de viande dans les ménages › Niveau/taux de réduction des animaux en divagation dans les villages 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINEPIA › Rapports des éleveurs 	<ul style="list-style-type: none"> › Absence d'épizooties 	<ul style="list-style-type: none"> › Taux de mortalité dans les élevages 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports MINEPIA
Objectifs spécifiques	OS1 : Inciter les populations à pratiquer plus d'élevage	<ul style="list-style-type: none"> › Taux de la population investie dans l'élevage › Nombre des cheptels 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINEPIA › Rapports des éleveurs 	<ul style="list-style-type: none"> › Les populations sont disposées à pratiquer plus d'élevage › Absence d'épizooties 	<ul style="list-style-type: none"> › Taux de la population investie dans l'élevage › Taux de mortalité dans les élevages 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINEPIA › Rapports des éleveurs ›
	OS 2 : Renforcer l'encadrement technique et opérationnel des éleveurs	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'éleveurs/groupes d'éleveurs ayant reçu des appuis techniques 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINEPIA › Rapports des éleveurs 	<ul style="list-style-type: none"> › Les appuis divers sont déployés pour renforcer l'encadrement technique et opérationnel des éleveurs 	<ul style="list-style-type: none"> › Taux d'éleveurs ayant bénéficié des encadrements techniques 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINEPIA › Rapports des éleveurs › Rapports des séances de formation
	OS3 : Organiser les éleveurs en coopératives d'éleveurs dynamiques et viables	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'éleveurs structurés › Nombre de coopératives mises sur pied 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINEPIA 	<ul style="list-style-type: none"> › Les éleveurs acceptent d'être organisés en coopératives ou coopératives 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de coopératives mises sur pied 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINEPIA
	OS 4 : Développer les infrastructures d'élevage	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'infrastructures d'élevage construites et/ou réhabilitées 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINEPIA › Rapports des éleveurs › 	<ul style="list-style-type: none"> › Les appuis divers sont déployés pour la construction ou la réhabilitation des infrastructures 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'infrastructures d'élevage construites et/ou réhabilitées 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINEPIA › Rapports des éleveurs

Résultats (Axes stratégiques)	1. L'intérêt des populations locales pour l'activité d'élevage est accru	<ul style="list-style-type: none"> › 14 campagnes de sensibilisation organisées › 04 pôles d'élevage constitués › 14 coopératives créées › 2500 fiches de synthèse distribuées › Niveau/taux d'accroissement du nombre d'éleveurs 	› Rapports du MINEPIA	› Les populations ont conscience des avantages des productions animales et du potentiel local dans ce secteur	› Taux de la population actif dans les productions animales	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports MINEPIA › Rapports et données d'enquêtes 	
	2. Les éleveurs bénéficient d'un meilleur encadrement technique dans les activités de la production animale	<ul style="list-style-type: none"> › 14 campagnes de sensibilisation organisées › 01 plaidoyer fait › 14 coopératives appuyées 	› PV de réception des infrastructures construites	› Les groupes d'éleveurs sont encadrés (Appuis technique, financier et en intrants)	› Nombre de postes agricoles fonctionnels dans la commune	› Nombre de programmes et projets intervenant dans la commune	› Rapport MINEPIA
	3. Les éleveurs sont organisés en coopératives	<ul style="list-style-type: none"> › 14 Assemblée générales de création de coopératives tenues › 	› Rapports du MINEPIA	› Populations désireuses de constituer des coopératives	› Nombre d'éleveurs ou de groupes (personnes) désireux de constituer des coopératives		› Dossiers de création des coopératives
	4. Les infrastructures d'élevage sont développées	<ul style="list-style-type: none"> › 01 abattoir secondaire construit › 01 chambre froide › 01 puits pastoral construit › 03 marres construites › 01 marché à bétail construit 	› Rapports du MINEPIA	<ul style="list-style-type: none"> › Les tueries et aires d'abattage sont aménagées › Des puits pastoraux et marres sont construits › Les étangs sont aménagés 	› Nombre de tueries et aires d'abattage aménagées	› Nombre de puits pastoraux et de marres construits	› Rapports du MINEPIA
Activités							
Pour R1		Pour R2		Pour R3		Pour R4	

<p>1.1 Organisation dans chacun des 14 villages de la Commune des séances de sensibilisation sur le potentiel local et les avantages de l'élevage et de la pisciculture (14 x 250 000F CFA = 3 500 000 F CFA)</p>	<p>2.1. Organisation dans chacun des 14 villages de la Commune des séances de formation des éleveurs sur les techniques d'élevage et le suivi des bêtes, ainsi que l'utilisation des intrants (14 x 250 000F CFA = 3 500 000 F CFA)</p>	<p>3.1. Organisation dans chacun des 14 villages de la Commune des séances de sensibilisation sur l'importance, le processus de mise en place, l'adhésion et le fonctionnement des coopératives d'éleveurs (14 x 250 000F CFA = 3 500 000 F CFA)</p>	<p>4.1. Construction d'une chambre froide de capacité 200 m³ au marché central de Maroua (01 x 20 000 000F CFA = 20 000 000 F CFA)</p>
<p>1.2 Facilitation, en fonction de la proximité géographique, de l'organisation des 14 villages de la Commune en 04 pôles d'élevage réunissant 14 coopératives (04 x 250 000F CFA = 1000 000 F CFA)</p>	<p>2.2. Faire un plaidoyer auprès du MINEPIA pour la multiplication des CZV et l'affectation du personnel (01 x 100 000F CFA = 100 000 F CFA)</p>	<p>3.2. Facilitation de l'organisation des assemblées générales constitutives de 14 coopératives d'éleveurs (volaille, porcs, petits ruminants, pisciculture) (14 x 250 000F CFA = 3 500 000 F CFA F CFA)</p>	<p>4.2 Construction d'une aire d'abattage dans chacun des 14 villages de la commune (14 x 2500 000F CFA = 35 000 000 F CFA)</p>
<p>1.3 Production et distribution</p>	<p>2.3. Octroi des intrants d'élevage à 14 coopératives d'éleveurs (14 x 250 000F CFA = 3 500 000 F CFA)</p>	<p>3.3. Appui à la légalisation de 14 coopératives d'éleveurs (14 x 150 000F CFA = 2 100 000 F CFA)</p>	<p>4.3. Construction d'un puits pastoral dans chacun des 04 pôles d'élevage (04 x 5 000 000F CFA = 20 000 000 F CFA)</p> <p>4.4. Construction de 03 marres modernes à Doga Maounde, Doldodewo et walassa (03 x 40 000 000F CFA = 120 000 000 F CFA)</p>

de 2 500 fiches synthèse présentant les conditions à remplir pour avoir accès aux appuis des projets dans le secteur de l'élevage (2 500 x 400F CFA = 1 000 000 F CFA)			4.5. Création et construction d'un marché à bétail dans la commune (01 x 5 000 000F CFA = 5 000 000 F CFA)
5 500 000 F CFA	7 100 000 F CFA	9 100 000 F CFA	200 000 000 F CFA
Total estimatif			221 700 000 F CFA

Tableau N° 38: Cadre logique secteur de la Santé publique

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Au moins 70% de la population de la commune de Maroua II ont accès à une formation sanitaire à l'horizon 2020	Proportion de districts de santé consolidés ; - Ratio professionnel de santé/population (au moins 1,5 pour 1000 habitants) ; - Proportion de la population desservie par une formation sanitaire fonctionnelle située à une heure de marche (une formation sanitaire à une heure de marche pour au moins 70% de la population) ; - Dépense publique de santé par habitant.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	Les appuis divers sont déployés pour l'accès des populations à une formation sanitaire	Nombre d'appuis déployés	› Rapports et données d'enquêtes
Objectif global (Objectif de développement)	Promouvoir l'accès aux soins de santé de qualité	Proportion de personnes ayant accès aux services de santé de qualité.	Enquête INS (EDS, ECAM, etc)	› L'accès aux soins de santé de qualité est promu	› Nombre de personnes ayant accès aux soins de qualité	› Rapports et données d'enquêtes

Objectifs spécifiques	OS1 : Doter les centres de santé en infrastructures et en matériels adéquats	› Nombre de centres de santé dotés en infrastructures et en matériels	› Rapports MINSANTE › Données d'enquêtes	› Les infrastructures sont construites et les matériels mis à la disposition des centres de santé	› Nombre d'infrastructures construites › Nombre et types de matériels mis à la disposition des centres	› Rapports et données d'enquêtes
	OS 2 : Renforcer les centres de santé en personnels qualifiés	› Nombre de personnels affectés dans les centres de santé	› Rapports et données d'enquête › Actes d'affectation des personnels	› Les personnels sont affectés dans les centres › Les personnels affectés se rendent dans leurs lieux de service	› Actes d'affectation des personnels › Certificats de prise de service et de présence effective au poste	› Rapports et données d'enquêtes
	OS3 : Créer et construire de nouvelles structures sanitaires	› Nombre de nouveaux centres créés et construits	› Rapports MINSANTE	› Les nouveaux centres de santé sont créés › La création des centres est suivie de leur construction	› Décrets de création des nouveaux centres › Sites d'implantation et bâtiments en construction	› Rapports et données d'enquêtes
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les centres de santé sont dotés en infrastructures et en matériels adéquats	› 09 centres de santé équipés	› Rapports et données d'enquêtes	› Les infrastructures sont construites › Les matériels sont acheminés vers les centres concernés	› Nombre d'infrastructures construites › Nombre et types de matériels mis à la disposition des centres	› Rapports et données d'enquêtes
	2. Les centres de santé sont renforcés en personnel qualifié	› 09 centres de santé renforcés en personnels › 01 plaidoyer mené	› Actes d'affectation › Rapports et données d'enquêtes	› Les personnels sont affectés dans les centres › Les personnels affectés se rendent dans leurs lieux de service	› Actes d'affectation des personnels › Certificats de prise de service et de présence effective au poste	› Rapports et données d'enquêtes
	3. De nouvelles structures sanitaires sont créées et construits	› 01 plaidoyer fait	› Rapports MINSANTE › Données d'enquêtes	› La décision de création et de construction de nouvelles structures sanitaires est prise › Les travaux de construction se déroulent jusqu'à leur terme	› Décrets de création des nouveaux centres › Sites d'implantation et bâtiments entièrement construits	› Rapports et données d'enquêtes

Activités			
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R3
<p>1.1. Faire un plaidoyer auprès du MINSANTE pour la dotation de 09 centres de santé et 01 hôpital régional en matériel de travail et infrastructures (CSI de Doualaré = dopleur ; table d'examen, table d'accouchement, tensiomètre complet, lampe baladeuse, table de réanimation pour nouveau-nés, lampe chauffante, pouponnière, réfrigérateur, glacière, trousse complète de pansement, potence, otoscope, incinérateur, 02 motos, bacs à ordures, ambulance, groupe électrogène, construction et équipement d'une maternité, d'un laboratoire et d'un magasin; CSI de Zokok = réfrigérateur, chaise roulante, ambulance, groupe électrogène, construction d'une salle de stérilisation, de deux magasins, d'une salle pour la prise en charge des malnutris, d'une clôture ; CMA Founangue = groupe électrogène, incinérateur, ambulance,) (01 x 500 000F CFA = 500 000 F CFA)</p>	<p>2.1 Faire un plaidoyer auprès du MINSANTE pour l'affectation des personnels dans les formations hospitalières de la commune (Hôpital Régional = 15 IDE, 02 IS, 08 sages-femmes, 15 aide soignants, 02 techniciens techno-sanitaires, 02 techniciens de laboratoire, 01 Chirurgien, 01 Ophtalmologue, 01 Psychiatre ; CSI Zokok = 01 informaticien, 01 technicien médico-sanitaire, 01 agent d'entretien, 01 gardien ; CSI Doualare = 01 technicien de laboratoire, 04 aide soignants) (01 x 500 000F CFA = 500 000 F CFA)</p>	<p>3.1 Faire un plaidoyer auprès du MINSANTE pour la création et la construction de nouvelles formations sanitaires dans la commune (01 x 500 000F CFA = 500 000 F CFA)</p>	<p>4.1- Formation des comités de gestion des formations sanitaires sur la gestion des stocks (9 X 500 000 = 4 500 000 frs)</p>
	<p>2.2- Acquisition des lits et matelas (10 par 7 CSI, 30 à l'HRM, 20 pour l'hôpital de la police et 20 pour la CMA; (150 X 85 000 = 12 750 000 frs)</p>	<p>3.3- Sensibilisation des populations sur les méfaits de la défécation à l'air libre (surtout dans les mayo) (7 X 1 000 000 = 7 000 000 frs)</p>	<p>4.2- Sensibilisation des populations sur les dangers de l'automédication (1 X 1 000 000 = 1 000 000 frs)</p>
		<p>3.4- Sensibilisation des populations sur la nécessité de maîtriser son statut sérologique (14 X 1 000 000 = 14 000 000 frs)</p>	<p>4.3- Renforcement des stocks de compléments alimentaires dans les formations sanitaires (7 X 1 000 000 = 7 000 000 frs)</p>
	<p>500 000 F CFA F CFA</p>	<p>2.3 Dotation des laboratoires des 07 CSI, en réactifs et en équipements divers (7X 10 000 000 = 90 000 000 frs)</p>	<p>3.5- Organisation périodique des campagnes de dépistage gratuit des IST/VIH/SIDA (surtout pendant les vacances) (14X1 000 000 = 14 000 000frs)</p>
Total estimatif			150 250 000 F CFA F CFA

Tableau N° 39: Cadre logique secteur des Travaux publics

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer la pérennité du patrimoine infrastructurel de l'Etat	Niveau de service (indicateur composite) par type d'infrastructures incluant ouvrages et services de gestion	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Les appuis divers sont déployés pour assurer la pérennité du patrimoine infrastructurel de l'Etat	› Nombre et type de patrimoine entretenu	› Rappports du MINTP › Rappports d'enquêtes
Objectif global (Objectif de développement)	Améliorer la circulation sur les axes routiers et la voirie urbaine de la commune	› Nombre d'axes routiers réfectionnés	› Rappports du MINTP › Rappports d'enquêtes	› Les travaux de réfection sont entrepris	› Sites des travaux › Nouvel état des routes	› Rappports du MINTP › Rappports d'enquêtes
Objectifs spécifiques	OS 1 : Améliorer les voies d'accès aux villages	› Nombre de voies d'accès aux villages reprofilées	› Rappports du MINTP › Rappports d'enquêtes › Observation directe	› Les travaux de reprofilage des voies d'accès aux villages sont entrepris	› Sites des travaux › Nouvel état des voies d'accès	› Rappports du MINTP › Rappports d'enquêtes
	OS 2 : Construire et réhabiliter des ouvrages de franchissement	› Nombre d'ouvrages de franchissement construits ou réhabilités	› Rappports du MINTP › Rappports d'enquêtes › Observation directe	› Les travaux de construction ou de réhabilitation sont entrepris › Les travaux sont menés jusqu'à leur terme	› Sites des travaux › Nouveaux ouvrages construits › Etat des ouvrages	› Rappports du MINTP › Rappports d'enquêtes › Observation directe
	OS 3 : Tracer les pistes agricoles dans les villages	› Nombre de km de pistes agricoles tracés	› Rappports du MINTP › Rappports d'enquêtes	›	›	›
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les voies d'accès aux villages sont améliorées	› 156 km de routes reprofilées	› Rappports du MINTP › Rappports d'enquêtes › Observation directe	› Les travaux ne connaissent aucune perturbation	› Etat d'avancement des travaux	› Rappports du MINTP › Observation directe

	2. Des ouvrages de franchissement sont construits et/ou réhabilités	› 02 plaidoyers faits	› Rappports du MINTP › Rappports d'enquêtes › Observation directe	› Les travaux ne connaissent aucune perturbation	› Etat d'avancement des travaux	› Rappports du MINTP › Observation directe
	3. Les pistes agricoles sont tracées dans les villages	› 70 km de pistes agricoles tracés	› Rappports du MINTP › Rappports d'enquêtes	› Les travaux ne connaissent aucune perturbation	› Etat d'avancement des travaux	› Rappports du MINTP › Observation directe
Activités						
	Pour R1	Pour R2	Pour R3			
	1.1 Reprofilage de la route Maroua – Mogazang sur 10 km (10 km x 2 000 000F CFA = 20 000 000 F CFA)	2.1 Faire un plaidoyer auprès du MINTP et des autorités compétentes pour la construction des ouvrages de franchissement dans l'espace communal (01 x 250 000F CFA = 250 000 F CFA)				
	1.2 Reprofilage de la route Maroua-Gayak sur 30 km (30 km x 2 000 000F CFA = 60 000 000 F CFA)					
	1.3. Reprofilage de la route Papata- Kossewa sur 14 km (14 km x 2 000 000F CFA = 28 000 000 F CFA)			3.1. Tracer et aménager dans chacun des 14 villages au moins 5 km de pistes agricoles (70 x 1 000 000F CFA = 70 000 000 F CFA)		
	1.4. Reprofilage de la route Maroua-Tchaba sur 30 km (30 km x 2 000 000F CFA = 60 000 000 F CFA)	2.2 Faire un plaidoyer auprès du MINTP et des autorités compétentes pour la réhabilitation des ouvrages de franchissement existants dans la commune (01 x 250 000F CFA = 250 000 F CFA)				
	1.5. Reprofilage de la route Maroua-Dogba sur 25 km (25 km x 2 000 000F CFA = 50 000 000 F CFA)					
	1.6. Reprofilage de la route Walassa-Kossewa sur 11 km (22 km x 2 000 000F CFA = 22 000 000 F CFA)					
	240 000 000 F CFA	500 000 F CFA		70 000 000 F CFA		
	Total estimatif 310 500 000 F CFA					

Tableau N° 40: Cadre logique secteur de l'Education de base

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire à l'éducation de base	-Taux d'admission (au moins 50%) -Taux brut de scolarisation (TBS) -Indice de parité (fille/garçon) au moins 5% -Taux de couverture	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	- Les parents inscrivent tous les enfants en âge scolaire - Les enfants se rendent dans les écoles	-Taux d'admission -Taux de scolarisation -	› Rapports MINEDUB › Rapports d'enquêtes
Objectif global (Objectif de développement)	Améliorer l'accès à une éducation de base de qualité	› % d'enfants ayant accès à un établissement scolaire › Nombre d'enseignants par école › Nombre d'élèves par salle de classe.	› Rapports MINEDUB › Rapports d'enquêtes ›	› Les appuis divers sont déployés pour améliorer l'accès à une éducation de base de qualité	› Taux de scolarisation › Taux d'admission › Conditions de scolarisation	› Rapports MINEDUB › Rapports d'enquêtes
Objectifs spécifiques	OS1 : Faciliter l'accès à l'école des enfants en âge scolaire	- Taux d'admission - Taux de scolarisation	› Rapports MINEDUB › Rapports d'enquêtes	Les enfants sont inscrits et vont à l'école	- Taux d'admission - Taux de scolarisation	› Rapports MINEDUB › Rapports d'enquêtes
	OS 2 : Améliorer l'offre en infrastructures et en matériels didactiques	› Nombre d'infrastructures construites › Nombre d'infrastructures réhabilitées	› Rapports MINEDUB › Rapports d'enquêtes	› Les infrastructures sont construites et/ou réhabilitées	› Nombre d'infrastructures construites › Nombre d'infrastructures réhabilitées	› Rapports MINEDUB › Rapports d'enquêtes
	OS3 : Améliorer l'offre en personnels enseignant	› Nombre de personnels affectés	› Rapports MINEDUB › Rapports d'enquêtes	› Les enseignants sont affectés › Les enseignants affectés prennent service	› Nombre de personnels affectés › Nombre de personnels affectés en service	› Rapports MINEDUB › Rapports d'enquêtes

	OS 4 : Améliorer la sécurisation des sites d'établissements	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre d'établissements dont les sites sont sécurisés 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports MINEDUB ▸ Rapports d'enquêtes 	▸	▸	▸
Résultats (Axes stratégiques)	1. L'accès à l'école des enfants en âge scolaire est facilité	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Au moins 80% d'enfants en âge scolaire scolarisés ▸ 14 campagnes de sensibilisation organisées ▸ 01 plaidoyer mené 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports MINEDUB ▸ Rapports d'enquêtes 	▸ Les parents reconnaissent l'importance de l'école	▸ Taux d'inscription des enfants	▸ Rapports MINEDUB ▸ Rapports d'enquêtes
	2. L'offre en infrastructures et en matériels didactiques est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 73 salles de classe construites ▸ 02 écoles maternelles créées ▸ 05 plaidoyers faits 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports MINEDUB ▸ Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les infrastructures sont construites ▸ Les matériels sont mis à la disposition des écoles 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de salles de classe construites ▸ Nombre de nouvelles écoles créées et construites ▸ Nombre de plaidoyers faits ▸ Nombre de matériels mis à la disposition des écoles 	▸ Rapports MINEDUB Rapports d'enquêtes
	3. L'offre en personnels enseignant est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 01 plaidoyer fait 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Actes d'affectation ▸ Rapports MINEDUB ▸ Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les enseignants sont affectés ▸ Les enseignants affectés prennent service 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de personnels affectés ▸ Nombre de personnels affectés en service 	▸ Rapports MINEDUB ▸ Rapports d'enquêtes
	4. La sécurisation des sites d'établissements est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 01 plaidoyer fait 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports MINEDUB ▸ Rapports d'enquêtes 	▸	▸	▸
Activités						
	Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4		

<p>1.1. Organisation dans chacun des 14 villages de la commune des campagnes de sensibilisation des communautés sur l'importance de l'école et de l'établissement des actes de naissance</p> <p>(14 x 100 000F CFA = 1 400 000 F CFA)</p>	<p>2.1 Construction de 71 salles de classe dans les écoles publiques de la commune (02 à EP de Soukoungo Naibi, 02 à EP de Doga Maounde, 02 à EP de Ouro Hassana, 02 à EP de Dobouwol Foulbe, 02 à EP de Dogba, 02 à EP de Soukoungo Goni, 02 à EP de Walassa, 02 à EP Zokok I, 02 à EP Zokok II, 02 à EP Kakatare I, 02 à EP Kakatare II, 02 à EMA Zokok, 02 à EMA Lopére, 13 à EP Doualre I, 07 à EP Doualre I A et B, 06 à EP Doualre II A et B 13 à EP Lowol digga I et II, 06 à EPA Kakatare I A1, I A2, II B1 et II B2)</p> <p>(71 x 9 500 000F CFA = 674 500 000 F CFA)</p> <p>2.2 Construction d'un bloc de 02 salles de classe et 01 bureau du directeur à l'EP de Mogazang,</p> <p>(01 x 25 000 000F CFA = 25 000 000 F CFA)</p>	<p>3.1. Faire un plaidoyer auprès du MINEDUB pour l'affectation dans les écoles de la commune des enseignants qualifiés</p> <p>(01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p>	<p>4.1. Faire un plaidoyer auprès du MINEDUB et des autorités compétentes pour l'établissement des titres fonciers aux écoles de la commune.</p> <p>(01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p>
<p>1.2. Faire un plaidoyer auprès des autorités judiciaires pour multiplier les séances de jugements supplétifs</p> <p>(01 x 250 000F CFA = 250 000 F CFA)</p>	<p>2.3. Création, construction et équipement de 02 écoles maternelles à Tchamptiga et à Kossewa</p> <p>(02 x 30 000 000F CFA = 60 000 000 F CFA)</p> <p>2.4. Faire un plaidoyer auprès du MINEDUB et des autorités compétentes pour la construction dans toutes les écoles de la commune des logements d'astreinte</p> <p>(01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p>		

	<p>2.5. Faire un plaidoyer auprès du MINEDUB et des autorités compétentes pour la construction dans toutes les écoles de la commune des latrines et des points d'eau (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p>		
	<p>2.6 Faire un plaidoyer auprès du MINEDUB et des autorités compétentes pour la dotation des écoles de la commune en table-bancs (340 à l'EP Lopéré G I, 340 à l'EP Lopéré G II, 340 à l'EP Lopéré G III, 340 à l'EP Lopéré G IV, 294 à EP Zokok I, 294 à EP Zokok II, 370 à EP Doualare I, 370 à EP Doualare II, 681 à EP Kakatare I, 570 à EP Kakatare II, 150 à EPA Kakatare II B, 75 à EP Kakatare II A, 240 à EP Mayel Ibbe, 420 à EP Lowol digga, 59 à EMA Zokok, 180 à EMA Lopere) (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p>		
	<p>2.6 Faire un plaidoyer auprès du MINEDUB et des autorités compétentes pour l'aménagement dans toutes les écoles de la commune des aires de jeu et de reboisement (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p>		

	2.7 Faire un plaidoyer auprès du MINEDUB et des autorités compétentes pour la dotation de toutes les écoles de la commune en matériels didactiques (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)		
1 650 000 F CFA	760 750 000 F CFA	250 000 F CFA	250 000 F CFA
Total estimatif			762 900 000 FCFA

Tableau N° 41: Cadre logique secteur des Arts et de la Culture

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
		Niveaux	Indicateurs		Sources	Indicateurs
Objectif supérieur (DSCE)	Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	Part du secteur dans le PIB	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Les appuis divers sont déployés pour permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, jouir de leurs droits fondamentaux et assumer leurs devoirs		

Objectif global (Objectif de développement)	Faciliter la promotion et la pratique des activités culturelles	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre et types d'activités culturelles valorisées et pratiqués 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Observation directe › Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> › Les appuis divers sont déployés pour la promotion et la pratique des activités culturelles 	<ul style="list-style-type: none"> › Budget d'investissement du ministère de la culture › Nombre de partenaires au développement impliqués dans la promotion culturelle 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes
Objectifs spécifiques	OS1 : Promouvoir et valoriser l'art et de la culture locale	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de festivals ou d'activités culturelles organisés › Nombre d'artistes ou groupes d'artistes appuyés › Répertoire du patrimoine culturel 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Observation directe › Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> › Les appuis divers sont déployés pour la promotion et la valorisation de l'art et de la culture locale 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de festivals ou d'activités culturelles organisés › Nombre d'artistes ou groupes d'artistes appuyés 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Observation directe › Rapports d'enquêtes
	OS 2 : Renforcer l'offre en infrastructures culturelles dans la commune	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'infrastructures construites › Nombre d'infrastructures réaménagées ou équipées 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Observation directe › Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> › Les infrastructures sont construites et aménagées 	<ul style="list-style-type: none"> › Site des travaux › Bâtiments construits ou aménagés 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Observation directe › Rapports d'enquêtes
Résultats (Axes stratégiques)	1. L'art et la culture locale sont promus et valorisés	<ul style="list-style-type: none"> › 01 répertoire du patrimoine culturel › 01 festival annuel › 28 groupes culturels appuyés 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Observation directe › Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> › Les populations s'intéressent aux activités culturelles 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de personnes impliquées dans les activités culturelles › Nombre d'artistes ou de groupes d'artistes actifs 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Observation directe › Rapports d'enquêtes

	2. L'offre en infrastructures culturelles dans la commune est renforcée	<ul style="list-style-type: none"> ‣ 01 foyer culturel construit et équipé ‣ 01 salle de cinéma construite ‣ 01 bibliothèque municipale construite 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports sectoriels ‣ Observation directe ‣ Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Les travaux de construction et d'équipement sont menés à leur terme 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Site des travaux ‣ Bâtiments construits ou aménagés ‣ Matériels d'équipement 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports sectoriels ‣ Observation directe ‣ Rapports d'enquêtes
Activités						
Pour R1				Pour R2		
<p>1.1. Organisation dans chacun des 14 villages de la commune des campagnes de sensibilisation sur l'importance et la valorisation des arts et e la culture</p> <p>(14 x 100 000F CFA = 1 400 000 F CFA)</p> <p>1.2. Recherche d'une expertise pour dresser le patrimoine culturel matériel et immatériel de la commune</p> <p>(01 x 1 000 000F CFA = 1 000 000 F CFA)</p> <p>1.3. Organisation d'un festival local une fois l'an</p> <p>(01 x 10 000 000F CFA = 10 000 000 F CFA)</p> <p>1.4. Appuis financiers et matériels à 02 groupes culturels de chacun des 14 villages de la commune</p> <p>(14 x 500 000F CFA = 7 000 000 F CFA)</p>				<p>2.1. Construction et équipement d'un foyer culturel dans la commune de Maroua II</p> <p>(01 x 30 000 000F CFA = 30 000 000 F CFA)</p> <p>2.2. Construction d'une salle de cinéma dans la commune</p> <p>(01 x 10 000 000F CFA = 10 000 000 F CFA)</p> <p>2.3. Construction et équipement d'une bibliothèque municipale</p> <p>(01 x 20 000 000F CFA = 20 000 000 F CFA)</p>		
19 400 000 F CFA				60 000 000 F CFA		
Total estimatif				79 400 000 F CFA		

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Promouvoir l'épanouissement de la cellule familiale et la participation communautaire	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Nombre de familles ayant reçu une bonne éducation sociale ‣ Niveau de sensibilité genre dans l'éducation familiale 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.) ‣	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Les appuis divers sont déployés pour promouvoir l'épanouissement de la cellule familiale et la participation communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Nombre d'actions orientées vers la femme et la famille ‣ Nombre de familles ayant reçu une bonne éducation sociale ‣ Niveau de sensibilité genre dans l'éducation familiale 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.) ‣
Objectif global (Objectif de développement)	Faciliter l'épanouissement de la femme et de la famille	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Nombre de femmes sensibilisées ‣ Nombre de femmes formées ‣ Nombre de familles soutenues 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports sectoriels ‣ Observation directe ‣ Rapports d'enquêtes ‣ 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Les femmes acceptent de s'impliquer dans les activités organisées en leur faveur 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Nombre de femmes sensibilisées ‣ Nombre de femmes formées ‣ 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports sectoriels ‣ Rapports d'enquêtes ‣
Objectifs spécifiques	OS1 : Promouvoir et améliorer l'éducation de la jeune fille	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Taux de fréquentation scolaire des jeunes filles ‣ Taux de déperdition scolaire des jeunes filles 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports sectoriels ‣ Rapports d'enquêtes ‣ 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Les parents sont réceptifs à l'éducation de la jeune fille ‣ Les jeunes filles ont la volonté de fréquenter 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Taux de fréquentation scolaire des jeunes filles ‣ Taux de déperdition scolaire des jeunes filles 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports sectoriels ‣ Rapports d'enquêtes ‣
	OS 2 : Accroître la connaissance des populations sur les droits et devoirs des femmes	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Nombre de personnes sensibilisées ‣ Nombre de femmes victimes de violence prises en charge 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports sectoriels ‣ Rapports d'enquêtes ‣ 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Les populations acceptent de se faire sensibiliser ‣ Les femmes victimes de violence sont prises en charge 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Nombre de personnes sensibilisées 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports sectoriels ‣ Rapports d'enquêtes ‣

	OS3 : Valoriser le potentiel du leadership féminin	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Nombre de femmes formées ‣ Nombre d'associations féminines appuyées 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports sectoriels ‣ Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Les femmes s'impliquent dans leur formation ‣ Les associations féminines sont appuyées 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Nombre de femmes formées ‣ Nombre d'associations féminines appuyées 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports sectoriels ‣ Rapports d'enquêtes
	OS 4 : Renforcer la promotion et la valorisation de la famille	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Nombre de mariages collectifs organisés ‣ Nombre de personnes vulnérables soutenues 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports sectoriels ‣ Observation directe ‣ Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Les mariages collectifs sont organisés ‣ Les personnes vulnérables sont soutenues 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Nombre de mariages collectifs organisés ‣ Nombre de personnes vulnérables soutenues 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports sectoriels ‣ Observation directe ‣ Rapports d'enquêtes
Résultats (Axes stratégiques)	1. L'éducation de la jeune fille est promue et améliorée	<ul style="list-style-type: none"> ‣ 1000 bourses d'excellence octroyées ‣ 02 plaidoyers faits 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports sectoriels ‣ Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ La population comprend l'importance de l'éducation de la jeune fille 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Taux de fréquentation scolaire des jeunes filles ‣ Nouveau taux de mariages précoces 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports sectoriels ‣ Rapports d'enquêtes
	2. La connaissance des populations sur les droits et devoirs des femmes est accrue	<ul style="list-style-type: none"> ‣ 14 campagnes de sensibilisation organisées ‣ 01 plaidoyer fait 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports sectoriels ‣ Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Les populations acceptent de se faire sensibiliser ‣ Les femmes victimes de violence sont prises en charge 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Nombre de personnes sensibilisées 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports sectoriels ‣ Rapports d'enquêtes
	3. Le potentiel du leadership féminin est renforcé	<ul style="list-style-type: none"> ‣ 14 campagnes de sensibilisation organisées ‣ 17 associations féminines appuyées 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports sectoriels ‣ Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Les femmes s'impliquent dans leur formation ‣ Les associations féminines sont appuyées 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Nombre de femmes formées ‣ Nombre d'associations féminines appuyées 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports sectoriels ‣ Rapports d'enquêtes
	4. La promotion et la valorisation de la famille est renforcée	<ul style="list-style-type: none"> ‣ 02 campagnes de mariages collectifs ‣ 02 plaidoyers faits 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports sectoriels ‣ Observation directe ‣ Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Les mariages collectifs sont organisés ‣ Les personnes vulnérables sont soutenues 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Nombre de mariages collectifs organisés ‣ Nombre de personnes vulnérables soutenues 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports sectoriels ‣ Observation directe ‣ Rapports d'enquêtes
Activités						
	Pour R1	Pour R2	Pour R3		Pour R4	

1.1. Organisation dans les 14 villages des campagnes de sensibilisation contre le mariage précoce (14 x 200 000F CFA = 2800 000 F CFA)	2.1 Organisation dans les 14 villages des campagnes de sensibilisation sur les droits et devoirs de la femme (14 x 200 000F CFA = 2 800 000 F CFA)	3.1 Organisation dans les 14 villages des séances de formation sur le leadership féminin (14 x 200 000F CFA = 2 800 000 F CFA)	4.1.Faire un plaidoyer auprès du MINPROFF et des autorités compétentes pour l'organisation au moins deux fois l'an des mariages collectifs (01 x 250 000F CFA = 250 000 F CFA)
1.2. Organisation dans les 14 villages des campagnes de sensibilisation pour l'éducation de la jeune fille (14 x 200 000F CFA = 2800 000 F CFA)	2.2 Faire un plaidoyer auprès du MINPROFF et des autorités compétentes pour la prise en charge des victimes des violences faites aux femmes (01 x 250 000F CFA = 250 000 F CFA)	3.2 Octroi d'appuis financiers à 17 organisations féminines de la commune (17 x 250 000F CFA = 4 250 000 F CFA)	4.2 Faire un plaidoyer auprès du MINPROFF et des autorités compétentes pour le soutien des filles mères et la prise en charge des personnes du 3 ^{ème} âge (01 x 250 000F CFA = 250 000 F CFA)
1.3. Octroi des bourses d'excellence à au moins 1000 jeunes filles scolaires (1000 x 50 000F CFA = 50 000 000 F CFA)			
55 600 000 F CFA	3 050 000 F CFA	7 050 000 F CFA	500 000 F CFA
Total estimatif			65 700 000 F CFA

Tableau N° 42: Cadre logique secteur de la Promotion de la femme et de la famille

Tableau N° 43: Cadre logique secteur des Affaires sociales

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Promouvoir la solidarité nationale et résorber les disparités les plus flagrantes entre les femmes et les hommes dans les groupes sociaux afin de préserver la paix sociale	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Taux d'implication et de réinsertion de chaque groupe de populations vulnérables ▸ Indice de satisfaction de la réduction des discriminations envers certains groupes vulnérables, marginaux/marginalisés 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les activités principales d la commune 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre et types d'activités principales d'appui à la commune 	<ul style="list-style-type: none"> Enquête INS (EDS, ECAM, etc.) ▸ Rapports sectoriel els
Objectif global (Objectif de développement)	Faciliter l'accès aux services sociaux	<ul style="list-style-type: none"> ▸ % des personnes ayant accès aux services sociaux dans la commune 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports de la commune ▸ Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les services sociaux sont gratuits 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de personnes ayant accès aux services sociaux 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriel ▸ els ▸ Rapports de la commune ▸ Rapports d'enquêtes
Objectifs spécifiques	OS1 : Augmenter l'offre en infrastructures sociales dans la commune	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre d'infrastructures sociales construites 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports de la commune ▸ Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les infrastructures sont construites 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre d'infrastructures construites 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports de la commune ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Observation directe

	OS 2 : Faciliter l'épanouissement et l'encadrement des personnes vulnérables	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de personnes vulnérables encadrées › Nombre de personnes vulnérables soutenues 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports de la commune › Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> › Les appuis divers sont déployés pour faciliter l'épanouissement des personnes vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de personnes vulnérables encadrées › Nombre de personnes vulnérables soutenues 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports de la commune › Rapports d'enquêtes
Résultats (Axes stratégiques)	1. L'offre en infrastructures sociales dans la commune est augmentée	<ul style="list-style-type: none"> › 01 centre d'apprentissage construit › 01 centre social créé et construit 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports de la commune › Rapports d'enquêtes › Observation directe 	<ul style="list-style-type: none"> › Les infrastructures sont construites 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'infrastructures construites 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports de la commune › Rapports d'enquêtes › Observation directe
	2. L'épanouissement et l'encadrement des personnes vulnérables sont facilités	<ul style="list-style-type: none"> › 01 fichier de personnes vulnérables dressé › 14 campagnes de sensibilisation organisées › 02 plaidoyers faits 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports de la commune › Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> › Les personnes vulnérables sont encadrées et prises en charge 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de personnes vulnérables encadrées › Nombre de personnes vulnérables soutenues 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports de la commune › Rapports d'enquêtes
Activités						
Pour R1			Pour R2			

<p>1.1. Construction d'un centre d'accueil et d'apprentissage des personnes vulnérables (01 x 40 000 000F CFA = 40 000 000 F CFA)</p> <p>1.2. Construction et équipement d'un centre social dans la commune (01 x 50 000 000F CFA = 50 000 000 F CFA)</p>	<p>2.1 Elaboration du fichier des personnes vulnérables et nécessiteuses de la commune (01 x 1 000 000F CFA = 1 000 000 F CFA)</p> <p>2.2 Organisation dans les 14 villages de la commune des campagnes de sensibilisation sur la protection et les droits des personnes vulnérables (14 x 100 000F CFA = 1 400 000 F CFA)</p> <p>2.3 Faire un plaidoyer auprès du ministère et des autorités compétentes pour l'octroi des soutiens matériels et financiers aux personnes vulnérables (01 x 250 000F CFA = 250 000 F CFA)</p> <p>2.4 Faire un plaidoyer auprès du ministère et des autorités compétentes pour faire appliquer les normes des affaires sociales dans la construction des bâtiments publics (01 x 250 000F CFA = 250 000 F CFA)</p>	
90 000 000 F CFA	2 900 000 F CFA	
Total estimatif		92 900 000 F CFA

Tableau N° 44: Cadre logique secteur de l'Eau

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Développer les infrastructures hydrauliques	Nombre de ménages ayant accès à l'eau	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Les appuis divers sont déployés pour développer les infrastructures hydrauliques	Nombre de ménages ayant accès à l'eau	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)
Objectif global (Objectif de développement)	Promouvoir l'accès durable des populations à l'eau potable	› Niveau/taux d'accès à l'eau potable	› Rappports du MINEE › Rappports des services communaux	› Les appuis divers sont déployés pour promouvoir l'accès durable des populations à l'eau potable	› Niveau/taux d'accès à l'eau potable	› Rappports du MINEE › Rappports des services communaux
Objectifs spécifiques	OS1 : Augmenter l'offre en infrastructures d'eau potable	› Nombre de personnes/ménages ayant accès à l'eau Effectuer les études de faisabilité pour tous les forages à réhabiliter	Enquête INS (EDS, ECAM, › Rappports du MINEE › Rappports des services communaux	› Les infrastructures d'approvisionnement en eau sont construites	› Ouvrages réalisés ou réhabilités	› Rappports du MINEE › Rappports des services communaux › Observation directe
	OS 2 : Impliquer les populations bénéficiaires dans l'entretien et la maintenance des points d'eau	› Nombre d'artisans réparateurs formés › Nombre de comités de gestion mis sur pied	› Rappports du MINEE › Rappports des services communaux	› Les populations s'impliquent dans l'entretien et la maintenance des points d'eau	› Nombre de comités de gestion fonctionnels › Niveau d'entretien des points d'eau	› Rappports des services communaux › Observation directe
Résultats (Axes stratégiques)	1. L'offre en infrastructures d'eau potable est augmentée	› Réseau de la CDE étendue à au moins 1000 nouvelles familles › 34 forages construits › Au moins 20 forages réhabilités	› Rappports du MINEE › Rapport de la CDE › Rappports d'enquête	› Les nouveaux branchements de la CDE sont effectués › Les forages sont construits ou réhabilités	› Nombre de familles/ménages connectés au réseau › Nombre de forages construits ou réhabilités	› Rappports du MINEE › Rapport de la CDE › Rappports d'enquête

	2. Les populations bénéficiaires sont impliquées dans l'entretien et la maintenance des points d'eau	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 14 campagnes de sensibilisation organisées ▸ 14 comités de gestion des points d'eau mis sur pied 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINEE ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquête 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les populations bénéficiaires acceptent et s'impliquent dans l'entretien et la maintenance des points d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de comités de gestion fonctionnels ▸ Niveau d'entretien des points d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports des services communaux ▸ Observation directe
Activités						
Pour R1			Pour R2			
<p>1.1. Faire un plaidoyer auprès du MINEE et des autorités compétentes pour effectuer une étude de faisabilité pour la réalisation et la réhabilitation des forages (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p> <p>1.2. Densification et extension du réseau d'alimentation en eau à 1000 ménages dans les quartiers périphériques de la zone urbaine (01 x 70 000 000 F CFA = 70 000 000 F CFA)</p> <p>1.3. Réalisation de 34 forages (à Soukoungo Naibi, Ngourou, Noundere, Magasse, Bonga, Mazangai Foulbe, Ouro Ouande, Mazangai mandararé, Mogazang centre, Bamio guiziga, Ouro sambo, Roumdé, Doga Maoundé, Doldodewo, Gayakré moufou, Ouro Ambri, Sigassiaré, Djibiré, Dogba centre, Dogba garré, Magaoula, Forlamiel, Kossewa centre, Kosewa guiziga, Lowol dong, Modande III, IV, VI, Tchaba guiziga, Tchaba foulbe, Soukoungo Goni et Walassa) (34 x 8 000 000 F CFA = 272 000 000 F CFA)</p> <p>1.4. Réhabilitation d'au moins 20 forages dans la commune 20 x 2 000 000 F CFA = 40 000 000 F CFA)</p> <p>1.5. Faire un plaidoyer auprès du MINEE et de la CDE pour la réduction du coût du branchement et du m³ d'eau (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p>			<p>2.1. Organisation dans les 14 villages des campagnes de sensibilisation sur les techniques de potabilisation d'eau (14 x 100 000 F CFA = 1 400 000 F CFA)</p> <p>2.2. Mise sur pied dans chacun des 14 villages d'un comité de gestion des points d'eau (14 x 200 000 F CFA = 2 800 000 F CFA)</p> <p>2.3. Organisation dans les 14 villages des séances de formation des artisans réparateurs (14 x 150 000 F CFA = 2 100 000 F CFA)</p>			
382 500 000 F CFA			6 300 000 F CFA			
Total estimatif			388 800 000 F CFA			

Tableau N° 45: Cadre logique secteur de l'Énergie

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Développer les infrastructures énergétiques	Nombre de ménages ayant accès à l'énergie	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Les appuis divers sont déployés pour développer les infrastructures énergétiques	Nombre de ménages ayant accès à l'énergie	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)
Objectif global (Objectif de développement)	Promouvoir l'accès durable des populations à l'énergie électrique	<ul style="list-style-type: none"> › Niveau/taux d'accès à l'énergie › Niveau/taux de réduction de la fréquence des coupures électriques 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINEE › Rapports des services communaux 	<ul style="list-style-type: none"> › Les appuis divers sont déployés pour promouvoir l'accès durable des populations à l'énergie électrique 	<ul style="list-style-type: none"> › Niveau/taux d'accès à l'énergie électrique 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINEE › Rapports des services communaux
Objectifs spécifiques	OS1 : Renforcer la capacité opérationnelle du réseau électrique dans la commune	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de nouvelles infrastructures électriques › Nombre de nouveaux ménages électrifiés › Nombre de villages électrifiés 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINEE › Rapports d'ENEO › Rapports des services communaux 	<ul style="list-style-type: none"> › Les appuis divers sont déployés pour renforcer la capacité opérationnelle du réseau électrique dans la commune 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de nouvelles infrastructures électriques › Nombre de nouveaux ménages électrifiés › Nombre de villages électrifiés 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINEE › Rapports d'ENEO › Rapports des services communaux
	OS 2 : Promouvoir l'exploitation d'autres sources d'énergie	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre et types d'autres sources d'énergie exploitées › Nombre de ménages utilisant d'autres énergies que celle électrique 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINEE › Rapports des services communaux 	<ul style="list-style-type: none"> › Les appuis divers sont déployés pour l'exploitation d'autres sources d'énergie 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre et types d'autres sources d'énergie exploitées › Nombre de ménages utilisant d'autres énergies que celle électrique 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINEE › Rapports des services communaux

Résultats (Axes stratégiques)	1. La capacité opérationnelle du réseau électrique dans la commune est renforcée	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 03 plaidoyers faits ▸ Taux de connexion des ménages au réseau électrique ▸ 21 km d'extension électrique 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINEE ▸ Rapports d'ENEO ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes 	▸ Les appuis divers sont déployés pour que la capacité opérationnelle du réseau électrique dans la commune soit renforcée	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de poteaux électriques en fer ou en béton armé ▸ Taux de connexion des ménages au réseau électrique ▸ Nombre de km d'extension électrique 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINEE ▸ Rapports d'ENEO ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes
	2. L'exploitation d'autres sources d'énergie est promue	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 01 plaidoyer fait ▸ Nombre et types d'autres sources d'énergie exploitées ▸ Pourcentage de ménages utilisant d'autres énergies que celle électrique 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINEE ▸ Rapports des services communaux 	▸ La technologie pour l'exploitation d'autres sources d'énergie est disponible	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre d'infrastructures d'exploitation de nouvelles sources d'énergie 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINEE ▸ Rapports des services communaux
Activités						
Pour R1			Pour R2			
<p>1.1. Faire un plaidoyer auprès du MINEE, ENEO et des autorités compétentes pour le renforcement des transformateurs de faible intensité (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p> <p>1.2. Faire un plaidoyer auprès du MINEE, ENEO et des autorités compétentes pour l'implantation des poteaux électriques en fer ou en béton armé (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p> <p>1.3. Faire un plaidoyer auprès du MINEE, ENEO et des autorités compétentes pour la réduction du coût de branchement et le prix du kwh (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p> <p>1.4. Extension du réseau électrique moyenne tension sur 21 km (de Dogba à Soukouno Abdoua sur 10 km, de Gayak à Mogazang sur 05 km, de Dogba à Soukouno sur 06 km) (21 x 2 000 000 F CFA = 42 000 000 F CFA)</p>			<p>2.1 Faire un plaidoyer auprès du MINEE, des partenaires au développement et des autorités compétentes pour la promotion et la vulgarisation des énergies solaires, éoliennes et du biogaz (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p>			
42 750 000 F CFA			250 000 F CFA			
Total estimatif			43 000 000 F CFA			

Tableau N° 46: Cadre logique secteur de l'Assainissement

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Assainir le cadre de vie des populations	Nombre de ménages ayant accès à l'assainissement	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	Les appuis divers sont déployés pour assainir le cadre de vie des populations	Nombre de ménages ayant accès à l'assainissement	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)
Objectif global (Objectif de développement)	Promouvoir l'accès durable des populations à l'assainissement	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de ménages ayant accès à un système d'assainissement durable 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> Les appuis divers sont déployés pour promouvoir un accès durable des populations à l'assainissement 	Nombre de ménages ayant accès à l'assainissement	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)
Objectifs spécifiques	OS1 : Encourager les populations à s'impliquer dans l'assainissement de leurs milieux de vie	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de ménages dont les cadres de vie sont assainis 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports du MINEE Rapports des services communaux Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> Les populations acceptent de s'impliquer dans l'assainissement de leurs milieux de vie 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de ménages dont les cadres de vie sont assainis 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports du MINEE Rapports des services communaux Rapports d'enquêtes
	OS 2 : Renforcer les capacités et infrastructures en matière d'assainissement	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'infrastructures d'assainissement construits 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports du MINEE Rapports des services communaux Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> Les infrastructures d'assainissement sont construites 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre d'infrastructures d'assainissement construits 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports du MINEE Rapports des services communaux Rapports d'enquêtes
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les populations sont encouragées à s'impliquer dans l'assainissement de leurs milieux de vie	<ul style="list-style-type: none"> 14 campagnes de sensibilisation organisées 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports du MINEE Rapports des services communaux Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> Les populations s'impliquent dans l'assainissement de leurs milieux de vie 	<ul style="list-style-type: none"> Nombre de ménages dont les cadres de vie sont assainis 	<ul style="list-style-type: none"> Rapports du MINEE Rapports des services communaux Rapports d'enquêtes

	2. Les capacités et infrastructures en matière d'assainissement sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 10 blocs de latrines publiques construites ▸ 02 plaidoyers faits 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINEE ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes 	▸ Les infrastructures d'assainissement sont construites	▸ Nombre d'infrastructures d'assainissement construits	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINEE ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes
Activités						
Pour R1			Pour R2			
<p>1.1. Organisation dans chacun des 14 villages de la commune des campagnes de sensibilisation sur l'importance de l'assainissement, l'hygiène et la salubrité (14 x 250 000 F CFA = 3 500 000 F CFA)</p> <p>1.2. Organisation dans chacun des 14 villages de la commune des campagnes de sensibilisation à la création et à l'utilisation dans les ménages des latrines et fosses sceptiques (14 x 100 000 F CFA = 1 400 000 F CFA)</p>			<p>2.1. Construction d'au moins 10 blocs de 04 latrines publiques dans la commune (10 x 5 000 000 F CFA = 50 000 000 F CFA)</p> <p>2.2. Organisation d'un plaidoyer auprès du MINEE, de la commune et des autorités compétentes pour la création d'un comité de gestion des latrines publiques (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p> <p>2.3. Organisation d'un plaidoyer auprès du MINEE, de la commune et des autorités compétentes pour l'aménagement des réseaux d'évacuation et de gestion des eaux usées (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p>			
4 900 000 F CFA			50 500 000 F CFA			
Total estimatif			55 400 000 F CFA			

Tableau N° 47: Cadre logique secteur des Enseignements secondaires

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire aux enseignements secondaires	-Taux d'admission (au moins 50%) -Taux brut de scolarisation (TBS) -Indice de parité (fille/garçon) au moins 5% -Taux de couverture	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	- Les parents inscrivent tous les enfants en âge scolaire - Les enfants se rendent dans les établissements	-Taux d'admission -Taux de scolarisation	▸ Rapports MINESEC ▸ Rapports d'enquêtes
Objectif global (Objectif de développement)	Promouvoir l'accès à une éducation secondaire de qualité	▸ Niveau/taux d'accroissement de la population justifiant d'un niveau d'études secondaires ▸ Niveau/taux d'accroissement des inscriptions dans les lycées et collèges ▸ Niveau/taux de réussite aux examens de passage et officiels	▸ Rapports du MINESEC ▸ Rapports des services communaux	▸ Les appuis divers sont déployés pour promouvoir l'accès à une éducation secondaire de qualité	▸ Niveau/taux d'accroissement de la population justifiant d'un niveau d'études secondaires ▸ Niveau/taux d'accroissement des inscriptions dans les lycées et collèges ▸ Niveau/taux de réussite aux examens de passage et officiels	▸ Rapports du MINESEC ▸ Rapports des services communaux
Objectifs spécifiques	OS1 : Encourager les parents à envoyer leurs enfants dans les établissements secondaires	▸ Nombre de parents sensibilisés ▸ Niveau/taux d'accroissement des inscriptions dans les lycées et collèges	▸ Rapports du MINESEC ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes	▸ Les parents laissent leurs enfants accéder au secondaire ▸ Les enfants se rendent au lycée ou collège	▸ Niveau/taux d'accroissement des inscriptions dans les lycées et collèges ▸ Niveau/taux de réussite aux examens de passage et officiels	▸ Rapports du MINESEC ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes

	OS 2 : Améliorer le cadre et la qualité de l'enseignement secondaire	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de plaidoyers menés ▸ Nombre et qualité des enseignants dans le secondaire 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINESEC ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les appuis divers sont déployés pour améliorer le cadre et la qualité de l'enseignement secondaire 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de plaidoyers menés ▸ Nombre et qualité des enseignants dans le secondaire 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINESEC ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes
	OS3 : Accroître le nombre d'infrastructures et d'équipements dans le secteur des enseignements secondaires	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre d'infrastructures et d'équipements dans l'enseignement secondaire 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINESEC ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les infrastructures sont construites ▸ Les établissements sont dotés d'équipements 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de nouvelles infrastructures et d'équipements dans les lycées et collèges 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINESEC ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les parents sont encouragés à envoyer leurs enfants dans les établissements secondaires	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Niveau/taux d'accroissement des inscriptions dans les lycées et collèges ▸ 14 campagnes de sensibilisation organisées 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINESEC ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les enfants se rendent au lycée ou collège 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Niveau/taux de réussite aux examens de passage et officiels 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINESEC ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes
	2. Le cadre et la qualité de l'enseignement secondaire sont améliorés	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 04 plaidoyers menés ▸ 05 établissements dotés de logements d'astreinte 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINESEC ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les appuis divers sont déployés pour améliorer le cadre et la qualité de l'enseignement secondaire 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de plaidoyers menés ▸ Nombre et qualité des enseignants dans le secondaire 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINESEC ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes
	3. Le nombre d'infrastructures et d'équipements dans le secteur des enseignements secondaires a accru	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 02 plaidoyers faits ▸ 02 blocs de salles de classe ▸ 04 blocs de latrines ▸ 02 salles d'informatique construites ▸ 02 infirmeries construites 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINESEC ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les infrastructures sont construites ▸ Les établissements sont dotés d'équipements 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de nouvelles infrastructures et d'équipements dans les lycées et collèges ▸ Sites des travaux 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINESEC ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Observation directe
Activités						
	Pour R1	Pour R2			Pour R3	

1.1. Organisation dans chacun de 14 villages de la commune des campagnes de sensibilisation sur l'importance de l'école (14 x 100 000 F CFA = 1 400 000 F CFA)	2.1 Faire un plaidoyer auprès du MINESEC et des autorités compétentes pour l'affectation des enseignants qualifiés dans les établissements secondaires de la commune (Lycée de Gayak, de Kakataré, de Dogba, de Doualaré, Cetic de Doualaré.) (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)	3.1 Construction de deux blocs de 02 salles de classe (Lycée de Gayak, lycée de Doualaré.) (02 x 21 000 000 F CFA = 42 000 000 F CFA)
	2.2 Faire un plaidoyer auprès du MINESEC et des autorités compétentes pour la dotation des établissements secondaires en matériel didactique (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)	3.2 Construction d'un bloc de 04 latrines au lycée de Doualaré (01 x 5 000 000 F CFA = 5 000 000 F CFA)
1.2. Organisation dans chacun de 14 villages de la commune des campagnes de sensibilisation pour la scolarisation de la jeune fille (14 x 100 000 F CFA = 1 400 000 F CFA)	2.3. Faire un plaidoyer auprès du MINESEC et des autorités compétentes pour une meilleure répartition géographique des établissements secondaires (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)	3.4. Faire un plaidoyer auprès du MINESEC et des autorités compétentes pour la création et la construction du CES de Kossewa (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)
	2.4. Faire un plaidoyer auprès du MINESEC et des autorités compétentes pour la construction des logements d'astreinte dans les établissements secondaires (Lycée de Gayak, de Kakataré, de Dogba, de Doualaré, Cetic de Doualaré.) (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)	3.5. Construction et équipement de 02 infirmeries (Lycée de Doualaré, Lycée de Kakataré) (02 x 15 000 000 F CFA = 30 000 000 F CFA)
2 800 000 F CFA	1 000 000 F CFA	157 500 000 F CFA
Total estimatif		161 300 000 F CFA

Tableau N° 48: Cadre logique secteur de l'Emploi et de la formation professionnelle

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Promouvoir des emplois décents durables, accroître l'employabilité de la population active par une formation professionnelle adaptée	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de structures de formation professionnelle créées et fonctionnelles sur l'ensemble du territoire 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> › Les appuis divers sont déployés pour promouvoir des emplois décents durables, accroître l'employabilité de la population active par une formation professionnelle adaptée 	Nombre de structures de formation professionnelle créées et fonctionnelles sur l'ensemble du territoire	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)
Objectif global (Objectif de développement)	Faciliter l'accès à la formation professionnelle et à l'emploi décent	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de structures de formation professionnelle › Nombre de personnes ayant accès à une formation professionnelle › Nombre de jeunes ayant un emploi décent › Taux de chômage 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports des services communaux › Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> › Les jeunes suivent des formations professionnelles › Les offres d'emplois sont publiées 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de personnes ayant accès à une formation professionnelle › Nombre de jeunes ayant un emploi décent › Taux de chômage 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports des services communaux › Rapports d'enquêtes
Objectifs spécifiques	OS1 : Susciter l'intérêt des jeunes pour la formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de jeunes sensibilisés 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports des services communaux › Rapports d'enquêtes › Rapport des projets de développement 	<ul style="list-style-type: none"> › Les jeunes acceptent de s'intéresser aux formations professionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de jeunes sensibilisés 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports des services communaux › Rapports d'enquêtes › Rapport des projets de développement

	OS 2 : Faciliter l'insertion professionnelle des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de jeunes ayant accès à un travail décent › Nombre de jeunes ayant été formés sur les mécanismes d'obtention des crédits 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports des services communaux › Rapports d'enquêtes › Rapport des projets de développement 	<ul style="list-style-type: none"> › Les offres d'emploi sont publiées et disponibles 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'offres publiées 	<ul style="list-style-type: none"> › Observation directe › Rapports d'enquêtes › Rapport des projets de développement
	OS3 : Doter la commune d'infrastructures de formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'infrastructures construites 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports des services communaux › Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> › Les infrastructures sont construites 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'infrastructures construites › Sites des travaux 	<ul style="list-style-type: none"> › Observation directe › Rapports d'enquêtes › Rapport des projets de développement
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les jeunes s'intéressent aux formations professionnelles	<ul style="list-style-type: none"> › 14 campagnes de sensibilisation organisées 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports des services communaux › Rapports d'enquêtes › Rapport des projets de développement 	<ul style="list-style-type: none"> › 	<ul style="list-style-type: none"> › 	<ul style="list-style-type: none"> ›
	2. L'insertion professionnelle des jeunes est facilitée	<ul style="list-style-type: none"> › 14 campagnes de sensibilisation organisées › Pourcentage de jeunes ayant un travail décent › 01 plaidoyer fait 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports des services communaux › Rapports d'enquêtes › Rapport des projets de développement 	<ul style="list-style-type: none"> › Les appuis divers sont déployés pour l'insertion professionnelle des jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'offres publiées › Nombre de jeunes ayant un travail décent › Nombre de jeunes maîtrisant les projets programmes et les mécanismes d'obtention des crédits 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports des services communaux › Rapports d'enquêtes › Rapport des projets de développement
	3. La commune est dotée d'infrastructures de formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> › 01 plaidoyer fait › 01 centre de formation en petits métiers créé et construit 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports des services communaux › Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> › Les infrastructures sont construites 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'infrastructures construites › Sites des travaux 	<ul style="list-style-type: none"> › Observation directe › Rapports d'enquêtes › Rapport des projets de développement
Activités						
Pour R1		Pour R2		Pour R3		

1.1. Organisation dans les 14 villages et l'espace urbain des campagnes de sensibilisation et d'éducation pour susciter l'intérêt des jeunes aux formations professionnelles (15 x 100 000 F CFA = 1 500 000 F CFA)	2.1 Organisation d'un plaidoyer auprès des projets programme et des employeurs pour une meilleure médiatisation des offres d'emploi (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)	3.1 Faire un plaidoyer auprès du ministère de l'Emploi et de la formation professionnelle pour la création, la construction et l'équipement au sein de la commune d'un centre de formation professionnel en petits métiers (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)
	2.2 Organisation dans les 14 villages et le centre urbain des séances de formation des jeunes les mécanismes d'accès ou d'obtention des financements (15 x 100 000 F CFA = 1 500 000 F CFA)	
1 500 000 F CFA	1 750 000 F CFA	250 000 F CFA
Total estimatif		3 500 000 F CFA

Tableau N° 49: Cadre logique secteur du Travail et de la sécurité sociale

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Prémunir les populations des maux, fléaux et risques sociaux et promouvoir la sécurité sociale	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Taux d'augmentation du taux de couverture en matière de sécurité sociale ▸ Taux d'accroissement de 90% de la sécurité sociale 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les appuis divers sont déployés pour prémunir les populations des maux, fléaux et risques sociaux et promouvoir la sécurité sociale 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Taux d'augmentation du taux de couverture en matière de sécurité sociale ▸ Taux d'accroissement de 90% de la sécurité sociale 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)
Objectif global (Objectif de développement)	Promouvoir l'épanouissement des travailleurs et des retraités de la commune	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de travailleurs bénéficiant de la sécurité sociale 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquête 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ ▸ ▸ 	<ul style="list-style-type: none"> ▸

Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer les conditions de travail de tous les travailleurs	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de syndicats des travailleurs créés 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquête 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les appuis divers sont déployés pour améliorer les conditions de travail de tous les travailleurs 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de syndicats des travailleurs créés 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquête
	OS 2 : Assurer la sécurité sociale des travailleurs	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de travailleurs sensibilisés ▸ Nombre de travailleurs affiliés à la CNPS 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquête 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les employeurs affilient leurs employés 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de travailleurs affiliés à la CNPS 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquête
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les conditions de travail de tous les travailleurs sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 02 plaidoyers faits ▸ Pourcentage de travailleurs syndiqués 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquête 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les employeurs améliorent les conditions de travail de leurs employés 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de travailleurs syndiqués 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquête
	2. La sécurité sociale des travailleurs est assurée	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 14 campagnes de sensibilisation organisées ▸ 01 mutuelle de santé créée ▸ 01 association de défense des droits des retraités créée 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquête 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 	<ul style="list-style-type: none"> ▸
Activités						
Pour R1			Pour R2			
<p>1.1. Faire un plaidoyer auprès des autorités compétentes pour la création des syndicats de travailleurs dans les différents secteurs (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p> <p>1.2. Faire un plaidoyer auprès des autorités compétentes pour faire appliquer dans tous les secteurs les textes relatifs à la sécurité sociale (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p>			<p>2.1 Organisation dans les 14 villages et l'espace urbain de la commune des campagnes de sensibilisation des corps des métiers sur les droits des travailleurs et la législation du travail (15 x 100 000 F CFA = 1 500 000 F CFA)</p> <p>2.2 Faire un plaidoyer auprès des autorités compétentes pour la création au sein de la commune d'une mutuelle de santé (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p> <p>2.3 Faire un plaidoyer auprès des autorités compétentes pour l'affiliation de tous les travailleurs à la CNPS (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p> <p>2.4 Faire un plaidoyer auprès des autorités compétentes pour la création au sein de la commune d'une association de défense des droits des retraités (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p>			

500 000 F CFA	2 250 000 F CFA
Total estimatif	3 000 000 F CFA

Tableau N° 50: Cadre logique secteur du Tourisme et des Loisirs

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Développer les produits touristiques camerounais pour faire du Cameroun une destination touristique 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Nombre de touristes internationaux par an (au moins 1 000 000) ‣ Nombre de sites touristiques aménagés et normalisés ‣ VA touristique/VA totale 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.) ‣	‣	‣	‣
Objectif global (Objectif de développement)	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Favoriser la promotion et le développement des activités touristiques dans la commune 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Niveau de développement des activités touristiques dans la commune 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports sectoriels ‣ Rapports d'enquête ‣ Rapport des projets de développement ‣ Rapports des services communaux 	‣	<ul style="list-style-type: none"> ‣ ‣ ‣ 	‣
Objectifs spécifiques	OS1 : Susciter l'intérêt des populations à la valorisation des activités touristiques	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Nombre des populations qui s'investissent dans les activités touristiques ‣ Nombre d'activités touristiques créées 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports d'enquête ‣ Rapport des projets de développement ‣ Rapports des services communaux 	‣ Les populations acceptent de s'intéresser aux activités touristiques	‣ Nombre des populations qui s'investissent dans les activités touristiques	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports d'enquête ‣ Rapport des projets de développement ‣ Rapports des services communaux
	OS 2 : Améliorer les capacités d'accueil et d'attraction de la commune	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Nombre d'infrastructures construites 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports d'enquête ‣ Rapport des projets de développement ‣ Rapports des services communaux 	‣ Les appuis divers sont déployés pour améliorer les capacités d'accueil et d'attraction de la commune	‣ Nombre d'infrastructures construites	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports d'enquête ‣ Rapport des projets de développement ‣ Rapports des services communaux

Résultats (Axes stratégiques)	1. Les populations s'intéressent à la valorisation des activités touristiques	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 14 campagnes de sensibilisation organisées ▸ 02 plaidoyers faits 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports d'enquête ▸ Rapport des projets de développement ▸ Rapports des services communaux 	▸ Les populations s'intéressent aux activités touristiques	▸ Nombre des populations qui s'investissent dans les activités touristiques	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports d'enquête ▸ Rapport des projets de développement ▸ Rapports des services communaux
	2. Les capacités d'accueil et d'attraction de la commune sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 01 auberge municipale construite ▸ 01 hôtel et 01 restaurant municipal construits 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports d'enquête ▸ Rapport des projets de développement ▸ Rapports des services communaux 	▸ Les appuis divers sont déployés pour améliorer les capacités d'accueil et d'attraction de la commune	▸ Nombre d'infrastructures construites	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports d'enquête ▸ Rapport des projets de développement ▸ Rapports des services communaux
Activités						
Pour R1			Pour R2			
<p>1.1. Organisation dans chacun des 14 villages et l'espace urbain de la commune des campagnes de sensibilisation sur les atouts et avantages du tourisme ainsi que la pratique de l'écotourisme (15 x 100 000 F CFA = 1 500 000 F CFA)</p> <p>1.2. Faire un plaidoyer auprès des autorités compétentes pour dresser un répertoire des sites touristiques de la commune (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p> <p>1.3. Faire un plaidoyer auprès des autorités compétentes pour l'aménagement et la viabilisation des sites touristiques (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p>			<p>2.1 Construction d'une auberge municipale de 50 chambres (01 x 35 000 000 F CFA = 35 000 000 F CFA)</p> <p>2.2 Construction d'un hôtel municipal avec restaurant dans la commune (01 x 45 000 000 F CFA = 45 000 000 F CFA)</p>			
2 000 000 F CFA			80 000 000 F CFA			
Total estimatif			82 000 000 F CFA			

Tableau N° 51: Cadre logique secteur des Forêts et faune

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer une gestion durable des ressources naturelles		Enquête INS, ECAM			›
Objectif global (Objectif de développement)	Améliorer la gestion des ressources forestières et fauniques de la commune	› Taux d'exploitation des ressources forestières et fauniques	Enquête INS, ECAM › Rapports d'enquête › Rapport du MINFOF	› Les appuis divers sont déployés pour améliorer la gestion des ressources forestières et fauniques de la commune	› Taux d'exploitation des ressources forestières et fauniques	Enquête INS, ECAM › Rapports d'enquête › Rapport du MINFOF
Objectifs spécifiques	OS 1 : Réduire l'exploitation anarchique et illégale des ressources forestières et fauniques	› Taux d'exploitation des ressources forestières et fauniques	› Rapports des services communaux › Rapports d'enquête › Rapport du MINFOF	› Les populations cessent l'exploitation anarchique des ressources forestières et fauniques	› Taux d'exploitation des ressources forestières et fauniques	Enquête INS, ECAM › Rapports d'enquête › Rapport du MINFOF › Observation directe
	OS 2 : Renforcer les capacités des populations dans la protection des forêts et de la faune	› Nombre de personnes sensibilisées › Nombre de personnes formées	› Rapports des services communaux › Rapports d'enquête › Rapport du MINFOF	› Les populations acceptent de s'impliquer dans la protection des forêts et de la faune	› Nombre de personnes sensibilisées › Nombre de personnes formées	› Rapports des services communaux › Rapports d'enquête › Rapport du MINFOF
Résultats (Axes stratégiques)	1. L'exploitation anarchique et illégale des ressources forestières et fauniques est réduite	› 14 campagnes de sensibilisation organisées › Taux d'exploitation des ressources forestières et fauniques	› Rapports des services communaux › Rapports d'enquête › Rapport du MINFOF › Observation directe	› Les populations cessent l'exploitation anarchique des ressources forestières et fauniques	› Taux d'exploitation des ressources forestières et fauniques	› Rapports des services communaux › Rapports d'enquête › Rapport du MINFOF › Observation directe

	2. Les capacités des populations dans la protection des forêts et de la faune sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 01 pépinière communale créée ▸ 14 campagnes de sensibilisation organisées ▸ 01 plaidoyer fait 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquête ▸ Rapport du MINFOF 	▸ Les populations mettent en pratique les enseignements reçus	▸ Nombre de forêts ou d'espèces fauniques protégées	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports des services communaux ▸ Rapports d'enquête Rapport du MINFOF
Activités						
Pour R1			Pour R2			
<p>1.1. Organisation dans les 14 villages et l'espace urbain de la commune des campagnes de sensibilisation sur la coupe abusive des arbres et ses conséquences (15 x 100 000 F CFA = 1 500 000 F CFA)</p> <p>1.2. Elaboration du répertoire des acteurs de la filière bois-énergie (01 x 500 000 F CFA = 500 000 F CFA)</p> <p>1.3. Organisation dans les 14 villages et l'espace urbain de la commune des campagnes de sensibilisation sur les textes et lois sur la gestion des ressources forestières et fauniques (15 x 100 000 F CFA = 1 500 000 F CFA)</p> <p>1.4. Mener un plaidoyer pour la création d'un marché local de vente de bois (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p>			<p>2.1 Création dans chaque village et l'espace urbain d'une pépinière forestière communale (15 x 500 000 F CFA = 7 500 000 F CFA)</p> <p>2.2 Organisation dans les 14 villages et l'espace urbain de la commune des sessions de formation sur la vulgarisation des techniques de régénération forestière (15 x 250 000 F CFA = 3 750 000 F CFA)</p> <p>2.3. Faire un plaidoyer auprès du MINFOF et des autorités compétentes pour le reboisement des espaces dégradés dans la commune (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p> <p>2.4. Création dans chaque village et l'espace urbain d'un site de reboisement (15 x 100 000 F CFA = 1 500 000 F CFA)</p>			
3 750 000 F CFA			13 000 000 F CFA			
Total estimatif			16 750 000 F CFA			

Tableau N° 52: Cadre logique secteur de l'Environnement et de la protection de la nature

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer une gestion durable des ressources naturelles	<ul style="list-style-type: none"> › Taux de couverture du monitoring environnemental (100%) 	<ul style="list-style-type: none"> › Enquête INS, ECAM 			
Objectif global (Objectif de développement)	Limiter la dégradation de l'environnement et des ressources naturelles de la commune	<ul style="list-style-type: none"> › Degré de dégradation de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports d'études › Rapports du MINEPDED › Rapports des services communaux › Observation directe 	<ul style="list-style-type: none"> › Les appuis divers sont déployés pour limiter la dégradation de l'environnement et des ressources naturelles de la commune 	<ul style="list-style-type: none"> › Degré de dégradation de l'environnement 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports d'études › Rapports du MINEPDED › Rapports des services communaux › Observation directe
Objectifs spécifiques	OS1 : Assainir l'environnement de la commune	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'espaces verts créés › Nombre d'unité de traitement d'ordures mises sur pied › Nombre de notice d'impact environnemental validé 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINEPDED › Rapports des services communaux › Observation directe › Rapports des services communaux/ MINEPDED 	<ul style="list-style-type: none"> › Les appuis divers sont déployés pour assainir l'environnement de la commune 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'espaces verts créés › Nombre d'unité de traitement d'ordures mises sur pied 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINEPDED › Rapports des services communaux › Observation directe
	OS 2 : Améliorer l'hygiène et la salubrité chez les populations	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de campagnes de sensibilisation menées 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports d'études › Rapports des services communaux 			
Résultats (Axes stratégiques)	1. L'environnement de la commune est assaini	<ul style="list-style-type: none"> › 05 espaces verts créés › 01 unité de traitement d'ordures mise sur pied 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINEPDED › Rapports des services communaux › Observation directe 	<ul style="list-style-type: none"> › Les appuis divers sont déployés pour assainir l'environnement de la commune 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'espaces verts créés › Nombre d'unité de traitement d'ordures mises sur pied 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINEPDED › Rapports des services communaux › Observation directe

	2. L'hygiène et la salubrité sont améliorées chez les populations	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 14 campagnes de sensibilisation organisées ▸ Niveau d'hygiène et de salubrité de la commune 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINEPDED ▸ Rapports des services communaux ▸ Observation directe 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les populations respectent les règles d'hygiène et de salubrité 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Niveau d'hygiène et de salubrité de la commune 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINEPDED ▸ Rapports des services communaux ▸ Observation directe
Activités						
Pour R1			Pour R2			
1.1. Création d'au moins 05 espaces verts dans la commune (05 x 10 000 000 F CFA = 50 000 000 F CFA)			2.1 Organisation dans les 14 villages de la commune et dans l'espace urbain des campagnes de sensibilisation sur les règles d'hygiène et de salubrité (15 x 300 000 F CFA = 45000 000 F CFA)			
1.2. Création de 04 forêts communautaire (04 x 10 000 000 F CFA = 40 000 000 F CFA)			2.2 Organisation dans les 14 villages de la commune et dans l'espace urbain des campagnes de sensibilisation sur la gestion des ordures ménagères et plastiques (15 x 300 000 F CFA = 45 000 000 F CFA)			
1.3. Etudes de faisabilité et réalisation d'une unité communale de traitement des déchets liquides et solides (01 x 200 000 000 F CFA = 200 000 000 F CFA)			2.3. Organisation dans l'espace communal d'une campagne de lutte contre les emballages plastiques (01 x 4 000 000 F CFA = 4 000 000 F CFA)			
			2.4. Formation des personnels communaux et autres acteurs au processus de mise en œuvre de la NIE (01 x 4 000 000 F CFA = 4 000 000 F CFA)			
290 000 000 F CFA			98 000 000 F CFA			
Total estimatif			388 000 000 F CFA			

Tableau N° 53: Cadre logique secteur de l'Habitat et du développement urbain

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer le développement harmonieux du cadre de vie dans les villes	<ul style="list-style-type: none"> › Qualité de l'habitat › Degré d'urbanisation › Degré de salubrité 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)		›	›
Objectif global (Objectif de développement)	Assurer une urbanisation décente de la commune	<ul style="list-style-type: none"> › Qualité de l'habitat › Degré d'urbanisation › Degré de salubrité 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	›	›	›
Objectifs spécifiques	OS 1 : Aménager et assainir l'espace urbain communal	› Niveau d'aménagement et d'assainissement de la commune	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINDUH › Rapports des services communaux › Observation directe 	› Les appuis divers sont déployés pour aménager et assainir l'espace urbain communal	› Niveau d'aménagement et d'assainissement de la commune	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINDUH › Rapports des services communaux › Observation directe
	OS 2 : Améliorer la qualité de l'habitat dans la commune	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de sensibilisations menées › Qualité des habitats 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINDUH › Rapports des services communaux › Observation directe 	› Les populations intègrent les innovations en matière de construction des habitats	<ul style="list-style-type: none"> › Qualité des habitats › Nombre de personnes intégrant les innovations en matière de construction des habitats 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINDUH › Rapports des services communaux › Observation directe
Résultats (Axes stratégiques)	1. L'espace urbain communal est aménagé et assaini	<ul style="list-style-type: none"> › 02 jardins publics aménagés › 01 plan directeur de la ville élaboré › 01 cité municipale construite 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINDUH › Rapports des services communaux › Observation directe 	› Les appuis divers sont déployés pour aménager et assainir la ville	<ul style="list-style-type: none"> › 02 jardins publics aménagés › 01 plan directeur de la ville élaboré › Nombre de points d'éclairage public 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINDUH › Rapports des services communaux › Observation directe

	2. La qualité de l'habitat dans la commune est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> ‣ 15 campagnes de sensibilisation menées ‣ Qualité des habitats 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports du MINDUH ‣ Rapports des services communaux ‣ Observation directe 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Les habitats décents sont construits dans la commune 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Qualité des habitats ‣ Nombre d'habitats décents construits 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports du MINDUH ‣ Rapports des services communaux ‣ Observation directe
Activités						
Pour R1			Pour R2			
<p>1.1. Elaboration d'un plan de détail sectoriel avec cahier de charge (01 x 25 000 000 F CFA = 25 000 000 F CFA)</p> <p>1.2. Création de 02 jardins publics dans l'espace urbain (02 x 25 000 000 F CFA = 50 000 000 F CFA)</p> <p>1.3. Densification de l'éclairage public dans la ville (01 x 30 000 000 F CFA = 30 000 000 F CFA)</p> <p>1.4. Création et construction d'une cité municipale (01 x 250 000 000 F CFA = 250 000 000 F CFA)</p> <p>1.5. Bitumage de l'axe descente Djoudandou- résidence Yaya Bello- place de fêtes sur 2,1 km (2,1 km x 5000 000F CFA = 10 500 000 F CFA)</p> <p>1.6. Bitumage de l'axe Mosquée Djoudandou – Pharmacam sur 2,1 km (2,1 km x 5000 000F CFA = 10 500 000 F CFA)</p> <p>1.7. Bitumage de l'axe Maroua Palace – Djoudandou sur 1,7 km (1,7 km x 5 000 000F CFA = 8 500 000 F CFA)</p> <p>1.8. Bitumage de l'axe Pont rouge - Lycée Kakatare- LoumoBabba sur 2,5 km (2,5 km x 5 000 000F CFA = 12 500 000 F CFA)</p> <p>1.9. Bitumage de l'axe Délégation des Postes et Télécommunications- mosquée Lamido - marché central sur 1,7 km (1,7 km x 5 000 000F CFA = 8 500 000 F CFA)</p>			<p>2.1 Organisation dans les 14 villages de la commune et dans l'espace urbain des campagnes de sensibilisation sur l'utilisation et la promotion des matériaux locaux pour la construction (15 x 100 000 F CFA = 1 500 000 F CFA)</p> <p>2.2 Organisation dans les 14 villages de la commune et dans l'espace urbain des campagnes de sensibilisation sur l'hygiène et la salubrité (15 x 100 000 F CFA = 1 500 000 F CFA)</p>			
155 750 000 F CFA			3 000 000 F CFA			
Total estimatif			158 750 000 F CFA			

Tableau N° 54: Cadre logique secteur des Domaines, du cadastre et des affaires foncières

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	<ul style="list-style-type: none"> ▸ % de la population sensibilisée sur la sécurité foncière ▸ Nombre de demande de titre foncier initié 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les appuis divers sont déployés pour permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ % de la population sensibilisée sur la sécurité foncière ▸ Nombre de demande de titre foncier initié 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)
Objectif global (Objectif de développement)	Permettre un accès aisé au titre foncier et au droit à la propriété dans la commune	<ul style="list-style-type: none"> ▸ % de la population sensibilisée sur la sécurité foncière ▸ Nombre de demande de titre foncier initié 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 	<ul style="list-style-type: none"> ▸
Objectifs spécifiques	OS 1 : Faciliter l'obtention des titres fonciers	<ul style="list-style-type: none"> ▸ % de la population ayant obtenu un titre foncier ▸ Nombre de titres fonciers délivrés ▸ Durée d'obtention d'un titre foncier ▸ Dossier de demande du titre foncier 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les populations décident de titrer leurs terrains 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de parcelles titrées 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes
Résultats (Axes stratégiques)	1. L'obtention des titres fonciers est facilitée	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 15 campagnes de sensibilisation menées ▸ 01 plaidoyer fait 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ La procédure d'obtention du titre foncier est allégée 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Délai d'obtention d'un titre foncier ▸ Nombre de parcelles titrées 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes
Activités						
Pour R1						

1.1. Organisation dans les 14 villages de la commune et dans l'espace urbain des campagnes de sensibilisation sur les procédures d'obtention des titres fonciers
(15 x 250 000 F CFA = 3 750 000 F CFA)

1.2. Faire un plaidoyer auprès du MINDAF et des autorités compétentes pour l'allègement des procédures et du délai d'obtention des titres fonciers
(01 x 50 000 F CFA = 50 000 F CFA)

1.3. Engagement par la commune d'une procédure en vue de l'obtention d'un titre foncier pour la création d'un lotissement à création de logements
(01 x 7 000 000 F CFA = 7 000 000 F CFA)

	10 800 000 F CFA
Total estimatif	10 800 000 F CFA

Tableau N° 55: Cadre logique secteur de la Recherche scientifique et de l'innovation

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Améliorer la recherche dans le secteur de l'industrie, de l'agriculture, de l'élevage et des services	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'application des résultats de la recherche › Nombre d'entreprises innovantes créées › % de personnes formées dans les techniques innovantes › Taux d'amélioration de la productivité 	<ul style="list-style-type: none"> › Enquête INS (EDS, ECAM) 	<ul style="list-style-type: none"> › Les appuis divers sont déployés pour améliorer la recherche dans le secteur de l'industrie, de l'agriculture, de l'élevage et des services 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'application des résultats de la recherche › Nombre d'entreprises innovantes créées › % de personnes formées dans les techniques innovantes › Taux d'amélioration de la productivité 	<ul style="list-style-type: none"> › Enquête INS (EDS, ECAM)
Objectif global (Objectif de développement)	Faciliter l'accès aux produits de la recherche scientifique et de l'innovation	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'application des résultats de la recherche › Taux d'amélioration de la productivité 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINRESI › Rapports d'études scientifiques › Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> › Les produits de la recherche scientifique et de l'innovation sont mis à la disposition des populations 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de personnes ayant accès aux produits de la recherche scientifique 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINRESI › Rapports d'enquêtes
Objectifs spécifiques	OS1 : Vulgariser et valoriser les résultats de la recherche scientifique	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'application des résultats de la recherche › Taux d'amélioration de la productivité › % de personnes formées dans les techniques innovantes 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINRESI › Rapports d'études scientifiques › Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> › Les produits de la recherche scientifique et de l'innovation sont mis à la disposition des populations › Les populations capitalisent les résultats de la recherche scientifique 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'application des résultats de la recherche › Nombre de personnes ayant accès aux produits de la recherche scientifique › Taux d'amélioration de la productivité 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINRESI › Rapports d'études scientifiques › Rapports d'enquêtes

	OS 2 : Améliorer les techniques de production agropastorale	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de producteurs formés dans les techniques innovantes 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports du MINRESI › Rapports d'études scientifiques › Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> › Les techniques innovantes sont employées par les producteurs 	<ul style="list-style-type: none"> › Taux d'amélioration de la productivité 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports d'études scientifiques › Rapports d'enquêtes
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les résultats de la recherche scientifique sont vulgarisés et valorisés	<ul style="list-style-type: none"> › 01 plateforme d'échange créée › 01 plaidoyer fait 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports d'enquêtes › Rapports d'activités 	<ul style="list-style-type: none"> › Les informations sont échangées sur la plateforme 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de personnes qui accèdent à la plateforme 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports d'enquêtes › Rapports d'activités
	2. Les techniques de production agropastorale sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> › 15 sessions de formation des producteurs tenues › 01 plaidoyer fait › Taux d'amélioration de la productivité 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports d'études scientifiques › Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> › Les techniques innovantes sont employées par les producteurs 	<ul style="list-style-type: none"> › Taux d'amélioration de la productivité 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports d'études scientifiques › Rapports d'enquêtes
Activités						
Pour R1			Pour R2			
1.1. Création d'une plateforme de diffusion et d'échange des informations sur les innovations scientifiques (01 x 1 000 000 F CFA = 1 000 000 F CFA) 1.2. Faire un plaidoyer auprès du MINRESI et des autorités compétentes pour appuyer la recherche sur les plantes médicinales (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)			2.1 Organisation dans les 14 villages de la commune et dans l'espace urbain des sessions de formation des producteurs sur les techniques innovantes (15 x 250 000 F CFA = 3 750 000 F CFA) 2.2 Faire un plaidoyer auprès des sectoriels compétentes pour la baisse des prix de semences et espèces améliorées (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)			
1 250 000 F CFA			4 000 000 F CFA			
Total estimatif			5 250 000 F CFA			

Tableau N° 56: Cadre logique secteur de la Jeunesse et éducation civique

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Augmenter l'offre et la qualité de la formation et de l'encadrement des jeunes	Nombre de jeunes formés et encadrés	Enquête INS (EDS, ECAM)			›
Objectif global (Objectif de développement)	Donner un meilleur encadrement aux jeunes de la commune	› Nombre de jeunes formés et encadrés	› Rappports sectoriels › Rappports des projets de développement › Rappports d'enquêtes	› Les appuis divers sont déployés pour donner un meilleur encadrement aux jeunes	› Nombre de jeunes formés et encadrés	› Rappports sectoriels › Rappports des projets de développement › Rappports d'enquêtes
Objectifs spécifiques	OS 1 : Faciliter l'insertion des jeunes	› Nombre de jeunes qui ont pu avoir une insertion socioprofessionnelle	› Rappports sectoriels › Rappports des projets de développement › Rappports d'enquêtes	› Les appuis divers sont déployés pour faciliter l'insertion des jeunes	› Nombre et types d'actions menés envers les jeunes › Nombre de jeunes qui ont pu avoir une insertion socioprofessionnelle	› Rappports sectoriels › Rappports des projets de développement › Rappports d'enquêtes
	OS 2 : Faciliter l'épanouissement des jeunes	› Nombre de jeunes ayant accès à un cadre d'épanouissement	› Rappports sectoriels › Rappports des projets de développement › Rappports d'enquêtes	› Les infrastructures de loisirs des jeunes sont construites	› Nombre d'infrastructures construites › Nombre de jeunes ayant accès à un cadre d'épanouissement	› Rappports sectoriels › Rappports des projets de développement › Rappports d'enquêtes
Résultats stratégiques (Axes)	1. L'insertion des jeunes est facilitée	› 15 sessions de formation organisées › 15 campagnes de sensibilisation organisées › 25 associations des jeunes appuyées	› Rappports sectoriels › Rappports des projets de développement › Rappports d'enquêtes	› Les jeunes s'intéressent et participent aux activités en vue de faciliter leur insertion	› Nombre de jeunes formés › Nombre de jeunes sensibilisés	› Rappports sectoriels › Rappports des projets de développement › Rappports d'enquêtes

	2. L'épanouissement des jeunes est facilité	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 01 maison des jeunes créée ▸ 01 centre multifonctionnel construit ▸ 05 espaces de loisirs aménagés 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports des projets de développement ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Observation directe 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les infrastructures de loisirs des jeunes sont construites ▸ Les jeunes utilisent les infrastructures construites 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre d'infrastructures construites ▸ Nombre de jeunes ayant accès à un cadre d'épanouissement 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports des projets de développement ▸ Rapports d'enquêtes
Activités						
Pour R1			Pour R2			
<p>1.1. Organisation dans les 14 villages de la commune et dans l'espace urbain des sessions de formation des jeunes sur les petits métiers et l'entreprenariat (15 x 250 000 F CFA = 3 750 000 F CFA)</p> <p>1.2. Organisation dans les 14 villages de la commune et dans l'espace urbain des campagnes de sensibilisation sur les programmes d'appui et d'aide aux jeunes (15 x 100 000 F CFA = 1 500 000 F CFA)</p> <p>1.3 Mettre sur pied une commission communale d'information des jeunes sur les stages et emplois communaux (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p> <p>1.4 Faire un plaidoyer auprès des autorités compétentes pour l'appui financier à 25 associations des jeunes de la commune (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p>			<p>2.1 Construction et équipement d'une maison des jeunes (01 x 25 000 000 F CFA = 25 000 000 F CFA)</p> <p>2.2 Construction et équipement d'un centre multifonctionnel pour les jeunes (01 x 50 000 000 F CFA = 50 000 000 F CFA)</p> <p>2.3. Faire un plaidoyer auprès des autorités compétentes pour l'organisation au moins une fois/l'an d'une colonie de vacance (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p> <p>2.4. Faire un plaidoyer auprès des autorités compétentes pour l'aménagement d'au moins 05 villages jeunesse/camps aérés (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p>			
5 750 000 F CFA			75 500 000 F CFA			
Total estimatif					81 250 000 F CFA	

Tableau N° 57: Cadre logique secteur des Sports et éducation physique

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Développer les infrastructures sportives pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	% de la population ayant accès aux infrastructures sportives	Enquête INS (EDS, ECAM)	Les infrastructures sportives sont construites	Nombre d'infrastructures sportives construites	Enquête INS (EDS, ECAM)
Objectif global (Objectif de développement)	Promouvoir la pratique des activités sportives et physiques	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de personnes pratiquant les activités sportives et physiques 	<ul style="list-style-type: none"> › Observation directe › Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> › Les espaces sont aménagés pour la pratique du sport 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'espaces aménagés › Sites des travaux 	<ul style="list-style-type: none"> › Observation directe › Rapports d'enquêtes › Rapports sectoriels › Rapports des services communaux
Objectifs spécifiques	OS1 : Développer les infrastructures sportives	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'infrastructures sportives construites ou aménagées 	<ul style="list-style-type: none"> › Observation directe › Rapports d'enquêtes › Rapports sectoriels › Rapports des services communaux 	<ul style="list-style-type: none"> › Les appuis divers sont déployés pour développer les infrastructures sportives 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'infrastructures sportives construites ou aménagées 	<ul style="list-style-type: none"> › Observation directe › Rapports d'enquêtes › Rapports sectoriels › Rapports des services communaux
	OS 2 : Soutenir la pratique des activités sportives	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'appuis apportés 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports des services communaux › Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> › 	<ul style="list-style-type: none"> › 	<ul style="list-style-type: none"> ›
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les infrastructures sportives sont développées	<ul style="list-style-type: none"> › 01 stade municipal construit › 15 aires de jeu aménagées 	<ul style="list-style-type: none"> › Observation directe › Rapports d'enquêtes › Rapports sectoriels › Rapports des services communaux 	<ul style="list-style-type: none"> › Les appuis divers sont déployés pour développer les infrastructures sportives 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'infrastructures sportives construites ou aménagées 	<ul style="list-style-type: none"> › Observation directe › Rapports d'enquêtes › Rapports sectoriels › Rapports des services communaux

	2. La pratique des activités sportives est soutenue	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 20 associations sportives soutenues ▸ 05 championnats de vacances organisés 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Observation directe ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports des services communaux 	▸	▸	▸
Activités						
Pour R1			Pour R2			
1.1. Construction d'un stade municipal (01 x 80 000 000 F CFA = 80 000 000 F CFA) 1.2. Equipement du complexe sportif de Doualare (01 x 30 000 000 F CFA = 30 000 000 F CFA) 1.3. Aménagement de 15 aires de jeu (dans chacun des 14 villages et 01 dans l'espace urbain) (15 x 3 000 000 F CFA = 45 000 000 F CFA)			2.1 Appui financier et matériel à 20 associations sportives de la commune en vue d'organiser des championnats (20 x 200 000 F CFA = 4 000 000 F CFA) 2.2 Appui à l'organisation de 05 championnats de vacances (05 x 1 000 000 F CFA = 5 000 000 F CFA)			
155 000 000 F CFA			9 000 000 F CFA			
Total estimatif					164 000 000 F CFA	

Tableau N° 58: Cadre logique secteur des Petites et moyennes entreprises, de l'économie sociale et de l'artisanat

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Améliorer l'environnement des affaires et la compétitivité des entreprises locales	› Niveau de compétitivité des entreprises locales	Enquête INS (EDS, ECAM) ›	›	›	›
Objectif global (Objectif de développement)	Faciliter le développement des petites et moyennes entreprises locales	› Nombre de PME locales	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes	› Les appuis divers sont déployés pour faciliter le développement des petites et moyennes entreprises locales	› Nombre de PME locales	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes
Objectifs spécifiques	OS1 : Renforcer les capacités entrepreneuriales des promoteurs locaux	› Nombre de promoteurs locaux formés › Nombre de PME appuyées › Nombre d'associations d'artisans soutenues	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des services communaux	› Les appuis divers sont déployés pour renforcer les capacités entrepreneuriales des promoteurs locaux	› Nombre de promoteurs locaux formés › Nombre de PME appuyées › Nombre d'associations d'artisans soutenues	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des services communaux
	OS 2 : Créer les infrastructures artisanales communales	› Nombre d'infrastructures artisanales créées	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des services communaux	› Les infrastructures sont réellement créées	› Nombre d'infrastructures artisanales créées › Sites des travaux	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des services communaux › Observation directe

Résultats (Axes stratégiques)	1. Les capacités entrepreneuriales des promoteurs locaux sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 15 sessions de formation organisées ▸ 10 PME locales créées ▸ 20 associations d'artisans appuyés 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des services communaux 	▸ Les promoteurs locaux mettent en pratique les enseignements reçus	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de PME créées ▸ Nombre de projets montés et soumis ▸ Nombre de financements obtenus 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des services communaux
	2. Les infrastructures artisanales communales sont créées	▸ 01 village artisanal créé et construit	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des services communaux ▸ Observation directe 	▸	▸	▸
Activités						
Pour R1				Pour R2		
1.1. Organisation dans les 14 villages et l'espace urbain de la commune des sessions de formation sur la démarche de création et de gestion des entreprises (15 x 280 000 F CFA = 4 200 000 F CFA) 1.2. Organisation dans les 14 villages et l'espace urbain de la commune des sessions de formation sur le montage des projets et la recherche des financements (15 x 250 000 F CFA = 3 750 000 F CFA) 1.3. Appui à la création de 10 PME locales (10 x 100 000 F CFA = 1 000 000 F CFA) 1.4 Appui à 20 associations d'artisans (20 x 100 000 F CFA = 2 000 000 F CFA)				2.1 Création d'un village artisanal communal (01 x 1 000 000 F CFA = 1 000 000 F CFA)		
10 950 000 F CFA				1 000 000 F CFA		
Total estimatif				11 950 000 F CFA		

Tableau N° 59: Cadre logique secteur des Industries, des mines et du développement technologique

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations	› Part du secteur dans le PIB	Enquête INS (EDS, ECAM) ›	›	›	›
Objectif global (Objectif de développement)	Faciliter le développement des activités minières et industrielles	› Niveau d'organisation et de production des exploitants miniers	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des services communaux	› Les appuis divers sont déployés pour faciliter le développement des activités minières et industrielles	› Niveau d'organisation et de production des exploitants miniers	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des services communaux
Objectifs spécifiques	OS1 : Vulgariser la réglementation en matière d'exploitation minière	› Nombre d'exploitants sensibilisés	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des services communaux	› Les exploitants miniers s'intéressent à la réglementation	› Nombre d'exploitants sensibilisés	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des services communaux
	OS 2 : Améliorer l'encadrement des exploitants miniers	› Nombre d'exploitants encadrés	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des services communaux	› Des mesures sont prises pour mieux encadrer les exploitants	› Nombre d'exploitants encadrés	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des services communaux
Résultats (Axes stratégiques)	1. La réglementation en matière d'exploitation minière est vulgarisée	› 15 campagnes de sensibilisation organisées	› Rapports d'enquêtes › Rapports des services communaux › Rapports d'activités	›	›	›

	2. OS 2 : L'encadrement des exploitants miniers est amélioré	<ul style="list-style-type: none"> ‣ 01 répertoire des exploitants miniers élaboré ‣ 20 groupes d'exploitants organisés 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports sectoriels ‣ Rapports d'enquêtes ‣ Rapports des services communaux 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Les exploitants reçoivent des appuis et s'organisent 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Nombre d'appuis ‣ Nombre d'exploitants appuyés ‣ Niveau d'organisation des exploitants miniers 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports sectoriels ‣ Rapports d'enquêtes ‣ Rapports des services communaux ‣ Rapports d'activités
Activités						
Pour R1			Pour R2			
<p>1.1. Organisation dans chacun des 14 villages de la commune et l'espace urbain des campagnes de sensibilisation sur la réglementation en vigueur en matière d'exploitation minière</p> <p>(15 x 200 000 F CFA = 3 000 000 F CFA)</p>			<p>2.1 Elaboration d'un répertoire des exploitants miniers de la commune par type de substances de carrière extraites</p> <p>(01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p> <p>2.2 Appui à 10 exploitants miniers de la commune en matériels de base</p> <p>(10 x 100 000 F CFA = 1 000 000 F CFA)</p> <p>2.3. Organisation et structuration de 20 groupes d'exploitants miniers</p> <p>(20 x 100 000 F CFA = 2 000 000 F CFA)</p>			
3 000 000 F CFA			3 250 000 F CFA			
Total estimatif					6 250 000 F CFA	

Tableau N° 60: Cadre logique secteur des Transports

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Développer les infrastructures de transport pour contribuer a la création d'un espace économique intégré et viable	<ul style="list-style-type: none"> › % de la population ayant un accès facile aux infrastructures de transport 	<ul style="list-style-type: none"> Enquête INS (EDS, ECAM) › 	›	›	›
Objectif global (Objectif de développement)	Faciliter le transport des personnes et des biens	<ul style="list-style-type: none"> › Qualité des transports › Conditions de transport 	<ul style="list-style-type: none"> › Observation directe › Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des services communaux 	<ul style="list-style-type: none"> › Les appuis divers sont déployés pour faciliter le transport des personnes et des biens 	<ul style="list-style-type: none"> › Moyens de transports › Qualité des transports › Conditions de transport 	<ul style="list-style-type: none"> › Observation directe › Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des services communaux
Objectifs spécifiques	OS1 : Aménager des espaces de stationnement et de parking	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre d'espaces aménagés 	<ul style="list-style-type: none"> › Observation directe › Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des services communaux 	›	›	›
	OS 2 : Améliorer l'encadrement des transporteurs	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de transporteurs encadrés 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des services communaux › Rapports d'activités 	<ul style="list-style-type: none"> › Les transporteurs acceptent d'être encadrés 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de transporteurs encadrés 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des services communaux › Rapports d'activités
Résultats (Axes stratégiques)	1. Des espaces de stationnement et de parking sont aménagés	<ul style="list-style-type: none"> › 01 gare routière construite › 10 espaces de stationnement aménagés 	<ul style="list-style-type: none"> › Observation directe › Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des services communaux 	›	›	›

	2. L'encadrement des transporteurs est amélioré	<ul style="list-style-type: none"> › 14 campagnes de sensibilisation organisées › 05 ateliers organisés 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des services communaux › Rapports d'activités 	<ul style="list-style-type: none"> › Les transporteurs mettent les enseignements reçus en pratique et décident de mieux s'organiser 	<ul style="list-style-type: none"> › Nombre de transporteurs encadrés 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des services communaux › Rapports d'activités
Activités						
Pour R1			Pour R2			
<p>1.1. Construction d'une gare routière dans la commune à Djounde</p> <p>(01 x 100 000 000 F CFA = 100 000 000 F CFA)</p> <p>1.2. Construction de 05 mini-gares routières à Gayak, Kossewa, Papata, Dogba et Frolina</p> <p>(05 x 75 000 F CFA = 375 000 000 F CFA)</p> <p>1.3. Aménagement d'au moins 10 espaces de stationnement</p> <p>(10 x 100 000 F CFA = 1 000 000 F CFA)</p>			<p>2.1 organisation dans les 14 villages et dans l'espace urbain des campagnes de sensibilisation sur la réglementation en matière de transport</p> <p>(15 x 100 000 F CFA = 1 500 000 F CFA)</p> <p>2.2 Organisation de 05 ateliers de renforcement des capacités des transporteurs sur la conduite et la code de la route</p> <p>(05 x 500 000 F CFA = 2 500 000 F CFA)</p>			
476 000 000 F CFA			4 000 000 F CFA			
Total estimatif			480 000 000 F CFA			

Tableau N° 61: Cadre logique secteur des Postes et télécommunication

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Développer les infrastructures des postes et de télécommunication pour contribuer a la création d'un espace économique intégré et viable	% de la population ayant accès à l'information et aux services postaux	Enquête INS (EDS, ECAM)			›
Objectif global (Objectif de développement)	Faciliter l'accès aux services des postes et télécommunication	<ul style="list-style-type: none"> › Types et nombre de services créés › Nombre de personnes ayant accès aux services des postes et télécommunication 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › 	› Les appuis divers sont déployés pour faciliter	<ul style="list-style-type: none"> › Types et nombre de services créés › Nombre de personnes ayant accès aux services des postes et télécommunication 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes ›
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer l'accès et l'utilisation des services des postes et télécommunication	<ul style="list-style-type: none"> › % de la population ayant accès aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication › Taux de couverture des différents réseaux d'information et de télécommunication 	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des opérateurs de télécommunication 	› Les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication sont vulgarisées	› Types et qualité de services offerts	<ul style="list-style-type: none"> › Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des opérateurs de télécommunication

Résultats (Axes stratégiques)	1. L'accès et l'utilisation des services des postes et télécommunication est amélioré	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 02 journées portes ouvertes organisées ▸ 04 télé-centres construits 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des opérateurs de télécommunication 	▸ Les populations se servent des services postaux pour communiquer	▸ % de la population qui utilise les services postaux au quotidien	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des opérateurs de télécommunication
Activités						
Pour R1						
<p>1.1. Organisation dans la commune de 02 journées portes ouvertes de sensibilisation du grand public sur les services et les avantages des postes et télécommunication (02 x 250 000 F CFA = 500 000 F CFA)</p> <p>1.2. Création, construction et équipement de 04 télé-centres communautaires polyvalents à Papata, Kossewa, Dogba et Gayak (04 x 50 000 000 F CFA = 200 000 000 F CFA)</p>						
						200 500 000 F CFA
Total estimatif						200 500 000 F CFA

Tableau N° 62: Cadre logique secteur de la Communication

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Développer les infrastructures de communication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	% de la population ayant un accès facile à l'information	Enquête INS (EDS, ECAM)			›
Objectif global (Objectif de développement)	Faciliter l'accès à l'information	% de la population ayant un accès facile à l'information	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes	› Les appuis divers sont déployés pour faciliter l'accès à l'information	% de la population ayant un accès facile à l'information	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer la couverture des réseaux de Communication dans la commune	› % de la population ayant un accès facile à l'information › Nombre de signaux captés › Nombre de points de vente de la presse	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des opérateurs de la communication	› Les appuis divers sont déployés pour améliorer la couverture des réseaux de Communication dans la commune	› % de la population ayant un accès facile à l'information › Nombre de signaux captés › Nombre de points de vente de la presse	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des opérateurs de la communication
Résultats (Axes stratégiques)	1. La couverture des réseaux de Communication dans la commune est améliorée	› 01 radio communautaire construite › 05 points de vente des journaux créés › 01 plaidoyer fait	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des opérateurs de la communication	› Les populations cherchent à s'informer	› % de la population qui écoute la radio et regarde la télé › Taux de vente de la presse écrite	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquêtes › Rapports des opérateurs de communication
Activités						
Pour R1						

1.1. Création, construction et équipement d'une radio communautaire

(01 x 50 000 000 F CFA = 50 000 000 F CFA)

1.5. Création de 05 points de vente des journaux dans la commune

(05 x 200 000 F CFA = 1 000 000 F CFA)

1.3. Faire un plaidoyer auprès des autorités compétentes et des opérateurs du secteur de l'information et de la communication pour l'extension du réseau et l'augmentation du nombre d'antennes relais (MTN, ORANGE, CAMTEL, NEXTTEL, CRTV, ...)

(01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)

	51 250 000 F CFA
Total estimatif	51 250 000 F CFA

Tableau N° 63: Cadre logique secteur de l'Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Promouvoir efficacement le développement économique, social, sanitaire, culturel et sportif des populations	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Taux de développement économique, social, sanitaire, culturel et sportif des populations 	<ul style="list-style-type: none"> Enquête INS (EDS, ECAM) ▸ 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les appuis divers sont déployés pour promouvoir efficacement le développement économique, social, sanitaire, culturel et sportif des populations 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Taux de développement économique, social, sanitaire, culturel et sportif des populations 	<ul style="list-style-type: none"> Enquête INS (EDS, ECAM) ▸
Objectif global (Objectif de développement)	Faciliter l'accès aux services déconcentrés de l'Etat et à la sécurité dans la commune	<ul style="list-style-type: none"> ▸ % de la population ayant accès aux services déconcentrés de l'Etat et à la sécurité dans la commune 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des autorités de la ville 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les structures déconcentrées de l'Etat offrent leurs services aux populations ▸ La sécurité des populations est assurée 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ % de la population ayant accès aux services déconcentrés de l'Etat et à la sécurité dans la commune 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des autorités de la ville
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer la gestion territoriale, la sécurité et le maintien de l'ordre dans la commune	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de services rendus par les SDE ▸ Niveau de sécurité de la commune ▸ Taux d'agression dans la ville 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des autorités de la ville ▸ 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les appuis divers sont déployés pour améliorer la gestion territoriale, la sécurité et le maintien de l'ordre dans la commune 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de services rendus par les SDE ▸ Niveau de sécurité de la commune ▸ Taux d'agression dans la ville 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des autorités de la ville ▸
Résultats (Axes stratégiques)	1. La gestion territoriale, la sécurité et le maintien de l'ordre dans la commune sont améliorés	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 15 campagnes de sensibilisation organisées ▸ 20 comités de vigilance mis sur pied ▸ 05 ateliers de formation ▸ Taux d'agression dans la ville 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des autorités de la ville 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les populations saisissent et exploitent les opportunités offertes par la décentralisation 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ % de la population ayant accès aux services déconcentrés de l'Etat et à la sécurité dans la commune 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquêtes ▸ Rapports des autorités de la ville

Activités	
Pour R1	
1.1. Organisation dans les 14 villages de la commune ainsi que dans l'espace urbain des campagnes de sensibilisation sur le rôle et les services offerts par les SDE (15 x 100 000 F CFA = 1 500 000 F CFA)	
1.2. Organisation de 05 ateliers de formation et de renforcement des capacités sur la décentralisation (05 x 300 000 F CFA = 1 500 000 F CFA)	
1.3. Organisation dans les 14 villages de la commune ainsi que dans l'espace urbain des campagnes de sensibilisation sur les voies d'accès aux forces de l'ordre et de sécurité (15 x 100 000 F CFA = 1 500 000 F CFA)	
1.4. Appui à la mise sur pied à travers la commune de 20 comités de vigilance (20 x 50 000 F CFA = 1 000 000 F CFA)	
	5 500 000 F CFA
Total estimatif	5 500 000 F CFA

Tableau N° 64: Cadre logique secteur de l'Enseignement supérieur

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire dans l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> ▸ % des étudiants dans les universités publiques ▸ Nombre de nouveaux établissements universitaires créés ▸ Indice de parité filles/garçons 	Enquête INS (EDS, ECAM)	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les appuis divers sont déployés pour améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire dans l'enseignement supérieur 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ % des étudiants dans les universités publiques ▸ Nombre de nouveaux établissements universitaires créés ▸ Indice de parité filles/garçons 	Enquête INS (EDS, ECAM)
Objectif global (Objectif de développement)	Faciliter l'accès à l'université des élèves en fin de cycle secondaire de la commune de Maroua II	<ul style="list-style-type: none"> ▸ % d'étudiants issus des établissements secondaires de la commune de Maroua II 	▸ Rapports d'enquêtes	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les élèves en fin de cycle secondaire de la commune de Maroua II veulent continuer au supérieur 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de bacheliers préinscrits ▸ Nombre de bacheliers ayant constitué un dossier de concours pour une école supérieure 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINESUP ▸ Rapports d'enquêtes
Objectifs spécifiques	OS 1 : Susciter l'intérêt des populations et des élèves de la commune à l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre d'étudiants inscrits 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINESUP ▸ Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les nouveaux bacheliers s'inscrivent à l'université et dans les écoles supérieures 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Liste des inscrits ▸ Notes d'évaluation ▸ Résultats semestriels 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINESUP ▸ Rapports d'enquêtes

	OS 2 : Améliorer la qualité de l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre d'enseignants recrutés ▸ Nombre d'infrastructures construites 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINESUP ▸ Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les appuis divers sont déployés pour améliorer la qualité de l'enseignement supérieur 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre d'enseignants recrutés ▸ Nombre d'infrastructures construites 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINESUP ▸ Rapports d'enquêtes
Résultats (Axes stratégiques)	1. Les populations et élèves de la commune ont un intérêt accru pour l'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 08 journées d'orientation organisées ▸ 15 campagnes de sensibilisation organisées ▸ 50 bourses d'excellence octroyées 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINESUP ▸ Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les parents encouragent leurs enfants à poursuivre leurs études ▸ Les nouveaux bacheliers s'inscrivent à l'université et dans les écoles supérieures 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Liste des inscrits ▸ Notes d'évaluation ▸ Résultats semestriels 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINESUP ▸ Rapports d'enquêtes
	2. La qualité de l'enseignement supérieur est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 01 cité universitaire construite ▸ 01 plaidoyer fait 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINESUP ▸ Rapports d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 	<ul style="list-style-type: none"> ▸
Activités						
Pour R1			Pour R2			
1.1 Organisation des journées d'orientation universitaires dans les 08 établissements secondaires de la commune (08 x 100 000 F CFA = 800 000 F CFA)			2.1 Construction et équipement d'une cité universitaire (01 x 300 000 000 F CFA = 300 000 000 F CFA)			
1.2 Organisation dans les 14 villages de la commune ainsi que dans l'espace urbain des campagnes de sensibilisation sur le bien-fondé des études supérieures (15 x 100 000 F CFA = 1 500 000 F CFA)			2.2 Faire un plaidoyer auprès du MINESUP et des autorités compétentes pour le recrutement des enseignants qualifiés (01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)			
1.3. Octroi d'au moins 50 bourses d'excellence aux meilleurs bacheliers de l'arrondissement de Maroua II (50 x 100 000 F CFA = 5 000 000 F CFA)						
7 300 000 F CFA			300 250 000 F CFA			
Total estimatif			307 550 000 F CFA			

Tableau N° 65: Cadre logique secteur du commerce

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer de manière compétitive la présence des produits camerounais sur les marchés	› Part des exportations dans le PIB	Enquête INS (EDS, ECAM) ›	›	›	›
Objectif global (Objectif de développement)	› Promouvoir et rentabiliser les activités commerciales dans la commune	› Types et nombre d'activités commerciales	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquête › Rapport des services communaux	› Les appuis divers sont déployés pour promouvoir et rentabiliser les activités commerciales dans la commune	› Types et nombre d'activités commerciales	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquête › Rapport des services communaux
Objectifs spécifiques	OS1 : Construire les infrastructures marchandes	› Nombre et types d'infrastructures existantes	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquête › Rapport des services communaux	› Les appuis divers sont déployés pour construire les infrastructures marchandes	› Nombre et types d'infrastructures existantes	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquête › Rapport des services communaux
	OS 2 : Encadrer les commerçants	› Nombre de commerçants encadrés	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquête › Rapport des services communaux	› Les appuis divers sont déployés pour l'encadrement des commerçants	› Nombre de commerçants encadrés	› Rapports sectoriels › Rapports d'enquête › Rapport des services communaux

Résultats (Axes stratégiques)	1. Les infrastructures marchandes sont construites	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 01 chambre froide construite ▸ 10 magasins de stockage construits ▸ 06 hangars construits ▸ 01 marché créé et construit ▸ 01 marché réhabilité 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Observation directe ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapports d'enquête ▸ Rapport des services communaux 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les infrastructures construites sont utilisées et mises à profit par les commerçants 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre d'infrastructures construites utilisées 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Observation directe ▸ Rapports d'enquête ▸ Rapport des services communaux
	2. Les commerçants sont encadrés	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Au moins 100 commerçants encadrés 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports sectoriels ▸ Rapport des services communaux 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 	<ul style="list-style-type: none"> ▸
Activités						
Pour R1				Pour R2		
1.1. Construction d'une chambre froide au marché central de Maroua (01 x 120 000 000 F CFA = 120 000 000 F CFA) 1.2. Construction de 10 magasins de stockage (à Walassa, Soukoungo Goni, Tchaba Guiziga, Tchaba Foulbe, Papata, Dogba, Mangave, Doldodewo, Mogazang, Soukoungo abdoua) (10 x 15 000 000 F CFA = 150 000 000 F CFA) 1.3. Construction de 06 hangars (02 à Papata, 01 à Mangave, à Dobouwol, à Roumdé, Loumo babba) (06 x 10 000 000 F CFA = 60 000 000 F CFA) 1.4. Création et construction d'un marché à Kosewa (01 x 100 000 000 F CFA = 100 000 000 F CFA) 1.5 Réhabilitation du marché de Dogba (01 x 25 000 000 F CFA = 25 000 000 F CFA) 1.6 Construction de 100 comptoirs/magasins au marché abattoir (100 x 300 000 F CFA = 30 000 000 F CFA)				2.1 Appui à l'encadrement d'au moins 100 commerçants dans la commune (100 x 100 000 F CFA = 10 000 000 F CFA)		
485 000 000 F CFA				10 000 000 F CFA		
Total estimatif				495 000 000 F CFA		

Tableau N° 66: Cadre logique Institution communale Maroua 2

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Mobiliser les ressources et les énergies de tous les acteurs locaux au sein et à l'extérieur de la Commune pour un développement économique, social, culturel, sanitaire et sportif de la Commune	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Niveau de développement socio-économique de la commune ‣ Niveau d'épanouissement des populations 	‣ Rapports et données d'enquêtes	Les ressources et énergies de tous les acteurs locaux sont mobilisées	‣ Niveau de développement socio-économique de la commune	‣ Rapports et données d'enquêtes
Objectif global	Rendre l'institution communale de Maroua 2 ^{ème} plus performante	‣ Degré de performance communale	‣ Rapports et données d'enquêtes	‣ Les conditions de travail sont favorables	‣	‣
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer la gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Nombre de personnels formés ‣ Nombre de textes sur le profil de carrière ‣ Nombre de femmes incluses dans le Conseil Municipal 	‣ Divers rapports communaux	‣ L'exécutif municipal met tout en œuvre pour améliorer la gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Nombre de personnels formés ‣ Nombre de textes sur le profil de carrière ‣ Nombre de femmes incluses dans le Conseil Municipal 	‣ Divers rapports communaux

	<p>OS 2 : Améliorer la mobilisation et la sécurisation des recettes communales</p>	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Fichier des contribuables mis à jour ‣ Niveau d'augmentation des recettes fiscales 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports communaux 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Les efforts et moyens sont mis en jeu pour l'amélioration de la mobilisation et de la sécurisation des recettes communales 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Fichier des contribuables mis à jour ‣ Niveau d'augmentation des recettes fiscales 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports communaux
	<p>OS3 : Elaborer un inventaire moderne et adapté du patrimoine communal</p>	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Nombre de matériels logistique acquis ‣ Nombre de personnes communales recyclés en gestion du patrimoine 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports communaux 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Les efforts sont fournis pour dresser un inventaire moderne du patrimoine communal 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ 	<ul style="list-style-type: none"> ‣
<p>Résultats (Axes stratégiques)</p>	<p>5. Les ressources humaines sont mieux gérées</p>	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Nombre de personnels formés ‣ Nombre de textes sur le profil de carrière ‣ Nombre de femmes incluses dans le Conseil Municipal 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Divers rapports communaux 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ L'exécutif municipal met tout en œuvre pour améliorer la gestion des ressources humaines 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Nombre de personnels formés ‣ Nombre de textes sur le profil de carrière ‣ Nombre de femmes incluses dans le Conseil Municipal 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Divers rapports communaux

	6. Les ressources financières ont augmenté d'au moins de 50 %	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Fichier des contribuables mis à jour ‣ % d'augmentation des recettes fiscales 	‣ Rapports communaux	‣ Les efforts et moyens sont mis en jeu pour l'amélioration de la mobilisation et de la sécurisation des recettes communales	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Fichier des contribuables mis à jour ‣ Niveau d'augmentation des recettes fiscales 	‣ Rapports communaux
	7. Un inventaire moderne du patrimoine communal est élaboré	<ul style="list-style-type: none"> ‣ 02 ordinateurs complets acquis ‣ 01 expertise locale pour l'élaboration d'un tableau d'amortissements de tous les équipements et infrastructures de la commune. ‣ 14 personnels communaux formés sur la gestion du patrimoine communal 	‣ Rapports communaux	‣ Les efforts sont fournis pour dresser un inventaire moderne du patrimoine communal	‣	‣
Activités						
	Pour R1	Pour R2	Pour R3			
	1.1 Elaboration et mise en place d'un plan de formation du Personnel communal.	2.1 Recherche d'une expertise locale pour l'actualisation du fichier du contribuable de la Commune de Maroua 2 ^{ème}	3.1 Acquisition de 02 ordinateurs complets au service de la comptabilité matière de la commune			
	(01 x 100 000 F CFA =100 000 F CFA)	(01 x 5 000 000 F CFA = 5 000 000 F CFA)	(02 x 1 000 000 F CFA = 2 000 000 F CFA)			

	<p>2.2 Organisation des campagnes de sensibilisation des contribuables sur l'importance de payer les impôts</p> <p>(01 x 250 000 F CFA = 250 000 F CFA)</p>	<p>3.2 Recherche d'une expertise locale pour l'élaboration d'un tableau d'amortissement de tous les équipements et infrastructures de la commune.</p> <p>(01 x 3 000 000F CFA = 3 000 000 F CFA)</p> <p>3.3 Organisation des ateliers de formation du personnel communal sur la gestion du patrimoine</p> <p>(01 x 3 000 000F CFA = 3 000 000 F CFA)</p> <p>3.4 Recherche et signature de partenariats avec les structures privées d'entretien et de maintenance</p> <p>(01 x 1 000 000F CFA = 1 000 000 F CFA)</p>	
<p>1.2. Elaboration des textes sur le profil de carrière du Personnel communal</p> <p>(01 x 100 000 F CFA = 100 000 F CFA)</p> <p>1.3. Organisation des actions et réunions de plaidoyer pour l'amélioration du taux de représentativité des femmes au niveau du personnel communal que conseil municipal</p> <p>(01 x 100 000 F CFA = 100 000 F CFA)</p>	<p>2.3. Renforcement des capacités du service financier et de la recette fiscale</p> <p>(01 x 250 000F CFA = 250 000 F CFA)</p> <p>2.4. Octroi des primes de rendement aux agents de recouvrement des recettes fiscales et des taxes de la commune</p> <p>(01 x 1 000 000F CFA = 1 000 000 F CFA)</p>		
300 000 F CFA	6 500 000 F CFA	9 000 000 F CFA	
Total estimatif		15 800 000 F CFA	

Tableau N° 67: Cadre logique petite enfance

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Promouvoir la solidarité nationale et résorber les disparités les plus flagrantes entre les femmes et les hommes dans les groupes sociaux afin de préserver la paix sociale	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Taux d'implication et de réinsertion de chaque groupe de populations vulnérables ▸ Indice de satisfaction de la réduction des discriminations envers les enfants 	Enquête INS (EDS, ECAM, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les activités principales d la commune 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre et types d'activités principales d'appui à la commune 	<ul style="list-style-type: none"> Enquête INS (EDS, ECAM, etc.) ▸ Rapports sectoriels
Objectif global (Objectif de développement)	Promouvoir la protection des droits de l'enfant	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Indice de satisfaction de la protection des droits de l'enfant dans la commune 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports et données d'enquêtes 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les droits des enfants sont pris en compte 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Indice de satisfaction de la protection des droits de l'enfant dans la commune 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports et données d'enquêtes
Objectifs spécifiques	OS1 : Augmenter sensiblement le taux d'enregistrement de naissance pour le passer à 100%	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre d'enfants enregistrés ▸ Nombre d'outils modernes d'enregistrement 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports communaux ▸ Rapports des CSI 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Toutes les parties prenantes s'impliquent pour l'enregistrement des naissances 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre d'enfants enregistrés ▸ Nombre d'outils modernes d'enregistrement 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports communaux ▸ Rapports des CSI
	OS 2 : Atteindre le taux de couverture vaccinale de 100%	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre d'enfants vaccinés 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports des CSI 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Toutes les parties prenantes s'impliquent pour une couverture vaccinale maximale 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre d'enfants vaccinés 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports des CSI

	<p>OS3 : Renforcer la prise en charge des enfants malnutris</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▸ % d'enfants malnutris pris en charge ▸ Quantité de suppléments nutritifs distribuée 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports des relais ▸ Rapports des CSI 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les moyens nécessaires sont déployés pour la prise en charge des enfants malnutris ▸ Les parents acceptent la prise en charge des enfants 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ % d'enfants malnutris pris en charge ▸ Quantité de suppléments nutritifs distribuée 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports des relais ▸ Rapports des CSI
	<p>OS 4 : Réduire le taux de mortalité du paludisme chez les enfants</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de cas de paludisme d'enfants traités ▸ Quantités d'antipaludéens mis à disposition 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports des relais ▸ Rapports des CSI 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les cas de paludisme simple sont entièrement pris en charge 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de cas de paludisme d'enfants traités ▸ Quantités d'antipaludéens mis à disposition 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports des relais ▸ Rapports des CSI
	<p>OS 5 : Faciliter l'encadrement des Orphelins et Enfants Vulnérables</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de structures d'accueil 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapport des affaires sociales 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Tous les moyens sont mis en jeu pour l'encadrement des enfants orphelins 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de structures d'accueil 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapport des affaires sociales
	<p>OS 6 : Faciliter l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les communautés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de points d'eau construits ou réhabilités ▸ Nombre de latrines construites 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports communaux 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les populations utilisent à bon escient les ouvrages réalisés 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 	<ul style="list-style-type: none"> ▸
	<p>OS 7 : Faciliter l'accès à l'éducation préscolaire</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre d'enfant ayant accès au préscolaire ▸ Nombre d'actes de naissance établis 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapport des inspections d'éducation de base ▸ Rapports communaux 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les parents acceptent d'envoyer leurs enfants au préscolaire 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre d'enfant ayant accès au préscolaire ▸ Nombre d'actes de naissance établis 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapport des inspections d'éducation de base ▸ Rapports communaux

Résultats (Axes stratégiques)	1. Le taux d'enregistrement de naissances est passé à 100%	<ul style="list-style-type: none"> ‣ 07 campagnes de sensibilisation menées ‣ 08 CSI dotés d'ordinateurs ‣ 07 centres d'état civil construits et équipés 	‣ Divers rapports communaux	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Les sensibilisations sont positivement accueillies ‣ Les informations sont enregistrées dans les machines ‣ Tous les moyens sont mis en jeu pour construire et équiper les centres 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Nombre d'enfants enregistrés ‣ Nombre d'outils modernes d'enregistrement 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports communaux ‣ Rapports des CSI
	2. Le taux de couverture vaccinale de 100% est atteint	<ul style="list-style-type: none"> ‣ 07 campagnes de sensibilisation ‣ 08 CSI dotés de motos AG ‣ 16 vélos donnés aux relais communautaires 	‣ Rapports communaux	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Les sensibilisations sont positivement accueillies ‣ Les engins remis sont bien utilisés 	‣ Nombre d'enfants vaccinés	‣ Rapports des CSI
	3. La prise en charge des enfants malnutris est renforcée	<ul style="list-style-type: none"> ‣ 07 campagnes de sensibilisation ‣ 07 sessions de formation 	‣ Rapports communaux	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Les sensibilisations sont positivement accueillies ‣ Les leçons apprises sont mises en pratique 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ % d'enfants malnutris pris en charge ‣ Quantité de suppléments nutritifs distribuée 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports des relais ‣ Rapports des CSI
	4. Le taux de mortalité du paludisme chez les enfants est réduit	<ul style="list-style-type: none"> ‣ 07 campagnes de sensibilisation ‣ 08 CSI dotés d'antipaludéens 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports communaux ‣ Rapports des CSI 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Les sensibilisations sont positivement accueillies ‣ Les antipaludéens sont bien utilisés 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Nombre de cas de paludisme d'enfants traités ‣ Quantités d'antipaludéens mis à disposition 	<ul style="list-style-type: none"> ‣ Rapports des relais ‣ Rapports des CSI

	5. L'encadrement des Orphelins et Enfants Vulnérables est facilité	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 07 campagnes de sensibilisation ▸ 01 orphelinat construit 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports communaux ▸ Photos du chantier 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les sensibilisations sont positivement accueillies ▸ Tous les moyens sont réunis pour construire l'orphelinat 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de structures d'accueil 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapport des affaires sociales
	6. L'accès à l'eau potable et à l'assainissement est facilité dans les communautés	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 20 points d'eau construits ▸ 31 points d'eau réhabilités 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports communaux ▸ 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les populations utilisent les points d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de points d'eau construits ou réhabilités ▸ Nombre de latrines construites 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports communaux
	7. L'accès à l'éducation préscolaire est facilité	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 07 campagnes de sensibilisation ▸ 3746 actes de naissance établis 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports communaux ▸ Rapports des centres d'état civil 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Les sensibilisations sont positivement accueillies ▸ Les actes sont établis 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre d'enfant ayant accès au préscolaire ▸ Nombre d'actes de naissance établis 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapport des inspections d'éducation de base ▸ Rapports communaux
Activités						
Pour R1	Pour R2	Pour R3	Pour R4	Pour R5	Pour R6	Pour R7

<p>1.1 Organisation des campagnes de sensibilisation dans les 14 villages et l'espace urbain sur l'enregistrement des naissances</p> <p>(15 x 200 000 F = 3 000 000 F CFA)</p>	<p>2.1 Organisation des campagnes de sensibilisation dans les 14 villages et l'espace urbain cantons sur l'importance de la vaccination</p> <p>(15 x 200 000 F = 3 000 000 F CFA)</p> <p>2.2 Acquisition de 08 motos AG aux CSI de la commune</p> <p>(08 x 2 000 000 F = 16 000 000 F CFA)</p>	<p>3.1 Organisation des campagnes de sensibilisation dans les 14 villages et l'espace urbain sur la malnutrition</p> <p>(15 x 200 000 F = 3 000 000 F CFA)</p> <p>3.2 Organisation des sessions de formation dans les 14 villages et l'espace urbain sur la composition et la préparation des repas d'enfants</p> <p>(15 x 200 000 F = 3 000 000 F CFA)</p>	<p>4.1. Organisation des campagnes de sensibilisation dans les 14 villages et l'espace urbain sur la propreté autour des maisons et l'utilisation systématique des MILDA</p> <p>(15 x 200 000 F = 3 000 000 F CFA)</p> <p>4.2 Acquisition des TDR+ACT aux relais communautaires</p> <p>(01 x 2 000 000 F CFA = 2 000 000 F CFA)</p>	<p>5.1. Organisation des campagnes de sensibilisation dans les 14 villages et l'espace urbain sur les droits des enfants vulnérables</p> <p>(15 x 200 000 F = 3 000 000 F CFA)</p>	<p>6.1. Construction de 20 points d'eau</p> <p>(20 x 5 000 000 F CFA = 100 000 000 F CFA)</p> <p>6.2. Réhabilitation de 31 points d'eau</p> <p>(31 x 2 000 000 F CFA = 62 000 000 F CFA)</p>	<p>7.1. Organisation des campagnes de sensibilisation dans les 14 villages et l'espace urbain sur l'importance du préscolaire</p> <p>15 x 200 000 F = 3 000 000 F CFA)</p> <p>7.2. Appui à l'établissement de 3746 actes de naissance</p> <p>(01 x 1 000 000 F CFA = 1 000 000 F CFA)</p>
---	--	---	---	---	--	---

1.2. Acquisition de 08 ordinateurs complets aux CSI de la commune (08 x 200 000 F = 1 600 000 F CFA)	2.3. Acquisition de 16 vélos aux relais communautaires (16 x 50 000F = 800 000 F CFA)					
35 000 000 F CFA	18 200 000 F CFA	4 200 000 F CFA	3 400 000 F CFA	16 400 000 F CFA	201 000 000 F CFA	2 400 000 F CFA
Total estimatif					280 600 000 F CFA	

Tableau N° 68: Cadre logique Changements climatiques

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer une gestion durable des ressources naturelles	› Taux de couverture du monitoring environnemental (100%)	› Enquête INS, ECAM	›	›	›
Objectif global (Objectif de développement)	Limiter l'impact des changements climatiques sur l'environnement et des ressources naturelles	› Degré d'influence des changements climatiques sur l'environnement	› Rapports d'études › Rapports du MINEPDED › Rapports des services communaux › Observation directe	› Les appuis divers sont déployés pour limiter l'impact des changements climatiques sur l'environnement et des ressources naturelles	› Degré de dégradation de l'environnement	› Rapports du MINEPDED › Rapports des services communaux › Observation directe
Objectifs spécifiques	OS1 : Développer les mesures d'atténuation des effets biophysiques des changements climatiques	› Nombre de nouvelles techniques mises sur pied › Nombre de sensibilisations et de formations	› Rapports du MINEPDED › Rapports des services communaux › Observation directe	› Les appuis divers sont déployés pour développer les mesures d'atténuation des effets biophysiques des changements climatiques	› Nombre de nouvelles techniques mises sur pied › Nombre de sensibilisations et de formations	› Rapports du MINEPDED › Rapports des services communaux › Observation directe
	OS2 : Lutter contre les actions anthropiques néfastes	› Nombre de personnes sensibilisées › Nombre de contrevenants sanctionnés	› Rapports du MINEPDED › Rapports des services communaux	› Les populations cessent de poser des actions néfastes contre l'environnement	›	›

Résultats (Axes stratégiques)	1. Les mesures d'atténuation des effets biophysiques des changements climatiques sont développées	<ul style="list-style-type: none"> ▸ 07 sessions de formation organisées ▸ 07 campagnes de sensibilisation organisées 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINEPDED ▸ Rapports des services communaux ▸ Observation directe 	▸ Les appuis divers sont déployés pour développer des mesures d'atténuation des effets biophysiques des changements climatiques sont développées	▸ Degré de dégradation de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINEPDED ▸ Rapports des services communaux ▸ Observation directe
	2. Les actions anthropiques néfastes sont combattues	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Nombre de personnes sensibilisées ▸ Nombre de contrevenants sanctionnés 	<ul style="list-style-type: none"> ▸ Rapports du MINEPDED ▸ Rapports des services communaux 	▸ Les sensibilisations sont bien reçues par les populations	▸	▸
Activités						
Pour R1				Pour R2		

<p>1.1. Organisation dans les 04 cantons de la commune et l'espace urbain des campagnes de sensibilisation des populations sur les effets des changements climatiques</p> <p>(05 x 300 000 F CFA = 1 500 000 F CFA)</p> <p>1.2. Organisation dans les 04 et l'espace urbain cantons de la commune des sessions de formation des populations sur les nouvelles techniques d'agroforesterie de régénération naturelle assistée (RNA) et la culture sous couvert végétal (SCV)</p> <p>(05 x 300 000 F CFA = 1 500 000 F CFA)</p> <p>1.3. Organisation dans les 05 cantons de la commune et l'espace urbain des campagnes de sensibilisation des populations sur l'importance de la transhumance, du stockage des résidus des récoltes et de la réalisation des points d'abreuvement domestiques</p> <p>(05 x 300 000 F CFA = 1 500 000 F CFA)</p> <p>1.4. Organisation dans les 04 cantons de la commune et l'espace urbain des campagnes de vulgarisation des nouvelles techniques pastorales et des races sélectionnées</p> <p>(05 x 300 000 F CFA = 1 500 000 F CFA)</p>	<p>2.1. Organisation dans les 04 cantons de la commune et l'espace urbain des campagnes de sensibilisation des populations sur les méfaits de la coupe anarchique des arbres</p> <p>(05 x 300 000 F CFA = 1 500 000 F CFA)</p>
<p>6 000 000 F CFA</p>	<p>1 500 000 F CFA</p>
<p>Total estimatif</p>	<p>7 500 000 F CFA</p>

IV.3. COUT ESTIMATIF DU PCD

N°	SECTEUR	Coût prévisionnel (FCFA)
1.	Agriculture et développement rural	256 450 000
2.	Elevage, pêche et industries animales	221 700 000
3.	Habitat et Développement urbain	158750 000
4.	Domaines, cadastre et affaires foncières	10 800 000
5.	Affaires sociales	92 900 000
6.	Jeunesse et éducation civique	164000 000
7.	Sports et éducation physique	164 000 000
8.	Promotion de la femme et de la famille	65 700 000
9.	Postes et Télécommunications	200 500 000
10.	Forêts et faune	8 500 000
11.	Environnement, protection de la nature et développement durable	388 000 000
12.	Communication	51 250 000
13.	Arts et culture	79 400 000
14.	Tourisme et loisirs	82 000 000
15.	Emploi et formation professionnelle	3 500 000
16.	Travail et sécurité sociale	3 000 000
17.	Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	11 950 000
18.	Industries, mines et développement technologique	6 250 000
19.	Commerce	495 000 000
20.	Transports	480 000 000

21.	Administration territoriale, sécurité publique et maintien de l'ordre	5 500 000	
22.	Enseignements secondaires	161 300 000	
23.	Recherche scientifique et innovation	5 250 000	
24.	Enseignement supérieur	307 550 000	
25.	Travaux publics	310 500 000	
26.	Santé publique	150 250 000	
27.	Eau, énergie et assainissement	Eau	388 800 000
		Energie	43 000 000
		Assainissement	55 400 000
28.	Education de base	762 900 000	
29.	Institution communale	15 800 000	
30.	Petite enfance	280 600 000	
31.	Changements climatiques	7 500 000	
TOTAL		5 440 000 000	

Le coût estimatif total des cadres logiques est évalué à **5 440 000 000 FCFA TTC (Cinq milliard quatre cent quarante-quatre millions)**.

Toutefois, il est important de relever ces coûts ne sont qu'estimatifs. Seules les études de faisabilité détermineront avec exactitude les coûts des microprojets.



**CHAPITRE V :
PROGRAMMATION**

V.1. ORDRE DE FINANCEMENT DES VILLAGES DE LA COMMUNE

Tableau N° 69: Classement des villages par ordre de priorité de financement

Nom des villages	Ordre de financement	Observations/Justification
DOGBA GARRE	1 ^{er}	
DOLDODEWO	2 ^{eme}	
KOSSEWA GARRE	3 ^{eme}	
GAYAK GARRE	4 ^{eme}	
PAPATA GARRE	5 ^{eme}	
SOUKOUNGO ABDOUWA	6 ^{eme}	
WALASSA	7 ^{eme}	
SOUKOUNGO GONI	8 ^{eme}	
MAGOZANG HAMADOU	9 ^{eme}	
FOYA DJALINGO	10 ^{eme}	
MANGAVE IMANOU	11 ^{eme}	
TCHABA FOULBE	12 ^{eme}	
DOGA MAOUNDE	13 ^{eme}	
MAZANGAI MANDARARE	14 ^{eme}	
MAROUA 2 (ESPACE URBAIN)	15 ^{eme}	

V.2. RESSOURCES MOBILISABLES DE LA COMMUNE

Toute programmation des microprojets doit tenir compte au préalable des ressources disponibles. C'est ainsi que le tableau suivant fait ressortir les ressources mobilisables par la Commune sur les trois prochaines années. Il s'agit des ressources dont la Commune est déjà sûre de pouvoir mobiliser

Tableau N° 70: Tableau des ressources mobilisables de la commune et échéances

Source	Nature	Montant Total	Années de mobilisation et montants			Secteur	Observation
			2016	2017	2018		
COMMUNE	Ressources propres	202 137 210	67 379 086	67 379 086	67 379 086	Tous les secteurs	
PNDP	Allocations	75 000 000	75 000 000	-	-	Socio-économique	
PNDP (HIMO)	Subventions	150 000 000	150 000 000	-	-	Socio-économique	Financement des travaux qui utilisent une forte main d'œuvre locale (marres, périmètres irrigués, pistes communales)
ETAT	BIP	115 000 800	115 000 800	-	-	Education, Economie, Agriculture, Travaux publics, Affaires sociales	
FEICOM	Subventions	195 000 000	-	195 000 000	-	Hydraulique et Education	
GIZ	Subventions	10 000 000	10 000 000	-	-	Reboisement	
CUM	Subventions	105 000 000	105 000 000	-	-	Travaux routiers	
TOTAL		852 138 010	657 138 010	262 379 086	67 379 086		

V.3. CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT) DES PROJETS PRIORITAIRES

Tableau N° 71: Cadre de dépenses à moyen terme : 2016-2017-2018

Projet	Coût Total	Contribution de chaq. partenaire	Source de financement	Lieu d'implantation	Année de Réalisation			Partenaires
					2016	2017	2018	
Construction de 02 salles de classe	19 000 000	19 000 000	BIP	EP Zawaye	X			MINEDUB, MINTP, COMMUNE
Construction d'un CAF	12 000 000	12 000 000	BIP	Mogozang	X			MINEDUB, MINTP, COMMUNE
Construction d'un marché à bétail	30 000 000	30 000 000	BIP	Dogba	X			MINTP, MINCOMMERCE, COMMUNE
Construction d'une marre artificielle	30 000 000	30 000 000	BIP	Soukoungo naibi	X			MINEPIA, COMMUNE
Appui reboisement	19 000 000	19 000 000	BIP	Ouro wandé	X			MINEFOF, COMMUNE
Equipement table-bancs	2 050 000	2 050 000	BIP	EP Zawai	X			MINEDUB, COMMUNE
Equipement table-bancs	2 000 000	2 000 000	BIP	CAF Mogozang	X			MINEDUB, COMMUNE
Entretien des tronçons routiers de l'espace urbain	105 000 000	105 000 000	CUM	Maroua 2 urbain (Carrefour palais – carrefour marché abattoir, carrefour artisanat- poulet)	X			MINTP, COMMUNE

Construction de 04 salles de classe	36 000 000	36 000 000	COMMUNE	Lycée de Doualaré, EP Walassa, EP Soukoungo, EP Dobouwol	X			MINEDUB, MINESEC, MINTP, COMMUNE
Construction de 02 blocs de latrines	5 000 000	5 000 000	COMMUNE	EP Walassa, EP Zawaye	X			MINEDUB, MINEE, COMMUNE
Construction de 08 forages	26 400 000	26 400 000	COMMUNE	Lamidat Maroua, Balgare, Woulde, Djibire, Hodago malidou, Dogba Moufou, Mangave Immanou, Lopere	X			MINEE, COMMUNE
Construction et équipement d'01 bloc de 02 salles de classe	19 000 000	19 000 000	PNDP	EP Dogba	X			MINEDUB, MINTP, COMMUNE
Construction de 01 forage à motricité humaine	8 000 000	8 000 000	PNDP	Doldodewo	X			PNDP, MINEE, COMMUNE
Réalisation de 01 bief	10 000 000	10 000 000	PNDP	Kossewa	X			PNDP, MINTP, MINEE, COMMUNE
Construction d'un bloc de 02 salles de classe	21 000 000	21 000 000	PNDP	Lycée de Gayak	X			PNDP, MINESEC, MINTP, COMMUNE
Construction de 01 bloc de hangar	11 000 000	11 000 000	PNDP	Marché de Papata	X			PNDP, MINTP, MINCOMMERCE, COMMUNE
Construction de 01 forage à motricité humaine	8 000 000	8 000 000	PNDP	Ngourore	X			PNDP, MINEE, COMMUNE

Construction d'une marre artificielle	150 000 000	150 000 000	PNDP	Doga Maounde	X			PNDP, MINEE, COMMUNE
Construction de 01 forage à motricité humaine	8 000 000	8 000 000	COMMUNE	Soukoungo Goni		X		MINEE, COMMUNE
Construction de 01 bloc de 02 salles de classe	19 000 000	19 000 000	COMMUNE	Mogozang		X		MINEDUB, COMMUNE
Construction de 01 hangar	6 000 000	6 000 000	COMMUNE	Foya Djalingo		X		MINTP, MINCOMMERCE, COMMUNE
Construction de 01 forage à motricité humaine	8 000 000	8 000 000	COMMUNE	Ambiri		X		MINEE, COMMUNE
Construction de 01 forage à motricité humaine	8 000 000	8 000 000	COMMUNE	Tchaba Foulbe		X		MINEE, COMMUNE
Construction de 01 forage à motricité humaine	19 000 000	19 000 000	COMMUNE	Magasse		X		MINEE, COMMUNE
Construction de 01 jardin public	10 000 000	10 000 000	COMMUNE	Zokok		X		MINEBDED, MINFOF COMMUNE
Construction de 01 forage à motricité humaine	8 000 000	8 000 000	FEICOM	Dogba centre		X		FEICOM, MINEE, COMMUNE
Construction de 01 forage à motricité humaine	8 000 000	8 000 000	FEICOM	Gayakre Moufou		X		FEICOM, MINEE, COMMUNE
Construction de 01 forage à motricité humaine	8 000 000	8 000 000	FEICOM	Forlamien		X		FEICOM, MINEE, COMMUNE
Construction de 01 forage à motricité humaine	8 000 000	8 000 000	FEICOM	Bamiyio Guiziga		X		FEICOM, MINEE, COMMUNE

Construction de 01 forage à motricité humaine	8 000 000	8 000 000	FEICOM	Hodande		X		FEICOM, MINEE, COMMUNE
Construction de 01 forage à motricité humaine	8 000 000	8 000 000	FEICOM	Soukouno Abdoua		X		FEICOM, MINEE, COMMUNE
Construction de 01 bloc de 02 salles de classe	19 000 000	19 000 000	FEICOM	EP Walassa		X		FEICOM, MINEDUB, COMMUNE
Construction de 01 bloc de 02 salles de classe	19 000 000	19 000 000	FEICOM	EP Soukouno Goni		X		FEICOM, MINEDUB, COMMUNE
Construction de 01 forage à motricité humaine	8 000 000	8 000 000	FEICOM	Mogozang		X		FEICOM, MINEE, COMMUNE
Construction de 01 bloc de 02 salles de classe	19 000 000	19 000 000	FEICOM	EP Ouro Hassana		X		FEICOM, MINEDUB, COMMUNE
Construction de 01 forage à motricité humaine	8 000 000	8 000 000	FEICOM	Sigassiare		X		FEICOM, MINEE, COMMUNE
Construction de 01 forage à motricité humaine	8 000 000	8 000 000	FEICOM	EP Tchabaa I		X		FEICOM, MINEDUB, COMMUNE
Construction de 01 forage à motricité humaine	8 000 000	8 000 000	FEICOM	Doga Maounde		X		FEICOM, MINEE, COMMUNE
Construction de 01 forage à motricité humaine	8 000 000	8 000 000	FEICOM	Nbonga		X		FEICOM, MINEE, COMMUNE
Construction de 01 bloc de 02 salles de classe	19 000 000	19 000 000	FEICOM	EP Mayel Ibe		X		FEICOM, MINEDUB, COMMUNE
Construction de 01 bloc de 02 salles de classe	21 000 000	21 000 000	FEICOM	Cetic de Doualare		X		FEICOM, MINESEC, COMMUNE
Construction et équipement de 01	25 000 000	25 000 000	FEICOM	CMA Founangue			X	FEICOM, MINSANTE, MINTP

bloc d'hospitalisation									COMMUNE
Réhabilitation de 01 forage à motricité humaine	2 500 000	2 500 000	FEICOM	Dogba Garré				X	FEICOM, MINEE, COMMUNE
Acquisition d'un moulin à céréales	6 000 000	6 000 000	FEICOM	Doldodewo				X	FEICOM, COMMUNE
Implantation d'un moulin à céréales	6 000 000	6 000 000	COMMUNE	Walassa				X	COMMUNE
Construction de 01 bloc de hangar	6 000 000	6 000 000	COMMUNE	Marché de Roundé				X	COMMUNE, MINCOMMERCE
Construction de 01 magasin de stockage	10 000 000	10 000 000	COMMUNE	Papata				X	COMMUNE, MINCOMMERCE
Construction de 01 magasin de stockage	10 000 000	10 000 000	COMMUNE	Soukoungo Abdoua				X	COMMUNE, MINCOMMERCE
Implantation d'un moulin à céréales avec abri	6 000 000	6 000 000	COMMUNE	Walassa				X	MINCOMMERCE
Octroi du matériel agricole au GIC kirikou	4 000 000	4 000 000	COMMUNE	Soukoungo Goni				X	COMMUNE

V.4. CADRE SOMMAIRE DE GESTION ENVIRONNEMENTALE DU CDMT

V.4.1. Impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'optimisation et d'atténuation des projets à mettre en œuvre dans le CDMT

Tableau N° 72: Impacts socio-environnementaux potentiels et mesures d'optimisation et d'atténuation des projets à mettre en œuvre dans le CDMT

Type de microprojets	Impacts positifs	Mesures d'optimisation	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation
Microprojets hydrauliques : Construction de 10 forages à Mangave ambiri, Tchaba foulbe, Magassé, Ouro wandé, Walassa, Soukoungo - Construction de 08 forages à Lamidat Maroua, Balgare, Woulde, Djibire, Hodago malidou, Dogba Moufou, Mangave Immanou, Lopere - Construction de 01 forage à motricité humaine à Dolododewo - Construction de 01 forage à motricité humaine à Ngouore - Construction de 01 forage à motricité humaine à Soukoungo Goni - Construction de 01 forage à motricité humaine Ambiri - Construction de 01 forage à motricité humaine Tchaba foulbe - Construction de 01 forage à motricité humaine à Magasse - Construction de 01 forage à	<ul style="list-style-type: none"> - Diminution du taux de récurrence des maladies hydriques dans la commune - Offre d'emplois temporaires avec diminution du taux de chômage des jeunes de la commune (HIMO) - Initiation des populations à la gouvernance et la gestion locale à travers les comités de gestion - Renforcement de la dynamique des populations à travers la mobilisation des fonds pour l'entretien des ouvrages 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des populations sur l'observation des mesures d'hygiène et de salubrité ainsi que la pérennisation des ouvrages - Application de l'approche HIMO dans la recherche de la main d'œuvre - Mise en place et formation des comités de gestion pour chaque ouvrage hydraulique - Recruter le personnel sur une base concurrente et transparente - Recenser de nouveaux cas de besoins hydraulique dans les villages 	<ul style="list-style-type: none"> - Pollution du point d'eau par les produits de traitement, phytosanitaires, les latrines et les animaux - Risques de destruction des espèces ligneuses pendant les terrassements - Impacts liés aux choix de site - Risques liés à l'acquisition des terres pour l'implantation du microprojet - Risque de déplacement involontaire des populations 	<ul style="list-style-type: none"> - Screening socio-environnementaux pour chaque ouvrage à construire - Formation des membres du comité de gestion à l'utilisation et la manipulation des produits de traitement; - Eviter d'implanter les ouvrages dans les zones sensibles (marécages, lieux sacrée, parcs et aires protégées, etc.) - Entamer des négociations avec les propriétaires des sites en leur expliquant le bien fondé du projet pour la communauté - Faire le plan de recasement en cas de besoin qui prévoit des mesures de compensation des personnes affectées par l'implantation du microprojet - Associer les autorités traditionnelles pour l'interdiction des champs et latrines dans les alentours

Type de microprojets	Impacts positifs	Mesures d'optimisation	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation
<p>motricité humaine à Dogba centre</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction de 01 forage à motricité humaine à Gayakre mofou - Construction de 01 forage à motricité humaine à Forlamien - Construction de 01 forage à motricité humaine à Bamiyio Guiziga - Construction de 01 forage à motricité humaine à Hodande - Construction de 01 forage à motricité humaine à Soukoungo Abdoua - Construction de 01 forage à motricité humaine à Mogozaang - Construction de 01 forage à motricité humaine à Sigassiare - Construction de 01 forage à motricité humaine à EP Tchaba I - Construction de 01 forage à motricité humaine à Doga Maounde - Construction de 01 forage à motricité humaine à Nbonga - Réhabilitation de 01 forage à motricité humaine à Doga Maounde 				<p>immédiats des points d'eau</p> <ul style="list-style-type: none"> - Construction des barrières de protection, des rigoles d'évacuation des eaux et des puits de récupération - Reboiser les sites
Microprojets	- Préservation de	- Sensibiliser les	- Risques de	- Screening socio-

Type de microprojets	Impacts positifs	Mesures d'optimisation	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation
environnementaux et de Protection de la nature -Appui au reboisement à Ouro Wandé - Reboisement du périmètre rural à Ouro Wandé - Construction de 01 jardin public à Zokok	l'environnement - Création d'emplois et absorption du chômage - Réduction des effets des changements climatiques populations - Embellissement de la ville	populations sur l'importance de la protection de la nature - Privilégier l'approche HIMO dans la recherche de la main d'œuvre	destruction des espèces ligneuses pendant les terrassements	environnementaux - Respecter les normes techniques de construction de jardin public - Faire le plan de recasement en cas de besoin qui prévoit des mesures de compensation des personnes affectées par l'implantation du microprojet - Sensibiliser les populations bénéficiaires sur les dangers de la destruction de la nature - Prévoir le reboisement
Microprojets routiers : - Entretien des tronçons routiers de l'espace urbain (Carrefour palais –carrefour marché abattoir, carrefour artisanat- marché poulet)	- Fluidité de la circulation - Facilitation des mouvements des personnes et des biens - Développement économique - Désenclavement des localités et villages	- Mise en place et équipement des comités d'entretien des routes	- Elévation du taux d'accidents de la circulation - Pollution par les poussières et les gaz d'échappement - Perte des espèces ligneuses liée au terrassement des sites - Déguerpissement des populations - Perte des espèces d'arbres	- Installer des plaques de signalisation et de limitation des vitesses - Arroser les sites de travaux avec de l'eau - Prévoir un plan de reboisement aux abords des routes - Prévoir un plan de compensation -reboisement

Type de microprojets	Impacts positifs	Mesures d'optimisation	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation
Microprojets de construction / Batiments : - Construction de 02 salles de classe à Zawaye - Construction d'un CAF à Mogozaang - Construction d'un marché à bétail à Dogba - Construction d'une marre artificielle à Soukoungo Naibi - Construction de 05 blocs de salles de classes avec latrines à Mayel ibbe, Cetic Doualare, Soukouko, Gayak, Dogba - Construction de 04 salles de classe au Lycée de Doualaré, EP Walassa, EP Soukoungo, EP Dobouwol - Construction de 02 blocs de latrines à EP Walassa, EP Zawaye - Construction et équipement d'01 bloc de 02 salles de classe à EP Dogba - Réalisation de 01 bief à Kossewa - Construction d'un bloc de 02 salles de classe au Lycée de Gayak - Construction de 01 bloc de hangar au marché de Papata - Construction d'une marre	- Offre d'emplois avec diminution du taux de chômage des jeunes de la commune (HIMO) - Amélioration des revenus des populations - Amélioration de l'accès aux services sociaux de base - Amélioration des conditions d'éducation et d'enseignement - Facilitation de l'accès aux soins de santé ; - Développement des activités socio-économiques ;	- Privilégier l'approche HIMO dans la recherche de la main d'œuvre - Sensibiliser les populations sur l'importance de la pérennisation et de l'appropriation des infrastructures - Sensibiliser les utilisateurs sur l'entretien des infrastructures - Mettre en place les comités de vigilance	- Risques de destruction des espèces ligneuses pendant les terrassements - Risques de pollution de la nature et de l'atmosphère par des poussières et matériaux de construction, ainsi que des déchets - Risques d'accidents de travail - Risques de marginalisation des populations vulnérables (handicapés) - Risques d'érosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet - Pollution par des déchets liquides et solides	- Screening socio-environnemental - Respect des normes sociales dans la construction des infrastructures (rampes d'accès, ...) couches sociales - Remettre en état les sites et les zones d'emprunt, en respectant les pentes du terrain naturel - Reboiser les sites et les zones affectées ; - Engazonner les zones affectées - Arroser les sites des travaux poussiéreux avec de l'eau

Type de microprojets	Impacts positifs	Mesures d'optimisation	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation
artificielle à Dogba Maounde - Construction de 01 bloc de 02 salles de classe à Mogozaang - Construction de 01 hangar à Foya Djalingo - Construction de 01 bloc de 02 salles de classe à EP Walassa - Construction de 01 bloc de 02 salles de classe à EP Soukoungo Goni - Construction de 01 bloc de 02 salles de classe à Ouro Hassana - Construction de 01 bloc de 02 salles de classe à EP Mayel Ibbe - Construction de 01 bloc de 02 salles de classe au Cetic de Doualare - Construction et équipement de 01 bloc d'hospitalisation au CMA de Founangue - Construction de 01 bloc de hangar au marché de Roundé - Construction de 01 magasin de stockage à Papata - Construction de 01 magasin de stockage à Soukoungo Abdoua - Construction de 01 magasin de stockage à Walassa				-prévoir latrines provisoires lors de la réalisation et latrines définitives -prévoir bacs à ordures

Type de microprojets	Impacts positifs	Mesures d'optimisation	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation
Microprojets d'équipement : - Equipement en table-bancs à EP Zawaye - Equipement en table-bancs au CAF de Mogozung	- Amélioration des conditions d'éducation et d'enseignement - Réduction du taux d'échec dans les établissements - Protection des couches vulnérables	- Sensibiliser les bénéficiaires et utilisateurs sur l'entretien des ouvrages	- Risque de produire des ouvrages, équipements et matériels de mauvaise qualité	- Procéder au contrôle strict des ouvrages, équipements et matériels livrés
Microprojets agricoles : - Acquisition d'un moulin à céréales à Doldodewo - Implantation de 02 moulins à céréales à Walassa - Octroi du matériel agricole au GIC kirikou à Soukoungo Goni	- Promotion de la pratique agricole - Encouragement des agriculteurs - Appui financier aux producteurs agricoles	- Organiser les concours agricoles - Maximiser les appuis techniques et financiers aux producteurs	- Surexploitation des terres arables	- -screening socio-environnemental - Pratiquer les techniques de jachère et de friche

V.4.2. Plan sommaire de gestion de l'environnement du CDMT

A partir de l'ordre de financement par village tel qu'élaboré, et au regard des ressources que la commune est capable de mobiliser pour cette période triennale, une programmation des projets sur trois ans découlant des cadres logiques a été réalisée par l'ensemble des conseillers présents:

Tableau N° 73: Plan sommaire de gestion de l'environnement du CDMT

Mesures environnementale	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Périodes			Acteurs de suivi	Observations
			2016	2017	2018		
Réaliser les études d'impacts environnementaux avant l'exécution de tout micro projet communal	<ul style="list-style-type: none"> - Préparation des TDR ; - Approbation des TDR ; - recrutement des consultants ; - Réalisation proprement dite des études 	<ul style="list-style-type: none"> - Mairie (Maître d'ouvrage) - Consultant (Maître d'œuvre) 				<ul style="list-style-type: none"> - DDMINEPED - PNDP - CCD - Conseil municipal 	Ces études doivent être conformes à l' ARRETE N° 0070/MINEP du 22 avril 2005 fixant les opérations dont nécessite une Etude d'Impact Environnemental
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental lors du montage de tous les microprojets au niveau de la commune	<ul style="list-style-type: none"> - Remplissage du formulaire par les bénéficiaires ; - Identification des impacts socio-environnementaux possibles ; - Mesures d'atténuation/ optimisations à envisager 	<ul style="list-style-type: none"> - Bénéficiaires des projets ; - Sectoriels ; - Consultants 				<ul style="list-style-type: none"> - DDMINEPED - PNDP - CCD - Conseil municipal 	Chaque formulaire est annexé au dossier projet
Formation du CCD et du Comité de suivi du PCD aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	<ul style="list-style-type: none"> - Préparation des TDR - Invitation des participants ; - Tenue de l'atelier 	PNDP				<ul style="list-style-type: none"> - PNDP - Commune (Maire, SG) 	
Inscription dans le budget communal des prévisions pour les compensations des dommages et des personnes déplacées	Inventaires des dommages et des personnes déplacées	Mairie/Conseil municipal				<ul style="list-style-type: none"> -Mairie -DDMINDCAF 	Les frais y afférents sont pris en charge par la Commune pour les projets PNDP et par l'état pour les projets BIP

Mesures environnementale	Tâches	Acteurs de mise en œuvre	Périodes			Acteurs de suivi	Observations
			2016	2017	2018		
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale des projets retenus	<ul style="list-style-type: none"> - Extraction des mesures environnementales des projets ; - Elaboration d'un plan de suivi des mesures 	<ul style="list-style-type: none"> - CCD - Comité de suivi du PCD 				<ul style="list-style-type: none"> - DDMINEPED - PNDP - CCD - Conseil municipal 	Elaborer un mécanisme de suivi du plan de gestion environnementale
Intégration systématique des rampes d'accès pour handicapés, points d'eau, latrines, dispositifs de traitement des déchets dans les projets de construction	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi-évaluation permanent de l'évolution des microprojets - Contrôles permanents du respect des prescriptions du marché 	<ul style="list-style-type: none"> - Consultants, - Conseil municipal, - Chef Service des Affaires Sociales 				<ul style="list-style-type: none"> - DDMINEPED - PNDP - CCD - MINAS 	Les coûts y afférents doivent être intégrés dans les coûts de la conception du microprojet
Activation et formation des comités locaux de gestion des infrastructures aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	Former les comités sur la maintenance des ouvrages	<ul style="list-style-type: none"> - Commune - ACD - Prestataire - Comité de suivi 				<ul style="list-style-type: none"> - DDMINEPED - PNDP - Conseil municipal 	

V.5. PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL PIA

A la suite de la programmation triennale élaborée, il importe d'y extirper les projets à programmer pour la première année. Le présent PIA constitue la boussole des investissements pour les activités arrêtées pour la première période de notre CDMT.

Tableau N° 74: Plan d'Investissement Annuel 2016

Projet	Coût Total	Contribution de chaq. partenaire	Source de financement	Période de réalisation				Lieu d'implantation	Partenaires
				T1	T2	T3	T4		
Construction de 02 salles de classe	19 000 000	19 000 000	BIP					EP Zawaye	MINEDUB, MINTP,
Construction d'un CAF	12 000 000	12 000 000	BIP					Mogozang	MINEDUB, MINTP,
Construction d'un marché à bétail	30 000 000	30 000 000	BIP					Dogba	MINTP, MINCOMMERC E,
Construction d'une marre artificielle	30 000 000	30 000 000	BIP					Soukoungo Naibi	MINEPIA,
Appui au reboisement du périmètre urbain	19 000 000	19 000 000	BIP					Ouro wandé	MINEFOF,
Equipement en 80 table-bancs	2 050 000	2 050 000	BIP					EP Zawai	MINEDUB,
Equipement en 75 table-bancs (nombre)	2 000 000	2 000 000	BIP					CAF Mogozang	MINEDUB,

Entretien des tronçons routiers de l'espace urbain	105 000 000	105 000 000	CUM					Maroua 2 urbain (Carrefour palais –carrefour marché abattoir, carrefour artisanat-marché poulet)	MINTP, MINHDU
Construction de 04 blocs de 2 salles de classe	36 000 000	36 000 000	COMMUNE					Lycée de Doualaré, EP Walassa, EP Soukoungo, EP Dobouwol	MINEDUB, MINESEC, MINTP,
Construction de 02 blocs de latrines	5 000 000	5 000 000	COMMUNE					EP Walassa, EP Zawaye	MINEDUB, MINEE,
Construction de 08 forages	26 400 000	26 400 000	COMMUNE					Lamidat Maroua, Balgare, Woulde, Djibire, Hodago malidou, Dogba Moufou, Mangave Immanou, Lopere	MINEE,
Construction et équipement d'01 bloc de 02 salles de classe	19 000 000	19 000 000	PNDP					EP Dogba	MINEDUB, MINTP,
Construction de 01 forage à motricité humaine	8 000 000	8 000 000	PNDP					Doldodewo	PNDP, MINEE,
Réalisation de 01 bief	10 000 000	10 000 000	PNDP					Kossewa	PNDP, MINTP, MINEE,
Construction d'un bloc de 02 salles de classe	21 000 000	21 000 000	PNDP					Lycée de Gayak	PNDP, MINESEC, MINTP,
Construction de 01 bloc de hangar	11 000 000	11 000 000	PNDP					Marché de Papata	PNDP, MINTP, MINCOMMERC E,

Construction de 01 forage à motricité humaine	8 000 000	8 000 000	PNDP					Ngourore	PNDP, MINEE,
Construction d'une mare artificielle	150 000 000	150 000 000	PNDP					Doga Maounde	PNDP, MINEE,

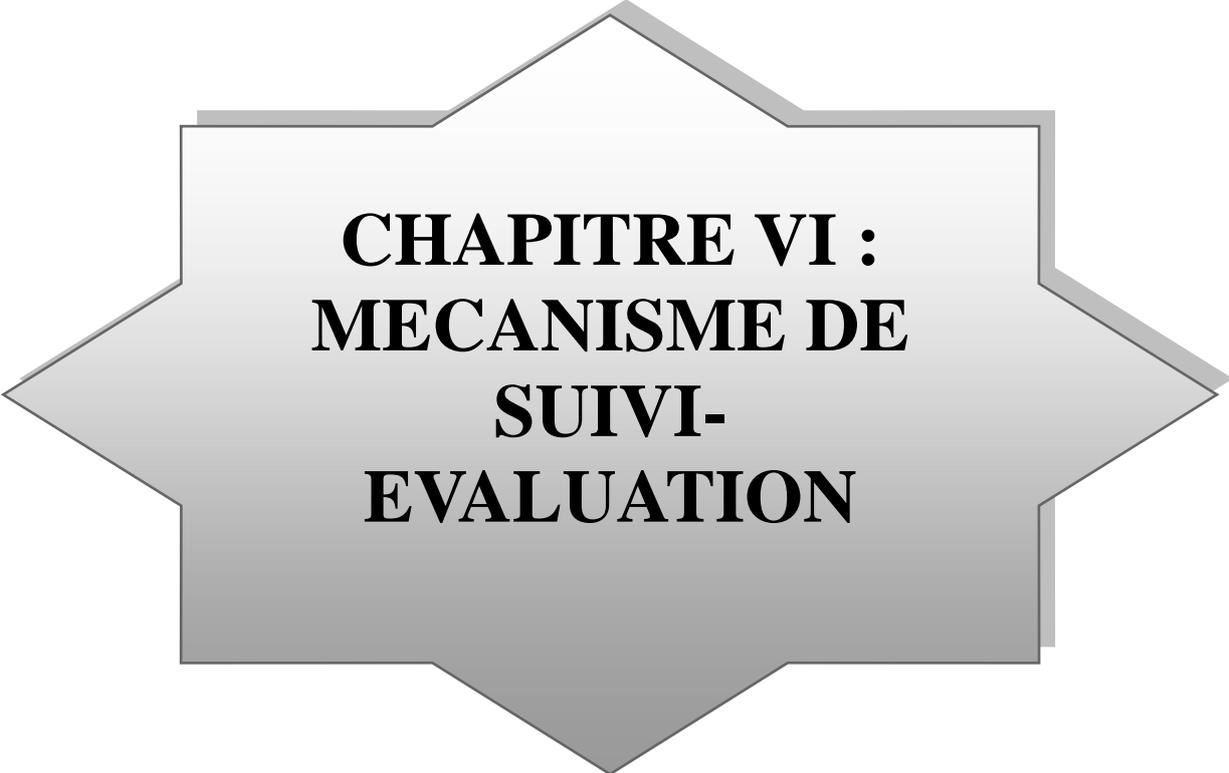
V.6. PLAN DE PASSATION DES MARCHES DU PIA

Tableau N° 75: Plan de passation des marchés du PIA

PROJETS	Etudes de faisabilité	COMES et signature convention	Préparation DAO ou de la DC	Lancement de la Procédure	Période de Soumission	Ouverture /Eval. des offres/ attrib. /notification	Signatures du contrat ou de la Lettre Commande	Enregistrement contrat ou LC	Période d'exécution	Réception provisoire des travaux
	DUREE ESTIMEE EN SEMAINES									
P1 : Construction de 02 salles de classe à l'EP Zawaye	/	1mois	1 sem	05 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	2 mois	1sem
P2 : Construction d'un CAF à Mogozaang	/	1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	4 mois	1sem
P3 : Construction d'un marché à bétail à Dogba	1 mois	1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	1 mois	1sem

P4 : Construction d'une marre artificielle à Soukoungo Naibi	/	1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	02 mois	1sem
P5 : Appui au reboisement à Ouro wande	/	1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	1 mois	1sem
P6 : Equipement en table-bancs à EP Zawaye	/	1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	02 mois	1sem
P7 : Equipement en table-bancs au CAF de Mogowang	/	1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	02 mois	1sem
P8 : Entretien des tronçons routiers de l'espace urbain (Carrefour palais – carrefour marché abattoir, carrefour artisanat- marché poulet)	/	1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	02 mois	1sem
P9 : Construction de 04 salles de classe au Lycée de Doualaré, EP Walassa, EP Soukoungo, EP Dobouwol	/	1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	01 mois	1sem
P10 : Construction de 02 blocs de latrines à EP Walassa, EP Zawaye	/	1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	05 mois	1sem
P11 : Construction de 08 forages à Lamidat Maroua, Balgare, Woulde, Djibire, Hodago malidou, Dogba Moufou, Mangave	1 mois	1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	03 mois	1sem

Immanou, Lopere										
P12 : Construction et équipement d'01 bloc de 02 salles de classe à EP Dogba	/	1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	02 mois	1sem
P13 : Construction de 01 forage à motricité humaine à Doldodewo	1 mois	1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	02 mois	1sem
P14 : Réalisation de 01 bief à Kossewa	/	1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	06 mois	1sem
P15 : Construction d'un bloc de 02 salles de classe au Lycée de Gayak	/	1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	05 mois	1sem
P16 : Construction de 01 bloc de hangar au marché de Papata	/	1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	02 mois	1sem
P17 : Construction de 01 forage à motricité humaine à Ngourore	1 mois	1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	03 mois	1sem
P18 : Construction d'une marre artificielle à Doga Maounde	/	1mois	1 sem	03 j	3 sem	1 sem	1 sem	1sem	01 mois	1sem



**CHAPITRE VI :
MECANISME DE
SUIVI-
EVALUATION**

VI.1. COMPOSITION ET ATTRIBUTIONS DU COMITE DE SUIVI-EVALUATION DU PCD

L'implémentation du PCD requiert un travail méticuleux de suivi. Ce travail sera fait par une structure interne à la commune, appelée Comité de suivi évaluation du PCD. Officialisé par un arrêté municipal, ce comité a pour rôle comme son nom l'indique de coordonner, suivre et surtout évaluer le niveau de réalisation des projets programmés dans le PCD.

La composition du Comité de Suivi est modulable en fonction de la spécificité de l'ouvrage à réaliser. Cependant, il y a lieu de préciser que les autorités traditionnelles, les Présidents des Comités de Développement, les membres des Comités de Concertation en leur qualité de mobilisateurs des populations et des ressources sont d'office membres de la sous-commission du Comité de Suivi & Evaluation des projets inhérents à leurs Communautés.

En fonction de leur posture de conseillers techniques, les sectoriels sont tous membres du Comité de Suivi Evaluation et leur intégration au sein des sous-commissions sera fonction du projet à mettre en œuvre. Le tableau ci-dessous présente la composition sommaire du Comité de suivi du PCD de Maroua 2^{ème}.

VI.1.1. Composition du comité de suivi-évaluation du PCD

Tableau N° 76: Composition du Comité de suivi du PCD

N°	Désignation	Noms et Prénoms
Membres Permanents		
01	Président	BOUBAKARI
02	Rapporteur	AHMADOU HAMADOU BAKARY
03	Rapporteur Adjoint	OUSMAN DJIBRILE
04	Membre	YAYA DALIL
05	Membre	MOUSTAPHA ALHADJI NASSOUROU
06	Membre	IDRISSOU ALHADI TOUKOUR

VI.1.2. Les attributions du Comité de suivi du PCD

Les rôles et fonctions du comité de suivi du PCD sont les suivants :

- S'assurer de la conformité des activités avec le calendrier de déroulement, les moyens et responsabilités prévisionnels ;
- Attirer l'attention de l'exécutif communal sur les écarts observés par rapport à l'exécution des actions programmées dans le PCD,
- Jouer le rôle d'interface entre les comités de concertation installés dans les villages et l'exécutif,
- Rendre compte au conseil municipal de la mise en œuvre du PCD
- Produire le rapport d'activités et le soumettre à l'exécutif communal tous les trimestres,
- Suivre au quotidien l'exécution et la mise en œuvre du PIA en veillant à la prise en compte des aspects sociaux environnementaux des projets.
- Elaborer chaque année le PIA avec le conseil municipal
- Actualiser le CDMT après trois (03) ans

Excepté les sectoriels et autres membres automatiques du comité, les autres membres doivent remplir les conditions suivantes :

- Avoir suivi de bout en bout tout le processus de planification locale dans la commune en vue de l'élaboration du PCD
- Etre conseiller municipal ou acteur de développement intervenant sur le territoire de la commune
- Etre disponible
- Savoir lire et écrire.

VI.1.3. Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)

La coordination du suivi de la mise en œuvre du PIA est assurée par le maire de la commune. De façon opérationnelle, le comité communal de suivi-évaluation suit au quotidien la mise en œuvre des actions programmées dans le Plan d'Investissement Annuel et rend compte au maire.

Au niveau de chaque village, le comité de concertation va suivre la mise en œuvre des projets dans la communauté et rendre compte au comité communal de suivi évaluation.

Le comité communal de suivi-évaluation de la mise en œuvre du PCD doit se réunir chaque trimestre pour évaluer le niveau d'atteinte des résultats et de réalisation des activités.

Dans la mise en œuvre, des indicateurs de suivi-évaluation devront être pris en compte pour servir de point de référence afin de s'assurer de l'effectivité des réalisations prévues, les moyens utilisés et les résultats obtenus ainsi que les délais de temps tels que prévus.

Le tableau suivant présente les indicateurs de suivi-évaluation pour chaque secteur dans le cadre de la mise en œuvre du PIA.

Tableau N° 77: Indicateur de suivi-évaluation du PIA

Secteur	Indicateur Général	Indicateurs secondaires
Hydraulique	<ul style="list-style-type: none"> - % d'accès à l'eau potable en milieu urbain. - % d'accès à l'eau potable en milieu rural 	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de points d'eau créés et fonctionnels. - Nombre de points d'eau réhabilités. - Nombre comités de gestion mis en place et fonctionnels - Distance du ménage le plus éloigné par rapport au point d'eau - Nombre de campagnes de formation au traitement de l'eau.
Education	Taux de jeunes ayant un accès facile à une éducation de qualité.	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'équipements et infrastructures scolaires acquis; - Qualité et quantité du personnel enseignant affecté; - Ratio Maitre/Elèves. - Taux de réussite scolaire ; - Nombre d'élèves par salle de classe. - Nombre d'équipements et d'infrastructures installées.
Protection de la nature et de l'environnement	Niveau de dégradation environnemental	<ul style="list-style-type: none"> - % d'espaces reboisés - Nombre d'ouvrages d'assainissement. - Nombre de localités nettoyées de déchets plastiques
Agriculture	Nombre et qualité des produits agricoles sur le marché	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de groupes de producteurs appuyés - Nombre d'association/coopératives mises en place
Microprojets routiers :	- Taux de fluidité de la circulation	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de km de routes bitumées - Nombre de km de routes reprofilées

Secteur	Indicateur Général	Indicateurs secondaires
	- % de désenclavement des localités et villages	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'ouvrages d'assainissement construits - Nombre d'ouvrages de franchissement construits

VI.1.4. Dispositif, outils et fréquence du reporting

➤ Dispositif

Le dispositif prévu pour le suivi de la mise en œuvre du PCD de Maroua 2^{ème} repose sur la mise en place d'un comité de suivi-évaluation. Celui-ci est tenu de travailler en étroite collaboration avec l'exécutif communal afin d'attirer son attention et l'informer sur le niveau de réalisation des actions planifiées, les écarts observés par rapport aux résultats attendus. Pour rendre ce dispositif efficace, les membres du comité de suivi-évaluation devront suivre un programme de renforcement des capacités pour la maîtrise de leur rôle, afin de faciliter la circulation d'informations entre les communautés, l'exécutif municipal, les prestataires de services et les sectoriels.

➤ Outils et fréquences de suivi

Les outils suivants seront nécessaires pour le suivi des activités :

- Les fiches de suivi et évaluation (elles sont fonctions des activités à mener);
- Le chronogramme de suivi des activités qui est élaboré par la sous-commission conformément à la programmation annuelle des activités à mener;
- Les rapports périodiques d'avancement des activités. Ceux-ci se feront sur la base d'une périodicité définie au préalable les acteurs du suivi-évaluation.

Cependant, les outils de base auxquels il faut faire recours restent les tableaux de planification contenus dans le présent PCD.

VI.1.5. Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

Le PIA a une période de validité d'un an et le PCD de cinq ans. Toutefois, le document doit être révisé au bout de trois ans. Le mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD suit un certain nombre d'étapes très importantes dont les plus en vue sont :

➤ Mobilisation des ressources

Le Maire prend contact avec les bailleurs (classiques et autres) de la commune pour avoir le niveau de leurs affectations financières à la commune. En outre, il prospecte de nouvelles sources de revenus pour son institution.

➤ Evaluation de la mise en œuvre du PIA de l'année (n) en cours

- Faire le point sur les activités du PIA(n) réalisées et liquidées ;
- Faire le point sur les activités du PIA(n) en cours de réalisations et dont les fonds sont bloqués et sûres ;
- Faire le point sur les activités du PIA(n) en cours de réalisations et dont les paiements sont reportés ;
- Faire le point sur les activités du PIA (n) non exécutées ;

- Faire le point sur le niveau de prise en compte des aspects socio-environnementaux dans la mise en œuvre des projets de l'année n.

➤ Tenue de l'atelier

- Présentation de l'état d'exécution du PIA de l'année (n) en cours ;
- Présentations des projets du CDMT correspondant à l'année (n+1) suivante ;
- Présentation du cadre sommaire de gestion environnemental du CDMT actualisé ;
- Présentation des priorités éventuelles non contenues dans le PCD ;
- Présentation des ressources sûres de l'année (n+1) ;
- Présentation du projet de PIA de l'année (n+1) ;
- Echanges et débats ;
- Ajustement du projet de PIA sur la base du consensus ;
- Présentation du nouveau PPM ;
- Elaboration de l'année 3 du nouveau CDMT.

➤ Actualisation et validation des documents

- Elaboration d'un nouveau CDMT ;
 - Actualisation des Cadres Logiques par secteur ;
 - Intégration des nouvelles priorités dans le PCD ;
 - Actualisation des données du PCD (Etats par secteurs) ;
 - Actualisation du cadre sommaire de gestion environnementale ;
- Validation des documents par le Conseil Municipal.

VI.2. PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

Le PCD est un document vendable. Pour qu'il se réalise efficacement, il doit être porté à la connaissance du grand public, plus spécifiquement auprès des partenaires au développement à l'instar des élites, des ministères techniques en fonction des thématiques identifiées, des potentiels bailleurs de fonds externes et internes, des populations et des élus locaux. A ce titre, comme tout produit vendable, le marketing occupe une place de choix. Pour ce faire, le plan de communication suivant a été mis en place avec pour objectif de faciliter le marketing du présent document:

Tableau N° 78: Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
COMMUNICATION INTERNE							
Assurer une bonne circulation de l'information en interne	- Créer des adresses email pour chaque personnel	cellule de communication	Conseiller municipaux	Internet	100 000	1 fois l'an	Compte rendu sur le BP et autres
	Organiser les réunions de coordination des activités	Le maire et tous les chefs de services	Le personnel communal et/ou les Conseillers municipaux	Kits et matériels de réunion	50 000	Tous les mois	Rapports et Compte rendus des réunions
	Réhabiliter et acquérir les tableaux d'affichages	Le maire et tous les chefs de services	Le personnel communal et/ou les Conseillers municipaux et tous les usagers	Babillards	50 000	1 fois l'an	Différentes affiches
	Créer une boîte à suggestions à la commune	Exécutif communal	Acteurs communaux et public	Boîte à suggestions	25 000	1 fois l'an	Rapport de dépouillement des suggestions
COMMUNICATION EXTERNE							
<i>La communication avec les autorités et les sectoriels</i>							
Informers régulièrement les autorités au niveau national, régional et local des activités de	Produire et diffuser les rapports périodiques d'activités	Secrétaire général	-membres du gouvernement	Rapport périodiques	100 000	Chaque trimestre	Bordereau de transmission

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
la commune			-gouverneur - préfet - sectoriels				
La communication avec les populations de la commune							
Sensibiliser les populations sur l'importance de participer aux activités de développement	-organiser les campagnes d'information et de sensibilisation dans les villages	- Maires - Conseillers municipaux	communautés	Fiches et tracts de sensibilisation	800 000	1 fois l'an	Rapports des campagnes
Restituer le plan communal de développement aux populations pour les engager dans la mise en œuvre des actions programmées	Organisation des séances de restitution du PCD au niveau des communautés	-Maire -Conseillers municipaux - CCD	- communautés	Plan communal de développement	800 000	1 fois l'an	Rapport des séances de restitution
Informer les populations sur les activités et réalisations de la commune	Production des émissions radios, magazines TV et publication dans les journaux	Cellule de communication de la commune et exécutif municipal	Grand public	Médias locaux (Radios locales et presses locales, CRTV, et autres)	1 million	Chaque trimestre	Supports audio et vidéo, affiches, dépliants, tracts.
Promouvoir la gouvernance locale	Communiquer sur le budget et le compte administratif de la commune	- Maire - Conseillers municipaux	- communautés - usagers	-Médias locaux -Site internet communal -concertation avec les	200 000	1 fois l'an	Supports audio et vidéo, affiches, dépliants, tracts, mails

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
				communautés -babillard de la commune			
Communication avec la société civile et le secteur privé							
Impliquer la société civile et le secteur privé dans la conduite des actions de développement	Organiser des rencontres avec la société civile et le secteur privé	- Maire	Société civile/secteur privé	Correspondances	1.000.000	2 fois/an	contrats de partenariat signés
Promouvoir la gouvernance locale	Communiquer sur le budget et le compte administratif de la commune	- Maire	Société civile/secteur privé	- Médias locaux - Site internet communal - Concertation avec les OSC et la commune	200 000	2 fois/an	Signature des contrats de partenariat
Constituer une banque de données sur la société civile et le secteur privé	Mettre en place un répertoire et des contacts	Cellule de communication	- Maire	Listes des OCE et OSP	200 000	Chaque année	Répertoire disponible
Informier régulièrement la société civile et le secteur privé sur les activités de la commune	Concevoir et diffuser un rapport d'activités trimestriel	Cellule de communication	Société civile, secteur privé	- Rapport d'activités trimestriel, semestriel et annuel - Site internet	500 000	Tous les trimestres	Liste de diffusion du rapport
Communication avec les partenaires techniques et financiers							

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
Identifier les partenaires	Constituer un répertoire des partenaires et leurs contacts	Cellule de communication	- Maire	Plan communal de développement	50 000	Trimestre	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les partenaires sur le processus de développement de la commune	Organiser des séances de travail et créer des cadres de concertation entre la commune et les partenaires	Cellule de communication	- Maire	Séances de travail	1 500 000	Semestre	Compte rendu disponible
Informers régulièrement les partenaires sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Produire et diffuser les rapports d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Projets et programmes Bailleurs de fonds/ONG	Rapport d'activités	50 000	Mensuel	Rapports diffusés
Communication avec les élites extérieures et la diaspora							
Identifier les élites extérieures et la diaspora de la commune	Constituer un répertoire des fils et filles de la commune vivant hors de l'espace communal et du pays	Cellule de communication	- Maire		50 000	Mensuel	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les élites extérieures et les élites de la diaspora dans le processus de développement de la commune	Organiser des campagnes de sensibilisation et d'information auprès des élites extérieures et les acteurs de la diaspora sur le PCD	Cellule de communication	- Maire	Campagnes d'information avec plan communal de développement comme support	250 000	Tous les trois mois	rapports disponibles

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
Informers régulièrement les élites extérieures et la diaspora sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la commune	Produire et diffuser les rapports d'activités	- Maire -Conseillers municipaux	Elites extérieures et diaspora	Rapport d'activités transmis par email ou diffusé sur le site internet de la commune	100 000	Tous les mois	Rapports diffusés
LA COMMUNICATION DE MASSE							
Informers le grand public sur les activités de la commune, l'élaboration et la mise en œuvre du plan communal de développement	Organiser des émissions sur les radios communautaires ou régionales	Cellule de communication	Grand public	Médias de masse	100 000	Hebdomadaire	Nombre d'émissions diffusées
	Concevoir, mettre en ligne et actualiser régulièrement le site web de la commune	Cellule de communication	Public national et international	Site internet	100 000	Quotidien	Site en ligne
	Organiser des points de presse	Cellule de communication	Journalistes et hommes de médias	dossiers de presse	500 000	Mensuel	Publication des presses
	Réaliser des reportages et des documentaires sur les activités de la commune	Cellule de communication	Grand public		2000 000	Trimestre	Supports vidéo, audio, affiches, etc.
	Créer et diffuser un journal communal	Cellule de communication	Grand public		500 000	Mensuel	Nombre d'éditions
Actions de plaidoyer							
Rechercher des financements alternatifs pour la mise en œuvre du plan de développement	Organiser des rencontres avec les sectoriels	maire	MINEPAT et les autres sectoriels	PCD et état de mise en œuvre	2 500 000	Mensuel	Rapports de rencontres
	Organiser des rencontres avec les bailleurs et des	Maire	partenaires	PCD et état de	1 000 000	Trimestre	Signatures des

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
	projets ainsi que les programmes			mise en œuvre			conventions
	Organiser des rencontres avec les OSC et le secteur privé	Maire	Chefs d'entreprise	PCD et état de mise en œuvre	1 000 000	Trimestre	Signatures des conventions
	Organiser des rencontres avec la diaspora	Maire	Diaspora		5 000 000	Annuel	Signatures des engagements

CONCLUSION

Conformément aux instructions du PNDP, l'actualisation du Plan Communal de Développement de la commune de Maroua 2^{ème} a été un processus pleinement participatif du début jusqu'à la fin. Ce processus a conduit à la réalisation de plusieurs activités dont les principales sont : les préparations, la réalisation des diagnostics participatifs, la consolidation des données des différents diagnostics, l'organisation d'un atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation et la mise en place du dispositif de suivi-évaluation.

Pour y parvenir, les données ont tour à tour été collectées et analysées, avec la collaboration et l'implication de tous les acteurs et parties prenantes au processus (les élus, les sectoriels, les populations bénéficiaires, les autorités traditionnelles et religieuses, les opérateurs économiques, les partenaires au développement...).

L'exploitation des données collectées montre que la commune fait face à d'importants défis, quelle devra surmonter pour impulser un développement efficient et améliorer durablement les conditions de vie de ses populations. L'essentiel des besoins tourne autour des infrastructures sociales de base, à savoir hydrauliques, d'éducation, de santé, d'électrification, mais aussi des infrastructures agricoles, routières et d'assainissement. Afin d'être à la hauteur des attentes et relever le défi, la stratégie repose sur la mise en œuvre des microprojets prioritaires et du plan stratégique de renforcement de l'institution communale, issus des différents diagnostics. Il s'agit précisément de huit microprojets prioritaires pour chacun des quatorze villages de la commune (05 projets sociaux et 03 projets économiques) et environ 18 (dix-huit) projets pour l'espace urbain. D'ailleurs, sur la base d'une priorisation stricte, les différents projets identifiés ont permis d'élaborer un Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) étalé sur trois ans, ainsi qu'un Plan d'Investissement Annuel (PIA) valide pour un an. Ces documents seront progressivement évalués et actualisés au fur et à mesure de la mise en œuvre des projets ainsi que de la mobilisation des ressources.

Enfin, dans le souci de vulgariser ce document stratégique, un plan de communication a été élaboré, pour servir de plan marketing et rechercher de par le monde entier les moyens et partenaires de mise en œuvre.

BIBLIOGRAPHIE

- Heywood, I; Cornelius, S; Carver; An introduction to Geographical Information Systems; prentice hall, 1998.
- kfw, ded, GIZ; Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication et de marketing communal ; 2010.
- Loi N° 2009/011 du 10 Juillet 2009 portant régime financier des collectivités territoriales décentralisées.
- Loi N° 2009/019 du 25 Décembre 2009 portant fiscalité locale.
- Loi N° 2004/017 du 22 Juillet 2004 portant orientation de la décentralisées.
- Loi N° 2004/018 du 22 Juillet 2004 fixant les règles applicables aux communes.
- Mairie de Maroua 2^{ème} : Budgets et comptes administratifs 2012, 2013, 2014.
- Mairie de Maroua 2^{ème} : Plans de campagne 2013, 2014, 2015, 2016.
- Margerat Y ; Atlas de géographie du Cameroun : les villes et leurs fonctions, centre Orstom du petit Bassam ; 1963 ;
- Minepat ; Recensement Général de la Population et de l'Habitat, 2005.
- Minepat ; Document de Stratégies pour la Croissance et l'Emploi, 2010.
- Minepat ; Cameroun Vision 2035, 2010.
- SNV, ded, GIZ; La gestion du patrimoine communal tome 5, Maroua, 2007.

ANNEXES

Annexe N° 1: Fiches de projets du PIA

FICHE DE PROJET N° 1: Construction de 02 salles de classe à l'EP Zawaye

1		Mois	Année	Observations
	Date d'établissement		2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
	Nom de la commune	Maroua 2 ^{ème}		
	Département	Diamaré		
	Région	Extrême-Nord		
	Titre du projet	Construction de 02 salles de classe à l'EP Zawaye		

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)			
	Projet financé par le BIP	Montants		
		19 000 000		
	Contribution sur budget communal			
	Contribution sur budget de l'Etat			
	Autres co-financements confirmés			
	Montant sollicité			
	Total	19 000 000		

4	OBJECTIFS DU PROJET			
	Groupes cibles bénéficiaires	Elèves et corps enseignant de l'EP Zawaye		
	Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'éducation de qualité		
	Objectifs globaux	Améliorer l'accès à l'éducation		
	Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer les conditions d'éducation - Améliorer l'offre en infrastructures - Améliorer le taux de réussite scolaire 		
	Résultats attendus	02 salles de classe construite		
	Activités	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes techniques et de faisabilité - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception 		

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
	Orientations	Description		
	PCD			
	Stratégie sectorielle			
	Politique nationale (DSCE)	Améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire à l'éducation de base		
	Autres à préciser			

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
	Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N° 2: Construction d'un CAF à Mogozaang

1		Mois	Année	Observations
Date d'établissement			2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la commune	Maroua 2 ^{ème}			
Département	Diamaré			
Région	Extrême-Nord			
Titre du projet	Construction d'un CAF à Mogozaang			

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)		
Projet financé par le BIP			Montants 12 000 000
Contribution sur budget communal			
Contribution sur budget de l'Etat			
Autres co-financements confirmés			
Montant sollicité			
Total			12 000 000

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cibles bénéficiaires	Populations de Mogozaang	
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'éducation de qualité	
Objectifs globaux	Améliorer l'accès à l'éducation	
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer les conditions d'éducation - Améliorer l'offre en infrastructures - Améliorer le taux de réussite scolaire 	
Résultats attendus	01 CAF construit	
Activités	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes techniques et de faisabilité - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception 	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD		
Stratégie sectorielle		
Politique nationale (DSCE)	Améliorer l'accès équitable de tous à l'éducation de base	
Autres à préciser		

1		Mois	Année	Observations
6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS		2016	
Date d'établissement				
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N° 3: Construction d'un marché à bétail à Dogba

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET	
Nom de la commune	Maroua 2 ^{ème}	
Département	Diamaré	

Région	Extrême-Nord
Titre du projet	Construction d'un marché à bétail à Dogba

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)	
Projet financé par le BIP		Montants 30 000 000
Contribution sur budget communal		
Contribution sur budget de l'Etat		
Autres co-financements confirmés		
Montant sollicité		
Total		30 000 000

4	OBJECTIF DU PROJET	
Groupes cibles bénéficiaires	Populations de Dogba	
Problèmes à résoudre	Absence d'un marché pour bétail	
Objectifs globaux	Faciliter l'achat et la vente du bétail dans l'arrondissement	
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'accès aux bêtes - Booster la production des produits pastoraux - Améliorer les conditions de vie des populations 	
Résultats attendus	Un marché à bétail construit	
Activités	<ul style="list-style-type: none"> - Passation du marché - Exécution - Suivi/Evaluation - Réception 	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD		
Stratégie sectorielle		
Politique nationale (DSCE)	Assurer de manière compétitive la présence des produits d'élevage sur les marchés nationaux et internationaux	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N° 4: Construction d'une marre artificielle à Soukoungo Naibi

1		Mois	Année	Observations
Date d'établissement			2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la commune	Maroua 2 ^{ème}			
Département	Diamaré			
Région	Extrême-Nord			
Titre du projet	Construction d'une marre artificielle à Soukoungo Naibi			

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)		
Projet financé par le BIP		Montants	30 000 000
Contribution sur budget communal			
Contribution sur budget de l'Etat			
Autres co-financements confirmés			
Montant sollicité			
Total			30 000 000

4	OBJECTIF DU PROJET	
Groupes cibles bénéficiaires	Populations de Soukoungo Naibi	
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'eau pour les bêtes	
Objectifs globaux	Faciliter l'activité pastorale dans la localité	
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'accès à l'eau pour les bêtes - Booster la production des produits pastoraux - Améliorer les conditions de vie des populations 	
Résultats attendus	une marre artificielle construite	
Activités	<ul style="list-style-type: none"> - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception 	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD		
Stratégie sectorielle		
Politique nationale (DSCE)	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières animales	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N° 5: Appui au reboisement à Ouro wande

1		Mois	Année	Observations
	Date d'établissement		2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
	Nom de la commune	Maroua 2 ^{ème}		
	Département	Diamaré		
	Région	Extrême-Nord		
	Titre du projet	Appui au reboisement à Ouro wande		

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)		
	Projet financé par le BIP	Montants	19 000 000
	Contribution sur budget communal		
	Contribution sur budget de l'Etat		
	Autres co-financements confirmés		
	Montant sollicité		
	Total		19 000 000

4	OBJECTIFS DU PROJET	
	Groupes cibles bénéficiaires	Populations d'Ouro wande
	Problèmes à résoudre	Reboisement de la zone
	Objectifs globaux	Faciliter la régénération du couvert végétal
	Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Augmenter le nombre d'essences végétales - Participer à la lutte contre les changements climatiques - Améliorer les conditions de vie des populations
	Résultats attendus	Village reboisé
	Activités	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes techniques et de faisabilité - Passation du marché - Exécution - Suivi/Evaluation - Réception

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
	Orientations	Description
	PCD	
	Stratégie sectorielle	
	Politique nationale (DSCE)	Assurer une gestion durable des ressources naturelles
	Autres à préciser	

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
	Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N° 6: Equipement en table-bancs à EP Zawaye

1		Mois	Année	Observations
Date d'établissement			2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la commune		Maroua 2 ^{ème}		
Département		Diamaré		
Région		Extrême-Nord		
Titre du projet		Equipement en table-bancs à EP Zawaye		

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)		
Projet financé par le BIP			Montants 2 050 000
Contribution sur budget communal			
Contribution sur budget de l'Etat			
Autres co-financements confirmés			
Montant sollicité			
Total			2 050 000

4	OBJECTIF DU PROJET	
Groupes cibles bénéficiaires		Elèves et corps enseignant de l'EP Zawaye
Problèmes à résoudre		Difficultés d'accès à l'éducation de qualité
Objectifs globaux		Améliorer l'accès à l'éducation
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer les conditions d'éducation - Améliorer l'offre en infrastructures - Améliorer le taux de réussite scolaire
Résultats attendus		l'EP Zawaye est équipé en tables-banc
Activités		<ul style="list-style-type: none"> - Etudes techniques - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations		Description
PCD		
Stratégie sectorielle		
Politique nationale (DSCE)		Améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire à l'éducation de base
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N° 7: Equipement en table-bancs au CAF de Mogoang

1		Mois	Année	Observations
Date d'établissement			2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la commune	Maroua 2 ^{ème}			
Département	Diamaré			
Région	Extrême-Nord			
Titre du projet	Equipement en table-bancs au CAF de Mogoang			

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)		
Projet financé par le BIP		Montants	2 000 000
Contribution sur budget communal			
Contribution sur budget de l'Etat			
Autres co-financements confirmés			
Montant sollicité			
Total			2 000 000

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cibles bénéficiaires	Populations de Mogoang et de ses environs	
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'éducation de qualité	
Objectifs globaux	Améliorer l'accès à l'éducation	
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer les conditions d'éducation - Améliorer l'offre en infrastructures - Améliorer le taux de réussite scolaire 	
Résultats attendus	Le CAF de Mogoang est équipé en tables-banc	
Activités	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes techniques - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception 	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD		
Stratégie sectorielle		
Politique nationale (DSCE)	Améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire à l'éducation de base	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N° 8: Entretien des tronçons routiers de l'espace urbain (Carrefour palais –carrefour marché abattoir, carrefour artisanat- marché poulet)

1		Mois	Année	Observations
	Date d'établissement		2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
	Nom de la commune	Maroua 2 ^{ème}		
	Département	Diamaré		
	Région	Extrême-Nord		
	Titre du projet	Entretien des tronçons routiers de l'espace urbain (Carrefour palais – carrefour marché abattoir, carrefour artisanat- marché poulet)		

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)		
	Projet financé par le CUM	Montants 105 000 000	
	Contribution sur budget communal		
	Contribution sur budget de l'Etat		
	Autres co-financements confirmés		
	Montant sollicité		
	Total	105 000 000	

4	OBJECTIF DU PROJET	
	Groupes cibles bénéficiaires	Populations de l'espace urbain de Maroua 2 ^{ème}
	Problèmes à résoudre	Enclavement de la commune
	Objectifs globaux	Désenclaver l'espace urbain communal
	Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer le réseau routier - Réfectionner les voies usées - Entretenir les voies et routes
	Résultats attendus	Réseau routier de la commune entretenu
	Activités	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes techniques - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
	Orientations	Description
	PCD	
	Stratégie sectorielle	
	Politique nationale (DSCE)	Assurer la pérennité du patrimoine infrastructurel de l'Etat
	Autres à préciser	

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
	Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°9: Construction de 04 salles de classe au Lycée de Doualaré, EP Walassa, EP Soukoungo, EP Dobouwol

1		Mois	Année	Observations
	Date d'établissement		2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
	Nom de la commune	Maroua 2 ^{ème}		
	Département	Diamaré		
	Région	Extrême-Nord		
	Titre du projet	Construction de 04 salles de classe au Lycée de Doualaré, EP Walassa, EP Soukoungo, EP Dobouwol		

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)		
	Projet financé par la commune	Montants	
	Contribution sur budget communal	36 000 000	
	Contribution sur budget de l'Etat		
	Autres co-financements confirmés		
	Montant sollicité		
	Total	36 000 000	

4	OBJECTIF DU PROJET		
	Groupes cibles bénéficiaires	Elèves et corps enseignants de : Lycée de Doualaré, EP Walassa, EP Soukoungo, EP Dobouwol	
	Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'éducation de qualité	
	Objectifs globaux	Améliorer l'accès à l'éducation	
	Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer les conditions d'éducation - Améliorer l'offre en infrastructures - Améliorer le taux de réussite scolaire 	
	Résultats attendus	04 salles de classe sont construites (Lycée de Doualaré, EP Walassa, EP Soukoungo, EP Dobouwol)	
	Activités	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes techniques et de faisabilité - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception 	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION		
	Orientations	Description	
	PCD		
	Stratégie sectorielle		
	Politique nationale (DSCE)	Améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire à l'éducation de base et secondaire	
	Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
	Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N° 10: Construction de 02 blocs de latrines à EP Walassa, EP Zawaye

1		Mois	Année	Observations
Date d'établissement			2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la commune		Maroua 2 ^{ème}		
Département		Diamaré		
Région		Extrême-Nord		
Titre du projet		Construction de 02 blocs de latrines à EP Walassa, EP Zawaye		

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)		
Projet financé par la commune			Montants
Contribution sur budget communal			5 000 000
Contribution sur budget de l'Etat			
Autres co-financements confirmés			
Montant sollicité			
Total			5 000 000

4	OBJECTIF DU PROJET	
Groupes cibles bénéficiaires		Elèves et corps enseignants d'EP Walassa et EP Zawaye
Problèmes à résoudre		Difficultés d'accès à l'assainissement de base
Objectifs globaux		Améliorer l'accès à l'assainissement de base
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer les conditions d'éducation - Améliorer l'offre en infrastructures - Améliorer le taux de réussite scolaire
Résultats attendus		02 blocs de latrines sont construits
Activités		<ul style="list-style-type: none"> - Etudes techniques et de faisabilité - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations		Description
PCD		
Stratégie sectorielle		
Politique nationale (DSCE)		Développer les infrastructures d'assainissement
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N° 11: Construction de 08 forages à Lamidat Maroua, Balgare, Woulde, Djibire, Hodago malidou, Dogba Moufou, Mangave Immanou, Lopere

1	Mois	Année	Observations
Date d'établissement			

2 INFORMATIONS SUR LE PROJET	
Nom de la commune	Maroua 2 ^{ème}
Département	Diamaré
Région	Extrême-Nord
Titre du projet	Construction de 08 forages à Lamidat Maroua, Balgare, Woulde, Djibire, Hodago malidou, Dogba Moufou, Mangave Immanou, Lopere

3 FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)	
Projet financé par la commune	Montants
Contribution sur budget communal	26 400 000
Contribution sur budget de l'Etat	
Autres co-financements confirmés	
Montant sollicité	26 400 000
Total	

4 OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cibles bénéficiaires	Populations de Balgare, Woulde, Djibire, Hodago malidou, Dogba Moufou, Mangave Immanou, Lopere, Kakatare et des environs
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'eau potable
Objectifs globaux	Permettre aux populations de la commune d'avoir accès à l'eau potable
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'accès à l'eau - Réduire le taux des maladies hydriques - Améliorer les conditions de vie des populations
Résultats attendus	08 forages construits
Activités	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes techniques et de faisabilité - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception

5 LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description
PCD	
Stratégie sectorielle	
Politique nationale (DSCE)	Développer les infrastructures hydrauliques
Autres à préciser	

FICHE DE PROJET N° 12: Construction et équipement d'01 bloc de 02 salles de classe à EP Dogba

1		Mois	Année	Observations
Date d'établissement			2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la commune		Maroua 2 ^{ème}		
Département		Diamaré		
Région		Extrême-Nord		
Titre du projet		Construction et équipement d'01 bloc de 02 salles de classe à EP Dogba		

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)		
Projet financé par le PNDP			Montants
Contribution sur budget communal			19 000 000
Contribution sur budget de l'Etat			
Autres co-financements confirmés			
Montant sollicité			
Total			19 000 000

4	OBJECTIFC DU PROJET	
Groupes cibles bénéficiaires		Elèves et corps enseignant de l'EP Dogba
Problèmes à résoudre		Difficultés d'accès à l'éducation de qualité
Objectifs globaux		Améliorer l'accès à l'éducation
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer les conditions d'éducation - Améliorer l'offre en infrastructures - Améliorer le taux de réussite scolaire
Résultats attendus		Unbloc de 02 salles de classe construit et équipé
Activités		<ul style="list-style-type: none"> - Etudes techniques et de faisabilité - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations		Description
PCD		
Stratégie sectorielle		
Politique nationale (DSCE)		Améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire à l'éducation de base
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N° 13: Construction de 01 forage à motricité humaine à Doldodewo

1		Mois	Année	Observations
Date d'établissement			2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la commune		Maroua 2 ^{ème}		
Département		Diamaré		
Région		Extrême-Nord		
Titre du projet		Construction de 01 forage à motricité humaine à Doldodewo		

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)		
Projet financé par le PNDP			Montants 8 000 000
Contribution sur budget communal			
Contribution sur budget de l'Etat			
Autres co-financements confirmés			
Montant sollicité			
Total			8 000 000

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cibles bénéficiaires		Populations de Doldodewo
Problèmes à résoudre		Difficultés d'accès à l'eau potable
Objectifs globaux		Permettre aux populations de la commune d'avoir accès à l'eau potable
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'accès à l'eau - Réduire le taux des maladies hydriques - Améliorer les conditions de vie des populations
Résultats attendus		01 forage à motricité humaine construit
Activités		<ul style="list-style-type: none"> - Etudes techniques et de faisabilité - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations		Description
PCD		
Stratégie sectorielle		
Politique nationale (DSCE)		Développer les infrastructures hydrauliques
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleur (s)	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N° 14: Réalisation de 01 bief à Kossewa

1		Mois	Année	Observations
---	--	------	-------	--------------

Date d'établissement		2016	
----------------------	--	------	--

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET		
Nom de la commune	Maroua 2 ^{ème}		
Département	Diamaré		
Région	Extrême-Nord		
Titre du projet	Réalisation de 01 bief à Kossewa		

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)		
Projet financé par le PNDP		Montants	10 000 000
Contribution sur budget communal			
Contribution sur budget de l'Etat			
Autres co-financements confirmés			
Montant sollicité			
Total			10 000 000

4	OBJECTIF DU PROJET	
Groupes cibles bénéficiaires	Populations de Kossewa	
Problèmes à résoudre	Difficulté d'accès aux ouvrages de franchissement	
Objectifs globaux	Faciliter l'accès aux ouvrages de franchissement	
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Construire un bief - Améliorer les conditions de vie des populations 	
Résultats attendus	01 bief réalisé	
Activités	<ul style="list-style-type: none"> - Passation du marché - Exécution des travaux - Suivi-évaluation - Réception 	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD		
Stratégie sectorielle		
Politique nationale (DSCE)	Assainir le cadre de vie des populations	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N° 15: Construction d'un bloc de 02 salles de classe au Lycée de Gayak

1		Mois	Année	Observations
Date d'établissement			2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la commune	Maroua 2 ^{ème}			
Département	Diamaré			
Région	Extrême-Nord			
Titre du projet	Construction d'un bloc de 02 salles de classe au Lycée de Gayak			

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)			
Projet financé par le PNDP			Montants	
			21 000 000	
Contribution sur budget communal				
Contribution sur budget de l'Etat				
Autres co-financements confirmés				
Montant sollicité				
Total			21 000 000	

4	OBJECTIFS DU PROJET		
Groupes cibles bénéficiaires	Elèves et corps enseignant du Lycée de Gayak		
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'éducation de qualité		
Objectifs globaux	Améliorer l'accès à l'éducation		
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer les conditions d'éducation - Améliorer l'offre en infrastructures - Améliorer le taux de réussite scolaire 		
Résultats attendus	Un bloc de 02 salles de classe construit		
Activités	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes techniques et de faisabilité - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception 		

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD		
Stratégie sectorielle		
Politique nationale (DSCE)	Améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire à l'éducation secondaire	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N° 16 : Construction de 01 bloc de hangar au marché de Papata

1		Mois	Année	Observations
Date d'établissement			2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la commune	Maroua 2 ^{ème}			
Département	Diamaré			
Région	Extrême-Nord			
Titre du projet	Construction de 01 bloc de hangar au marché de Papata			

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)		
Projet financé par le PNDP		Montants	11 000 000
Contribution sur budget communal			
Contribution sur budget de l'Etat			
Autres co-financements confirmés			
Montant sollicité			
Total			11 000 000

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cibles bénéficiaires	Populations de Papata	
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès aux infrastructures marchandes	
Objectifs globaux	Améliorer l'accès aux infrastructures marchandes	
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer les conditions des commerçants - Améliorer l'offre en infrastructures - Améliorer le bien-être des populations 	
Résultats attendus	01 bloc de hangar construit	
Activités	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes techniques - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception 	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD		
Stratégie sectorielle		
Politique nationale (DSCE)	Améliorer l'accès aux infrastructures marchandes	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N° 17: Construction de 01 forage à motricité humaine à Ngouore

1		Mois	Année	Observations
Date d'établissement			2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la commune	Maroua 2 ^{ème}			
Département	Diamaré			
Région	Extrême-Nord			
Titre du projet	Construction de 01 forage à motricité humaine à Ngouore			

3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)		
Projet financé par le PNDP		Montants	8 000 000
Contribution sur budget communal			
Contribution sur budget de l'Etat			
Autres co-financements confirmés			
Montant sollicité			
Total			8 000 000

4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cibles bénéficiaires	Populations de Ngouore	
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'eau potable	
Objectifs globaux	Permettre aux populations de Papata d'avoir accès à l'eau potable	
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'accès à l'eau - Réduire le taux des maladies hydriques - Améliorer les conditions de vie des populations 	
Résultats attendus	01 forage à motricité humaine construit	
Activités	<ul style="list-style-type: none"> - Etudes techniques et de faisabilité - Passation du marché - Exécution - Suivi-évaluation - Réception 	

5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD		
Stratégie sectorielle		
Politique nationale (DSCE)	Développer les infrastructures hydrauliques	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

FICHE DE PROJET N° 18: Construction d'une marre artificielle à Doga Maounde

1		Mois	Année	Observations
Date d'établissement			2016	

2	INFORMATIONS SUR LE PROJET			
Nom de la commune	Maroua 2 ^{ème}			
Département	Diamaré			
Région	Extrême-Nord			
Titre du projet	Construction d'une marre artificielle à Doga Maounde			

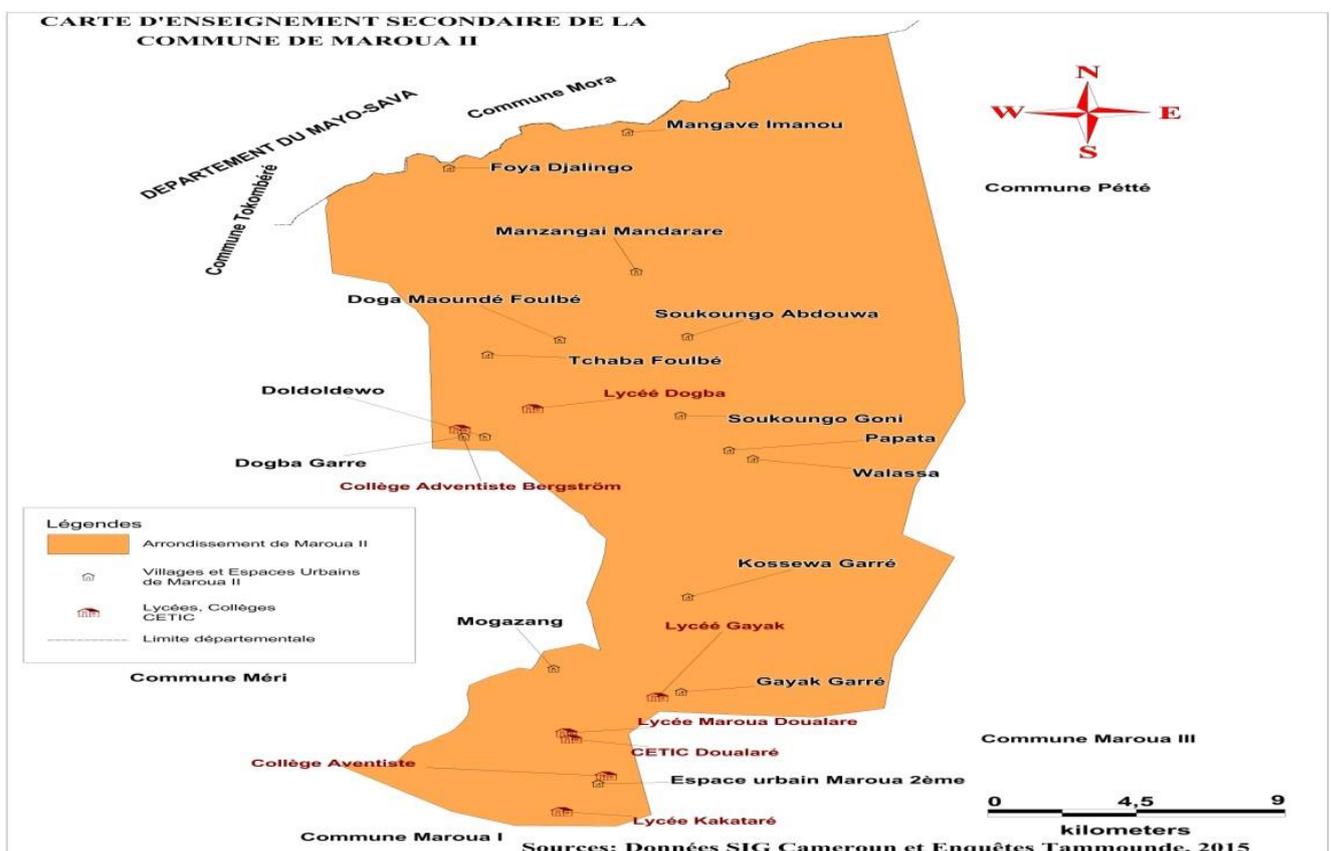
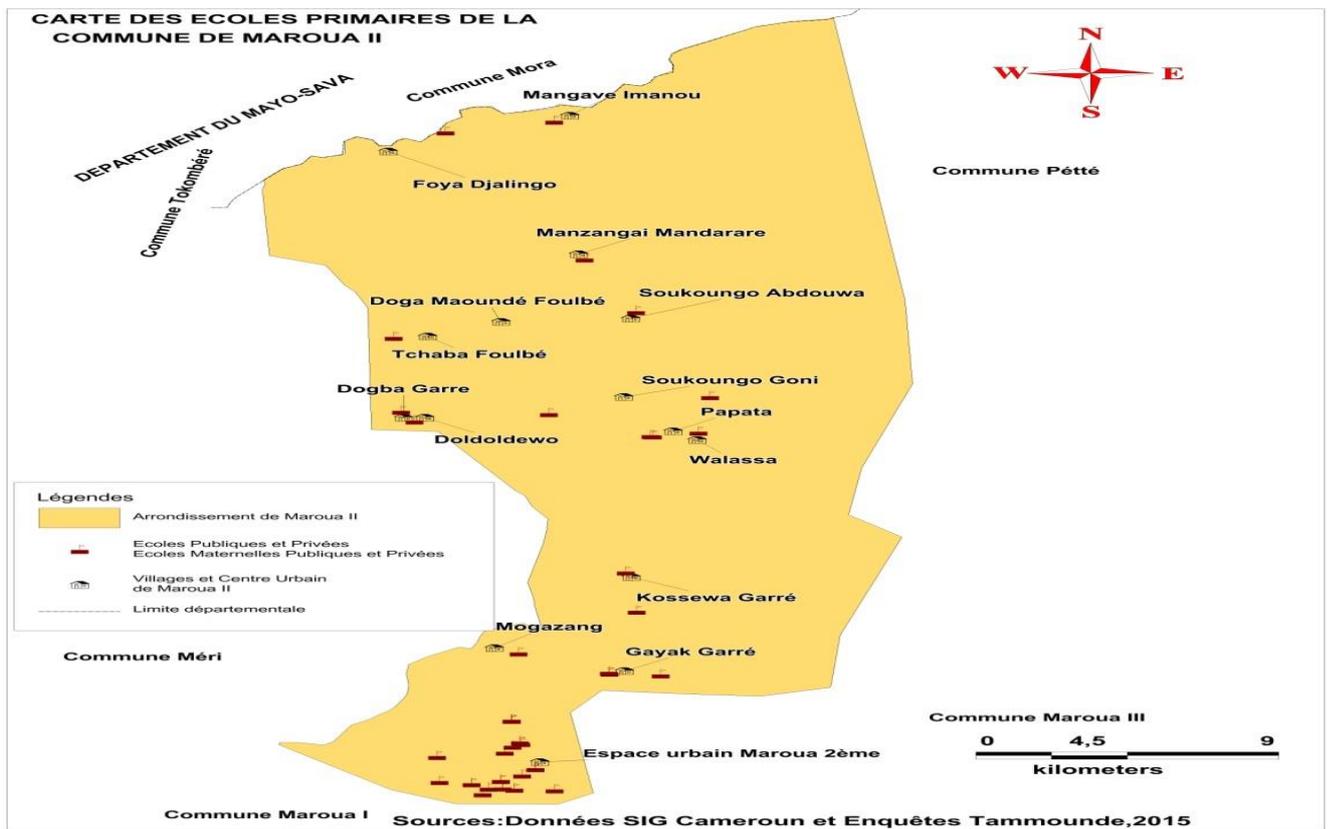
3	FINANCEMENT DU PROJET (sur 01 an)		
Projet financé par le PNDP		Montants	150 000 000
Contribution sur budget communal			
Contribution sur budget de l'Etat			
Autres co-financements confirmés			
Montant sollicité			
Total			150 000 000

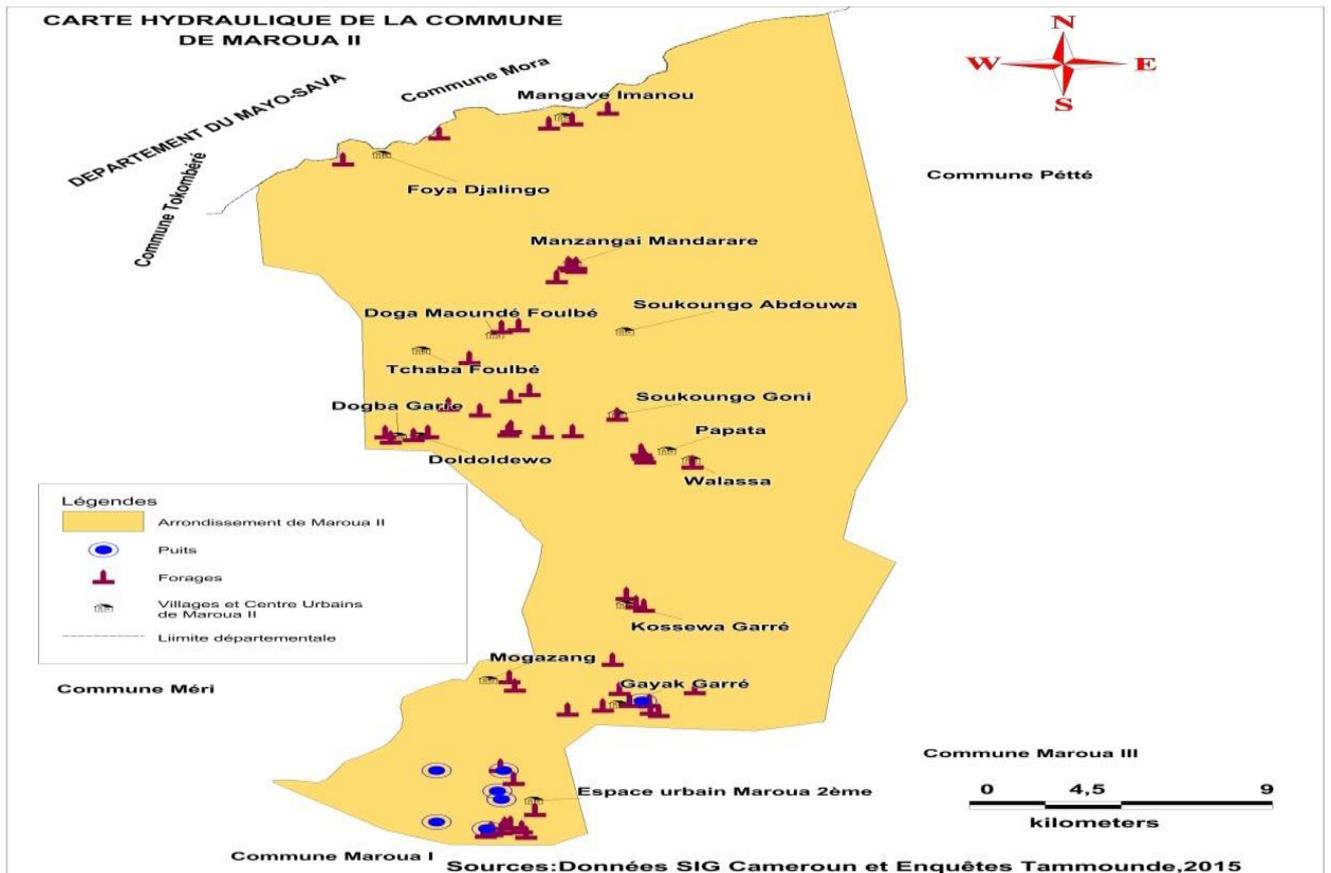
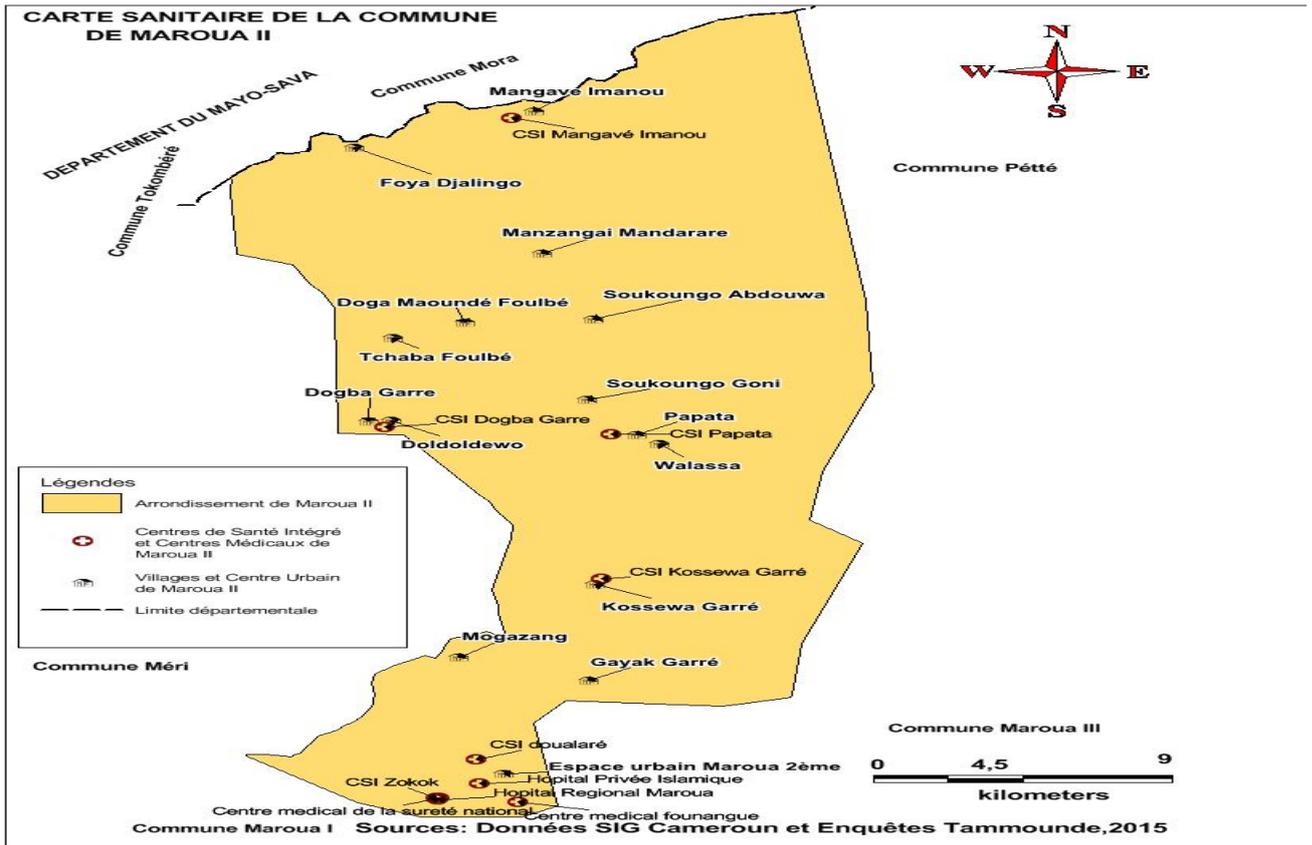
4	OBJECTIFS DU PROJET	
Groupes cibles bénéficiaires	Populations de Doga Maounde	
Problèmes à résoudre	Difficultés d'accès à l'eau pour les bêtes	
Objectifs globaux	Faciliter l'activité pastorale dans la localité	
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'accès à l'eau pour les bêtes - Booster la production des produits pastoraux - Améliorer les conditions de vie des populations 	
Résultats attendus	Une marre artificielle construite	
Activités	<ul style="list-style-type: none"> - Passation du marché - Exécution des études - Suivi/Evaluation - Réception 	

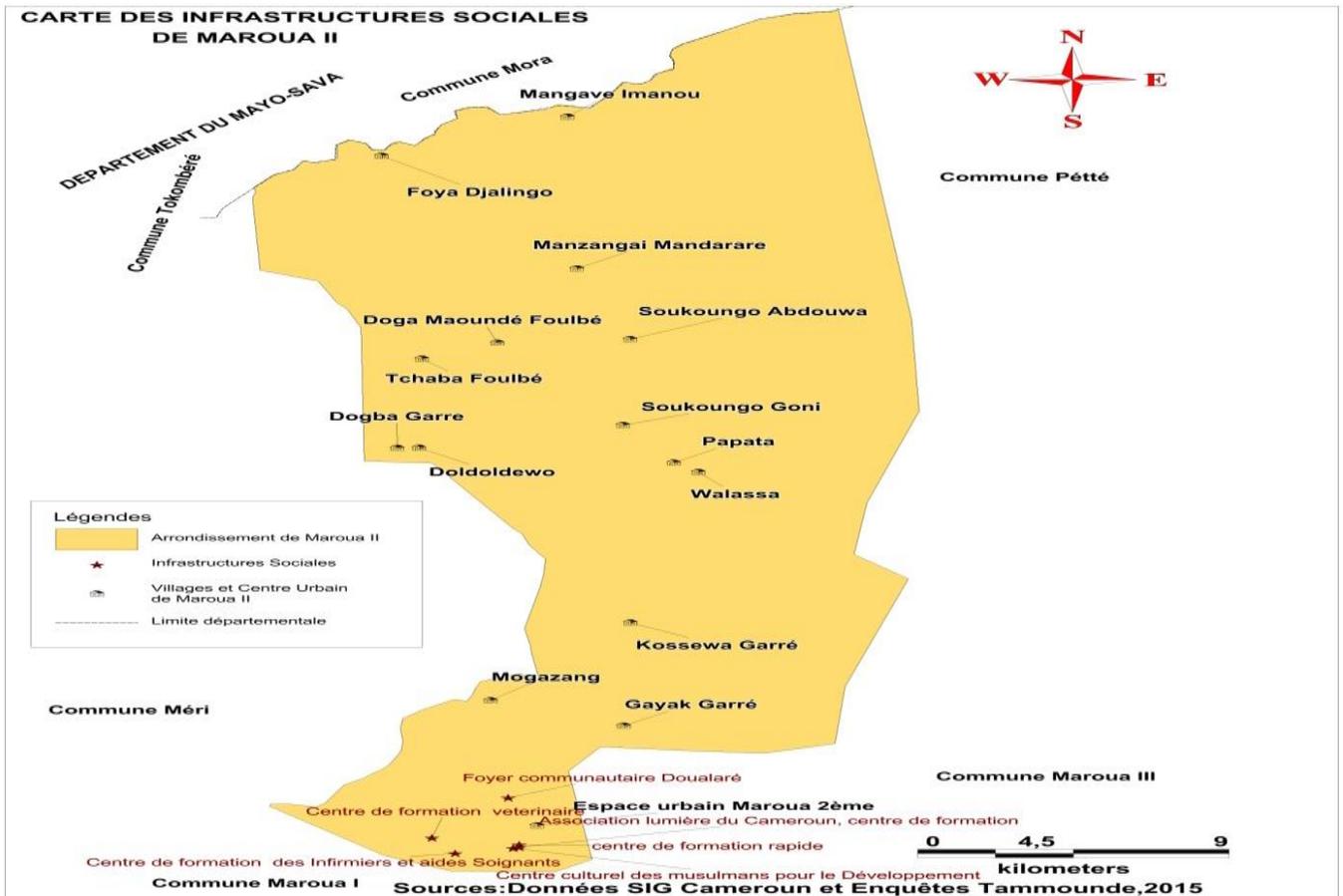
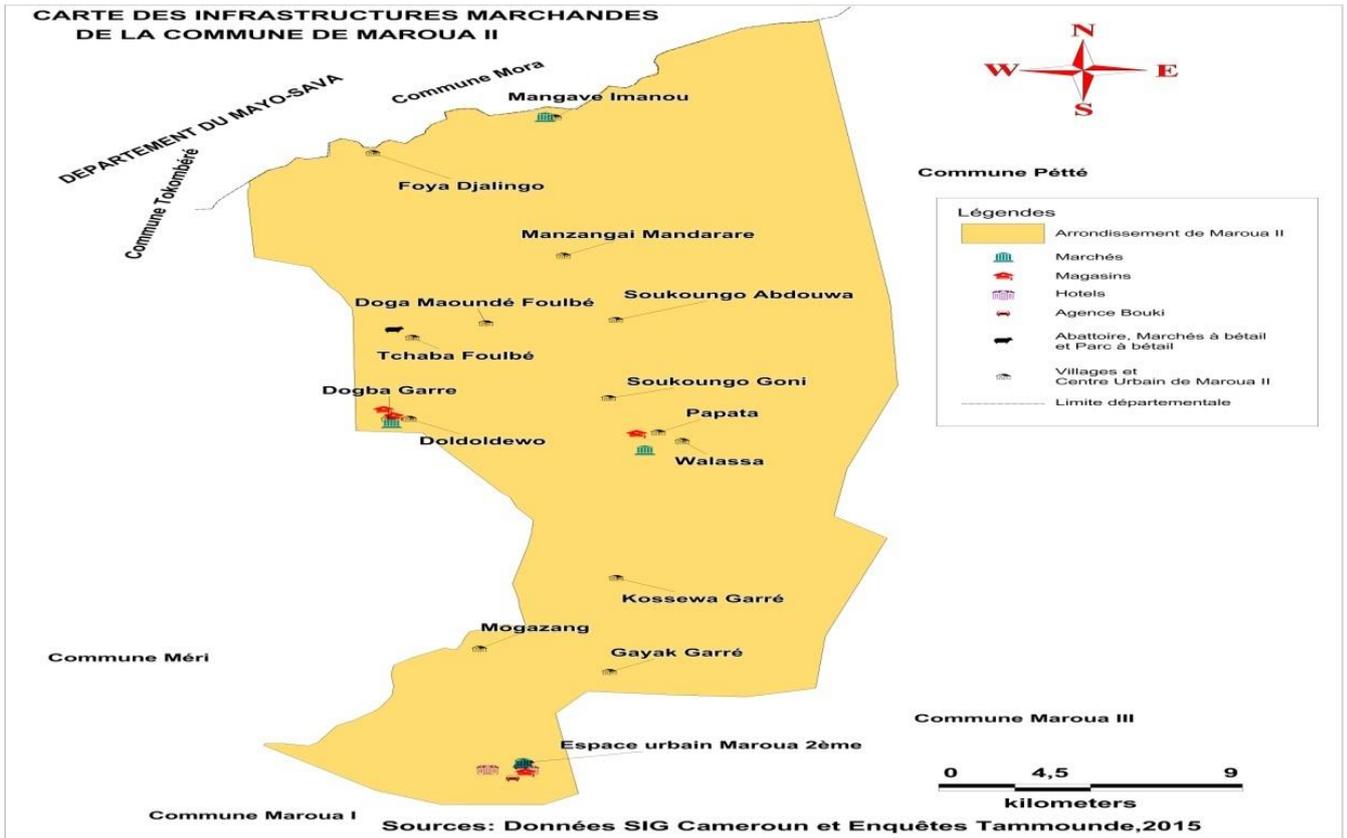
5	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION	
Orientations	Description	
PCD		
Stratégie sectorielle		
Politique nationale (DSCE)	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières animales	
Autres à préciser		

6	COMPLEMENTARITE AVEC D'AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleur (s)	Terminé	En cours	
		Cocher		

Annexe N° 2: Atlas des cartes thématiques de référence







Annexe N° 3: Les différentes fiches de présence aux différentes sessions de restitution ou de validation

Annexe N° 4: Les arrêtés municipaux : Mise en place COPIL, Mise en place comité de suivi du PCD

Annexe N° 5: Rapport consolidé du Diagnostic participatif